3 1761 05728185 9

MICHEL BAKOUNINE

ŒUVRES

TOME IV

A LA MÊME LIBRAIRIE

ŒUVRES

DE

MICHEL BAKOUNINE

Tome I. — Fédéralisme, socialisme et antithéologisme. — Lettres sur le patriotisme. — Dieu et l'Etat. — Un fort volume in-18 . . . . . 3 50

Tome II. — Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg. — Lettres à un Français sur la crise actuelle. — L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale. Avec notice biographique, avant-propos et notes par James Guillaume. Un fort volume in-18 . . 3 50

Tome III. — L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale (2e livraison). — Appendice (Considérations philosophiques sur le Fantôme divin, sur le Monde réel et sur l'Homme). Avec avant-propos, avertissements et notes par James Guillaume Un fort volume in-18 . . . . . 3 50

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE — N° 42

MICHEL BAKOUNINE

Bakunin, Michail Aleksandrovich

ŒUVRES

Tome IV

LETTRES A UN FRANÇAIS (1870), Suite.

MANUSCRIT DE 114 PAGES, ÉCRIT A MARSEILLE (1870)

LETTRE A ESQUIROS (1870)

PRÉAMBULE POUR LA SECONDE LIVRAISON DE L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE (1871)

AVERTISSEMENT POUR L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE (1871)

LETTRE A LA *LIBERTÉ* DE BRUXELLES (1872)

FRAGMENT FORMANT UNE SUITE DE L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE (1872)

Avec une préface, des avant-propos et des notes,
par JAMES GUILLAUME.

PARIS — Ier
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
155, RUE SAINT-HONORÉ, 155
DEVANT LE THÉATRE-FRANÇAIS

1910

S.o.S
B1696Gu

626584
11.1.56

PRÉFACE

Les divers manuscrits, au nombre de sept, publiés — cinq d'entre eux pour la première fois — dans ce tome IV se rattachent tous, excepté un, le sixième, au grand ouvrage de Bakounine, à celui dont les *Lettres à un Français* formèrent le commencement, et dont la suite fut intitulée *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*.

En voici l'énumération :

1° Les pages 81 *bis*-125 du manuscrit (inachevé) des *Lettres à un Français*, pages écrites à Locarno du 3 au 9 septembre 1870 et restées inédites jusqu'à ce jour (voir *Œuvres*, t. II, pages 74 et 274). J'avais annoncé (t. II, p. 268, note) que ces pages seraient publiées au tome III des *Œuvres;* mais il n'a pas été possible de les placer là ;

2° Le *Manuscrit de* 114 *pages* (inachevé, inédit) rédigé à Marseille dans la première quinzaine d'octobre 1870 ; le début en est emprunté à une lettre réellement écrite

à Palix, le 29 septembre, au moment où Bakounine allait quitter Lyon (voir t. II, p. 274; on trouvera le texte de cette lettre à la p. 76 du présent volume). Cet écrit forme à la fois une suite des *Lettres à un Français*, et un premier essai de rédaction de ce qui devait devenir, après que l'auteur s'y fut repris à quatre fois successives, d'octobre 1870 à janvier 1871, *L'Empire knouto-germanique*;

A ce manuscrit est joint un feuillet isolé intitulé *Le Réveil des peuples*;

3° Une *Lettre* (inachevée, inédite, 9 pages) datée des « environs de Marseille », le 20 octobre 1870, adressée à Alphonse Esquiros, administrateur supérieur des Bouches-du-Rhône, et qui n'a vraisemblablement pas été envoyée à son destinataire;

4° Un *Préambule* (inachevé, 14 pages) écrit du 5 au 23 juin 1871, à Locarno, pour être placé en tête de la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*, que Bakounine comptait publier dès que l'argent nécessaire aurait été réuni. En avril 1878, Elisée Reclus inséra dans le dernier numéro de la revue mensuelle le *Travailleur*, de Genève, le commencement de ce *Préambule*, en lui donnant ce titre, imaginé par lui : *La Commune de Paris et la notion de l'Etat*. En 1892, Bernard Lazare, à qui le manuscrit avait été prêté, l'imprima en totalité dans les *Entretiens politiques et littéraires*, à Paris. Le manuscrit ayant été perdu depuis, c'est le texte publié par Bernard Lazare qui est reproduit dans le présent volume; j'ai restitué à ces pages le titre que leur avait donné l'auteur. J'avais annoncé (t. II, p. 284) que le *Préambule pour la seconde livraison* serait publié au tome III des *Œuvres*; mais il a fallu renoncer à le placer là, pour ne pas enfler démesurément le volume;

5° Un *Avertissement* pour *L'Empire knouto-germanique* (inachevé, inédit, 75 pages), qui devait remplacer le *Préambule* interrompu le 23 juin. Cet *Avertissement*, écrit

à Locarno du 25 juin au 3 juillet 1871, ne fut pas terminé lui non plus. Il n'a pas été possible de l'insérer dans le tome III ; je le publie ici à la suite du *Préambule*, d'après le manuscrit original qui est conservé ;

6° Une *Lettre* au journal la *Liberté*, de Bruxelles (inachevée, 31 pages), datée du 5 octobre 1872. Cette lettre, n'ayant pas été terminée, ne fut pas envoyée. Elle a été publiée, vingt-deux ans plus tard, dans le numéro de juillet-août 1894 de la *Société Nouvelle*, de Bruxelles, mais d'une façon incorrecte ; le texte que contient le présent volume a été collationné sur l'original pour la partie dont le manuscrit existe encore;

7° Un *Fragment* (inédit, 75 feuillets) rédigé en novembre et décembre 1872. Ce devait être une suite de *L'Empire knouto-germanique*, comme l'auteur l'a indiqué dans un passage de son manuscrit (feuillet 58). C'est la dernière fois, à ma connaissance, que Bakounine ait repris la plume pour travailler à ce livre qu'en avril 1871 il avait appelé son « testament », et qu'il renonça à terminer, bien que, depuis décembre 1872, il ait vécu encore trois ans et demi. En 1873, il entreprit encore un grand ouvrage, en russe, *Gosoudarstvennost i Anarkhia* (Etatisme et Anarchie), dont il n'écrivit que la première partie ; il semble que depuis son installation à la Baronata (octobre 1873), sa veine ait tari.

Ces divers écrits ne le cèdent en intérêt à aucun de ceux qui sont contenus dans les trois volumes précédents, et on y trouvera quelques-unes des meilleures pages que Bakounine ait écrites.

Dans la suite des *Lettres à un Français*, l'auteur se demande, à un moment, ce que deviendrait le socialisme en Europe, si la France était vaincue; il entreprend de passer en revue la situation du mouvement ouvrier dans les principaux pays. Il montre qu'en Italie, le socialisme n'est pas organisé; les campagnes sont plus avancées que les villes; le pays est à la veille d'une révolu-

tion : mais il faudra que l'initiative soit reçue du dehors. Pour la Suisse, Bakounine l'exécute en une phrase dédaigneuse : « Si le monde humain allait mourir, ce n'est pas la Suisse qui le ressusciterait. Passons. » Il s'arrête ensuite à l'Allemagne, où le Parti ouvrier de la démocratie socialiste, récemment fondé, s'est constitué sur la base du socialisme d'Etat ; Bakounine fait une critique serrée du programme de ce parti, mais en même temps il rend hommage à son chef, Marx, « une grande intelligence armée d'une science profonde, et dont la vie tout entière, on peut le dire sans flatterie, a été vouée exclusivement à la plus grande cause qui existe aujourd'hui, celle de l'émancipation du travail et des travailleurs ».

Il faut signaler, dans le *Manuscrit de* 114 *pages* rédigé à Marseille, un passage bien remarquable (dont une première version se trouve déjà, à l'état d'ébauche, dans la suite des *Lettres à un Français*) sur le rôle historique de la France. Bakounine déplore l'infortune de cette « grande nation », à ce moment « menacée du sort de la Pologne », de cette France « dont l'histoire depuis 1789 et 1793 n'a été rien qu'une protestation énergique et qu'une lutte incessante de la lumière contre les ténèbres, du droit humain contre les mensonges du droit divin et du droit juridique ». Il montre que l'asservissement de la France et le triomphe de l'Allemagne feraient retomber toute l'Europe dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés : « Il me semble que quand ce grand soleil de la France s'éteindra, il y aura éclipse partout, et que toutes les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauront compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France ».

Dans le *Préambule* (pour la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique*), la Commune de Paris est glorifiée. Bakounine écrit : « Je suis un partisan de la

Commune de Paris, qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée, de l'Etat. » Et il prend la défense des quelques socialistes qui, membres de la Commune, ont été blâmés par des « théoriciens sévères » pour ne s'être pas montrés suffisamment avancés. Bakounine avait eu des rapports d'amitié personnelle avec Varlin, pour lequel il avait une profonde estime; et c'est en lui qu'il personnifie cette minorité socialiste, de laquelle il parle en ces termes : « Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine, sait combien, en lui et ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réfléchies et profondes. C'étaient des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par aucun de ceux qui les ont approchés. Mais précisément parce qu'ils étaient des hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance envers eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu! Ils avaient d'ailleurs cette conviction que dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, en ceci comme dans tout le reste, à la révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action spontanée des masses devait être tout... Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et en général comme tous les travailleurs nés et élevés dans le peuple, partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par des individualités supérieures : et, comme ils étaient justes avant tout, ils tournaient aussi bien cette prévention, cette

défiance contre eux-mêmes que contre toutes les autres personnes. Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, qu'une Révolution sociale peut être décrétée et organisée soit par une dictature, soit par une assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis les socialistes de Paris ont pensé qu'elle ne pouvait être faite et amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires. »

La Commune, affirmation de l'idée fédéraliste, n'avait rien de commun avec l'Etat socialiste ou *Volksstaat* que la *Sozial-Demokratie* marxiste inscrivait sur son programme. Par quelle étrange contradiction Marx se déclara-t-il, lui aussi, le partisan de la Commune de Paris? C'est, explique Bakounine dans sa *Lettre* à la *Liberté*, qu'il ne pouvait pas faire autrement :

« Par cette insurrection, dont le trait principal est la révolte de la Commune et des associations ouvrières contre l'Etat, la France est remontée d'un seul coup à son rang, et la capitale de la révolution mondiale, Paris, a repris sa glorieuse initiative à la barbe et sous le canon des Allemands bismarckianisés. L'effet en fut si formidable partout, que les marxiens eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés, et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante. »

L'important fragment de 75 feuillets qui termine le volume me paraît une des choses les plus intéressantes qui soient sorties de la plume de Bakounine. Dans les premières pages, il montre, avec une grande vigueur de

pensée, le danger que fait courir à l'Internationale la tentative dictatoriale de Karl Marx, et cette idée funeste de vouloir imposer au prolétariat universel un programme d'action politique uniforme, résumé dans cette formule : « La conquête du pouvoir politique est le premier devoir des travailleurs organisés ». Le fait sur lequel l'Internationale s'est constituée, c'est la revendication solidaire par les travailleurs de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie. Le prolétariat s'est trouvé, par là, placé en dehors de l'action et du jeu politique de tous les partis de l'Etat, et constitué en un monde nouveau, celui de l'avenir. C'est là une position bien nette. Le prolétariat, ainsi organisé pour la lutte, ne peut avoir qu'une politique négative, une politique de démolition du monde bourgeois : mais, en sa qualité de démolisseur de la civilisation historique actuelle, il se trouve par là même « le créateur obligé d'une civilisation nouvelle ». Le programme de l'Internationale est « l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital » ; et « de cette base, d'abord exclusivement matérielle, doit surgir tout le monde social, intellectuel et moral nouveau ». Quiconque a suivi le développement de l'Internationale a pu constater comment ce travail s'effectue lentement au sein du prolétariat, par trois voies différentes, mais indissolublement unies : l'organisation et la fédération des caisses de résistance et la solidarité internationale des grèves ; l'organisation et la fédération internationale des corps de métiers ; et enfin « le développement spontané et direct des idées philosophiques et sociologiques dans l'Internationale, accompagnement inévitable et conséquence pour ainsi dire forcée de ces deux premiers mouvements ». Bakounine se proposait de traiter successivement de l'action accomplie par chacune de ces trois voies différentes ; mais à peine a-t-il commencé à parler des

caisses de résistance et des grèves, qu'une digression l'entraîne loin de son sujet : il le perd bientôt de vue, et n'y revient plus dans la partie du manuscrit qu'il a rédigée. Il disserte pendant quarante-cinq feuillets encore sur toute sorte de questions, puis cesse brusquement d'écrire, nous privant ainsi de l'avantage de connaître ce qu'il s'était proposé de nous montrer : comment toutes les pensées, toutes les tendances philosophiques et sociales qui naissent au sein du prolétariat « ont pour point de départ principal, sinon exclusif, cette revendication économique qui constitue l'essence et le but de l'Internationale ».

J. G.

Nota. — Dans ce volume comme dans les précédents, les chiffres *inférieurs* placés, dans le texte et dans les notes, à côté d'une barre verticale, indiquent les feuillets (ou les pages) du manuscrit de Bakounine.

ERRATA

Tome II. — *Notice biographique*, p. XXXVII, ligne 7 d'en bas. — Dans cette ligne, supprimer le mot « saxon » : W. Liebknecht n'était pas Saxon ; il est né à Giessen, dans le grand-duché de Hesse.

Tome IV, page 81, lignes 7-8. — *Au lieu de :* « comme chaînon un intermédiaire », *lire :* « comme un chaînon intermédiaire ».

Ibid. page 170, note. — Le commencement de la note doit être rédigé ainsi : « Il s'agit du procès (que Bakounine appelle par erreur *procès des Treize*) intenté aux organisateurs de la manifestation faite sur la tombe du représentant Baudin ». — Le procès dit *des Treize* est celui qui aboutit à la condamnation, le 6 août 1864, de treize républicains (Garnier-Pagès, H. Carnot, Ch. Floquet, J. Ferry, Hérold, etc.) qui avaient participé à une association non autorisée de plus de vingt personnes.

LETTRES A UN FRANÇAIS

(*SUITE*)

AVANT-PROPOS

Dans *l'Avant-propos* de la réimpression des *Lettres à un Français* (tome II des *Œuvres*, pages 71-77), j'ai raconté comment, le 11 septembre 1870, Bakounine, arrivant à Neuchâtel, avait apporté les pages 113-125 de son manuscrit, qu'il ne me laissa pas, mais emporta à Lyon avec les pages 81 *bis*-112 que je lui restituai. C'est le contenu de ces pages restées inédites (81 *bis*-125) que je publie ici.

Ces feuillets ont été écrits à Locarno du 3 au 9 septembre 1870. L'auteur m'avait expédié le 3 septembre les pages 67-81 (la page 67 porte la date du 2 *septembre* ; au bas de la page 81 on lit : *Continuation suit*). Le 4 septembre il expédia les pages 81 *bis*-96 (à la page 96, Bakounine a écrit en marge, le dimanche 4 septembre : « Fin après-demain ; et [mercredi 7, *biffé*] vendredi 9 septembre je pars »); enfin, le 8, les pages 97-112 (sur la page 112, l'auteur a écrit, le 8 : « Fin apporterai moi-même. Pars demain, après-demain soir à Berne ; 11 soir ou 12 matin chez vous ; télégraphierai de Berne. »)

Après l'insuccès du mouvement du 28 septembre à Lyon, Bakounine, qui s'était rendu à Marseille où il arriva le 30, se remit à écrire; mais ce qu'il écrivit alors fut une œuvre nouvelle, et non pas la simple continuation des feuillets emportés de Neuchâtel. Cette œuvre nouvelle (restée inachevée), on la trouvera à la p. 73 du présent volume, sous le titre de *Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille.*

On s'explique aisément que Bakounine ait renoncé à utiliser, à ce moment, les feuillets 81 *bis*-125 qu'il avait sous la main. Il y a, dans ces quelques pages, des choses d'une réelle valeur, en particulier un examen de ce que deviendrait le socialisme en Europe si la France était vaincue, suivi d'une critique du programme adopté au Congrès d'Eisenach, en août 1869, par la *Sozial-demokratische Arbeiter-Partei* d'Allemagne, et de considérations sur les débats du Congrès de Bâle (septembre 1869) et les attaques de Moritz Hess contre Bakounine dans le *Réveil.* Mais ces choses n'eussent pas trouvé de lecteurs au milieu du tumulte de la guerre. Aujourd'hui, au contraire, elles seront lues comme une intéressante contribution à l'histoire du mouvement socialiste international.

J. G.

LETTRES

A UN FRANÇAIS

SUR

LA CRISE ACTUELLE

(SUITE)

Pages 81 *bis*-125 du manuscrit.

Feuillets inédits.

SEPTEMBRE 1870

LETTRES A UN FRANÇAIS

(SUITE)

| 81 *bis* Supposons qu'aucune ville de France ne prenne cette initiative, et que la France pour cette fois soit perdue, c'est-à-dire que, Paris une fois tombé aux mains des Prussiens, elle accepte toutes les conditions de paix que Bismarck lui dictera. *Quelle sera alors la position du socialisme en France et dans l'Europe tout entière ?*

Voyons d'abord la situation du peuple français. Quel peut être le gouvernement qui consentira à signer les conditions de paix déshonorantes et désastreuses pour la France que le roi de Prusse — le futur empereur de l'Allemagne s'il revient victorieux et vivant de la France — ne manquera pas, sera forcé de lui imposer ? Tout plein de mépris que je sois pour l'impuissance désormais avérée du parti radical, je ne pense pas que Jules Simon et Jules Favre eux-mêmes puissent descendre assez bas

pour les signer. Les républicains ne les signeront pas, et s'il s'en trouve parmi eux quelques-uns qui les signent, ce ne pourront être que des républicains vendus, comme Emile Ollivier, le défunt ministre. Le parti républicain anti-socialiste, parti vieilli avant l'âge, parce qu'il a passé toute sa vie dans les aspirations platoniques, en dehors de toute réalité et de toute action positives, est sans doute désormais incapable de vivre et de faire vivre la France, mais il saura au moins mourir sans déshonorer ses cheveux blancs, et je le crois assez fier pour se laisser ensevelir sous les ruines de Paris, plutôt que de signer un traité de paix qui ferait de la France une vice-royauté de la Prusse.

Thiers et Trochu consentiront-ils à le signer? Qui le sait? On connaît peu le général Trochu. Quant à Thiers, ce vrai représentant de la politique et du parlementarisme bourgeois, on le connaît assez pour savoir qu'il a de bien gros péchés sur la conscience. C'est lui, plus que tout autre, qui a été l'âme de la conspiration réactionnaire au sein de l'Assemblée constituante et qui a contribué à l'élection du prince président en 1848. Mais il y a en lui un grand patriotisme d'Etat, qui | 82 ne s'est jamais démenti et qui constitue proprement toute sa vertu politique. Il aime sincèrement, passionnément la grandeur et la gloire de la France, et je pense que lui aussi mourra plutôt que de signer la déchéance de la France. Thiers et Trochu sont d'ailleurs des orléanistes, tous les deux, et les princes d'Orléans

signeront difficilement les conditions de Bismarck, parce ce que ce serait une action aussi lâche qu'impolitique de leur part. Au reste, *chi lo sà ?* Ils sont fatigués d'être restés si longtemps sans couronne, et « Paris vaut bien une messe », a dit leur aïeul Henri IV.

Oh ! parlez-moi par exemple de M. Emile de Girardin. Parlez-moi de messieurs les sénateurs, les conseillers d'Etat, les diplomates, les membres du Conseil privé et du cabinet de l'empereur. Eux sont rompus à toutes les bassesses, ils ne demanderont pas mieux que de se vendre ; ils sont tous à acheter, et pas cher. Quant à l'impératrice Eugénie, elle est capable sans doute de s'offrir à l'armée prussienne tout entière, pourvu que cette dernière veuille bien eonserver la couronne déshonorée de la France sur la tête de son fils.

Le plus probable, je pense, c'est que, s'il y a conclusion de la paix, cette paix sera signée par des bonapartistes. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que, quel que soit le gouvernement qui la signe, il sera nécessairement et par la force même des choses le vassal de la Prusse, le très humble et dévoué serviteur du comte de Bismarck ; un serviteur très sincère, parce que, méprisé et détesté de la France, il n'aura plus, comme je l'ai déjà observé, d'autre appui ou d'autre raison d'existence que la Prusse.

Se sachant d'autant plus haï à l'intérieur qu'il sera plus efficacement protégé à l'extérieur, le gouvernement nouveau de la France se devra autant à

lui-même, qu'il devra à | 83 son suzerain, d'organiser et de gouverner la France de manière à ce qu'elle ne puisse troubler ni la tranquillité intérieure, ni la paix extérieure.

Le joug administratif qui a pesé sur elle, et qui l'a si profondément démoralisée pendant ces dernières vingt années, sera nécessairement renforcé. On conservera toute la centralisation administrative actuelle, avec cette différence que le centre réel n'en sera plus à Paris, mais à Berlin. On conservera en très grande partie tout le personnel de cette administration, parce que ce personnel a trop bien mérité de la Prusse. Tous ces hauts et petits fonctionnaires de l'empire qui se sont perfectionnés par une pratique de vingt ans dans l'art d'opprimer, de ruiner et de corrompre les populations, n'ont-ils pas abandonné et ouvert sans défense leurs préfectures et leurs communes aux Prussiens?

Les impôts seront considérablement augmentés. On ne diminuera pas, mais on sera forcé au contraire de faire monter le budget. Parce qu'au déficit si proche de la banqueroute que Napoléon III aura légué, on devra ajouter les intérêts de tous les emprunts de la guerre, aussi bien que ceux des milliards qu'on aura payés à la Prusse. Le cours forcé des billets de la Banque de France, voté par les Chambres seulement comme une mesure transitoire et seulement pour la durée de la guerre, deviendra une institution permanente, comme en Italie depuis 1866; et comme en Italie, on verra l'or et l'argent

faire place à un papier qui n'atteindra jamais sa valeur nominale.

Les impôts devront être déjà augmentés par cette seule raison, qu'à l'augmentation du chiffre des dépenses de l'Etat correspondra non une augmentation, mais une diminution notable du chiffre des imposés, l'Alsace et la Lorraine devant être séparées de la France. Les contributions directes deviendront plus fortes, à cause de la diminution du produit des contributions indirectes, et ce dernier devra diminuer nécessairement, par suite des traités de | 84 commerce avantageux pour l'Allemagne, mais ruineux pour la France, que la Prusse ne manquera pas d'imposer à cette dernière, tout à fait comme la France impériale l'avait fait par rapport à l'Italie.

Le commerce et l'industrie de la France, déjà ruinés par cette guerre, le seront donc encore plus par cette paix. Le travail national diminuera, et, avec lui, le taux des salaires, tandis que les impôts, qui, en dernier compte, retombent toujours sur le prolétariat, et par là même le prix des denrées, augmenteront. Le peuple de France deviendra beaucoup plus misérable, et plus il sera misérable plus il deviendra nécessaire de le contenir.

Le peuple des campagnes sera principalement contenu par l'action *morale* des jésuites. Pieusement élevé dans les principes de l'Eglise catholique et romaine, il continuera d'être systématiquement excité contre le libéralisme et le républicanisme de la bourgeoisie et contre le socialisme des ouvriers

partageux des villes. On se trompe beaucoup si l'on pense que Bismarck et le vieux Guillaume, roi de Prusse, son élève et son maître, comme protestants, seront les ennemis des jésuites. Dans les pays protestants, ils continueront de protéger les mômiers, mais ils continueront de soutenir les jésuites dans les pays catholiques ; parce que jésuites et mômiers sont également excellents pour apprendre aux peuples la patience, la soumission et la résignation.

La grande majorité des bourgeois sera naturellement mécontente. Humiliés dans leur patriotisme et dans leur vanité nationale, ils seront en plus ruinés. Beaucoup de familles appartenant à la bourgeoisie moyenne descendront dans la petite bourgeoisie, et beaucoup de petits bourgeois se verront repoussés dons le prolétariat. Par contre, l'oligarchie bourgeoise accaparera encore davantage toutes les affaires et tous les revenus du commerce et de l'industrie nationale ; et | 85 les éperviers de la Bourse spéculeront sur les malheurs de la France.

La bourgeoisie sera mécontente. Mais son mécontentement n'offrira pas de danger immédiat. Séparée du prolétariat par sa haine aussi bien réfléchie qu'instinctive contre le socialisme, elle est impuissante en ce sens qu'elle a perdu la faculté de faire la révolution. Il lui reste bien encore une sorte d'action lentement dissolvante, elle peut miner et ruiner les institutions à la longue, en les frondant, en leur faisant continuellement la petite guerre, comme cela se voit en Italie aujourd'hui, mais

elle n'est plus capable de pensées audacieuses, ni de résolutions énergiques, ni de grandes actions. Elle est châtrée et a passé définitivement à l'état de chapon. Elle pourra donc bien inquiéter et ennuyer le gouvernement, mais non le menacer d'un danger sérieux.

Le danger sérieux ne pourra lui venir que du prolétariat des villes. Aussi ce sera principalement contre lui qu'il usera de tous ses moyens d'étouffement et de répression. Son premier moyen sera de l'isoler tout à fait, en excitant d'abord contre lui, comme je l'ai déjà expliqué, les populations des campagnes, et, ensuite, en empêchant de toutes les manières, aidé puissamment en ceci par la grande et la moyenne bourgeoisie, que la petite bourgeoisie ne vienne se joindre à lui sur le terrain du socialisme. Son second moyen sera de le démoraliser et d'empêcher par toute sorte de mesures préventives et coercitives son développement intellectuel, moral et social : la mesure principale sera sans doute de défendre et de poursuivre, de persécuter avec acharnement toutes les associations ouvrières, et avant tout naturellement la grande et salutaire Association internationale des travailleurs du monde entier. Son troisième et dernier moyen sera de le contenir et de le réprimer par la force armée.

L'armée de ce gouvernement se transformera enfin tout à fait en un corps de gendarmes, trop faible et trop mal organisé pour défendre l'indé | 86 pendance du pays, assez puissant pour comprimer les révoltes

de ses populations mécontentes. La réduction inévitable et considérable de l'armée française, que la Prusse ne manquera pas d'imposer à la France vaincue, sera l'unique avantage qui résultera pour la France de cette paix honteuse. Si la France sortait de cette guerre au moins l'égale de la Prusse en indépendance, en sécurité, en puissance, cette réduction pourrait devenir pour elle une source de grandes et salutaires économies. Mais, la France vaincue et devenue une vice-royauté de la Prusse, la population de la France n'en tirera absolument aucun avantage, car l'argent qu'on aura épargné sur l'armée, il faudra le dépenser pour corrompre, pour acheter, pour tranquilliser, pour assimiler au nouveau régime les consciences et les volontés du pays officiel, l'esprit public et privé des classes *intelligentes* et privilégiées. La corruption systématique de ces classes coûte immensément cher, et l'Italie actuelle aussi bien que la France impériale en savent quelque chose.

L'armée sera donc considérablement amoindrie, mais en même temps perfectionnée dans le sens du service de la gendarmerie, le seul qu'elle sera désormais appelée à remplir. Quant à la défense de la France contre des attaques extérieures, de la part soit de l'Italie, de l'Angleterre, de la Russie, ou de l'Espagne, ou même de la Turquie, Bismarck et son souverain, le généreux empereur de l'Allemagne, ne permettront pas qu'elle s'en occupe elle-même. Ce sera désormais leur affaire. Ils garantiront et ils

protégeront puissamment l'intégrité de leur vice-royauté de Paris, comme l'empereur Napoléon III avait garanti et protégé l'intégrité de sa vice-royauté de Florence.

Telle sera certainement la position de la France lorsqu'elle aura accepté et signé les conditions de la Prusse. Voyons maintenant quelle sera la situation des ouvriers au milieu de cette France nouvelle?

Sous le rapport économique, elle sera infiniment plus misérable. C'est si clair, qu'il n'est pas même | 87 besoin de le démontrer. Sous le rapport politique, elle deviendra également beaucoup plus mauvaise. On peut être certain que, cette guerre une fois terminée, le premier, le principal soin de tous les gouvernements de l'Europe sera de sévir contre les associations ouvrières, de les corrompre, de les dissoudre, de les détruire de toutes les façons et par tous les moyens légaux et illégaux. Ce sera pour les gouvernements la plus grande affaire, une question de vie et de mort, car toutes les autres classes de la société ayant cessé d'être dangereuses et contraires à l'existence des Etats, il ne leur reste plus que le monde ouvrier à combattre.

Et, en effet, la classe nobiliaire, ayant perdu absolument toute indépendance de position, d'intérêt et d'esprit, s'est depuis longtemps inféodée à l'Etat, même en Angleterre. Le clergé et l'Eglise, malgré leurs rêves innocents de suprématie et de domination spirituelles et même temporelles, malgré l'infaillibilité du pape nouvellement proclamée, ne sont

en réalité rien aujourd'hui qu'une institution de l'Etat, une sorte de police noire sur les âmes au profit de l'Etat, parce qu'en dehors de l'Etat ils ne peuvent plus avoir ni revenus ni puissance. La bourgeoisie enfin, je l'ai déjà dit et je le répète encore, la bourgeoisie est définitivement tombée à l'état de chapon. Elle fut virile, audacieuse, héroïque, révolutionnaire, il y a quatre-vingts ans ; elle le redevint encore une fois, il y a cinquante-cinq ans, et elle resta telle, quoique déjà à un degré beaucoup moindre, pendant la Restauration, depuis 1815 jusqu'en 1830. Repue et satisfaite par la révolution de Juillet, elle eut encore des rêves révolutionnaires jusqu'en Juin 1848. A cette époque elle se réveilla définitivement réactionnaire. Elle est aujourd'hui le profitant et par conséquent le partisan le plus intéressé et le plus passionné de l'Etat.

Restent donc les paysans et les ouvriers des villes. Mais les paysans, dans presque tous les pays de l'Occident de l'Europe, — moins l'Angleterre et l'Ecosse, où proprement les paysans n'existent pas, moins l'Irlande, l'Italie et l'Espagne où ils se trouvent dans une situation misérable, et par conséquent révolutionnaire et socialiste sans qu'ils le sachent eux-mêmes, — en France et en Allemagne surtout, sont à demi satisfaits ; ils jouissent ou croient jouir d'avantages qu'ils s'imaginent avoir intérêt à conserver contre les attaques d'une révolution sociale; ils ont sinon les profits réels, au moins le rêve vaniteux, l'imagination de la propriété. Ils son

en outre systématiquement maintenus par les gou | 88 vernements et par toutes les Eglises, officielles ou officieuses, de l'Etat dans une ignorance crasse. Les paysans constituent aujourd'hui la base principale, presque unique, sur laquelle sont assises la sécurité et la puissance des Etats. Ils sont donc de la part de tous les gouvernements l'objet d'une attention toute particulière. On travaille systématiquement leur esprit pour y cultiver les fleurs si délicates de la foi chrétienne et de la fidélité au souverain, et pour y semer les plantes salutaires de la haine contre les villes. Malgré tout cela, les paysans, comme je l'ai expliqué ailleurs, peuvent être soulevés et seront soulevés tôt ou tard par la révolution sociale; et cela pour ces trois simples raisons : 1° A cause même de leur civilisation si peu avancée ou de leur *barbarie* relative, ils ont conservé dans toute son intégrité le tempérament simple, robuste et toute l'énergie de la nature populaire; 2° Ils vivent du travail de leurs bras et sont moralisés par ce travail, qui nourrit en eux une haine instinctive contre tous les fainéants privilégiés de l'Etat, contre tous les exploiteurs du travail; 3° Enfin, travailleurs eux-mêmes, ils ne sont séparés des travailleurs des villes que par des préjugés, non par des intérêts. Un grand mouvement réellement socialiste et révolutionnaire pourra les étonner d'abord, mais leur instinct et leur bon sens naturel leur feront comprendre bientôt qu'il ne s'agit pas du tout de les spolier, mais de faire triompher et d'établir par-

tout et pour tous le droit sacré du travail sur les ruines de toutes les fainéantises privilégiées du monde. Et lorsque les ouvriers, abandonnant le langage prétentieux et scolastique d'un socialisme doctrinaire, inspirés eux-mêmes par la passion révolutionnaire, viendront leur dire simplement, sans détours et sans phrases, ce qu'ils veulent ; lorsqu'ils arriveront dans les campagnes non en précepteurs et en maîtres, mais comme des frères, des égaux, provoquant la révolution, mais ne l'imposant pas aux travailleurs de la terre ; lorsqu'ils mettront le feu à tout le papier timbré, procès, titres de propriété et de rentes, dettes privées, hypothèques, lois criminelles et civiles ; lorsqu'ils allumeront des feux de joie de toute cette paperasse immense, signe et consécration officielle de l'esclavage et de la misère du prolétariat, — alors, soyez-en bien certains, le paysan les comprendra et se lèvera avec eux. Mais pour que les paysans se lèvent, il faut absolument que l'initiative du mouvement révolutionaire soit prise par les ouvriers des villes, parce que ces ouvriers seuls joignent | 89 aujourd'hui, à l'instinct, la conscience éclairée, l'idée, et la volonté réfléchie de la révolution sociale. Donc tout le danger qui menace l'existence des Etats est uniquement concentré aujourd'hui dans le prolétariat des villes.

Tous les gouvernements de l'Europe le savent bien, et c'est pourquoi, aidés puissamment par la riche bourgeoisie, par la ploutocratie coalisée de tous les pays, ils emploieront tous leurs efforts,

après cette guerre, pour tuer, pour corrompre, pour étouffer complètement cet élément révolutionnaire dans les villes. *Après la guerre de 1815, il y a eu la Sainte-Alliance politique de tous les Etats contre le libéralisme bourgeois. Après la guerre présente, si elle se termine par le triomphe de la Prusse, c'est-à-dire par celui de la réaction internationale, il y aura la Sainte-Alliance à la fois politique et économique des mêmes Etats, devenus encore plus puissants par la coopération intéressée de la bourgeoisie de tous les pays, contre le socialisme révolutionnaire du prolétariat.*

Telle sera, en général, la situation du socialisme dans toute l'Europe. J'y reviendrai tout à l'heure. Mais auparavant je veux examiner quelle devra être la situation toute spéciale du socialisme français après cette guerre, si elle se termine par une paix honteuse et désastreuse pour la France. Les ouvriers seront infiniment plus mécontents et plus misérables qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Cela s'entend de soi-même. Mais s'ensuit-il : *primò*, que leurs dispositions, leur esprit, leur volonté et leurs résolutions deviendront plus révolutionnaires ? et *secundò*, alors même que leurs dispositions deviendraient plus révolutionnaires, auront-ils plus de facilité, ou même une facilité égale à celle d'aujourd'hui, à faire la révolution sociale ?

Sur chacune de ces questions, je n'hésite pas à me prononcer d'une manière négative, et voici pourquoi. *Primò*, quant à la disposition révolutionnaire

dans les masses ouvrières, — je ne parle pas naturellement ici de quelques individus exceptionnels, — elle ne dépend pas seulement d'un plus ou moins grand degré de misère et de mécontentement, mais encore de la foi ou de la confiance que les masses ouvrières ont dans la justice et dans la nécessité du triomphe de leur cause. Depuis qu'il existe | 90 des sociétés politiques, les masses ont été toujours mécontentes et toujours misérables, parce que toutes les sociétés politiques, tous les Etats, républicains aussi bien que monarchiques, depuis le commencement de l'histoire jusqu'à nos jours, ont été fondés exclusivement et toujours, seulement à des degrés de franchise différents, sur la misère et sur le travail forcé du prolétariat. Donc, aussi bien que les jouissances matérielles, tous les droits politiques et sociaux ont été toujours le lot des classes privilégiées ; les masses laborieuses n'ont jamais eu pour leur part que les souffrances matérielles et les mépris, les violences de toutes les sociétés politiquement organisées. De là leur mécontentement éternel.

Mais ce mécontentement n'a produit que bien rarement des révolutions. Nous voyons même des peuples qui sont réduits à une misère excessive, et qui pourtant ne bougent pas. A quoi cela tient-il ? Seraient-ils contents de leur position ? Pas le moins du monde. Cela tient à ce qu'ils n'ont pas le sentiment de leur droit, ni la foi en leur propre puissance ; et parce qu'ils n'ont ni ce sentiment, ni cette foi, ils restent pendant des siècles des esclaves impuissants.

Comment l'un et l'autre naissent-ils dans les masses populaires? Le sentiment ou la conscience du droit est dans l'individu l'effet de la science théorique, mais aussi de son expérience pratique de la vie. La première condition, c'est-à-dire le développement théorique de l'intelligence, ne s'est encore jamais et nulle part réalisée pour les masses. Même dans les pays de l'Europe où l'instruction populaire est le plus avancée, comme en Allemagne par exemple, elle est si insignifiante et surtout si faussée, qu'il ne vaut presque pas la peine d'en parler. En | 91 France elle est nulle. Et pourtant on ne peut pas dire que les masses ouvrières de ce pays soient ignorantes de leurs droits. D'où en ont-elles donc pris la connaissance? Uniquement dans leur grande expérience historique, dans cette grande tradition qui, se développant à travers les siècles et se transmettant d'âge en âge, toujours grossissante et toujours enrichie de nouvelles injustices, de nouvelles souffrances et de nouvelles misères, finit par éclairer toute la masse du prolétariat. Tant qu'un peuple n'est point tombé en décadence, il y a toujours progrès dans cette tradition salutaire, unique institutrice des masses populaires. Mais on ne peut pas dire qu'à toutes les époques de l'histoire d'un peuple, ce progrès soit égal. Au contraire, il ne se manifeste que par soubresauts. Quelquefois il est très rapide, très sensible, très large, d'autres fois il se ralentit ou s'arrête; d'autres fois encore, il semble reculer tout à fait. A quoi cela tient-il?

Cela tient évidemment au caractère des événements qui constituent son histoire. Il y en a qui l'électrisent et le poussent en avant; d'autres agissent sur la disposition générale de la conscience populaire d'une manière déplorable, décourageante, écrasante, au point de l'abattre ou de la dévoyer, au point quelquefois de la fausser tout à fait. On peut en général observer dans le développement historique des peuples deux mouvements inverses, que je me permettrai de comparer au flux et au reflux de l'Océan.

A certaines époques, qui sont ordinairement les précurseurs de grands événements historiques, de grands triomphes de l'humanité, tout semble avancer d'un pas accéléré, tout respire la puissance : les intelligences, les cœurs, les volontés, tout va à l'unisson, tout semble marcher à la conquête de nouveaux horizons. Alors il s'établit dans toute la société comme un courant électrique qui unit | 92 les individus les plus éloignés dans un même sentiment, et les intelligences les plus disparates dans une même pensée, et qui imprime à tous la même volonté. Alors chacun est plein de confiance et de courage, parce qu'il se sent porté par le sentiment de tout le monde. Telle fut, pour ne point sortir de l'histoire moderne, la fin du dix-huitième siècle, à la veille de la grande Révolution. Tel fut, quoique à un beaucoup moindre degré, le caractère des années qui précédèrent la révolution de 1848. Tel est enfin, je pense, le caractère de notre époque, qui semble nous annoncer des événements qui peut-être

dépasseront en grandeur ceux de 1789 et de 1793. Ce qu'on sent, ce qu'on voit dans ces époques grandioses et puissantes, ne peut-il être comparé au flux de l'Océan ?

Mais il est d'autres époques sombres, désespérantes, fatales, où tout respire la décadence, la prostration et la mort, et qui présentent une véritable éclipse de la conscience publique et privée. Ce sont les reflux qui suivent toujours les grandes catastrophes historiques. Telle fut l'époque du premier Empire et de la Restauration. Tels furent les dix-neuf ou vingt ans qui suivirent la catastrophe de Juin 1848. Telles seront, à un degré plus terrible encore, les vingt ou trente années qui succéderont à la conquête de la France populaire par les armées du despote prussien, s'il est vrai que les ouvriers, que le peuple français puisse être assez lâche pour livrer la France.

Une si grande lâcheté historique serait une preuve que messieurs les professeurs de l'Allemagne et les colonels du roi de Prusse (*) ont raison d'affirmer que le rôle de la France dans | 93 le développement des destinées sociales de l'humanité est fini, que cette splendide intelligence française, ce phare lumineux des siècles modernes, s'est définitivement éclipsée, qu'elle n'a plus rien à dire à l'Europe, qu'elle est morte, et qu'enfin ce grand et noble caractère na-

(*) Lisez la lettre insolente et caractéristique adressée par le colonel de Holstein à M. Emile de Girardin. (*Note de Bakounine.*)

tional, cette énergie, cet héroïsme, cette audace française, qui par l'immortelle révolution de 1793 ont démoli l'infâme prison du moyen âge et ont ouvert à toutes les nations un monde nouveau de liberté, d'égalité et de fraternité, [n'existent plus ; que les Français (1) se sont tellement avilis à présent et sont devenus tellement incapables de vouloir, d'oser, de lutter et de vivre, qu'il ne leur reste rien de mieux à faire que de se coucher, comme des esclaves, au seuil même de ce monde, sous les pieds d'un ministre prussien.

Je ne suis point nationaliste du tout. Je déteste même, de toute l'énergie de mon cœur, le soi-disant principe des nationalités et des races que les Napoléon III, les Bismarck et les empereurs de Russie ont mis en avant, rien que pour détruire en leur nom la liberté de toutes les nations. Le patriotisme bourgeois n'est à mes yeux qu'une passion très mesquine, très étroite, très intéressée surtout, et foncièrement anti-humaine, n'ayant pour objet que la conservation et la puissance de l'Etat national, c'est-à-dire le maintien de tous les privilèges exploiteurs au milieu d'une nation. Quand les masses populaires sont patriotiques, elles sont bêtes, comme le sont aujour-

(1) Dans le manuscrit, après les mots « d'égalité et de fraternité », la phrase continue directement par : « *qu'ils* se sont tellement avilis », — « qu'ils » se rapportant à un mot « les Français » sous-entendu. Pour la clarté du sens, j'introduis dans la phrase les cinq mots placés entre crochets, comme je l'eusse fait en 1870, si j'avais eu à imprimer ce manuscrit à cette époque. — J. G.

d'hui *une partie* des masses populaires en Allemagne, qui se laissent tuer par dizaines de milliers, avec un enthousiasme stupide, pour le triomphe de cette grande unité et pour la constitution de cet Empire germanique, lequel, s'il se constituait jamais, sur les ruines de la France conquise, deviendrait le tombeau de toutes leurs espérances d'avenir. Ce qui m'intéresse à cette heure, ce n'est donc pas le salut de la France comme grande puissance politique, comme Etat, ni de la France impériale, ni de la France royale, ni même de la République française.

Ce que je déplorerais comme un malheur immense pour l'humanité tout entière, ce serait la déchéance et la mort de la France, comme grande nature nationale ; la mort de ce grand caractère national, | 94 de cet esprit français, de ces instincts généreux, héroïques, et de cette audace révolutionnaire, qui ont osé prendre d'assaut, pour les démolir, toutes les autorités consacrées et fortifiées par l'histoire, toutes les puissances du ciel et de la terre. Si cette grande nature historique qui s'appelle la France venait à nous manquer à cette heure, si elle disparaissait de la scène du monde, ou, ce qui serait pis encore, si cette généreuse et intelligente nation, de la hauteur sublime où l'avait placée le travail et le génie héroïque des générations passées, tombait tout d'un coup dans la boue, continuant de vivre comme esclave de Bismarck, un vide immense se ferait dans le monde. Ce serait plus qu'une catastrophe nationale, ce serait un malheur, une déchéance universelle.

Imaginez-vous la Prusse, l'Allemagne de Bismarck, au lieu de la France de 1793, au lieu de cette France dont nous avons tous attendu, dont nous attendons encore aujourd'hui l'initiative de la Révolution sociale!

Le monde est tellement habitué à suivre l'initiative de la France, à la voir marcher toujours audacieusement en avant, qu'aujourd'hui encore, au moment où elle semble perdue, écrasée par d'innombrables armées, et trahie par tous ses pouvoirs officiels, aussi bien que par l'impuissance et par l'imbécillité évidente de tous ses républicains bourgeois, le monde, toutes les nations de l'Europe, étonnées, inquiètes, consternées de sa déchéance apparente, attendent encore d'elle leur salut. Elles attendent qu'elle leur donne le signe de la délivrance, le mot d'ordre, l'exemple. Tous les yeux sont tournés, non sur Mac-Mahon ou Bazaine, mais sur Paris, sur Lyon, sur Marseille. Les révolutionnaires de toute l'Europe ne bougeront que quand la France bougera.

Le parti ouvrier de la démocratie socialiste de cette grande nation germanique qui semble avoir envoyé à cette heure tous les enfants de sa noblesse et de sa bourgeoisie pour envahir la France populaire; ce parti auquel il faut rendre cette justice, bien méritée, qu'au début même de la guerre, au milieu de l'enthousiasme guerrier de toute l'Allemagne nobiliaire ou bourgeoise, il a courageusement protesté contre l'envahissement de la France,

ce parti attend avec anxiété, avec une impatience passionnée, le mouvement révolutionnaire de la France, le signal de la révolution universelle (1). Tous les | 95 journaux socialistes de l'Allemagne supplient les ouvriers de la France de proclamer au plus vite la République démocratique et sociale, non cette pauvre république *rationnelle ou positiviste, sagement pratiquée,* tant recommandée par ce pauvre M. Gambetta, mais la grande République, la République universelle du prolétariat, pour qu'ils puissent enfin protester hautement et par les paroles et par les actes, avec le vrai peuple allemand, contre la politique belliqueuse des privilégiés de l'Allemagne, sans avoir l'air de plaider la cause de la France impériale, de la France d'un Napoléon III.

Telle est donc aujourd'hui, malgré tous ses malheurs, et peut-être à cause même de ces terribles malheurs, d'ailleurs si bien mérités, — telle est encore et plus que jamais la grande position de la France révolutionnaire. Du déploiement audacieux et du triomphe de son drapeau, le monde attend son salut.

Mais qui portera ce drapeau? La bourgeoisie? Je crois en avoir dit assez pour prouver d'une façon irréfutable que la bourgeoisie actuelle, même la plus républicaine, la plus rouge, est devenue désormais

(1) On voit quelles illusions se faisait alors Bakounine sur la démocratie socialiste allemande et sur ses dispositions à s'associer à un mouvement révolutionnaire parti de la France. — J. G.

lâche, imbécile, impuissante. Si on abandonnait le drapeau de la France révolutionnaire en ses mains, elle le laisserait tomber dans la boue. Le prolétariat de la France, les ouvriers des villes et les paysans des campagnes réunis, mais surtout les premiers, peuvent seuls le tenir, de leurs mains puissantes et bien haut, pour le salut du monde.

Telle est aujourd'hui leur grande mission. S'ils la remplissent, ils émanciperont toute l'Europe. S'ils faiblissent, ils se perdront eux-mêmes et ils condamneront le prolétariat de l'Europe au moins à cinquante ans d'esclavage.

Ils se perdront eux-mêmes. Car ils ne peuvent pas s'imaginer que, s'ils consentent aujourd'hui à subir le joug des Prussiens, ils retrouveront en eux-mêmes et l'intelligence, et la volonté, et la puissance nécessaires pour faire la Révolution sociale. Ils se trouveront, après cette honteuse catastrophe, dans une position mille fois pire que le fut celle de leurs prédécesseurs, les ouvriers de la France, après les catastrophes de Juin et de Décembre. Quelques rares ouvriers pourront bien conserver l'intelligence et la volonté révolutionnaires, mais ils n'auront pas la foi révolutionnaire, parce que cette foi n'est possible que quand les sentiments de l'individu trouvent un écho, un appui dans les instincts et dans la volonté unanime des masses ; mais cet écho et cet appui, ils ne les trouveront plus dans les masses : les masses seront complètement | 96 démoralisées, écrasées, désorganisées et décapitées.

Oui, désorganisées et décapitées, parce que le gouvernement nouveau, cette vice-royauté ou ce vice-empire qui sera installé, protégé et dirigé désormais de Berlin, par le grand chancelier de l'Empire germanique, le comte de Bismarck, ne manquera pas d'employer contre le prolétariat, et sur un pied beaucoup plus large encore, les *mesures de salut public* qui ont si bien réussi au général Cavaignac, le dictateur de la République, d'abord, et ensuite à ce Robert Macaire infâme qui, sous le double titre de prince président et d'empereur des Français, a tranquillement assassiné, pillé et déshonoré la France pendant vingt-deux mortelles années.

Ces mesures, quelles sont-elles? Elles sont très simples. Avant tout, pour désorganiser complètement les masses ouvrières, on abolira tout à fait le droit d'association. Il ne s'agira pas seulement de cette grande Association internationale, tant redoutée et tant détestée. Non, en dehors de leurs ateliers, où ils se trouveront soumis à une discipline sévère, on interdira aux ouvriers de la France tout genre d'association, sous quelque prétexte que ce soit. De cette manière, on tuera leur esprit, et tout espoir de former entre eux, par la discussion et par l'enseignement mutuel, le seul qui puisse les éclairer maintenant, une volonté collective quelconque. Chaque ouvrier se retrouvera, comme après Décembre, réduit à un isolement intellectuel et moral complet, et par cet isolement condamné à la plus complète impuissance.

En même temps, pour décapiter les masses ouvrières, on en arrêtera et en transportera à Cayenne quelques centaines, quelques milliers peut-être, les plus énergiques, les plus intelligents, les plus convaincus et les plus dévoués, comme on a fait en 1848 et en 1851.

Que feront alors les masses ouvrières désorganisées et décapitées? Elles brouteront l'herbe et, fustigées par la faim, travailleront comme des forcenés pour enrichir leurs patrons. Attendez donc une révolution des masses populaires réduites à une pareille position!

| 97 Mais si, malgré cette position misérable, poussé par cette énergie française qui ne pourra pas se résigner facilement à la mort, poussé encore plus par son désespoir, le prolétariat français se révolte, oh! alors il y aura, pour le remettre à la raison, les chassepots doublés cette fois des fusils à aiguille; et contre cet argument terrible, auquel il n'aura à opposer ni intelligence, ni organisation, ni volonté collectives, rien que son désespoir, il sera dix fois, cent fois plus impuissant qu'il ne l'a jamais été.

Et alors? — alors le socialisme français aura cessé de compter parmi les puissances actives qui poussent en avant le développement et l'émancipation solidaires du prolétariat de l'Europe. Il pourra bien encore y avoir des écrivains socialistes, des doctrines et des ouvrages et des journaux socialistes en France, si le nouveau gouvernement et si le chancelier de l'Allemagne, le comte de Bismarck, veulent

le permettre toutefois. Mais ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, — et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants.

Donc il est évident que, si la France se soumet à la Prusse, si dans ce moment terrible où se joue, avec tout son présent, son avenir tout entier, elle ne préfère pas la mort de tous ses enfants et la destruction de tous ses biens, l'incendie de ses villages, de ses villes et de toutes ses maisons, à l'esclavage sous le joug des Prussiens, si elle ne brise pas par la puissance d'un soulèvement populaire et révolutionnaire celle des armées allemandes | 98 innombrables qui, victorieuses sur tous les points jusqu'ici, la menacent dans sa dignité, dans sa liberté et jusque dans son existence, si elle ne devient pas un tombeau pour tous ces six cent mille soldats du despotisme allemand, si elle ne leur oppose pas le seul moyen capable de les vaincre et de les détruire, dans les circonstances présentes, si elle ne répond pas à cet envahissement insolent par la Révolution sociale non moins impitoyable et mille fois plus menaçante, — il est certain, dis-je, qu'alors la France est

perdue, ses masses ouvrières seront esclaves, et le socialisme français aura vécu.

Et dans ce cas, voyons quelle sera la situation du socialisme, quelles seront les chances de l'émancipation ouvrière dans tout le reste de l'Europe?

Quels sont, en dehors de la France, les pays où le socialisme est devenu réellement une puissance? Ce sont l'*Allemagne*, la *Belgique*, l'*Angleterre* et l'*Espagne*.

En *Italie*, le socialisme n'est encore que dans son enfance. La partie militante des classes ouvrières, surtout dans l'Italie septentrionale, ne s'est pas encore suffisamment dégagée des exclusives préoccupations du patriotisme politique que leur a inspirées la puissante influence du grand agitateur et patriote de l'Italie, le vrai créateur de l'unité italienne, Giuseppe Mazzini. Les ouvriers italiens sont socialistes et révolutionnaires par position et par instinct, comme le sont sans aucune exception les ouvriers du monde entier. Mais les ouvriers italiens se trouvent encore dans une ignorance quasi-absolue des vraies causes de cette position misérable, et ils méconnaissent pour ainsi dire la vraie nature de leurs propres instincts. Ils sont assommés par un travail qui les nourrit à peine, eux, leurs femmes, leurs enfants, | 99 maltraités, malmenés, se mourant de faim, et poussés, dirigés, se laissant aveuglément entraîner par la bourgeoisie radicale et libérale, ils parlent de marcher sur Rome, comme si les pierres du Colisée et du Vatican allaient leur don-

ner la liberté, le loisir et le pain; et ils font maintenant des meetings dans toutes leurs cités pour forcer *leur roi* d'envoyer *ses soldats* contre le pape; comme si ce roi et ces soldats, aussi bien que cette bourgeoisie qui les pousse, les deux premiers protecteurs officiels, et la dernière exploiteuse privilégiée du droit de propriété, n'étaient point les causes principales, immédiates, de leur misère et de leur esclavage !

Ces préoccupations exclusivement politiques et patriotiques sont très généreuses, sans doute, de leur part. Mais il faut avouer en même temps qu'elles sont bien stupides.

Il est un point de vue, pourtant, qui légitime, dans une certaine mesure, cette tendance des ouvriers italiens de marcher sur Rome, la ville éternelle étant la capitale du despotisme intellectuel et moral, la résidence du pape infaillible. Depuis des siècles, et non sans beaucoup de raison, toutes les villes italiennes considèrent le pouvoir et l'action catholique du pape comme l'une des raisons constantes et fondamentales de leurs malheurs et de leur esclavage, et elles veulent en finir avec lui. C'est une de ces tendances impérieuses, historiques, contre lesquelles aucun raisonnement, si juste qu'il soit, ne peut prévaloir, et il faut peut-être aux ouvriers italiens une nouvelle expérience historique, une nouvelle désillusion amère, pour qu'ils ouvrent enfin les yeux, pour qu'ils comprennent qu'en envoyant les soldats d'un roi contre le pape,

ils ne se seront délivrés ni des soldats, ni du roi, ni du pape, et que, pour démolir tout cela d'un seul coup, avec la propriété et l'exploitation nobiliaires et bourgeoises dont les soldats, le roi et le pape ne sont rien que la conséquence, la consécration et la garantie nécessaires, il n'y a qu'un seul moyen : c'est de faire d'abord chez soi, chacun dans leurs villes, mais en soulevant toutes les villes en même temps, une bonne révolution sociale. Car contre une telle révolution, éclatant simultanément dans toutes les villes et dans toutes les campagnes, il n'y aura ni pape, ni roi, ni soldats, ni noblesse, ni bourgeoisie qui tiennent.

| 100 Sous le rapport de la Révolution sociale, on peut dire que les campagnes de l'Italie sont même plus avancées que les villes. Restées en dehors de tous les mouvements et de tous les développements historiques dont elles n'ont payé jusqu'à présent que les frais, les campagnes italiennes n'ont ni tendances politiques, ni patriotisme. Maintenues par tous les gouvernements qui se sont succédé dans différentes parties de l'Italie dans une ignorance et dans une misère effroyables, elles n'ont jamais partagé les passions des villes. Livrées sans partage à l'influence des prêtres, elles sont superstitieuses, et en même temps fort peu religieuses. La puissance des prêtres dans les campagnes n'est donc que très éphémère ; elle n'est réelle qu'en tant qu'elle concorde avec la haine instinctive des paysans contre les riches propriétaires, contre les bourgeois et les villes. Mais

réveillez seulement l'instinct profondément socialiste qui dort à demi éveillé dans le cœur de chaque paysan italien ; renouvelez, dans toute l'Italie, seulement avec un but révolutionnaire, la propagande que le cardinal Ruffo avait faite en Calabre, à la fin du siècle dernier ; jetez seulement ce cri : *La terre à qui travaille la terre de ses bras !* et vous verrez si tous les paysans italiens ne se lèveront pas pour faire la Révolution sociale ; et si les prêtres veulent s'y opposer, ils tueront les prêtres.

Le mouvement tout à fait spontané des paysans italiens l'an passé, mouvement provoqué par la loi qui a frappé d'un impôt la mouture des blés, a donné la mesure du socialisme révolutionnaire naturel des paysans italiens. Ils ont battu des détachements de troupes régulières, et, lorsqu'ils venaient en masse dans les villes, ils commençaient toujours par brûler toute la paperasse officielle qui leur tombait sous la main.

| 401 L'Italie se trouve incontestablement à la veille d'une révolution. Le gouvernement de Victor-Emmanuel, tous ces ministères qui se sont succédé, les uns plus voleurs, plus lâches, plus coquins que les autres, l'ont si bien gouvernée qu'elle se voit réduite aujourd'hui à un état politique et financier tout à fait impossible. Le crédit de l'Etat, du gouvernement, du parlement lui-même, de tout ce qui constitue le monde officiel, est ruiné. L'industrie et le commerce sont ruinés. Les impôts toujours grossissants écrasent le pays, sans parvenir à combler le

déficit qui s'élargit toujours davantage. La banqueroute frappe à la porte de l'Etat. La déconsidération règne en maîtresse dans la société politique et civile, les malversations de toute sorte sont devenues le pain quotidien. Il n'y a plus ni foi, ni bonne foi. Victor-Emmanuel se sent entraîné avec son suzerain, Napoléon III, dans l'abîme. On n'attend que *le signal d'une révolution en France*, *l'initiative révolutionnaire de la France*, pour commencer la révolution en Italie.

Par quoi cette révolution commencera, est indifférent. Probablement par cette éternelle question de Rome. Mais toute révolution italienne, quels que soient la nature et le prétexte de son début, tournera nécessairement et bientôt en une immense révolution sociale, car la question béante, dominante, réelle, la question qui se cache derrière toutes les autres, c'est la misère horrible et l'esclavage du prolétariat. Voilà ce que savent, aussi bien que le gouvernement, tous les hommes et tous les partis politiques en Italie. Et c'est à cause de cela même que les libéraux et les républicains italiens hésitent. Ils craignent cette Révolution sociale qui menace de les engloutir.

Et pourtant je n'ai point classé l'Italie parmi les pays où le socialisme, ayant conscience de lui-même, se trouve organisé. Cette conscience et bien plus encore cette organisation manquent absolument aux ouvriers et naturellement encore plus aux paysans italiens. Ils sont socialistes comme le bour-

geois gentilhomme de Molière faisait de la prose, sans le savoir. Par conséquent, l'initiative de la révolution socialiste ne peut venir d'eux. Ils doivent la recevoir du dehors.

| 102 Je ne parle pas du tout de la *Suisse*. Si le monde humain allait mourir, ce n'est pas la Suisse qui le ressusciterait. Passons outre.

Le socialisme commence à constituer déjà une véritable puissance en *Allemagne*. Les trois grandes organisations ouvrières : l'Association générale des ouvriers allemands, ou l'ancienne organisation lassallienne, *Allgemeiner deutscher Arbeiter-Verein*, — le Parti ouvrier de la démocratie socialiste (*Sozial-demokratische Arbeiter-Partei*), ayant pour organe le *Volksstaat*, — et les nombreuses Associations ouvrières pour l'instruction mutuelle (*Arbeiter-Bildungs-Vereine*), embrassent ensemble au moins cinq cent mille ouvriers. Elles sont divisées entre elles beaucoup plus par des intrigues et par des questions d'influence personnelle que par des questions de principe. Les deux premières organisations sont franchement socialistes et révolutionnaires. La troisième, qui reste encore la plus nombreuse, continue de subir en partie l'influence du libéralisme et du socialisme bourgeois. Pourtant cette influence diminue à vue d'œil, et l'on peut espérer que dans peu de temps, surtout sous l'impression des événements actuels, les ouvriers de cette troisième organisation passeront en masse dans le Parti ouvrier de la démocratie socialiste, parti qui s'est formé il y a

un an à peine, à la suite d'une longue lutte entre les ouvriers lassalliens et ceux des *Arbeiter-Bildungs-Vereine*, par la fusion d'une partie des uns et des autres.

L'organisation prédominante aujourd'hui est incontestablement le Parti ouvrier de la démocratie socialiste. Il se trouve en rapports directs avec l'Internationale, autant que les lois actuelles de l'Allemagne le permettent. Ces lois sont naturellement très restrictives, oppressives et sévères, ayant pour but principal d'empêcher de toutes les manières la formation d'une puissance ouvrière. Elles défendent et poursuivent comme un crime de haute trahison, non seulement toute alliance organisée des associations ouvrières de l'Allemagne avec les associations des pays étrangers, mais encore, — et malgré cette *grande idée* de l'unité germanique au nom de laquelle le roi de Prusse vient de lancer toutes les armées réunies de l'Allemagne contre cette pauvre | 103 France, — elles défendent aux associations ouvrières de chaque pays allemand de s'associer et de s'organiser unitairement avec celles des autres pays de cette même Allemagne unitaire.

L'élan des ouvriers allemands est néanmoins trop fort pour qu'il puisse être contenu par ces lois, et l'on peut constater actuellement l'existence de l'organisation réelle d'une association ouvrière imposante, unissant tous les pays de l'Allemagne, et tendant une main fraternelle aux associations ouvrières de tous les autres pays de l'Occident de l'Europe,

aussi bien qu'à celles des Etats-Unis d'Amérique.

Le Parti ouvrier de la démocratie socialiste, et l'Association générale des ouvriers allemands fondée par Lassalle, sont l'un et l'autre franchement socialistes, dans ce sens qu'ils veulent une réforme socialiste des rapports entre le capital et le travail ; et les lassalliens aussi bien que le parti d'Eisenach sont unanimes sur ce point que, pour obtenir cette réforme, il faut *préalablement réformer l'Etat*, et, s'il ne se laisse pas réformer volontairement et d'une manière pacifique, à la suite et par le moyen d'une grande agitation ouvrière pacifique et légale, le réformer par la force, c'est-à-dire par la révolution politique. Selon l'avis presque unanime des socialistes allemands, *la révolution politique doit précéder la révolution sociale*, — ce qui est une grande et fatale erreur selon moi, parce que toute révolution politique qui se fera *avant*, et, par conséquent, en dehors de la révolution sociale, sera nécessairement une révolution bourgeoise, et la révolution bourgeoise ne peut servir | 404 à produire tout au plus qu'un socialisme bourgeois ; c'est-à-dire qu'elle doit infailliblement aboutir à une nouvelle exploitation, plus hypocrite et plus savante peut-être, mais non moins oppressive, du prolétariat par la bourgeoisie.

Cette idée malheureuse de la révolution politique qui doit précéder, disent les socialistes allemands, la révolution sociale, ouvre à deux battants les portes du Parti de la démocratie socialiste ouvrière à tous les démocrates radicaux exclusive-

ment politiques et fort peu socialistes de l'Allemagne. C'est ainsi qu'à bien des reprises différentes, le Parti ouvrier de la démocratie socialiste ouvrière, entraîné par ses chefs, non par son propre instinct beaucoup plus populairement socialiste que les idées de ces chefs, s'est confondu et a fraternisé avec les bourgeois démocrates du Parti du peuple (*Volkspartei*), parti exclusivement politique, et non seulement étranger, mais directement hostile à tout socialisme sérieux; ce qu'il a prouvé d'ailleurs d'une manière éclatante autant par les discours passionnément patriotiques et bourgeois de ses représentants, dans la mémorable assemblée populaire tenue à Vienne au mois de juillet ou d'août 1868, que par les attaques furibondes de ses journaux contre les ouvriers véritablement socialistes révolutionnaires de Vienne, qui, au nom de la démocratie humaine et universelle, sont venus troubler leur concert patriotique et bourgeois.

Ces discours et ces attaques passionnées contre le socialisme, ce grand empêcheur, ce trouble-fête éternel du radicalisme bourgeois, soulevèrent la réprobation on peut dire unanime du monde ouvrier en Allemagne, et mirent dans une position tout à fait délicate et très difficile les hommes | 405 comme M. Liebknecht et d'autres, qui, tout en voulant rester à la tête des associations ouvrières, ne voulaient point se brouiller ni rompre leurs relations politiques avec leurs amis de la *Volkspartei* bourgeoise. Les chefs de ce dernier parti s'aperçurent

bientôt qu'ils avaient commis une grande faute, car malgré l'énergie, la force d'action et l'audace révolutionnaire *si bien connues et aujourd'hui si bien prouvées des bourgeois*, ils ne peuvent pas pourtant espérer que réduits à eux-mêmes, et sans un peu d'assistance de la part du prolétariat, ils pourront faire une révolution ou seulement constituer l'ombre d'une puissance sérieuse. Cela n'a jamais été d'ailleurs le système des bourgeois de faire la révolution par eux-mêmes. Ce système ingénieux a toujours consisté en ceci : Faire la révolution par le bras tout-puissant du peuple, et en fourrer ensuite les profits dans leur poche. Donc force a été aux bourgeois radicaux de la *Volkspartei* de s'expliquer, de faire en quelque sorte amende honorable, et de se proclamer également socialistes. Leur socialisme nouveau, qu'ils annoncèrent d'ailleurs avec un grand fracas de paroles et de phrases, ne dépasse naturellement pas les rêves innocents de la coopération bourgeoise.

Pendant tout un an, depuis août 1868 jusqu'au mois d'août 1869, il y eut des négociations diplomatiques entre les représentants principaux des deux partis, ouvrier et bourgeois, et ces négociations aboutirent enfin au fameux programme du Congrès d'Eisenach (7, 8 et 9 août 1869), qui constitua définitivement le Parti ouvrier de la démocratie socialiste.

Ce programme est une vraie transaction entre le programme socialiste et révolutionnaire de l'Asso-

ciation internationale des travailleurs, | 106 si clairement déterminé par les Congrès de Bruxelles et de Bâle, et le programme bien connu du démocratisme bourgeois.

Voici les trois premiers articles, qui caractérisent parfaitement le caractère politique et économique de ce programme du nouveau Parti de la démocratie socialiste ouvrière :

ARTICLE Ier. — Le Parti de la démocratie socialiste ouvrière (*die sozial-demokratische Arbeiter-Partei*) en Allemagne tend à la constitution d'un *Etat populaire libre* (*die Einrichtung eines freien Volksstaats*).

ART. II. — Chaque membre du Parti de la démocratie socialiste ouvrière s'oblige à servir de tous ses moyens les principes suivants :

1. Les conditions politiques et sociales actuelles sont injustes au plus haut degré et doivent être par conséquent repoussées avec la plus grande énergie.

2. La lutte pour l'émancipation des travailleurs n'est point une lutte pour l'institution de nouveaux privilèges de classe, mais pour l'égalité des devoirs et des droits et pour l'abolition de toute domination de classe.

3. La dépendance dans laquelle le travailleur se trouve vis-à-vis du capitaliste est la base principale de la servitude sous toutes ses formes. Le Parti de la démocratie socialiste ouvrière tend, par le moyen de l'abolition du système de production actuel, à conquérir pour le travailleur le plein produit de son travail.

4. La *liberté politique* est *la plus urgente condition* **préalable** (*die unentbehrlichste Vorbedingung*) de l'émancipation économique des classes ouvrières. Par

conséquent la question sociale est inséparable de la question politique. *Sa solution n'est possible que dans un Etat démocratique.*

5. Considérant que l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière n'est possible que sous la condition que tous les travailleurs s'unissent pour le même but, le Parti de la démocratie socialiste ouvrière en Allemagne se donne une organisation unitaire, qui permet pourtant à chaque membre d'exercer son influence pour le bien commun.

6. Considérant que l'émancipation du travail n'est point une question locale, ni même nationale ; qu'elle est une question sociale qui embrasse tous les pays dans lesquels se trouvent réalisées *les conditions de la société moderne* (*in denen es moderne Gesellschaft gibt*), le Parti | 107 de la démocratie socialiste ouvrière, autant que les lois sur les associations le permettront, se considère comme *une branche de l'Association internationale des travailleurs*, dont elle partage les tendances. Le Comité (*Vorstand*) du Parti sera par conséquent en rapport officiel avec le Conseil général.

Art. III. — Les *premiers objets à atteindre* (*die nächsten Forderungen*) par l'agitation du Parti de la démocratie socialiste ouvrière sont les suivants :

1. Le droit de suffrage direct et secret pour tous les hommes âgés de vingt ans pour l'élection des députés du Parlement fédéral aussi bien que des Parlements des différents Etats, ainsi que des membres des représentations provinciales et communales et de tous les autres corps représentatifs.

2. La législation directe par le peuple, avec le droit de proposer et de repousser les lois.

3. Abolition de tous les privilèges de classe, de propriété, de naissance et de confession.

4. Institution de l'armement national remplaçant l'armée permanente.

5. Séparation de l'Eglise et de l'Etat, séparation de l'Ecole et de l'Eglise.

6. Instruction obligatoire dans les écoles populaires. Instruction gratuite dans tous les établissements publics d'instruction.

7. Indépendance des tribunaux, institution du jury et de la procédure publique.

8. Abolition de toutes les lois concernant le droit de réunion, d'association et de coalition ; pleine liberté de la presse. Détermination de la journée normale de travail. Interdiction du travail des enfants et limitation du travail des femmes dans les établissements industriels.

9. Abolition de tous les impôts indirects, institution de l'impôt direct sur le revenu.

10. Appui de l'Etat pour la coopération ouvrière et *crédit de l'Etat* pour les associations de production.

Ces trois articles, dans leur développement, expriment parfaitement, non la plénitude des instincts et des aspirations socialistes et révolutionnaires des travailleurs qui font partie de cette nouvelle organisation de la démocratie socialiste en Allemagne, mais les tendances des chefs qui ont conçu le programme et qui dirigent aujourd'hui le parti.

L'article Ier nous frappe tout d'abord par son désaccord parfait avec l'esprit et le texte du pro-

gramme fondamental de l'Association internationale. Le Parti de la démocratie socialiste veut l'institution | 108 de l'*Etat populaire libre*. Ces deux derniers mots, *populaire* et *libre*, sonnent bien, mais le premier mot, l'*Etat*, doit sonner mal aux oreilles d'un vrai socialiste révolutionnaire, d'un ennemi résolu et sincère de toutes les institutions bourgeoises, sans en excepter une seule ; il se trouve en contradiction flagrante avec le but même de l'Association internationale, et détruit absolument le sens des deux mots qui le suivent : *populaire* et *libre*.

Qui dit *Association internationale des travailleurs* dit négation de l'Etat, tout Etat devant nécessairement être *un Etat national*. Ou bien les auteurs du programme entendraient-ils l'*Etat international*, l'Etat universel, ou au moins, dans un sens plus restreint, l'Etat qui embrasserait tous les pays de l'Europe occidentale où existe, pour me servir de l'expression favorite des socialistes allemands, « la société ou la civilisation moderne », c'est-à-dire la société où le capital, devenu l'unique commanditaire du travail, se trouve concentré entre les mains d'une classe privilégiée par l'Etat, la bourgeoisie, et grâce à cette concentration réduit les travailleurs à l'esclavage et à la misère ? Les chefs du Parti de la démocratie socialiste tendraient-ils à l'institution d'un Etat qui embrasserait tout l'Occident de l'Europe, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, tous les pays scandinaves, les pays slaves soumis à l'Au-

triche, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne et le Portugal [1] ?

Non, leur imagination et leur appétit politique n'embrassent pas tant de pays à la fois. Ce qu'ils veulent avec une passion qu'ils | 109 ne cherchent pas même à masquer, c'est l'organisation de leur *patrie allemande*, de la grande unité germanique. C'est l'institution de l'*Etat exclusivement allemand* que le premier article de leur programme pose comme le but principal et suprême du Parti *ouvrier* de la démocratie *socialiste*. Ils sont des *patriotes politiques* avant tout.

Mais, alors, que laissent-ils à l'internationalité ? Que donnent ces *patriotes allemands* à la fraternité internationale des travailleurs de tous les pays ? Rien que des phrases socialistes, sans réalisation possible, parce que la base principale, première, exclusivement politique, de leur programme, l'*Etat germanique*, les détruit.

En effet, du moment que les ouvriers de l'Allemagne *doivent* vouloir et servir avant tout l'institution de l'Etat germanique, la solidarité qui *devrait*, au point de vue économique et social, les unir jusqu'à les confondre avec leurs frères, les travail-

(1) Déjà au Congrès de l'Internationale à Bâle, l'année précédente (septembre 1869), Bakounine avait opposé ce qu'il appelait l'*Etat international* à la conception traditionnelle de l'Etat, nécessairement national. Il avait demandé « la destruction de tous les Etats nationaux et territoriaux, et, sur leurs ruines, la constitution de l'Etat international de millions de travailleurs, Etat que le rôle de l'Internationale sera de

leurs exploités du monde entier, et qui devrait, selon moi, être la base principale et unique des associations ouvrières de tous les pays ; cette solidarité internationale est nécessairement sacrifiée au patriotisme, à la passion politique nationale, et il peut arriver que les ouvriers d'un pays, partagés entre ces deux patries, entre ces deux tendances contradictoires : *la solidarité socialiste du travail* et *le patriotisme politique de l'Etat national*, et sacrifiant, comme ils le doivent d'ailleurs s'ils obéissent à l'article Ier du programme du Parti de la démocratie socialiste allemande, sacrifiant, dis-je, la solidarité internationale au patriotisme, se trouveront dans cette malheureuse position *d'être unis à leurs compatriotes bourgeois contre les travailleurs d'un pays étranger*. C'est ce qui est précisément arrivé aujourd'hui aux ouvriers de l'Allemagne.

Ce fut un spectacle intéressant que de voir la lutte qui, au début de la guerre, s'est élevée au sein des classes ouvrières de l'Allemagne entre les principes du patriotisme allemand, que leur impose le programme de leur | 110 parti, et leurs propres instincts profondément socialistes. On avait pu penser d'abord que leur patriotisme l'emporterait sur leur socialisme, et craindre qu'ils ne se laissassent entraîner par l'enthousiasme gallophobe et guerrier de l'im-

constituer ». Demander la constitution de l'Etat international sur les ruines des Etats nationaux équivalait, dans sa bouche, à demander la destruction de l'Etat. — J. G.

mense majorité des bourgeois de l'Allemagne (*). Dans une grande assemblée ouvrière du Parti de la démocratie socialiste, tenue à Brunswick dans les derniers jours de juillet, on avait prononcé beaucoup de discours frappés au coin du plus pur patriotisme, mais en même temps, et par là même, presque entièrement dénués de sentiments de justice et de fraternité internationale.

Aux adresses généreuses, franchement socialistes et réellement fraternelles des ouvriers de l'Internationale de Paris et d'autres cités de la France, on répondit par des invectives contre Napoléon III, — — comme s'il y avait quelque chose de commun entre ce misérable et criminel escroc, qui pendant vingt ans a porté le titre d'empereur des Français, et les ouvriers de la France, — et par le conseil *iro-*

(*) Comme il faut être juste avant tout, je dois constater que plusieurs organes de la démocratie bourgeoise en Allemagne, et plus que les autres la *Zukunft* de Berlin, ont énergiquement et noblement protesté contre cette furie bourgeoiso-tudesque. Ils ont compris que de la manière dont était posée la question entre Bismarck et Napoléon III, la défaite aussi bien que la victoire des armées de l'Allemagne ne pouvaient attirer sur cette dernière que d'horribles malheurs : dans le premier cas, le pillage des provinces allemandes, [illegible] le démembrement de l'Allemagne et le joug étranger ; dans le second cas, une dépense non moins énorme en argent et en hommes, et l'esclavage indigène, prussien, bismarckien, l'asservissement de la nation allemande sous les talons d'une monarchie militaire et victorieuse « par la grâce de Dieu », et sous l'insolence de tous les lieutenants poméraniens. Mais à quoi sert de protester, lorsqu'on a la gloire de faire partie d'une grande nation triomphante et qu'on est emprisonné dans le dilemme insoluble de l'Etat et de la liberté ? (*Note de Bakounine.*)

nique de renverser au plus vite leur tyran, *pour mériter les sympathies de la démocratie de l'Europe*. En lisant ces discours, on eût pu croire entendre des hommes libres, et fiers de leur liberté, parlant à des esclaves. En voyant cette fière indignation germanique contre la tyrannie et la malhonnêteté de Napoléon III, on pourrait s'imaginer que le rêve de la démocratie socialiste, l'*Etat populaire et libre*, est déjà réalisé en Allemagne, et que les ouvriers allemands ont lieu d'être satisfaits de leurs propres gouvernements !

Entre la politique de Napoléon III et celle du grand chancelier de l'Allemagne, le comte de Bismarck, existe-t-il une autre différence que celle-ci : l'une a été malheureuse, l'autre heureuse ? Quant au fond immoral, despotique, violateur de tous les droits humains, il est absolument le même. Ou bien les ouvriers de l'Allemagne auraient-ils la naïveté de penser que Bismarck, *comme homme politique*, est plus moral que Napoléon III, et qu'il s'arrêtera devant quelque immoralité que ce soit, lorsqu'il s'agira d'atteindre un but politique quelconque?

| 111 S'ils peuvent le penser, c'est qu'ils n'ont fait aucune attention à la politique de leur grand chancelier, dans ces dernières années surtout, depuis la dernière insurrection de la Pologne, pendant laquelle il n'a point joué d'autre rôle que celui de comparse des bourreaux moscovites ; et c'est qu'ils n'ont jamais réfléchi sur les nécessités et sur la nature même de la politique. S'ils peuvent encore croire à la mora-

lité politique, même seulement relative, du comte de Bismarck, c'est qu'ils ont très mal lu leurs propres journaux et les journaux du parti démocratique bourgeois, dans lesquels toutes les sales intrigues de Bismarck, toutes ses criminelles trahisons contre la liberté des peuples en général et contre la *patrie allemande* en particulier, au profit de l'hégémonie prussienne, ont été complètement dévoilées.

Il est indubitable que lorsque Bismarck a entrepris, de concert avec cette pauvre Autriche qu'il a dupée, sa campagne *nationale et patriotique* contre le petit Danemark, il se trouvait déjà en pleine conspiration contre Napoléon III. Il est indubitable aussi que lorsqu'il a entrepris sa campagne anti-germanique, toute prussienne, contre l'Autriche et contre les souverains allemands alliés de l'Autriche, il s'alliait d'une main avec l'empereur de Russie, et de l'autre avec Napoléon III. Des circonstances inattendues, le triomphe inespéré et rapide de l'armée prussienne, lui permirent de duper l'un et l'autre. Mais il n'en est pas moins certain que Bismarck avait fait à Napoléon III des promesses positives, au détriment de l'intégrité du territoire allemand, aussi bien que du royaume belge, et qu'il eût tenu ses promesses, si Napoléon III s'était montré plus énergique et plus habile. Toute la différence entre Napoléon III et le comte de Bismarck, en tant qu'hommes politiques, consiste donc en ceci : l'habileté, c'est-à-dire la coquinerie, de

l'un a surpassé celle de l'autre. A coquin, coquin et demi, voilà tout. Quant au reste, c'est le même mépris pour l'humanité et pour tout ce qui s'appelle droit humain, morale humaine, et cette | 112 conviction, non théorique seulement, mais pratique, journellement exercée et manifestée, que tous les moyens sont bons et que tous les crimes sont permis, quand il s'agit d'atteindre le but suprême de toute politique : *la conservation et l'accroissement de la puissance de l'Etat.*

Le comte de Bismarck, qui est un homme d'esprit avant tout, doit bien rire lorsqu'il entend parler de sa *morale* et de sa *vertu politique*. S'il prenait ces louanges au sérieux, il pourrait même s'en offenser, parce qu'au point de vue de l'Etat, vertu et morale ne signifient pas autre chose qu'*imbécillité politique*. M. de Bismarck est un homme positif et sérieux. Voulant un but, il en veut tous les moyens, et comme c'est en même temps un homme énergique et bien résolu, il ne reculera devant aucun moyen qui pourra servir la grandeur de la Prusse.

Qu'il me soit permis de reproduire, à cette occasion, quelques mots d'un discours que j'ai prononcé, il y a juste deux ans, au Congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, tenu à Berne en 1868. Ce fut en quelque sorte mon discours d'adieu, car, ce Congrès du radicalisme bourgeois ayant repoussé le programme socialiste que mes amis et moi lui avions présenté, je suis sorti avec eux de la Ligue. Répondant à des questions et à des attaques sournoises de

plusieurs démocrates et même socialistes allemands, voici par quelles paroles j'ai terminé ce discours :

« Enfin, pour me résumer, je répète énergiquement : *Oui, nous voulons la dissolution radicale de l'Empire de toutes les Russies, l'anéantissement complet de sa puissance et de son existence.* Nous le voulons autant par justice humaine que par patriotisme.

« Et maintenant que je me suis assez clairement expliqué, de manière, ce me semble, à ne laisser de place à aucune équivoque, qu'il me soit permis de poser une question à mes amis les questionneurs allemands.

« Dans leur amour de la justice et de la liberté, veulent-ils renoncer à toutes les provinces polonaises, conquises par les armes, quelles que soient d'ailleurs leur position géographique et leur importance stratégique et commerciale pour l'Allemagne? Veulent-ils renoncer | 113 à tous les pays polonais, *dont les populations ne se soucient pas d'être allemandes* ? Veulent-ils renoncer à leurs soi-disants droits historiques sur toute cette partie de la Bohême que les Allemands ne sont pas parvenus à germaniser, par les moyens anodins que l'on sait; sur tout le pays habité par les Silésiens, les Moraves et les Tchèques, et où la haine, hélas ! par trop légitime, contre la domination allemande ne saurait être mise en question? Veulent-ils repousser, au nom de la justice et de la liberté, *cette politique ambitieuse de la Prusse*, qui, au nom des nécessités commerciales et

maritimes de l'Allemagne, veut englober de force des populations danoises habitant le Schleswig dans la grande Confédération germanique du Nord? Veulent-ils cesser de revendiquer, au nom de ces mêmes nécessités commerciales et maritimes, la ville et le territoire de Trieste, qui sont beaucoup plus slaves qu'italiens, et beaucoup plus italiens qu'allemands? En un mot, *veulent-ils renoncer, pour leur propre part, comme ils l'exigent des autres, à toute politique d'Etat, et accepter pour eux-mêmes, aussi bien que pour les autres, toutes les conditions ainsi que tous les devoirs de la justice et de la liberté?* Veulent-ils accepter, dans toute leur franchise et dans toutes leurs applications, les principes suivants, les seuls qui puissent rendre la paix et la justice internationale possibles :

« 1° Abolition de tout ce qu'on appelle le droit historique (de conquête) et les convenances politiques des Etats, au nom du droit suprême de toutes les populations (de l'Europe et du monde), petites ou grandes, faibles ou fortes (,civilisées ou non civilisées), ainsi que de tous les individus, de disposer d'eux-mêmes avec une entière liberté, *sans égard pour les besoins et les prétentions des Etats*, et sans autre limite pour cette liberté que le droit égal d'autrui ;

« 2° Abolition de tous les contrats perpétuels entre tous les individus aussi bien qu'entre toutes les unités collectives : associations locales (communes), provinces et nations ; ce qui signifie reconnaître à

toute population qui se serait même librement alliée avec une autre le droit de rompre le contrat, après avoir satisfait à tous les engagements temporaires et limités qu'elle aurait contractés : ce droit étant fondé sur ce principe, condition essentielle de la liberté, que le passé ne doit pas et ne peut pas lier le présent, comme le présent ne saurait jamais engager l'avenir, et que le droit souverain réside toujours dans les générations présentes ;

« 3° Reconnaissance du *droit de sécession* pour les individus aussi bien que pour les associations, les communes, les provinces et les nations ; à cette seule condition que, par une nouvelle alliance avec une puissance étrangère, hostile et menaçante, la partie sortante ne mette pas en danger l'indépendance et la liberté de la | 114 partie qu'elle délaisse ?

« Voilà les vraies, les seules conditions de la justice et de la liberté. Nos amis allemands veulent-ils les accepter aussi franchement que nous les acceptons ? Et, pour tout dire, *veulent-ils avec nous* **la destruction de l'Etat, de tous les Etats ?**

« Messieurs, là est toute la question. *Car qui dit Etat, dit violence, oppression, exploitation, injustice, érigées en système et devenues autant de conditions fondamentales de l'existence même de la société.* L'Etat, messieurs, n'a jamais eu et ne pourra jamais avoir de morale. Sa morale à lui et sa seule justice, *c'est l'intérêt suprême de sa conservation et de sa toute-puissance*, intérêt devant lequel tout ce qui est humain doit plier. *L'Etat est la négation*

même de l'humanité. Il l'est doublement : et comme le contraire de l'humaine liberté et de l'humaine justice (à l'intérieur), et comme interruption violente de la solidarité universelle de la race humaine (à l'extérieur). L'Etat universel, plusieurs fois essayé, s'est montré toujours impossible, de sorte que *tant qu'il y aura Etat, il y aura des Etats ;* et comme chaque Etat se présente comme un but absolu, posant le culte de son être comme la loi suprême, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées, il en résulte ceci, que *tant qu'il y aura des Etats, la guerre sera perpétuelle. Tout Etat doit conquérir ou être conquis.* Tout Etat doit fonder sa puissance sur la faiblesse, et, s'il le peut sans danger pour lui-même, sur l'anéantissement des autres Etats.

« Messieurs, vouloir ce que veut ce Congrès, vouloir l'établissement d'une justice internationale, d'une liberté internationale et d'une paix éternelle, et vouloir en même temps la conservation des Etats, serait donc de notre part une contradiction et une naïveté ridicules. *Faire changer aux Etats leur nature est impossible, parce que c'est précisément par cette nature qu'ils sont des Etats*, et ils ne sauraient s'en départir sans cesser d'exister aussitôt. Par conséquent, messieurs, *il n'y a pas et il ne peut y avoir d'Etat bon, juste, vertueux. Tous les Etats sont mauvais, en ce sens que, par leur nature, par leur base, par toutes les conditions et par le but suprême de leur existence, ils sont tout l'opposé de*

la liberté, de la morale et de la justice humaines. Et sous ce rapport, quoi qu'on dise, il n'existe pas de grande différence entre le sauvage Empire de toutes les Russies et l'Etat le plus civilisé de l'Europe. | 115 Savez-vous en quoi cette différence consiste? *L'Empire des tsars fait cyniquement ce que les autres font hypocritement.* L'Empire des tsars, avec sa franche manière despotique et dédaigneuse de l'humanité, est *le seul idéal* vers lequel tendent et qu'admirent en secret tous les hommes d'Etat de l'Europe. Tous les Etats de l'Europe font ce qu'il fait, autant que l'opinion publique et, surtout, autant que la solidarité nouvelle, mais déjà puissante, des masses ouvrières de l'Europe le permettent, — opinion et solidarité qui contiennent les germes de la destruction des Etats. *En fait d'Etats, messieurs, il n'est de vertueux que les Etats impuissants.* Et encore sont-ils bien criminels dans leurs rêves.

« Je conclus : Qui veut avec nous l'établissement de la liberté, de la justice et de la paix; qui veut le triomphe de l'humanité, qui veut l'émancipation radicale et complète (économique et politique) des masses populaires, doit vouloir comme nous la *dissolution de tous les Etats dans la fédération universelle des associations productives et libres de tous les pays.* »

Il est clair que tant que les ouvriers allemands auront pour but l'institution de l'Etat national, quelque libre et populaire qu'ils *s'imaginent* cet

Etat, — et il y a loin de l'imagination à la réalisation, surtout quand l'imagination suppose la réconciliation impossible de deux éléments, de deux principes, l'Etat et la liberté populaire, qui s'entredétruisent et s'entredévorent, — il est clair qu'ils continueront de sacrifier toujours la liberté populaire à la grandeur de l'Etat, le socialisme à la politique, et la justice, la fraternité internationale, au patriotisme. Il est clair que leur propre émancipation économique ne sera rien qu'un beau rêve éternellement relégué dans un avenir lointain.

Il est impossible d'atteindre à la fois deux buts contradictoires. Le socialisme, la révolution sociale impliquant la destruction de l'Etat, il est évident que qui tend à l'Etat doit renoncer au socialisme, doit sacrifier l'émancipation économique des masses à la puissance politique d'un parti privilégié quelconque.

| 116 Le Parti de la démocratie socialiste allemande doit sacrifier l'émancipation économique, et par conséquent aussi l'émancipation politique, du prolétariat, ou plutôt *son émancipation de la politique*, à l'ambition et au triomphe de la démocratie bourgeoise. Cela résulte clairement du IIe et du IIIe articles de son programme.

Les trois premiers paragraphes de l'article II sont tout à fait conformes au principe socialiste de l'Association internationale des travailleurs, dont ils reproduisent presque textuellement le programme. Mais le quatrième paragraphe du même article, dé-

clarant que la liberté politique est la condition *préalable* de l'émancipation économique, détruit complètement la valeur pratique de cette reconnaissance de principe. Il ne peut signifier que ceci :

« Ouvriers, vous êtes les esclaves, les victimes de la propriété et du capital. Vous voulez vous émanciper de ce joug économique. C'est fort bien, et vos vœux sont parfaitement légitimes. Mais pour les réaliser, *il faut que vous nous aidiez d'abord à faire la révolution politique. Plus tard nous vous aiderons à faire la révolution sociale.* Laissez-nous d'abord établir, par la force de vos bras, l'Etat démocratique, une bonne démocratie bourgeoise comme en Suisse, et ensuite... — ensuite nous vous donnerons un bien-être égal à celui dont les ouvriers jouissent en Suisse. » (Voir les grèves de Genève et de Bâle.)

Pour se convaincre que cette aberration incroyable exprime parfaitement les tendances et l'esprit du Parti de la démocratie socialiste allemande, — en tant que programme, non en tant qu'aspirations naturelles des ouvriers allemands qui le composent, — il n'y a qu'à bien étudier l'article III, où se trouvent énumérées toutes les *demandes immédiates et premières* (*die nächsten Forderungen*) qui doivent être posées par l'agitation pacifique et légale | 117 du parti. Toutes ces demandes, moins la dixième, qui n'avait pas même été proposée par les auteurs du programme, mais qui y a été ajoutée plus tard, au milieu de la discussion, à la suite d'une proposition faite par un membre du Congrès d'Eisenach, —

toutes ces demandes ont un caractère exclusivement politique. Tous ces points recommandés comme *les objets principaux de l'action pratique immédiate du parti* ne constituent pas autre chose que le programme bien connu de la démocratie bourgeoise : suffrage universel, avec la législation directe par le peuple ; abolition de tous les privilèges politiques ; armement national ; séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Ecole et de l'Eglise ; instruction gratuite et obligatoire ; liberté de la presse, d'association, de réunion et de coalition ; transformation de tous les impôts indirects en un impôt direct, progressif et unique sur le revenu.

Voilà donc ce qui constitue le véritable objet, le but réel, présent, de ce parti : *une réforme exclusivement politique de l'Etat, des institutions et des lois de l'Etat.* N'ai-je pas eu raison de dire que ce programme n'était socialiste qu'en rêve, pour un avenir lointain, mais qu'en réalité c'était un programme purement politique et bourgeois ; tellement bourgeois qu'aucun de nos ci-devant collègues de la Ligue de la paix et de la liberté n'aurait hésité à le signer ? N'ai-je pas raison de dire encore que, si l'on jugeait le Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands par son programme, — ce que je me garderai bien de faire, car je sais que les aspirations réelles de ces ouvriers vont infiniment au delà du programme, — on aurait le droit de penser que l'institution de ce parti n'a point eu d'autre but que de faire servir la masse ouvrière,

comme un instrument sacrifié et aveugle, à la réalisation des projets politiques de la démocratie bourgeoise de l'Allemagne ?

Il n'y a dans ce programme que deux points qui ne seront pas du goût des bourgeois. Le premier de ces points est contenu dans la seconde moitié du huitième paragraphe de l'article III, où l'on demande *la détermination de la journée normale de travail, l'abolition du travail des enfants et la limitation de celui des femmes,* toutes choses qui font faire toujours la grimace aux bourgeois, parce que, amateurs passionnés de toutes les libertés qui tournent à leur profit, ils demandent à haute voix, pour le prolétariat, la liberté de se laisser exploiter, écraser, assommer, sans que l'Etat s'en mêle. Pourtant les temps sont devenus si durs pour ces pauvres bourgeois, qu'ils ont fini par consentir à cette intervention de l'Etat même en Angleterre, dont l'organisation sociale actuelle, que je sache, n'est encore nullement socialiste.

| 118 L'autre point, beaucoup plus important, et d'un caractère socialiste beaucoup plus déterminé, est contenu dans le dixième paragraphe de l'article III, paragraphe qui, ainsi que je l'ai déjà fait observer, n'a pas été proposé par les rédacteurs mêmes du programme, mais est dû à l'initiative d'un membre du Congrès d'Eisenach et a été présenté au milieu de la discussion du programme. Ce point demande *l'appui, la protection* (*die Förderung*) *et le crédit de l'Etat pour la coopération ouvrière et surtout*

pour les associations de production, avec toutes les garanties de liberté désirables.

C'est un point qu'aucun démocrate bourgeois n'admettra de bon gré, parce qu'il est en contradiction absolue avec ce que la démocratie bourgeoise et le socialisme bourgeois appellent la liberté. En effet, la liberté de l'exploitation du travail du prolétariat, *forcé* de le vendre au capital au plus bas prix possible, forcé non par une loi politique ou civile quelconque, mais par la position économique dans laquelle il se trouve, par la terreur et l'appréhension de la faim ; cette liberté, dis-je, ne craint pas la concurrence des associations ouvrières, soit de consommation, soit de crédit mutuel, soit de production, par cette simple raison que les associations ouvrières, réduites à leurs propres moyens, ne seront jamais en état de former un capital capable de lutter contre le capital bourgeois. Mais lorsque les associations ouvrières seront appuyées par la puissance de l'Etat, seront soutenues par l'immense crédit de l'Etat, non seulement elles pourront lutter, mais elles finiront à la longue par vaincre les entreprises industrielles et commerciales bourgeoises, fondées uniquement sur le capital privé soit individuel, soit même collectif et représenté par des sociétés anonymes de capitalistes, l'Etat étant naturellement la plus puissante de toutes les sociétés anonymes.

Le travail commandité par l'Etat, tel est le principe fondamental du *communisme autoritaire*, du

socialisme d'Etat. L'Etat devenu seul propriétaire, — à la fin d'une certaine période de transition, qui sera nécessaire pour faire passer la société, sans trop grandes secousses, économiques et politiques, de l'organisation actuelle du privilège bourgeois à l'organisation future de l'égalité officielle de tous, — l'Etat | 119 sera aussi l'unique capitaliste, le banquier, le bailleur de fonds, l'organisateur, le directeur de tout le travail national et le distributeur de ses produits. Tel est l'idéal, le principe fondamental du communisme moderne.

Enoncé pour la première fois par Babeuf, vers la fin de la grande Révolution, avec tout l'appareil de civisme antique et de violence révolutionnaire qui constituaient le caractère de cette époque, il fut remanié et reproduit en miniature, il y a trente ans à peu près, par M. Louis Blanc, dans sa très petite brochure sur l'*Organisation du travail*, dans laquelle ce citoyen estimable, beaucoup moins révolutionnaire et beaucoup plus indulgent pour les faiblesses bourgeoises que Babeuf, s'est efforcé de dorer et d'adoucir la pilule, afin que les bourgeois puissent l'avaler sans se douter qu'ils prennent un poison qui doit les tuer. Les bourgeois ne se sont pas laissé tromper, et, rendant brutalité pour politesse, ils ont expulsé M. Louis Blanc de France. Malgré cela, avec une constance qu'il faut admirer, M. Louis Blanc reste seul fidèle à son système économique, et continue de croire que tout l'avenir est contenu dans sa petite brochure sur l'organisation du travail.

L'idée communiste a passé depuis en des mains plus sérieuses. M. Charles Marx, le chef incontestable du parti socialiste en Allemagne, — une grande intelligence armée d'une science profonde, et dont la vie tout entière, on peut le dire sans flatterie, a été vouée exclusivement à la plus grande cause qui existe aujourd'hui, celle de l'émancipation du travail et des travailleurs, — M. Charles Marx, qui est incontestablement aussi, sinon l'unique, au moins l'un des principaux fondateurs de l'Association internationale des travailleurs, a fait du développement de l'idée communiste l'objet d'un travail sérieux. Son grand ouvrage, le *Capital*, n'est point une fantaisie, une conception a priori, éclose en un seul jour dans la tête d'un jeune homme plus ou moins ignorant des conditions économiques de la société et du système actuel de production. Il est fondé sur la connaissance très étendue, très détaillée, et sur l'analyse profonde de ce système et de ses conditions. M. Charles Marx est un abîme de science statistique et économique. Son ouvrage sur le capital, quoique malheureusement hérissé de formules et de subtilités métaphysiques, qui le rendent inabordable pour la grande masse des lecteurs, est au plus haut degré un ouvrage | 120 positiviste ou réaliste, dans ce sens qu'il n'admet point d'autre logique que celle des faits.

Vivant, depuis trente ans à peu près, presque exclusivement au milieu d'ouvriers allemands, comme lui réfugiés, et entouré de quelques amis et

disciples plus ou moins intelligents, appartenant par leur naissance et par leurs relations au monde bourgeois, M. Charles Marx est arrivé naturellement à former une école, une sorte de petite Eglise communiste, composée d'adeptes fervents, et répandue sur toute l'Allemagne. Cette Eglise, toute restreinte qu'elle soit sous le rapport du nombre, est savamment organisée, et, grâce à des rapports multiples avec les associations ouvrières de tous les points principaux de l'Allemagne, elle forme déjà une puissance. M. Charles Marx jouit naturellement dans cette Eglise d'une autorité presque suprême, et il faut lui rendre cette justice qu'il sait manier cette petite armée de fanatiques adhérents de manière à rehausser toujours son prestige et son pouvoir sur les imaginations des ouvriers de l'Allemagne.

L'idée communiste de M. Charles Marx transpire dans tous ses écrits ; elle s'est également manifestée dans les propositions faites l'an passé par le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, résidant à Londres, au Congrès de Bâle, aussi bien que par les propositions qu'il se proposait de présenter au Congrès qui devait avoir lieu cette année en septembre et qui a dû être suspendu à cause de la guerre. M. Charles Marx, membre du Conseil général de Londres et secrétaire correspondant pour l'Allemagne, jouit dans ce Conseil, comme on sait, d'une grande et il faut ajouter légitime influence, de sorte qu'on peut tenir pour certain que les propositions qui ont été faites par le

Conseil général au Congrès sont sorties principalement du système et de la collaboration de M. Charles Marx.

C'est ainsi qu'au Congrès de Bâle le citoyen anglais Lucraft, membre du Conseil général, a émis cette idée que toute la terre d'un pays doit devenir *propriété de l'Etat*, et que la culture de cette terre doit être dirigée et administrée par les fonctionnaires de l'Etat, « ce qui, a-t-il ajouté, ne sera possible que dans un Etat démocratique et social, dans lequel le peuple aura à veiller sur la | 121 bonne administration de la terre nationale par l'Etat ».

C'est ainsi qu'au même Congrès, lorsque fut débattue la proposition d'abolir le droit d'héritage, proposition qui obtint la majorité relative des voix, tous les membres du Conseil général, tous les délégués anglais, et la grande majorité des délégués allemands ont voté contre cette abolition, par cette raison spéciale, développée par le citoyen Eccarius, au nom du Conseil général, « qu'une fois que la propriété collective de la terre, des capitaux et en général de tous les instruments du travail, sera reconnue et établie dans un pays quelconque, l'abolition du droit d'héritage deviendra inutile, le droit d'héritage devant tomber de lui-même, lorsqu'il n'y aura plus rien à hériter ». Mais, par une contradiction étrange, ce même citoyen Eccarius, au nom de ce même Conseil général, a fait une contre-proposition tendant à établir provisoirement *un impôt sur l'héritage* au profit des masses ouvrières, ce qui

indique que le Conseil général n'espère point que la propriété collective puisse être établie maintenant par le moyen d'une révolution, mais qu'il espère la voir s'établir progressivement par la voie de transactions politiques successives avec la propriété bourgeoise.

Les délégués des associations ouvrières allemandes, qui apparaissaient pour la première fois en grand nombre à un Congrès de l'Internationale [1], firent en outre — d'accord avec les délégués de la Suisse allemande [2] — une nouvelle proposition, tout à fait conforme d'ailleurs à leur programme d'Eisenach, et ne tendant à rien de moins qu'à introduire *le principe de la politique nationale ou bourgeoise* dans le programme de l'Internationale. Cette proposition, celle de la *législation directe par le peuple* comme moyen préalable absolument nécessaire pour arriver aux réformes sociales, fut déposée par le citoyen Bürkly, de Zürich, et chaudement appuyée par les citoyens Gœgg, Rittinghausen, Bruhin et Liebknecht. Elle donna lieu à un débat suffisamment passionné, au milieu duquel le citoyen Liebknecht, l'un des chefs principaux du

(1) Il y en avait douze : Spier, Rittinghausen, Liebknecht, Krieger, Bracke, Scherer, Würger, venus d'Allemagne; Lessner, venu de Londres; Moritz Hess, venu de Paris; Janasch, J.-Ph. Becker, Gœgg, délégués allemands habitant la Suisse. — J. G.

(2) Il y en avait douze : Karl Bürkly, Hermann Greulich, Eschbach, délégués du canton de Zürich ; Frey, Bruhin, Bohny, Leisinger, Holeiber, Starke, Collin, Quinch, Gut-Gerold, délégués du canton de Bâle. — J. G.

Parti de la démocratie socialiste en Allemagne, déclara qu'on était *réactionnaire* si l'on ne voulait pas traiter cette question ; qu'elle était parfaitement légitime et urgente, puisque l'Association internationale elle-même, dans ses Congrès précédents, et notamment dans celui de Lausanne (1867), avait proclamé que la question politique était inséparable de la question sociale ; et qu'enfin, si cette question ne paraissait pas importante à Paris, à Vienne, à Bruxelles, où la question sociale ne pouvait pas être traitée dans sa forme et dans ses conditions politiques, elle était importante pour les pays où cette impossibilité n'existait pas.

| 122 Grâce à la résistance des délégués français, italiens, espagnols, belges, et d'une partie des délégués de la Suisse romande, cette question tomba. Il n'en fut plus question au Congrès de Bâle. *Inde irae.*

. . . . . .

[Le texte s'arrête ici. Ce qui suit, dans le manuscrit, feuillets 122-125, forme une longue note, inachevée, — répondant à un appel de note placé après les mots *Inde irae*, — et accompagnée elle-même de « sous-notes ». Pour éviter une disposition typographique gênante, je place cette note à la suite du texte, et dans le même caractère. Les sous-notes du manuscrit, par conséquent, se trouvent devenir des notes ordinaires.]

Note. — La colère du parti tédesque fut en effet très grande. Elle fut grande surtout contre moi, qu'ils accusèrent, je ne sais pourquoi, d'être le promoteur principal, sinon le chef, de cette opposition énergique qu'avait rencontrée de tous les côtés, pendant

tout le Congrès de Bâle, cette politique nationale et bourgeoise qu'ils nous ont présentée comme devant être celle de l'Internationale. Je l'ai combattue, il est vrai, avec toute l'énergie dont je suis capable, parce que je la crois funeste à l'Association internationale, parce qu'elle fausse, selon moi, le principe même de cette grande Association, parce qu'enfin elle est toute contraire au socialisme révolutionnaire, à cette *politique internationale du prolétariat* qui, selon mon intime conviction, peut seule le sauver et le faire triompher.

Je n'aurais eu absolument rien à redire si mes adversaires, les socialistes allemands, s'étaient bornés à attaquer mes principes avec force, même avec colère. Ces principes leur paraissant mauvais, en les attaquant ils usaient de leur droit, et remplissaient même leur devoir. Ce que je ne comprends pas, c'est que des hommes qui se respectent et qui prétendent à l'estime d'autrui puissent employer, dans cette lutte contre un adversaire, des *moyens infâmes*, de *sales mensonges* et la *calomnie*.

Voilà un an que je suis en butte de leur part aux attaques les plus ignobles, *sciemment mensongères*, et en même temps les plus ridicules. C'est une campagne parfaitement combinée et organisée. L'inspirateur principal et le chef de cette guerre m'est connu. Il reste caché derrière les brumes de Londres, comme Moïse derrière les nuées du Sinaï. Législateur des Juifs allemands | 123 socialistes de nos jours, il inspire la parole et les actes de ses disciples.

A lui donc revient la plus grande part de la responsabilité de tout ce qu'ils disent et de tout ce qu'ils font. C'est un homme digne du plus grand respect sous beaucoup de rapports, mais qui mérite souvent une réprobation énergique. Doué d'une vanité irascible, il identifie trop souvent sa propre personne, un peu gâtée par l'adulation servile de ses disciples et de ses amis, avec le principe, et ses propres rancunes avec le service d'une cause dont il est d'ailleurs l'un des plus illustres et des plus utiles serviteurs. Je ne veux pas encore le nommer, mais il sera bien forcé de se nommer lui-même. Et alors je m'expliquerai directement et publiquement avec lui.

Je me contenterai de parler en ce moment du menu fretin, de cette petite canaille qui lui sert ordinairement d'avant-garde, lorsque, inspiré par une pensée mauvaise, il veut commettre une mauvaise action.

Le premier qui ouvrit l'attaque contre moi, après le Congrès de Bâle, ce fut M. Maurice Hess, jadis le compétiteur ambitieux et jaloux, aujourd'hui, sans doute par sentiment d'impuissance, devenu le courtisan obséquieux du Moïse moderne. Dans un article publié contre moi, le 2 octobre 1869, dans le *Réveil* de Paris, article que M. Delescluze avait commis l'énorme injustice d'accepter, — injustice qu'il a d'ailleurs noblement réparée par une déclaration loyale faite par lui-même dans un des numéros suivants du *Réveil* (22 octobre), — M. Maurice Hess a eu l'effronterie d'écrire les lignes suivantes, que je ne puis qualifier autrement que d'infâmes. Je veux

reproduire en entier l'article de M. Maurice Hess :

« Le vote *négatif* (*) du Congrès de Bâle [sur la question de l'abolition de l'héritage], malgré son vote favorable au principe de collectivité, reste une énigme pour ceux qui ignorent l'histoire secrète de ce Congrès. Il s'est passé à Bâle quelque chose | 124 d'analogue à ce qui, un mois auparavant, a eu lieu au Congrès d'Eisenach (**).

« On sait que c'était l'opposition contre le com-

(*) Premier mensonge. Ce vote n'a pas été négatif du tout, puisque la nécessité de l'abolition de l'héritage a été reconnue et prononcée par une majorité relative, comprenant cinq délégués allemands [32 *oui* contre 23 *non*, avec 13 abstentions], et que la proposition du Conseil général a eu contre elle la majorité, non plus relative, mais absolue [19 *oui* contre 37 *non*, avec 6 abstentions]. (*Note de Bakounine.*)

(**) Si M. de Schweitzer n'avait d'autre péché à se reprocher que d'être l'antagoniste énergique du socialisme bourgeois et du radicalisme bourgeois qui ont malheureusement triomphé au Congrès d'Eisenach, moi, pour ma part, je n'aurais que des félicitations à lui adresser. Mais les adversaires de M. de Schweitzer prétendent, non sans une apparence de raison, que M. de Schweitzer est un allié secret de la politique monarchique et prussienne du comte de Bismarck. Si cela était vrai, ce serait de la part de M. de Schweitzer une trahison infâme envers le socialisme et la sainte cause des masses ouvrières qui ont confiance en lui. Les chefs du Parti de la démocratie socialiste allemande ne commettent point cette trahison, qui, si elle est réelle vraiment, ne peut être qu'une trahison *lucrative* ; mais ils commettent une autre trahison de cette même cause, — non pas lucrative, sans doute, mais non moins funeste à l'émancipation des ouvriers qui les suivent, — en s'alliant, | 125 et en rattachant le mouvement socialiste et révolutionnaire des ouvriers de leur parti, à la politique des bourgeois radicaux de l'Allemagne. C'est tomber de Scylla en Charybde, et c'est une conséquence naturelle de ce culte de l'État qu'ils ont en commun avec M. de Schweitzer. Le culte de l'Etat est en général le trait principal du socialisme allemand. Lassalle, le plus grand agitateur socialiste et

munisme prussien de M. de Schweitzer qui avait triomphé à Eisenach. Il est vrai qu'à Bâle on n'avait pas à combattre un parti prussien qui n'y était pas même représenté. Mais, en revanche, *il y avait là un parti russe* (*), **proche parent du parti prussien** (**). Faut-il le dire? Les partisans de Bakounine (***), | 125 chef du communisme russe (****), ne se doutaient pas plus *du service qu'ils étaient appelés à*

le vrai fondateur du socialisme pratique en Allemagne, en était pénétré. Il ne voyait de salut pour les travailleurs que dans la puissance de l'Etat, dont les ouvriers devaient s'emparer, selon lui, au moyen du suffrage universel. Lui aussi avait été accusé, *par les mêmes adversaires*, — à tort ou à raison, je ne le sais, — d'avoir entretenu des rapports secrets avec Bismarck. Il est impossible de se fier à la parole et aux écrits des publicistes allemands, car la première chose qu'ils font, en attaquant un adversaire quelconque, c'est de lui jeter de la boue, et ils paraissent en avoir une provision inépuisable. (*Note de Bakounine.*)

(*) J'étais au Congrès de Bâle le seul Russe, et je n'y représentais pas même la Russie, mais des Sections de Lyon et de Naples. (*Note de Bakounine.*)

(**) Voilà que les insinuations infâmes commencent. (*Note de Bakounine.*)

(***) Probablement ceux avec qui j'ai voté : la majorité des délégués français, les délégués espagnols, le délégué italien, quelques délégués belges, tous les délégués (moins deux) de la Suisse romande, et quelques délégués allemands (cinq), parmi lesquels mon ci-devant ami le citoyen Philippe Becker, et le citoyen Lessner, membre du Conseil général. Le citoyen Jung, autre membre du Conseil général, m'a dit, après la votation sur l'abolition du droit d'héritage, qu'il s'était repenti, en voyant la manière mesquine dont on avait traité la question de la propriété collective, de n'avoir pas voté avec nous. La majorité des délégués belges se sont abstenus, ne voulant pas, m'avaient-ils dit, voter contre nous. Et en général je dois ajouter que la plus grande partie de ceux que M. Hess appelle mes partisans m'étaient absolument inconnus avant le Congrès. (*Note de Bakounine.*)

(****). Qu'a dû ressentir, en lisant ces mots, ce pauvre petit

rendre **dans un intérêt panslaviste**, que les dupes de M. de Schweitzer ne se doutaient de faire les affaires du pangermanisme prussien. Quoi qu'il en soit, les uns et les autres ont travaillé pour le roi de Prusse (*).

« Un parti russe n'existait pas encore aux Congrès précédents de l'Internationale. Ce n'est que dans le courant de l'année dernière qu'un essai tendant à changer l'organisation et les principes de l'Internationale, de même qu'à transférer le siège du Conseil général de Londres à Genève, a été fait par Bakounine, patriote russe (**) dont nous ne soupçonnons pas la bonne foi... (1) »

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

Juif russe, M. Outine, qui intrigue maintenant à Genève, se battant les flancs et se donnant des peines incroyables pour qu'on l'appelle un chef, fût-ce d'une Section russe imaginaire, composée de quatre ou cinq membres, et dont il serait le seul membre parlant ? (*Note de Bakounine.*)

(*) Pauvre Philippe Becker ! être traité ainsi par un ami ! (*Note de Bakounine.*)

(**) J'accepte cette dénomination dans ce sens, que je veux la destruction complète de l'État russe, de l'Empire de toutes les Russies, destruction dont j'ai développé et prouvé l'urgence dans tous mes discours, dans mes écrits, *dans tous les actes de ma vie*. Quant au *panslavisme* dont tous ces Juifs m'accusent, d'une manière aussi ridicule qu'infâme, j'y reviendrai plus tard. (*Note de Bakounine.*)

(1) La phrase de l'article de Moritz Hess, laissée inachevée, se termine ainsi dans le *Réveil* :... « [dont nous ne soupçonnons pas la bonne foi] révolutionnaire, mais qui caresse des projets fantaisistes non moins à réprouver que les moyens d'action qu'il emploie pour les réaliser ». — Au sujet de cet article, voir mon ouvrage *l'Internationale, Documents et Souvenir*, tome 1er, pages 220-224. — J. G.

MANUSCRIT DE 114 PAGES

AVANT-PROPOS

Ainsi qu'il a été dit dans la préface de ce volume, le manuscrit dont le contenu est reproduit ci-après — manuscrit inachevé, sans titre, et que nous intitulons, faute de mieux, *Manuscrit de 114 pages* — a été rédigé à Marseille dans la première quinzaine d'octobre 1870.

Bakounine affectionnait la forme épistolaire. Il avait, en août et septembre, adopté cette forme pour exposer à ses amis de France son programme révolutionnaire ; une lettre à Esquiros, qu'on trouvera plus loin, nous apprend que, dans sa pensée, les *Lettres à un Français* étaient adressées « au citoyen Gaspard Blanc, de Lyon ». Cette fois encore, c'est une lettre qu'il écrit ; il l'adresse à un autre Lyonnais, le tailleur Louis Palix, chez lequel il avait logé pendant les jours qui précédèrent le mouvement du 28 septembre ; et il emprunte le début de son manuscrit à une lettre réellement écrite par lui à Palix, au moment de quitter Lyon où le procureur de

la République Andrieux avait lancé contre lui un mandat d'amener.

Cette lettre à Palix est un document connu de ceux qui se sont occupés de l'histoire de l'Internationale. Oscar Testut en a publié les quatre premières pages (avec plusieurs grossières erreurs de lecture) dans son livre *L'Internationale et le Jacobinisme au ban de l'Europe*, t. II, p. 280 ; Max Nettlau l'a reproduite intégralement dans sa biographie de Bakounine, avec quelques incorrections. Nous croyons à propos de donner ici ce document, d'après le brouillon (6 pages in-8°, avec de nombreuses ratures), retrouvé dans les papiers de Bakounine. Ce texte annule le texte incorrect et incomplet qui se trouve au tome II, page 271 des *Œuvres*.

1 « Ce 28 (1) septembre 1870. Lyon.

« Mon cher Palix,

« Je ne veux point partir de Lyon, sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu. La prudence m'empêche de venir te serrer la main une dernière fois. — Je n'ai plus rien à faire ici. J'étais venu à Lyon pour combattre ou pour mourir avec vous. J'y étais venu parce que je suis profondément convaincu que la cause de la France est redevenue, à cette heure où il y va de son existence ou de sa non-existence, celle de l'humanité, et que la défaite définitive de la France, sa chute, son asservissement

(1) Cette date du 28 est le résultat d'un simple lapsus. La lettre a été écrite le 29, car, en parlant de la manifestation du 28 septembre, elle l'appelle « le mouvement d'hier ». — J. G.

sous la baïonnette des Prussiens et sous un gouvernement imposé par les Prussiens sont le plus grand malheur qui puisse arriver, au point de vue de la liberté, à l'Europe tout entière. — J'ai pris part au mouvement d'hier et j'ai signé mon nom sous les résolutions du Comité du salut de la France, parce qu'il est évident pour moi qu'après la destruction réelle et de fait de toute votre machine administrative et gouvernementale, il n'y a plus que l'action immédiate et révolutionnaire du peuple qui puisse sauver la France. Tous ces tronçons de l'ancienne administration du pays, ces municipalités composées pour la plus grande partie de bourgeois ou d'ouvriers convertis à la bourgeoisie, gens routiniers s'il en fut, dénués d'intelligence et d'énergie et manquant de bonne foi; tous ces procureurs de la République et surtout ces préfets, commissaires extraordinaires munis de pleins pouvoirs militaires et civils, c'est-à-dire investis de la pleine dictature par l'autorité fabuleuse et fatale de ce tronçon de gouvernement provisoire qui siège à Tours, — tout cela n'est bon que pour paralyser les derniers efforts de la France et pour la livrer aux Prussiens.

« Le mouvement d'hier, s'il s'était maintenu triomphant, — et il se serait maintenu tel si le général Cluseret n'avait pas trahi la cause du peuple, — en remplaçant votre municipalité à moitié réactionnaire et à moitié incapable par un comité révolutionnaire émanant directement de la volonté du peuple, ce mouvement aurait pu sauver Lyon, et avec Lyon la France.

« Peut-être en serait-il temps encore. Je ne doute pas que si le peuple lyonnais le voulait bien, il pourrait encore imposer sa volonté à toutes ces autorités qui se sont

improvisées pour le malheur de la France. Mais je crains que le peuple de Lyon ne le comprenne que lorsqu'il sera trop tard pour sauver Lyon et lorsque Lyon sera tombé au pouvoir des Prussiens, ce qui ne manquera pas d'arriver, si l'état de choses actuel n'est point changé en vingt-quatre heures : la France sera perdue. Elle n'aura plus, pour sauver non son existence comme grande nation libre et indépendante, mais simplement sa dignité, son honneur, que la démocratique cité de la Méditerranée, Marseille. Marseille ne tombera pas au pouvoir des Prussiens, j'en suis sûr, mais Marseille ne pourra point sauver la France.

« Je quitte Lyon, cher ami, le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France. Elle deviendra une 1/4 vice-royauté de l'Allemagne, et sa voix jadis si puissante, cette voix qui annonçait la liberté au monde, ne comptera plus pour rien dans les conseils de l'Europe.

« A la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands, qui ne diront plus que ce que les baïonnettes prussiennes retournant triomphantes leur permettront de dire.

« L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse unie au knout du tsar de Saint-Pétersbourg vont assurer la tranquillité et l'ordre public au moins pour cinquante ans sur le continent de l'Europe.

« Adieu la liberté, le socialisme, la justice pour le peuple et le triomphe de l'humanité. Tout cela pouvait sortir du désastre actuel de la France. Tout cela en serait sorti si le peuple de France, si le peuple de Lyon l'avait voulu.

« Enfin, n'en parlons plus. Ma conscience me dit que j'ai rempli mon devoir jusqu'au bout. Mes amis de Lyon le savent aussi, — et je dédaigne le reste.

| 5 « Maintenant, cher ami, je passe à une question toute personnelle. Tu sais qu'hier (1) j'avais été arrêté à l'hôtel de ville par un monsieur fort laid habillé en civil, qui m'avait fait empoigner par des gardes nationaux de compagnies bourgeoises, je ne saurais dire au juste lesquelles. Le fait est que ces Messieurs ont fouillé toutes mes poches avec un aplomb et une habileté qui m'ont prouvé qu'ils ne sont pas étrangers au métier. L'un d'eux a répondu à un autre, qui lui recommandait de me bien fouiller : « Ne crains rien, je connais mon métier ». C'était probablement un sergent de ville impérial déguisé en garde national de la république. Les uns m'ont brutalisé de toutes les manières, me bousculant, me poussant, me pinçant, me tordant les bras et les mains ; je dois pourtant reconnaître que d'autres criaient : « Ne lui faites point de mal ! » Enfin Messieurs les bourgeois se sont montrés ce qu'ils sont toujours et partout : brutaux et lâches — car tu n'ignores pas que j'ai été délivré par quelques francs-tireurs qui avaient | 6 mis en fuite un nombre triple ou même quadruple de ces héroïques boutiquiers armés de leurs chassepots. J'ai été délivré. Mais de tous les objets qui m'avaient été dérobés par ces Messieurs, je n'ai pu retrouver que mon revolver. Mon carnet et ma bourse qui contenait cent soixante-cinq francs et quelques sous sont sans doute restés entre les mains de ces Messieurs. Les bourgeois

(1) Après le mot « hier », le brouillon porte les mots « vers trois heures à peu près », qui ont été biffés ensuite. — J. G.

commenceraient-ils à faire du communisme ? Ce serait instructif et curieux.

« Dans tous les cas, cher ami, je t'autorise et je te prie de les réclamer en mon nom. Tu me les enverras quand on te les aura rendus.

« Il ne me reste qu'à t'embrasser et à faire des vœux avec toi pour cette pauvre France, abandonnée par son peuple lui-même.

« Ton dévoué,

« Michel Bakounine. »

Le manuscrit de 114 pages était déjà commencé et passablement avancé le 8 octobre, jour où Bakounine, du petit logement du quartier du Pharo, à Marseille, où il se tenait caché, écrivait à son jeune ami Emilio Bellerio, à Locarno, une lettre où il dit : « Au sujet de tous ces événements je termine une brochure très détaillée que je vous enverrai bientôt. Vous a-t-on envoyé de Genève, comme je l'ai bien recommandé, une brochure sous ce titre : *Lettres à un Français ?* »

Quinze jours plus tard, le 23 octobre (la veille de son départ de Marseille), écrivant à son ami le médecin espagnol Gaspar Sentiñon, Bakounine disait : « Les bourgeois sont odieux. Ils sont aussi féroces que stupides. Et comme la nature policière est dans leurs veines ! On dirait des sergents de ville et des procureurs généraux en herbe. A leurs infâmes calomnies je m'en vais répondre par un bon petit livre où je nomme toutes les personnes par leur nom. »

De retour à Locarno vers le 27 ou 28 octobre, Bakounine, laissant de côté son manuscrit de Marseille, en

commença un nouveau, en tête duquel il plaça également les deux premières pages de sa lettre à Palix, plus librement paraphrasée. C'est ce manuscrit de Locarno, trois fois remanié au cours de l'hiver 1870-1871, qui devait devenir *L'Empire knouto-germanique* (voir tome II, pages 275 et suivantes). Le manuscrit de Marseille doit donc être considéré, à la fois, comme chaînon un intermédiaire rattachant les *Lettres à un Français* à *L'Empire knouto-germanique*, et comme une première ébauche de ce second écrit, conçu d'abord comme une simple brochure, mais que Bakounine, six mois plus tard (lettre du 16 avril 1871 à Ogaref), appellera « mon premier et dernier livre, mon testament ».

Au séjour à Marseille appartient aussi un court fragment intitulé *Le Réveil des peuples*, début d'un écrit dont Bakounine ne traça que les premières lignes. Je le place à la suite du *Manuscrit de 114 pages*.

J. G.

MANUSCRIT

DE 114 PAGES

RÉDIGÉ A MARSEILLE

(Première moitié d'Octobre 1870.)

SUIVI D'UN FRAGMENT :

LE RÉVEIL DES PEUPLES

Inédit.

MANUSCRIT DE 114 PAGES

Ce 28 septembre 1870. Lyon (1).

Mon cher ami, je ne veux point partir de Lyon sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu. La prudence m'empêche de venir te serrer la main encore une fois. Je n'ai plus rien à faire ici.

J'étais venu à Lyon pour combattre ou pour mourir avec vous. J'y étais venu parce que j'étais et je demeure profondément convaincu qu'à cette heure de suprême danger pour votre pays, la cause de la France est redevenue celle de l'humanité, et que la défaite définitive de la France, sa chute, son asservissement sous la baïonnette des Prussiens et sous un gouvernement imposé par les Prussiens sera le plus grand malheur qui, au point de vue de

(1) Le début du manuscrit, comme il a été dit dans l'*Avant-propos*, est la reproduction d'une lettre réelle adressée à Palix et dont le texte a été donné ci-dessus, pages 76-80. Bakounine date par erreur cette lettre du 28 septembre, tandis qu'elle a été écrite le lendemain. — J. G.

la liberté, puisse arriver à l'Europe et au monde. J'ai pris part au mouvement d'hier (*sic*) et j'ai signé mon nom sous les résolutions du *Comité central du salut de la France*, parce qu'il est évident pour moi qu'après la destruction réelle et de fait de toute votre machine administrative et gouvernementale, *il n'y a plus que l'action immédiate et révolutionnaire du peuple qui puisse sauver la France.* Tous ces tronçons de l'ancienne administration du pays, ces municipalités composées en grande partie de bourgeois ou d'ouvriers convertis à la bourgeoisie, gens routiniers s'il en fut, dénués d'intelligence, d'énergie, et manquant de bonne foi ; tous ces procureurs de la République et surtout ces préfets, commissaires extraordinaires munis de pleins pouvoirs militaires et civils et investis d'une vraie dictature par l'autorité fabuleuse et fatale de ce tronçon de gouvernement provisoire qui siège à Tours ; tout cela n'est bon que pour paralyser les derniers efforts de la France et pour la livrer aux Prussiens.

Le mouvement d'hier, s'il s'était maintenu triomphant, et il se serait maintenu tel si le général Cluseret n'avait point abandonné la cause du peuple, ce mouvement qui aurait remplacé votre municipalité inepte, impuissante et aux trois quarts réactionnaire, par un comité révolutionnaire, qui serait tout-puissant parce qu'il serait l'expression non fictive, mais réelle, immé | 2 diate, de la volonté populaire, ce mouvement, dis-je, aurait pu sauver Lyon, et, en

sauvant Lyon, en organisant sa résistance formidable à l'invasion des Prussiens, il aurait sauvé la France, car il ne faut point se faire illusion, Lyon une fois tombé au pouvoir des Prussiens, la France sera irrévocablement perdue (1).

Lyon après Paris et avec Marseille est la cité ouvrière par excellence, et la France ne peut plus être sauvée que par son monde ouvrier, par les travailleurs des campagnes et des villes. Il serait ridicule et vain d'attendre son salut des classes privilégiées. Je ne parle pas de la noblesse, elle n'existe presque plus. Si elle avait conservé la moindre trace de son ancien caractère et de son ancienne position politique et sociale, elle se serait sans doute émue plus vivement que ne peut le faire la bourgeoisie actuelle du déshonneur et de la déchéance qui menace votre patrie. Mais elle n'existe plus que de nom ; de fait elle s'est noyée dans la bourgeoisie, dont elle partage aujourd'hui les intérêts et les passions. Il n'y a plus actuellement qu'une seule classe privilégiée sérieuse : c'est la bourgeoisie. Parlons donc de cette classe nombreuse et respectable.

N'étant point attachée à la terre, la bourgeoisie, comme le capital dont elle est aujourd'hui l'incarnation réelle et vivante, n'a point de patrie. Sa patrie se trouve là où le capital rapporte les plus gros bénéfices. Sa préoccupation principale, pour ne point dire unique, c'est l'exploitation lucrative

(1) Ici se termine la partie du manuscrit empruntée, avec quelques modifications, à la lettre à Palix. — J. G.

du travail du prolétariat. A son point de vue, quand cette exploitation marche bien, tout va bien, et, au contraire, quand elle s'arrête, tout va mal. Elle ne peut donc avoir d'autre idée que de la remettre en mouvement, par quelque moyen que ce soit, ce moyen fût-il même le déshonneur, la déchéance et l'asservissement de son propre pays. Et pourtant la bourgeoisie a besoin de la patrie politique, de l'Etat, pour garantir ses intérêts exclusifs contre les exigences si légitimes et de plus en plus menaçantes du prolétariat.

Elle se trouve donc prise dans une contradiction flagrante. Mais toute contradiction, toute position fausse, exclut la sincérité. La | 3 bourgeoisie est hypocrite par nécessité, au point qu'elle n'ose point s'avouer à elle-même ses propres pensées. Elle parle beaucoup de patriotisme lorsqu'elle s'adresse au prolétariat, parce que ce n'est qu'au point de vue du patriotisme seulement qu'elle peut lui recommander ce culte de l'Etat, si funeste aux intérêts des masses ouvrières dont elle exploite le travail sous la protection de l'Etat, et par cette même raison si favorable aux siens.

Au fond de son âme la bourgeoisie est cosmopolite. La dignité et l'indépendance de son pays lui importent fort peu, pourvu qu'à l'intérieur elle trouve un large et libre marché pour les produits du travail national exploité par ses capitaux, et qu'à l'intérieur il y ait tranquillité et ordre public, ces deux conditions essentielles de toute exploitation

régulière ; pourvu que ses privilèges économiques, et notamment celui d'exploiter le travail du peuple, soient garantis énergiquement par la puissance de l'Etat. Mais que cet Etat s'appelle français ou prussien, cela lui est vraiment bien égal.

Les bourgeois qui liront ces lignes crieront à la calomnie. Hélas ! ce n'est qu'une bien pâle expression d'une vérité qui crève les yeux, et qui n'a jamais été aussi palpable qu'à cette heure où la France est en train de périr, et où elle périra certainement si le peuple travailleur des villes et des campagnes ne vient promptement à son secours.

[(1). Voici bientôt un mois que l'infâme régime des Bonaparte, renversé par les baïonnettes prussiennes, a croulé dans la boue. Un gouvernement provisoire, composé de bourgeois plus ou moins radicaux, a pris sa place. Qu'a-t-il fait pour sauver la France ?]

En présence de l'immense catastrophe qui menace d'anéantir ce beau et grand pays, la sottise et l'impuissance flagrantes et désormais constatées des hommes qui composent ce gouvernement ne peuvent inspirer que l'indignation et le dégoût.

Et d'abord comment se sont-ils emparés de ce pouvoir quasi-dictatorial qu'ils exercent pour le malheur et pour la ruine de la France ? L'ont-ils con-

(1) Cet alinéa, que je place entre crochets, a été biffé par Bakounine dans son manuscrit. L'auteur l'a reproduit à peu près textuellement dans *L'Empire knouto-germanique* : voir tome II, p. 386, ligne 17. — J. G.

quis par un de ces grands actes d'énergie et d'audace qui, au milieu d'une crise suprême, peuvent seuls sauver l'existence d'une nation ? Ont-ils eu au moins le courage de jouer leurs têtes en proclamant la déchéance de Napoléon III, avant que cet infâme ne se soit livré aux Prussiens ? C'était bien leur devoir de le faire. Après les deux batailles désastreuses qui avaient anéanti deux grandes armées françaises dans la Lorraine, toute l'Europe était convaincue que la proclamation immédiate de la République était le seul moyen de salut qui restât à la France. Il ne fallait pas beaucoup de perspicacité pour comprendre qu'en abandonnant le pouvoir à la femme et aux serviteurs de Napoléon III, on paralysait la défense nationale et rendait plus critique, plus terrible la situation de la France. Les députés radicaux de la gauche, seuls, ne l'avaient point compris, ou, s'ils l'avaient compris, ils manquèrent de l'énergie, du courage, du dévouement nécessaires pour sauver leur patrie. En présence des intrigues napoléoniennes, en présence de Palikao qui envoyait la dernière armée française se rendre prisonnière | 5 à Sedan, en présence de Chevreau qui organisait la terreur blanche en faveur de la dynastie Bonaparte dans les campagnes, ils prêchèrent, eux, le généreux oubli du passé, la conciliation et l'union. Ils appelèrent cela générosité, bonne politique, prudence, et ce n'était rien que sottise ou lâcheté. C'était dans tous les cas le sacrifice des intérêts les plus chers et du salut même de la France.

Les effets désastreux de cette politique singulière ne se firent pas attendre. Le bonapartisme, d'abord écrasé par les premières nouvelles des défaites, reprit confiance. Encouragés par l'impuissance intellectuelle et morale de ces hommes qui constituaient hier la gauche radicale et qui constituent aujourd'hui le gouvernement provisoire, les serviteurs infâmes de l'infâme Bonaparte relevèrent la tête et reprirent ce langage insolent auquel ils avaient habitué la France pendant vingt ans. A la stupéfaction de tout le monde, on vit s'élever, au milieu du désastre immense causé par le régime impérial, et sous la baguette magique de l'intrigante Eugénie, le ministère le plus bonapartiste, le plus jésuite et le plus réactionnaire qui ait jamais gouverné la France, le ministère Palikao, Chevreau, Duvernois et Jérôme David, avec Messieurs Emile de Girardin et Granier de Cassagnac derrière les coulisses.

La gauche protesta-t-elle? Pas du tout. Elle acclama niaisement ce ministère de mauvais augure, qui, dans le moment le plus terrible que la France eut jamais à passer, se présenta à elle non comme un ministère politique, mais comme un ministère *de la défense nationale*. Le mot exprimant cet horrible et fatal mensonge était inventé, il pèse encore aujourd'hui sur les destinées de la France. La gauche radicale crut ou fit semblant | 6 de croire qu'on pouvait organiser la défense du pays sans faire de la politique, qu'on pouvait créer une puissance maté-

rielle sans l'inspirer d'aucune idée, sans l'appuyer sur une force morale quelconque! Elle acclama le ministère du féroce pillard de la Chine. Elle admira, elle adora un instant le général Palikao qui « *lui faisait la mariée si belle!* » Elle crut avoir trouvé dans sa brutalité militaire, secondée par le jésuitisme du ministre de l'intérieur, M. Chevreau, le salut de la France.

Par patriotisme et de peur de paralyser les efforts « *surhumains* » de ces dignes hommes pour le salut de la France, la gauche radicale s'abstint de toute récrimination et de toute critique. M. Gambetta crut même de son devoir d'adresser des compliments chaleureux et d'exprimer sa pleine confiance au général Palikao. Ne fallait-il pas « maintenir à tout prix l'union et empêcher de funestes divisions, qui ne pouvaient profiter qu'aux Prussiens »? Tels furent l'excuse et l'argument principal de la gauche, qui s'en servit pour masquer toutes ses sottises, toutes ses faiblesses, toutes ses lâchetés.

Cette excuse ridicule et ce faux argument, inventés par la bourgeoisie radicale, faussent encore aujourd'hui les esprits, dévoient l'opinion du public, y introduisent l'hypocrisie, l'indifférence, la torpeur, et paralysent tous les efforts du peuple pour sauver la France. Il me paraît donc plus que jamais nécessaire d'en examiner la valeur.

[(1) *L'union fait la force*, voilà une vérité bien con-

(1) Le passage qui suit, entre crochets, a été biffé par Bakounine dans son manuscrit. C'est qu'il l'a replacé, avec quelques

nue et que nul ne voudra contredire. Pourtant il faut bien l'entendre. Pour que l'union produise cet effet, il faut qu'elle soit réelle et sincère de tous les côtés, et qu'elle ne soit pas l'exploitation hypocrite d'un parti au profit d'un autre. Autrement l'union serait toute à l'avantage du parti exploiteur et toute contraire aux intérêts et au but du parti exploité. Mais que faut-il pour que l'union entre deux partis opposés devienne réelle et sincère ? Il faut que, dans le moment où elle se produit, les intérêts et le but que poursuivent les deux partis | 7 soient, sinon absolument, au moins à peu près identiques. Autrement qu'arrivera-t-il ? Que le parti le plus influent, sinon par le nombre, du moins par la position politique et sociale, et parce qu'il tient en ses mains le gouvernement du pays, fera servir cette union dérisoire, et tout à fait hypocrite de sa part, non à la réalisation d'un but commun, mais à celle de ses vues particulières, opposées aussi bien à ce but qu'aux intérêts de l'autre parti, dont il exploitera tout simplement la sottise, la faiblesse ou la bonne foi.

C'est ce qui arrive précisément aujourd'hui quand la bourgeoisie prêche l'union au prolétariat. Le prolétariat et la bourgeoisie veulent-ils la même chose ? Pas du tout. Les ouvriers de France veulent le salut de la France à tout prix, dût-on même pour la sauver brûler toutes les maisons, exterminer toutes les villes ; les ouvriers veulent la guerre à

changements de rédaction, dans *L'Empire knouto-germanique :* voir tome II, de la p. 292, ligne 19, au bas de la p. 295. — J. G.

outrance, la guerre barbare au couteau, s'il le faut. N'ayant aucun bien matériel à sacrifier, ils donnent leur vie. Ils comprennent d'ailleurs instinctivement que l'asservissement de la France sous le joug des Prussiens serait la mort pour toutes leurs espérances d'avenir, et ils sont déterminés à mourir plutôt que de laisser à leurs enfants un avenir d'esclavage et de misère.

La bourgeoisie, au moins l'immense majorité de cette classe respectable, veut absolument le contraire. Elle veut avant tout la conservation de ses maisons, de ses villes, de ses propriétés, de ses capitaux, elle veut l'intégrité non du territoire national, mais de ses poches remplies par le travail du prolétariat. Dans son for intérieur, sans oser l'avouer en public, elle veut donc la paix à tout prix, dût-on même l'acheter par l'anéantissement, par la déchéance et par l'asservissement de la France.

Les buts que poursuivent la classe bourgeoise et la masse ouvrière étant si complètement opposés, comment une union sincère et réelle pourrait-elle | 8 s'établir entre elles? On aura beau condamner la division, elle n'en existe pas moins dans le fait, et, puisqu'elle existe, il serait puéril et même funeste, au point de vue du salut de la France, d'en ignorer, d'en nier, de ne point en constater l'existence. Quand on va à l'encontre d'un immense danger, ne vaut-il pas mieux marcher en petit nombre, avec la parfaite certitude de ne point être abandonné, au moment de la lutte, par aucun de ses compagnons,

que de se laisser leurrer par de faux alliés qui vous trahissent sur le champ de bataille ?]

Sans prétendre exclure tous les hommes issus de la bourgeoisie, — il y en a sans doute beaucoup qui sont animés de la plus sincère et de la plus énergique volonté de repousser les Prussiens à tout prix, — ce qu'il faut recommander aux ouvriers des villes, au point de vue du salut de la France, ce n'est donc pas l'union impossible avec la bourgeoisie considérée comme classe séparée et privilégiée, c'est l'union avec les travailleurs des campagnes, avec les paysans. Ce qui sépare les paysans des ouvriers des villes, ce ne sont point des intérêts différents, ce sont des idées différentes, des préjugés, produits par l'ignorance systématique imposée par tous les gouvernements précédents aux populations des campagnes, et par le poison religieux et politique répandu à pleines mains par les curés et par les fonctionnaires de l'Etat.

Les paysans sont les vrais patriotes de la France. Les ouvriers défendront l'*idée* de la France. Les paysans seront les défenseurs naturels de son *territoire*. Ils adorent cette terre qu'ils arrosent de la sueur de leur front et qu'ils cultivent de leurs bras. Et lorsqu'on leur aura bien expliqué qu'il s'agit de défendre cette terre contre l'envahissement des Prussiens, lorsqu'ils verront surtout les masses ouvrières des villes, inspirées par l'idée républicaine, démocratique, sociale, de la France, se lever en masse au nom du salut de la France, lorsque la pro-

pagande ouvrière | 9 les aura convaincus que les villes, loin d'avoir l'intention de leur prendre leurs terres, les invitent au contraire à s'emparer de celles qui ont été lâchement abandonnées par leurs propriétaires fuyant devant les Prussiens, et qu'elles ne prétendent pas leur imposer dictatorialement un ordre économique et social qui serait contraire à leurs mœurs, — alors les paysans se lèveront aussi, et cette levée en masse des travailleurs des campagnes unis aux travailleurs des villes sauvera la France.

J'ai dit, dans la Lettre première (1), que l'une des preuves les plus flagrantes de l'incapacité et de l'impuissance du gouvernement provisoire, à mes yeux, c'est qu'il n'a point encore su, osé, voulu produire cette levée en masse formidable des paysans de France contre l'envahissement des Prussiens, et qu'il n'a pas compris, jusqu'à présent, qu'après la destruction de toutes les forces régulières du pays, il ne reste plus qu'un seul moyen pour le sauver : c'est d'opposer, à la brutalité militairement organisée des Prussiens, la brutalité d'un immense soulèvement populaire.

Mais que peut-on attendre de ces représentants de républicanisme bourgeois, qui, après les défaites de

(1) Bakounine renvoie le lecteur à la « Lettre I » de la brochure *Lettres à un Français sur la crise actuelle* : voir cette lettre au tome II, pages 81-83. Ceci montre que le manuscrit qu'il rédigeait à Marseille sous la forme épistolaire était, dans son esprit, la continuation de la brochure imprimée à Neuchâtel en septembre 1870. — J. G.

la France, alors qu'ils constituaient encore la gauche radicale du Corps législatif, eurent la naïveté de croire à la possibilité d'une union réelle et sincère entre le parti républicain et les représentants de la majorité impérialiste, représentée au pouvoir par MM. Palikao, Chevreau et compagnie ! Car, je leur rends cette justice, ils voulaient sincèrement, eux, — autant que des bourgeois peuvent vouloir, — le salut de la France par la ruine de la dynastie et par l'établissement de la République sur les ruines de l'empire. Ce qui m'étonne, c'est qu'ils n'aient point vu et compris que le parti bonapartiste, et à sa tête le ministère Palikao, organe trop fidèle du Robert Macaire couronné et de sa digne | 10 épouse, l'intéressante Eugénie, voulait et poursuivait au contraire le salut de l'empire et de la dynastie par la ruine de la France.

Ici je me sens pris dans un dilemme, très difficile à résoudre. Ou bien les députés républicains du Corps législatif ont réellement cru à la possibilité de leur union sincère avec les bonapartistes pour la défense nationale : et alors je devrai conclure, et tout le monde conclura avec moi, qu'ils ont été bien naïfs, bien enfants, bien aveugles, c'est-à-dire tout à fait incapables, pour ne me servir que d'expressions très polies. Ou bien ils n'y ont pas cru du tout, et ils n'ont fait que semblant d'y croire ; ils se sont donné l'apparence de cette foi, pour produire cette foi dans le peuple, — pour tromper le peuple : et alors que seraient-ils ? je crains de le dire.

Il m'est impossible de croire à leur aveuglement. Ils sont des hommes de talent, doués d'intelligence, d'instruction, et riches d'expérience. Et il ne fallait pas beaucoup d'expérience pour s'apercevoir du jeu perfide que jouait le parti bonapartiste, ressuscité grâce à eux. Donc ils trompaient le peuple ? Oui, ils le trompaient. Et pourquoi le trompaient-ils ? Par peur d'une révolution sociale.

Tel est le vrai mot de l'énigme d'hier et de toute la situation actuelle. Depuis les journées de Juin, la puissance intellectuelle et morale et la bonne foi du républicanisme bourgeois ont cessé d'exister. Le peuple ne veut plus de la République bourgeoise, et les bourgeois les plus radicaux ne veulent point de la République sociale, populaire. Entre ces deux Républiques il y a un abîme si profond et si large, que tous les artifices de la dialectique et de la rhétorique ne sauraient le combler. Chacune de ces républiques exclut l'autre, représentant, | 11 l'une et l'autre, deux mondes non seulement différents, mais absolument opposés : l'une celui de l'exploitation et du privilège, l'autre celui de l'égalité économique et de la justice sociale. La bourgeoisie tend naturellement au premier, le prolétariat des villes et des campagnes adhère, et par position et d'instinct, souvent même sans qu'il s'en doute lui-même, au second.

En perdant l'appui et la direction de la bourgeoisie, le prolétariat a perdu sans doute beaucoup : il lui manque l'intelligence et l'expérience des affaires des bourgeois. Mais il a conservé néanmoins l'élé-

ment essentiel de tout progrès : le travail productif de son cerveau, de ses bras, et la puissance du nombre. Il marche lentement, mais il marche. En se séparant du prolétariat, la bourgeoisie a tout perdu. Il ne lui reste que ses anciennes idées, et elle est incapable d'en créer de nouvelles. Elle se dessèche comme une tige séparée de sa racine. Il ne lui reste plus que l'énergie de la conservation, et non plus celle de la marche audacieuse en avant. Sa position est toute défensive, et l'on sait que rien n'est aussi désavantageux que la défensive dans une lutte. Qui garde la défensive est condamné à tomber tôt ou tard. La bourgeoisie se sent et se sait condamnée, elle n'est donc pleine aujourd'hui que de sentiments séniles et conservateurs. Tout bourgeois qui tient à rester tel est un réactionnaire en herbe. Les républicains bourgeois ne font pas exception à cette règle ; au contraire, ils la confirment de la manière la plus éclatante.

C'est en vain que dans ces dernières années ils ont cherché à se faire illusion sur eux-mêmes. C'est en vain qu'ils se sont efforcés d'entraîner les masses populaires dans le cercle de leurs idées étroites et vieillies. Le peuple n'a point | 12 voulu les suivre, et ils se sentent aussi isolés aujourd'hui qu'ils l'ont été lors du coup d'État de décembre. Le peuple ne veut plus entendre parler de la politique bourgeoise, et pour le soulever, pour l'électriser, il faut une révolution sociale.

Eh bien, ni M. Gambetta, ni M. Jules Favre, ni

toute leur compagnie, ne veulent à aucun prix de la révolution sociale. Ils aiment beaucoup leur patrie, qui en doute? mais ils aiment encore davantage la civilisation bourgeoise, malgré qu'elle se présente aujourd'hui si mesquine et si impuissante entre les deux grandes barbaries qui menacent de l'écraser dans leur lutte : la barbarie du passé, représentée par les baïonnettes prussiennes, et la barbarie populaire portant en ses flancs la régénération sociale du monde.

Nourris dans les traditions et pénétrés de l'esprit de cette civilisation fondée sur le privilège économique et sur l'exploitation du grand nombre par un petit nombre d'heureux, ils ne voient rien au delà. Pour eux, la fin de la civilisation bourgeoise serait la fin du monde, et, plutôt que de la voir renversée et remplacée par ce qu'ils appellent, eux, « la barbarie du socialisme et de la justice populaire », ils consentiraient à sacrifier non seulement la liberté et la République, comme ils l'ont déjà fait en juin 1848, mais la France elle-même, comme ils se préparent évidemment à le faire en 1870.

MM. Gambetta, Jules Favre et compagnie savaient fort bien que s'ils disaient tout ce qu'ils pensaient et savaient sur les actes du ministère Palikao, ils | 13 provoqueraient une révolution immédiate à Paris; ils savaient en même temps, avertis comme ils l'étaient d'ailleurs par toutes les manifestations du peuple de Paris avant le plébiscite, que cette révolution devait être nécessairement, essentiellement

une révolution sociale ; ils ont mieux aimé se taire, alors même que leur silence devait ruiner la cause de la France.

En se taisant, ils devinrent les complices des mensonges et des mesures réactionnaires du ministère Palikao : mensonges qui eurent pour but d'endormir l'inquiétude et la défiance patriotiques du peuple ; mesures qui eurent pour effet de paralyser, lorsqu'il en était temps encore, la résurrection de la France. Tel fut le triste rôle auquel les condamna leur haine du socialisme. Ils devinrent les comparses du système bonapartiste qu'ils détestaient du fond de leurs cœurs, et, par une conséquence fatale, ils devinrent les alliés des Prussiens. Pris entre la menace d'une révolution sociale et l'invasion étrangère, ils préférèrent cette dernière. Tel fut leur crime devant la France.

Ils se turent ainsi près d'un mois. Ils donnèrent plus de vingt-quatre jours d'existence à un infâme ministère qui évidemment trahissait le pays, sachant que, devant le terrible danger qui menaçait la France, chaque heure était précieuse pour son salut, et voyant que chacune de ces heures était utilisée pour sa ruine. Tout pouvait être sauvé, et tout fut perdu pendant ces vingt-quatre jours, et la faute en retombe tout entière sur la gauche radicale, qui n'eut ni le courage ni la volonté de sauver le pays.

| 14 Toujours paralysés par cette crainte de la révolution sociale, ils n'osèrent point faire un mouve-

ment pour s'emparer du pouvoir. Ils attendirent que la marche des événements le fît tomber en leurs mains. Le ministère Palikao profita largement du répit que lui donna la lâcheté de la gauche. Pendant qu'il livrait désarmées l'Alsace, la Lorraine et toutes les provinces du Nord-Est, avec la dernière armée régulière, aux Prussiens, il mettait en état de siège tout le reste de la France et soulevait les paysans contre les villes au nom de l'infâme Bonaparte. Pour sauver la dynastie, il ruinait la défense du pays et il ouvrait la porte large à l'invasion étrangère.

La trahison était tellement évidente, qu'à la fin les irréconciliables du Corps législatif eux-mêmes, malgré leur patience évangélique, ne purent plus contenir leurs murmures. Ils osèrent enfin parler. Mais alors que leur répondirent les zélés bonapartistes de la droite? « Au nom de la patrie, taisez-vous : vous semez la défiance et la division, vous détruisez l'union nécessaire au salut du pays ! » C'est précisément le même argument dont se servent aujourd'hui Messieurs les bourgeois radicaux, qui, après être montés au pouvoir, trouvent mauvais que le peuple leur dise qu'ils ne font rien, mais absolument rien pour le salut de la France, et qu'à cette heure ne rien sacrifier, ne rien faire, c'est trahir le pays, c'est le livrer aux Prussiens.

Enfin, après la capitulation de Sedan, qui eut pour heureux résultat de démasquer complètement la lâcheté incroyable et l'infâme trahison | 15 de Napoléon III, la République fut proclamée et rétablie sur

les ruines de l'empire, renversé non par un effort révolutionnaire du peuple français, mais par les baïonnettes victorieuses des soldats du roi Guillaume. Fut-ce la gauche républicaine qui eut au moins cette fois le courage de proclamer le rétablissement de la République, violée il y a vingt ans par Napoléon III ? Pas du tout, ce fut l'œuvre immédiate et directe du peuple de Paris. Pendant la nuit qui précéda le jour de cette acclamation populaire, les généreux républicains du Corps législatif ne proposèrent-ils pas à la majorité bonapartiste de constituer une sorte de conseil gouvernemental, composé mi-partie de bonapartistes et de républicains ! Et le jour même de la proclamation de la République par le peuple, M. Gambetta, le tribun fougueux et irréconciliable, ne supplia-t-il pas le peuple de Paris de ne point crier : « Vive la République », de se contenter de ce cri : « Vive la France », et de respecter la liberté des délibérations de ce Corps législatif qui, par sa complaisance intéressée et servile à la volonté de Napoléon III, a perdu la France ?

Enfin ces fiers républicains dont toute la France bourgeoise attend sottement aujourd'hui son salut, ces éloquents interprètes de l'impuissante bruyante, ont montré une persistance admirable dans la démonstration publique de leur nullité. Ils n'ont pris aucune initiative, ils n'ont rien fait, laissant tout faire au peuple. Le peuple de Paris, n'ayant pas trouvé de meilleurs sujets sous sa main, les a placés au pouvoir, et ils s'y sont cramponnés. Voilà tout

leur mérite. On serait bien embarrassé si on voulait leur en trouver un autre.

| 16 Ce gouvernement a bien été acclamé, mais non élu, par le peuple de Paris. Il ne peut donc pas être considéré comme l'expression des sympathies et de la volonté de ce peuple. Paris ne l'a point imposé à la France, il l'a subi lui-même par nécessité. Voulant sans doute prouver qu'il ne pensait pas à constituer le gouvernement politique de la France, il y a mis, sans aucun égard pour leurs différences politiques, tous les députés plus ou moins irréconciliables du Corps législatif, à commencer par MM. Picard, de Kératry et Jules Favre, jusqu'à M. Rochefort, en leur adjoignant encore le général Trochu, partisan avoué des Orléans, disciple et admirateur enthousiaste du maréchal Bazaine.

Ce gouvernement n'est donc pas le représentant régulier, légitime de l'idée politique et sociale de la France. La seule chose qu'il ait représentée dès l'abord, et qu'il représente encore aujourd'hui, c'est *la détresse de la France en général et de Paris en particulier.* | 17 C'est en même temps *la résolution énergique et désespérée du peuple français de ne céder aux Prussiens « ni un pouce de son territoire, ni une pierre de ses forteresses », et de ne pas même entrer en pourparlers avec eux tant qu'il restera un seul soldat allemand sur la terre de France.*

Telle est donc l'unique signification, l'unique mission, tel est l'unique droit du gouvernement provisoire : défendre le pays à outrance, par tous les

moyens possibles et même impossibles, sacrifiant *tout* à ce but désormais unique et suprême, et ne s'arrêtant devant rien, jusqu'à l'extermination complète des armées de l'Allemagne, avec tous leurs boutiquiers enragés, leurs officiers hobereaux, leurs généraux féroces, leurs princes insolents, leur ministre « moitié renard, moitié loup », et leur vieux roi par la grâce de Dieu Guillaume le Brutal, aujourd'hui prétendant à la couronne impériale de l'Allemagne, et qui, pour la conquérir, est venu ensanglanter et piller le territoire trahi de la France.

En dehors de cette mission, le gouvernement provisoire n'a ni signification, ni droit. Il est le gouvernement de la défense nationale et de la résistance désespérée de la République à l'invasion étrangère, mais non celui de l'organisation politique et de l'administration intérieure du pays. Pour ceci, comme je m'en vais le démontrer tout à l'heure, il n'a ni droit, ni moyens, ni puissance. Mais quant à son devoir et à son droit de représenter la défense nationale au dehors, qui pourra les contester? Il a été acclamé à ce titre non seulement par Paris, mais par le pays tout entier, sans que la moindre protestation se soit élevée d'aucun point de la France. A ce point de vue, c'est donc le gouvernement le plus légitime que la France ait possédé. Et c'est uniquement à ce point de vue, qui constitue tout son caractère, tout son droit, qu'on doit le | 18 juger.

Un mois s'est écoulé depuis son acclamation par

le peuple de Paris [1]). Qu'a-t-il fait pour la défense du pays? Rien, absolument rien; il a au contraire tout compromis, tout paralysé et tout empêché.

Mais pour ne point paraître injustes, constatons d'abord la situation dans laquelle il s'est trouvé au premier jour de son avénement au pouvoir. Cette situation était tellement désespérée qu'il a fallu vraiment à la France sa grande âme, ou, à défaut de cette âme, le souvenir de sa grandeur passée, pour qu'elle ne se déclarât pas vaincue. A une invasion formidable de sept cent mille Allemands admirablement organisés, dirigés et armés, enivrés de toutes leurs victoires, et qui, après avoir fait la dernière armée française prisonnière à Sedan, avançaient à marches forcées et comme une immense avalanche sur Paris, le gouvernement provisoire ne pouvait opposer qu'un corps de quarante à cinquante mille hommes, puis les fortifications de Paris. Il est vrai que ces fortifications, perfectionnées par des travaux nouveaux, armées d'une quantité plus que suffisante de canons de gros calibre, et défendues par la patriotique énergie de trois cent mille gardes nationaux, volontaires, et gardes mobiles, promettaient et promettent d'opposer une résistance désespérée aux Prussiens.

Mais quelque sérieuse que soit cette résistance, si Paris n'est point secouru du dehors il devra succomber à la fin. C'est un point unanimement reconnu dans la science militaire qu'aucune place

(1) Cette phrase, s'il faut la prendre à la lettre, date cette page du manuscrit du 4 octobre. — J. G.

fortifiée, quelque puissante qu'elle soit, n'est en état de résister indéfiniment à | 19 un siège conduit d'une manière régulière ; et les Prussiens, qui ont étonné les Français par la rapidité de leurs marches et de leurs coups, sont encore passés maîtres dans l'art de l'action régulière et froidement calculée. Il est donc indubitable que si la France ne se lève pas pour marcher au secours de Paris, Paris, après une résistance héroïque, aussi longue que possible et qui exterminera beaucoup de Prussiens, finira par tomber entre leurs mains.

La première pensée, le premier soin du gouvernement provisoire devait donc être le secours du dehors (1), évidemment nécessaire pour la délivrance du pays. La chose n'était point facile. Non pas que les soldats manquent à la France. Je suis au contraire convaincu que si on réunissait toutes les troupes que la défiance de Napoléon III avait disséminées comme gardiennes de l'ordre public sur toute la surface du pays, en y adjoignant les troupes d'Algérie, les troupes françaises du pape, les gardes mobiles, les volontaires, les corps francs, sans toucher aux gardes nationales sédentaires, et y ajoutant tous les fuyards des armées détruites par les Prussiens, on aurait pu former une armée de six à sept cent mille hommes composée d'excellents soldats. Ce qui a manqué et ce qui manque au gouvernement provisoire, ce sont : *primò*, les officiers et

(1) C'est-à-dire le secours de la province. — J. G.

les généraux ; *secundò*, les armes et les munitions ; *tertiò*, l'argent.

D'officiers et de généraux, il y en a également beaucoup en France. Mais les neuf dixièmes pour le moins ne valent rien. On ne peut leur confier la défense du pays, parce qu'ils sont pleins de mauvaise volonté, stupides, ignorants, incapables, et parce que, étant en majorité des bonapartistes intéressés, ils livreraient le pays aux Prussiens, | 20 pour faire remonter sur le trône de France l'infâme Bonaparte.

Que le patriotisme français ne s'offense pas de ce que j'ose penser et dire de la grande majorité des officiers et des généraux actuels de la France. Connaissant la bravoure du soldat français, je ne saurais m'expliquer autrement les défaites honteuses essuyées par vos armées dans toutes leurs rencontres avec les Prussiens. D'ailleurs, cette décadence de l'esprit, de l'instruction, et de l'énergie militaire dans le corps des officiers de la France s'explique naturellement par le système infâme appliqué pendant vingt ans par Napoléon III à l'organisation et à la direction de l'armée française. Ne l'avait-il pas transformée en un immense corps de gendarmerie pour l'oppression du pays ? Ne l'avait-il pas systématiquement isolée du peuple et nourrie de préjugés et de sentiments hostiles aux habitants non militaires du pays, moins les autorités, qui dans le monde civil continuaient et pratiquaient le même système ? N'avait-il pas établi parmi les sol-

dats, les sous-officiers, et les officiers surtout, un système complet d'espionnage et de délation mutuels, et n'avait-il pas fait de la trahison et de la servilité la plus lâche, la plus plate, des conditions d'avancement? de sorte qu'on pouvait être certain, à très peu d'exceptions près, que les officiers dont la carrière, sous ce régime de favoritisme et de bassesse, était la plus rapide, la plus belle, étaient précisément ceux qui se distinguaient davantage par leur lâcheté et par leur incapacité.

Faut-il s'étonner, après cela, que ces officiers | 21 et ces généraux aient fait battre partout l'armée française? Faut-il s'étonner aujourd'hui, lorsque leur ignorance, leur lâcheté et leurs trahisons ont poussé la France dans l'abîme, qu'ils rêvent encore la restauration de l'infâme Bonaparte, et qu'ils continuent de se montrer, partout où il existe encore des troupes régulières, systématiquement hostiles à toutes les mesures qui peuvent et qui doivent sauver la France?

Ce qui est bien plus étonnant, c'est que les membres du gouvernement provisoire, qui a accepté la redoutable mission de sauver la France, n'aient pas compris cela dès le premier jour de leur installation au pouvoir, et que dès le premier jour ils n'aient point destitué en masse les sous-officiers aussi bien que les officiers de tous les grades dans les troupes régulières et dans les gardes mobiles, et ne les aient pas fait remplacer jusqu'au grade de capitaine par l'élection libre et démocratique des

soldats. Pour les chefs supérieurs, ils auraient pu trouver un autre mode d'élection ou de désignation, toujours en dehors du règlement et de la routine militaire. De cette manière ils auraient en même temps révolutionné et discipliné ces tronçons de l'armée française, qui restent clairsemés dans les provinces, et qui se trouvent encore aujourd'hui dans un état très inquiétant d'indiscipline et de réaction.

Quant aux munitions et aux armes, on peut toujours en acheter, lorsqu'on a à sa disposition beaucoup d'argent. Donc la principale question, c'est celle de l'argent. Où le prendre ? Mais partout où il se trouve. Ne s'agit-il pas du salut de la France, c'est-à-dire du salut de tous les Français ? | 22 Plus que cela, ne s'agit-il pas de la liberté de l'Europe, qui, si la France succombait sous les baïonnettes prussiennes, aurait à supporter un esclavage de cinquante ans au moins ? Dans de pareilles circonstances, lorsqu'on s'appelle *gouvernement de la Défense nationale*, ce n'est pas seulement un droit, *c'est un devoir* de prendre à tous les Français, en observant sans doute une juste proportion, tout ce qui est nécessaire pour le salut de la France : aux uns leur vie, aux autres leur bourse.

« Mais ce serait de la spoliation ! » crieront beaucoup de bonnes gens. Ah ! soyez-en bien certains, ceux qui crient ainsi donneront beaucoup plus volontiers et sans le moindre murmure tout l'argent que leur réclameront les Prussiens, parce que les

Prussiens, en retour de cet *emprunt forcé*, rétabliront au moins l'ordre et la tranquillité publique, ces deux premières conditions de la béatitude bourgeoise.

Vous criez à la spoliation! Et n'était-ce point une vraie et une pire spoliation que cette levée en masse de tous les Français capables de porter les armes, votée par les représentants du Corps législatif à la veille de la chute honteuse de votre empereur? Cette levée ne condamnait-elle pas des familles innombrables à la misère, à la faim, en les privant du travail de leurs enfants qui les nourrissaient? Mais vous n'avez point murmuré alors; au contraire, vous avez trouvé cela très patriotique, très beau! d'autant plus que vous étiez certains de trouver pour vos propres enfants ou bien | 23 de malheureux remplaçants, ou bien quelques emplois dans les bureaux d'une administration devenue inutile, et de les soustraire d'une manière ou d'une autre à l'obligation de payer cet *emprunt forcé sur le sang!*

Le sang ne vous coûte rien, ce n'est point vous qui le versez. Mais lorsqu'on vous parle d'un emprunt ou d'une contribution forcée sur les écus, vous criez comme des écorchés. Voyons donc, vos écus valent-ils le sang du peuple? Et lorsque la France se trouve exposée à un si horrible danger que, pour la sauver, le gouvernement provisoire est forcé de demander à tous les Français capables de porter les armes leur vie, ne doit-il pas, à bien plus

forte raison, demander à tous les bourgeois de la France leur bourse? Et si vous n'avez pas voulu la donner de bon gré, il devait vous la prendre, au nom du salut de la France. S'il ne l'a point fait, il a manqué à son premier devoir; car, sans argent, point de munitions, point d'armes, point d'armée, point de résistance possible à l'envahissement des Prussiens.

[(1) Il y avait pour le gouvernement provisoire tant de moyens de faire de l'argent! Et d'abord, il ne fallait point laisser partir l'impératrice Eugénie, la tendre épouse du plus ignoble coquin qui ait jamais régné en France. Il fallait l'arrêter, non pour lui faire du mal, mais pour la retenir prisonnière, au pain et à l'eau, tant que Napoléon III n'aurait point dégorgé les deux milliards à peu près qu'il a volés à la France. De cette manière on aurait gagné quatre milliards : les deux milliards qu'on lui aurait repris pour | 24 les faire servir au bien de la France, et les deux milliards dont on l'aurait par là même privé et qu'il ne manquera pas d'employer maintenant contre la France.

De même, n'aurait-on pas dû arrêter, dès le premier jour de la proclamation de la République, les plus illustres et les plus zélés serviteurs de l'empire, sénateurs, députés, magistrats, conseillers

(1) Le passage qui suit, entre crochets, jusqu'à la cinquième ligne de la page 117, a été biffé par Bakounine dans son manuscrit. On en retrouve la substance en plusieurs endroits de *L'Empire Knouto-germanique* : voir, entre autres, tome II, pages 352-359, 371-386, et tome III, pages 183-191. — J. G.

d'Etat, et gens de la cour de Napoléon III, d'abord pour les empêcher de faire de la réaction dans les campagnes de France, et ensuite pour leur faire dégorger tout ce qu'ils ont si honorablement gagné avec la permission de leur maître ? On les aurait tenus en prison jusqu'à la fin de la guerre, puis on leur aurait permis de partir, en laissant à chacun quelques mille livres de rente, afin qu'ils puissent nourrir leur vieillesse et leur honte. Cela aurait produit encore au moins un milliard positif et un milliard négatif, en tout deux milliards.

Tu vois, cher ami, je ne dis pas qu'il eût fallu guillotiner tous ces coquins. Ce serait retomber dans les errements du jacobinisme de 1793 et 1794, système suranné et impuissant, « *parole ridicule* et malsaine », comme l'a dit avec beaucoup de raison M. Gambetta dans sa fameuse lettre adressée au *Progrès* de Lyon [1]. Ce système a contre lui l'épreuve historique, car il a produit tout le contraire de ce qu'il voulait atteindre : la guillotine, cet instrument incisif de l'Etat, n'a point tué la réaction, elle l'a fait revivre. Et d'ailleurs, comme l'immense majorité de la bourgeoisie est réactionnaire, il aurait fallu, pour exterminer la réaction aujourd'hui, couper dix fois plus de têtes que Marat | 25 ne l'avait osé rêver dans ses nuits les plus sombres. Verser le sang à froid, avec tout l'accompagnement

(1) Cette lettre, écrite en août 1870, avait été analysée par Bakounine dans une longue note du manuscrit des *Lettres à un Français*. Voir t. II, p. 236. — J. G.

obligé de l'hypocrisie juridique, est une chose odieuse et horrible. Lorsqu'on fait la révolution pour l'émancipation de l'humanité, il faut respecter la vie et la liberté des hommes ; mais je ne vois pas pourquoi on respecterait les bourses, lorsque ces bourses se sont remplies par le pillage, par le vol, par le crime, par tous les sales moyens du régime bonapartiste ? C'est beaucoup plus humain que de couper les têtes, et c'est en même temps mille fois plus utile. En coupant les têtes les plus criminelles, on les rend en quelque sorte intéressantes, et on produit une réaction en leur faveur. Mais en coupant les bourses criminelles, on arrête la réaction dans sa source, on en détruit les moyens. Ce n'est plus de la politique idéaliste, comme celle du jacobinisme ; c'est une politique positive et réaliste s'il en fut, et c'est sans doute de cette politique que M. Gambetta a voulu parler lorsque, dans cette même lettre, il a recommandé le système de « *la démocratie rationnelle et positiviste* » (1).

Malheureusement, comme cela arrive d'ailleurs trop souvent aux hommes politiques, M. Gambetta a oublié de le pratiquer, dès qu'il est entré au pouvoir, et cela dans un moment de suprême danger pour la France, où l'application de ce système était devenue un devoir, puisque pour la sauver il fallait avant tout beaucoup d'argent, et que cet argent se trouvait dans les poches des pillards du 2 Décembre.

(1) Voir t. II, p. 236. On entend bien que Bakounine raille. — J. G.

Avait-il quelque scrupule de reprendre à ces voleurs ce qu'ils avaient volé à la France ? ou bien voulait-il faire parade de générosité ? La générosité est sans doute une fort belle chose, lorsqu'on en fait pour son | 26 propre compte et en sacrifiant sa propre personne ; mais nul n'a le droit d'en faire au détriment d'autrui, et encore moins au détriment du peuple qu'on a mission de sauver. M. Gambetta se serait-il laissé arrêter par les difficultés de l'exécution ? En effet, la plupart de ces messieurs et de ces dames ne tenaient probablement pas leur argent dans leurs poches ; ils l'avaient placé en plus grande partie chez des banquiers, soit étrangers, soit français, et alors comment le retirer de leurs mains ? Mais tout simplement en les retenant prisonniers aussi longtemps qu'ils se refuseraient à le rendre.

Mais comment évaluer ce qu'ils ont volé à la France ? La chose était bien aisée. Depuis Napoléon III et son épouse Eugénie jusqu'au dernier de leurs serviteurs, ils sont tous entrés gueux comme Job et criblés de dettes au pouvoir. Maintenant, en examinant leurs papiers, il n'était point difficile de déterminer approximativement ce qu'ils possèdent. N'est-ce pas ainsi que la loi en agit avec tous les banqueroutiers ? Et alors on aurait pu déclarer à chacun : « Vous resterez en prison et au pain et à l'eau, tant que vous n'aurez pas déboursé telle somme ». Ce serait cruel, dira-t-on. Ah ! ils ont été bien autrement cruels envers les déportés de

Décembre ; et d'ailleurs il n'aurait tenu qu'à eux-mêmes de se libérer au plus vite, avec quelque mille livres de rente qu'on leur laisserait comme moyen de traîner une existence non matériellement, mais moralement misérable.

Mais c'eût été un moyen révolutionnaire. Ah ! voilà toute la question. M. Gambetta et ses compagnons du gouvernement provisoire ont senti | 27 qu'en s'embarquant dans cette voie, ils entreraient en pleine révolution. Et aujourd'hui, comme hier, ils ne veulent pas de révolution.

Constatons encore une fois les résultats de cette générosité, selon moi, aussi intempestive que funeste, dont les membres du gouvernem nt provisoire ont usé vis-à-vis de ces pillards du 2 Décembre, qui sont en même temps les plus dangereux ennemis de la République française. Premier résultat : la perte de deux milliards, ou d'un milliard au moins, dans un moment où le salut de la France réclame beaucoup d'argent. Second résultat : ces mêmes milliards employés à la ruine de la France par une bande de malfaiteurs, dont les uns, inspirés par Napoléon III et Madame Eugénie, conspirent contre elle à l'étranger, et les autres, répandus dans les provinces, préparent la trahison dans l'intérieur même de la France. Pour augmenter sans doute le nombre de ces derniers, le gouvernement provisoire n'a-t-il point tout dernièrement ordonné la mise en liberté de tous les préfets, procureurs généraux, commissaires de police, sergents de ville, et autres

employés ou mouchards de l'empire, et l'incarcération des républicains *trop ardents* à leur place ? Il veut étouffer la révolution à tout prix, alors même qu'il devient de plus en plus évident que la révolution peut seule sauver la France.]

Cela démontre que les citoyens honorables qui composent le gouvernement provisoire n'ont rien compris ni à la situation actuelle de la France, ni à leur propre situation, et qu'ils continuent de les méconnaître encore. S'ils eussent compris l'une et l'autre, ils se seraient dit qu'ils ne forment un gouvernement incontestablement légitime que vis-à-vis de l'envahisseur étranger, mais que vis-à-vis de la France ils n'ont | 28 ni droit, ni puissance.

Ils n'ont pas de droit, parce que Paris n'avait lui-même ni ce droit, ni l'intention de le leur conférer. Je l'ai déjà dit, le peuple de Paris, cette partie du peuple au moins qui au 4 septembre a fait prévaloir sa volonté, en proclamant la République, ne les a point élus ; il les a acceptés et soufferts, dans un moment de suprême détresse, comme les moins faibles parmi les faibles, comme les moins menteurs, comme les moins malveillants et comme les moins incapables, parmi cette foule d'impuissants, de trompeurs, de malveillants, et de rhéteurs incapables qui composaient le Corps législatif. Enfin le peuple a accepté toute la gauche qui, à tort ou à raison, se disait irréconciliable, sans excepter M. Picard qui, tenté par les succès de M. Ollivier, s'était demandé un instant s'il ne valait pas mieux

essayer une réconciliation avec l'empire ; sans excepter M. de Kératry, l'aide de camp du ridicule et infortuné empereur Maximilien du Mexique ; sans excepter même M. Jules Favre, l'avocat des jésuites, un des auteurs principaux des journées néfastes de Juin, du massacre des travailleurs dans les rues de Paris et de la ruine de la République dans la dictature militaire, en 1848.

Le peuple de Paris a bonne mémoire, il n'avait oublié rien de tout cela, et il ne pouvait avoir ni confiance en ces hommes, ni sympathie envers eux. Parmi tous les membres du gouvernement provisoire actuel, il n'y en a qu'un seul qui jouisse, ou, pour parler plus véridiquement encore, qui ait joui de sa réelle confiance et de sa réelle sympathie. C'est M. Rochefort. C'était depuis | 29 les élections du dernier Corps législatif l'homme le plus populaire de Paris. Il l'avait mérité en ce sens, qu'il avait franchement accepté le mandat impératif, et qu'il s'était soumis solennellement et d'avance à toutes les décisions de la volonté du prolétariat qui l'avait envoyé au Corps législatif. Pour cette même raison, il était devenu la bête noire de la bourgeoisie de Paris. La sympathie qu'éprouvait pour lui le peuple grandit en proportion des intrigues et des persécutions du gouvernement, des députés inféodés de la droite et des magistrats de l'empereur contre lui.

Lorsque M. Ollivier, le républicain renégat, converti à l'impérialisme et devenu ministre, réclama

au Corps législatif la permission de sévir contre M. Rochefort, après l'assassinat commis par Pierre Bonaparte, la droite impérialiste vota cette permission avec joie, et, à gauche, les irréconciliables eux-mêmes trouvèrent à peine quelques mots pour la défense d'un collègue dont la popularité toujours croissante leur déplaisait. Cette mauvaise volonté et cette antipathie des irréconciliables à l'égard de M. Rochefort apparurent encore davantage, lorsque, les six mois d'emprisonnement auxquels le député de Belleville avait été condamné étant expirés, M. Grandperret, le ci-devant président de cette Haute-Cour de justice qui avait scandaleusement disculpé l'assassin Pierre Bonaparte, se présentant au Corps législatif comme ministre de la justice et comme membre du cabinet Palikao, affirma le droit du gouvernement de retenir M. Rochefort en prison. Toute la gauche se tut ; le foudroyant orateur de la *démocratie rationnelle et positiviste*, le député de Marseille, M. Gambetta, se tut aussi. Il n'y eut que ce pauvre invalide de la démocratie républicaine de 1848, M. Crémieux, qui, en sa qualité de ci-devant ministre de la justice | 30 dans le gouvernement provisoire de Février, ait cru de son devoir de dire quelques paroles très insignifiantes, très pâles, pour la défense du droit incontestable du député des travailleurs de Belleville.

A la veille d'une crise redoutable, qui, en changeant les destinées de la France, allait faire tomber le pouvoir entre leurs mains, les irréconciliables,

et M. Crémieux sans doute avec eux, se félicitaient au fond de leurs âmes de se voir débarrassés de M. Rochefort, qu'à tort ou à raison ils considéraient comme révolutionnaire, eux qui ne l'étaient point du tout, et qui, les uns en vertu de leurs antécédents, les autres par tempérament, haïssaient la révolution autant qu'ils la redoutaient, non pour la France, mais pour eux-mêmes.

Le peuple de Paris ne la redoutait pas du tout. Au contraire, il la voulait ; et c'est pour cela qu'il délivra M. Rochefort, et qu'il le plaça par sa volonté souveraine dans ce gouvernement qui, se rendant justice et comprenant alors sa position et sa mission mieux qu'il ne les comprend à présent, s'intitula lui-même non le gouvernement politique de la France, mais seulement le « gouvernement de la Défense nationale ».

De tous les membres de ce gouvernement, il n'y en eut donc qu'un seul qui pût être considéré comme l'élu direct et réel du peuple de Paris. Ce fut M. Rochefort. Tous les autres, à l'exception du général Trochu, qui fut chaleureusement acclamé non comme homme politique, mais comme le défenseur militaire de Paris, tombèrent dans ce gouvernement par un concours de circonstances, sans y avoir été mis par personne. Profitant du vide fait par la fuite des bonapartistes, ils s'y placèrent et se partagèrent les emplois. Le peuple les laissa faire, et voilà tout. Ce fut une usurpation, légitime s'ils sauvent | 31 la France, criminelle si, par leur inca-

pacité et leurs défaillances toutes bourgeoises, ils la conduisent à sa ruine.

Ne parlons donc pas de droit. Le peuple de Paris n'avait ni la volonté ni le droit de leur conférer celui de gouverner, ou de paralyser, la France dans ce moment critique où toute l'énergie populaire déchaînée peut seule la sauver. Dans toutes les révolutions passées, le peuple de Paris s'était arrogé ce droit, au moins d'une manière provisoire, et jamais sans avoir provoqué de violentes oppositions dans les provinces. Néanmoins les provinces avaient toujours fini par se soumettre, tant le prestige historique de Paris est puissant, et tant était devenue puissante l'habitude des provinces de marcher à la remorque de Paris. Rendez-vous habituel de toutes les intelligences, foyer de la pensée philosophique, politique et sociale, Paris illuminait, entraînait, dirigeait toute la France. On avait beau protester au nom de la liberté des provinces, Paris était le centre politique, tout-puissant et tout absorbant, du pays.

Aujourd'hui, Paris n'a plus ce caractère. Ce n'est plus la capitale politique, c'est une ville assiégée, un camp, c'est la dernière forteresse de la France. Paris, réduit à se défendre et absorbé par les soins d'une résistance héroïque, ne peut plus gouverner le pays, ni imposer un gouvernement quelconque à la France. Paris, la tête de cette immense et néfaste centralisation qui, se perfectionnant et se renforçant toujours, de Louis XI à Richelieu, de Richelieu à Louis XIV, de Louis XIV à la Convention

nationale, et de la Convention jusqu'au premier et au second empire, avait fini par tuer le mouvement, la pensée et la vie dans les provinces, — | 32 Paris, dans l'intérêt de la France et même dans l'intérêt de son propre salut, est aujourd'hui forcé d'abdiquer. Une ville dont les communications sont interrompues ne peut plus gouverner ni administrer la France. Une ville dont le propre salut dépend de l'action énergique et spontanée du pays, ne peut point sauver le pays. Ne pouvant le sauver, Paris a perdu le droit de lui commander. Paris, assiégé et menacé par les Prussiens, n'a plus que ce langage à tenir aux communes de la France :

« Je vous ai gouvernées et administrées pendant plus de deux siècles. Englobant dans une centralisation croissante, et détruisant une à une, par le mécanisme artificiel de l'Etat, d'abord toutes les autonomies provinciales, et plus tard toutes les libertés communales, je vous ai réduites peu à peu à l'état d'automates sans âme, sans mouvement propre, et n'agissant plus que par ma pensée et par ma volonté. Ce système a été votre malheur et le mien. A trois reprises différentes, pendant les derniers quatre-vingts ans, il nous a fait perdre la liberté conquise par le peuple. Aujourd'hui il nous a conduits, vous et moi, au bord de l'abîme. Assiégé par les Prussiens, je suis perdu si vous ne volez à mon secours. Mais pour venir à mon secours, vous devez pouvoir bouger, penser, vouloir, agir, et vous ne pourrez pas le faire tant que vous resterez enchaî-

nées et paralysées par le réseau bureaucratique et par l'autorité administrative et gouvernementale de l'Etat. Au nom de mon salut et du vôtre, au nom du | 33 salut de la France, renversez donc l'Etat. C'est une œuvre aussi nécessaire que facile. Elle est facile, parce que de fait l'Etat n'existe plus. Moi, sa tête, ayant été forcé d'abdiquer, c'est un corps décapité, mort, sans énergie, sans action, et de plus tout gangrené de bonapartisme. Nos armées permanentes, qui étaient les bras de l'Etat, sont détruites. L'Etat ne peut donc plus nous défendre, et ses fonctionnaires civils, préfets et municipalités, encouragés par l'égoïsme bourgeois, à mesure que les Prussiens s'avancent, leur livrent la France. Ne pouvant rien pour notre défense, l'Etat continue de nous paralyser de tout le poids de son corps inanimé et inerte, il continue de nous empoisonner par les émanations bureaucratiques, bonapartistes, jésuitiques, bourgeoises et réactionnaires de toute sorte que son cadavre exhale. Il nous asphyxie, nous étouffe, nous écrase. Renversez-le et détruisez-le donc tout à fait, reprenez toute votre liberté, afin de pouvoir penser, vouloir, agir, et sauver la France.

« Moi, Paris, je ne puis plus faire de mouvement politique. Il m'est impossible d'en faire en présence de l'ennemi qui m'assiège. Toute ma vie est dans les forts extérieurs. A l'intérieur je prépare les munitions et fourbis les armes, et je prépare les barricades et les engins de destruction pour transformer au besoin chaque maison et chaque rue en forte-

resse. Mon devoir, c'est de faire sauter toutes les maisons, plutôt que d'en livrer une seule aux Prussiens. Pour moi, il ne peut plus exister qu'une seule politique, c'est de fusiller sur-le-champ tout homme : soldat, officier, général, membre du gouvernement provisoire ou simple citoyen, ouvrier ou bourgeois, qui parlerait de se rendre. Au nom du salut de la France, je dois m'abstenir de toute autre politique, et je suis forcé d'accepter les individus de toutes les classes et de tous les partis, du moment que leur résolution de disputer Paris aux Prussiens jusqu'au bout est sincère.

| 34 « Mais vous, communes de la France encore non envahies par les Prussiens, vous vous trouvez dans une position tout à fait différente de la mienne. *Le salut de la France vous commande de faire de la politique.* Ne vous laissez pas tromper par les gens intéressés qui vous crient : « Au nom de la France, ne nous divisons pas, restons unis ! » L'union est une chose magnifique, lorsque, égale de tous les côtés, elle est réelle et sincère ; elle est funeste lorsqu'elle est illusoire, hypocrite, mensongère. Unissez-vous donc aux bonapartistes ou aux jésuites pour sauver la France ! Unissez-vous à ces riches bourgeois qui, pleins de tendresse pour leurs capitaux, ne songent maintenant qu'à les placer dans les banques étrangères ; qui envoient des munitions, des armes et des grains aux Prussiens ; et qui au fond de leurs cœurs appellent les Prussiens pour qu'ils les délivrent du patriotisme du peuple ! *Ne croyez aux*

bourgeois que lorsqu'ils auront non prêté, mais donné *tout l'argent qui est nécessaire pour l'armement de la France.* Est-ce que les ouvriers *prêtent* leur vie? ils la *donnent!* Ne croyez aux bourgeois que lorsque, cessant de vous endormir et de vous enchaîner de nouveau à l'aide d'une bureaucratie restaurée par ce néfaste gouvernement de la soi-disant Défense nationale, ils viendront au contraire faire appel au soulèvement populaire pour le salut de la France. Unissez-vous à ceux-ci, mais repoussez tous les autres.

« La politique que vous devez suivre enfin est toute simple. Détruisez tout ce qui entrave la liberté de vos mouvements et votre action ; écartez les institutions, les hommes et les choses qui pourraient vous enchaîner et vous paralyser. Sonnez le tocsin de détresse, car la France, votre mère, trahie par ses gouvernants, par ses généraux, par toutes ses autorités officielles, et | 35 renversée sanglante sous le pied des Prussiens, est menacée d'esclavage ou de mort. Ses campagnes sont dévastées ; ses villes et ses villages saccagés et brûlés; ses habitants massacrés; leurs femmes et leurs filles violées ; leurs pauvres petits enfants fusillés. Civilisation, prospérité, Etat, institutions, droit public, droit humain, tout est brisé, tout est violé par nos envahisseurs féroces. Tous nos moyens réguliers de défense sont détruits en nos mains, il ne nous reste plus d'autre force que celle du désespoir, plus d'autre loi que celle du salut de la France. Au nom de la France trahie, insultée,

massacrée, levez-vous sans en demander la permission à personne. On ne demande pas de permission lorsqu'il s'agit de sauver sa mère. Organisez-vous révolutionnairement, en dehors de toute tutelle et de toute direction officielle. Et d'ailleurs, qui pourrait vous diriger? Il n'existe plus de gouvernement en France. Celui qui se donne le titre de gouvernement de la Défense nationale n'est qu'un fantôme ridicule, qui, sans effrayer et sans inquiéter les Prussiens, n'est bon qu'à paralyser les efforts du pays. Que toutes les communes non envahies encore par les hordes allemandes constituent leurs Comités du salut de la France, sur les ruines de ces municipalités entachées de trahison et de réaction bonapartiste ou bourgeoise, et qu'après avoir accompli cette révolution intérieure, elles se fédèrent entre elles et envoient leurs délégués dans un lieu quelconque pour former la *Convention du salut de la France*. Et que cette Convention élise en son sein le *Comité central du salut*. Ce sera le vrai, le seul gouvernement légitime de la France. Lui seul | 36 sera réel et puissant, lui seul pourra la sauver. »

Voilà, je n'en doute pas, ce que dirait maintenant le peuple de Paris au peuple de toutes les communes de France, si le peuple de Paris pouvait parler à cette heure. Malheureusement sa parole est interceptée par les Prussiens, et sa pensée toujours juste et généreuse est faussée par les actes de ce gouvernement de la soi-disant Défense nationale qui, n'ayant d'autres droits que ceux que le peuple

de Paris lui a laissé prendre dans un moment de surprise et de détresse, en use maintenant, sans doute par faiblesse, par vanité et par incapacité, non pour sauver, mais pour paralyser et pour perdre la France.

Je m'en vais prouver maintenant la justice de cette accusation sévère, mais parfaitement méritée, que moi, étranger, mais étranger qui, voyant dans le salut de la France le salut de la liberté du monde, suis venu partager les dangers et le sort de la France, j'ose, dans ce moment de danger suprême pour la France, porter contre lui.

J'ai dit et prouvé que le 4 septembre il s'était emparé d'un pouvoir dictatorial provisoire par usurpation. Mais j'ai ajouté que cette usurpation eût été légitime aux yeux de la France et du monde, s'il l'avait fait servir au salut de la France.

J'ai dit encore que son droit de représenter la France vis-à-vis de l'Europe et surtout vis-à-vis de l'envahisseur étranger était incontestable. Il avait été acclamé comme gouvernement de la Défense nationale par la France tout entière, sans qu'il se soit élevé une ombre de protestation d'aucune partie du pays. Son droit était donc éclatant comme le jour, et c'était un devoir pour lui de le maintenir inébranlable et haut contre l'arrogance victorieuse des Prussiens.

| 37 Par contre, son droit de gouverner et d'administrer la France, d'administrer les provinces et les communes, était plus que contestable, il était nul.

Il était doublement nul : d'abord parce que Paris n'avait pas le droit de le lui conférer; mais ensuite et surtout parce que, privé de tous les moyens qui lui eussent permis de s'en servir d'une manière efficace pour le salut de la France, en concentrant dans ses mains seulement l'apparence et non la réalité de tous les pouvoirs de l'Etat, il empêchait et paralysait par là même l'action et le mouvement spontanés du pays; et cela dans des circonstances où cette action et ce mouvement sont seuls capables de sauver le pays.

Je m'explique. Pour exercer efficacement les pouvoirs de l'Etat, il faut avoir en ses mains une puissance non fictive, mais réelle; il faut avoir à sa disposition tous les instruments de l'Etat. Quels sont ces instruments ? C'est d'abord une armée nombreuse, bien organisée, armée, disciplinée et nourrie, et surtout bien commandée. C'est ensuite un budget bien équilibré, bien administré, et bien riche, ou un crédit capable de suffire à toutes les dépenses extraordinaires rendues nécessaires par la situation particulière du pays. C'est enfin une administration honnête, dévouée, intelligente et active.

Voilà les trois instruments qui constituent la puissance réelle de l'Etat. Otez-lui l'un de ces trois instruments, et l'Etat n'est plus puissant. Que sera-ce lorsque tous les trois lui manquent à la fois? L'Etat ne sera rien, il sera réduit à zéro. Il ne sera plus qu'un fantôme, un revenant capable de faire du mal en effrayant les imaginations et en pesant sur les vo-

lontés, mais incapable d'aucune entreprise sérieuse, ni d'aucune action salutaire pour le pays. Telle est précisément la situation actuelle de l'Etat en France.

| 38 Faut-il prouver que la France n'a plus une seule armée organisée, régulière, à opposer aux Prussiens? Je pense qu'on me fera grâce de cette démonstration. Tout le monde en France le sait, et les Prussiens n'en sont que trop bien avertis; et c'est pour cela qu'ils agissent en France, qu'ils pillent, qu'ils massacrent, qu'ils violent, comme s'ils étaient les maîtres. S'il y avait une armée française, on ne les aurait pas laissés prendre la ville d'Orléans (1) et couper les communications de Paris avec tout le midi de la France, sans coup férir.

Le gouvernement de la Défense nationale a-t-il à sa disposition des finances suffisantes et régulières? A-t-il tout l'argent nécessaire pour l'entretien d'une immense bureaucratie, et surtout pour l'armement et pour la défense du pays? Non, il ne l'a pas et il ne peut pas l'avoir.

Je sais bien qu'il se donne les airs d'en avoir beaucoup. Il croit ce mensonge utile pour sauver le crédit de l'Etat, et c'est pour cela, probablement, qu'il fait publier dans tous les journaux que le paiement des rentes et des pensions de l'Etat se fera régulièrement à Paris comme dans les chefs-lieux de département tel jour de chaque mois. Eh bien, je le défie

(1) Orléans fut pris par les Allemands le 11 octobre. — J. G.

de les payer longtemps, et je pense que le gouvernement de la Défense nationale a bien tort de faire des promesses qu'il ne pourra point tenir. Dans la situation terrible où se trouve la France, ce n'est point par des mensonges, ce n'est point par un système de fictions illusoires, c'est en dévoilant toute la vérité, quelque cruelle et amère qu'elle soit, qu'on pourra la sauver.

Si le gouvernement de la Défense nationale est assez riche pour payer les pensions, | 39 — pensions qui, par parenthèse, ont été accordées, en très grande partie au moins, par la munificence de Sa Majesté l'empereur Napoléon III à ses plus fidèles serviteurs, c'est-à-dire aux plus viles créatures de la France, — pourquoi n'emploie-t-il pas une partie de cet argent à l'achat ou à la fabrication des armes et des munitions? Pourquoi n'arme-t-il pas au plus vite le peuple de France? Pourquoi ne distribue-t-il pas deux, trois millions de fusils, pour que ce peuple, livré aujourd'hui sans défense à l'atroce brutalité des soldats de l'Allemagne, puisse défendre sa vie, son bien, l'honneur de ses filles, et, par un soulèvement immense, sauver la France? S'il l'avait fait dès le premier jour de son installation au pouvoir, la ville d'Orléans ne serait pas tombée si facilement aux mains des Prussiens.

S'il a tant d'argent, pourquoi laisse-t-il inactifs et errants tous ces milliers de gardes mobiles, de francs-tireurs et de volontaires de toutes sortes qui restent désarmés dans tous les chefs-lieux de dé-

partement ? Les armées françaises seraient-elles déjà si pleines qu'elles n'auraient plus besoin de soldats? Ou bien les Prussiens auraient-ils cessé de dévaster la France ?

S'il a tant d'écus à sa disposition, pourquoi n'en prête-t-il pas quelques dizaines de millions à ces bons bourgeois de France si patriotiques et si généreux lorsqu'il s'agit de voter l'impôt du sang et d'envoyer sur les champs de bataille les enfants du peuple ; si parcimonieux, hélas! lorsqu'il s'agit de contribuer par leurs propres écus à la délivrance de la France ?

Non, le gouvernement de la Défense nationale | 40 n'a pas l'argent nécessaire pour organiser la défense du pays. S'il l'avait eu, il n'aurait point laissé s'écouler plus d'un mois sans rien faire pour cette défense nationale qui est son titre unique et sa seule raison d'être. Il eût employé au besoin la moitié de la population de la France au confectionnement des munitions et des armes, et il eût envoyé l'autre moitié au-devant des Prussiens. Il ne l'a point fait, donc il n'a pas le sou.

Et d'où lui viendrait la richesse ? Napoléon III n'a-t-il pas épuisé tout le budget et tout le crédit de la France ? Les crédits extraordinaires votés par le Corps législatif à la veille et dans les premiers mois de la guerre ont été gaspillés, comme tant d'autres milliards qui ont passé entre les mains impures des serviteurs du plus impur des souverains. La guerre a mangé le reste. Lorsque le gouvernement de la

Défense nationale est arrivé au pouvoir, il a trouvé les coffres de l'Etat, aussi bien que les arsenaux, vides. Ajoutez-y l'ébranlement affreux éprouvé par le crédit public et privé, par suite des désastres militaires de la France et de la chute de l'empire. Il aurait fallu des finances bien autrement organisées et administrées que celles de l'empire pour résister à de pareils coups. Qu'on se rappelle l'état des finances du pays au lendemain de la révolution de 1848, à la suite d'un régime qui, comparé au régime Bonaparte, pouvait être cité comme un modèle de modération, de régularité et d'honnêteté. Eh bien, on a trouvé la caisse vide, le crédit anéanti, et devant soi la banqueroute, pour échapper à laquelle on a eu recours à ce malheureux | [41] expédient des centimes additionnels qui ont donné le branle à la réaction des campagnes. Aujourd'hui comme alors, le commerce s'est arrêté ; l'industrie a cessé de produire, le travail de nourrir, l'impôt direct d'être payé, tandis que les impôts indirects donnent à peine un quart de ce qu'ils produisaient avant la guerre ; d'autant plus qu'aujourd'hui la quatrième et la plus industrieuse partie de la France, occupée par les Prussiens, ne donne plus rien à l'Etat. Comme en 1848, le gouvernement se voit donc menacé par la banqueroute, et c'est probablement pour cette raison que, se mettant de nouveau en contradiction avec lui-même, il vient d'ordonner l'élection d'une Constituante pour le 16 octobre.

S'il espère que cette Constituante, qui ne représentera que les trois quarts, ou peut-être même seulement les deux tiers de la France, et qui sera nécessairement anti-patriotique et réactionnaire, créera les moyens financiers nécessaires au salut de la France, il se trompe beaucoup. Cette Constituante sera composée en majeure partie d'avocats et de propriétaires. Les campagnes y enverront beaucoup de bonapartistes. Un nombre suffisant d'orléanistes, peut-être avec M. le duc d'Aumale à leur tête, y seront envoyés par l'influence et l'argent de la haute bourgeoisie. Les boutiquiers s'y feront représenter par une masse de républicains équivoques ou fort pâles, et dont le patriotisme et l'énergie républicaine s'exhaleront en grandes phrases ; avec de belles paroles révolutionnaires ils feront de la réaction, comme on en fait déja aujourd'hui au chant de la Marseillaise. Les représentants sincères du vrai peuple, du peuple qui veut le salut et | 42 la liberté de la France et l'émancipation du prolétariat à tout prix, y constitueront une minorité encore plus faible que dans la Constituante de 1848. La Constituante du 16 octobre 1870, pour peu qu'on la laisse faire, votera donc non le salut, mais la déchéance et l'asservissement de la France, et le gouvernement de la Défense nationale qui l'aura convoquée aura été la cause principale et directe de l'une et de l'autre.

Il me paraît suffisamment constaté et prouvé que la France n'a plus, à cette heure, ni armée ni

finances. Voyons si elle a au moins conservé une administration régulière, dévouée et capable.

Poser cette question, n'est-ce point la résoudre dans un sens absolument négatif? Le personnel de cette administration, celui de toutes les branches du service public, y compris l'administration proprement dite, l'organisation communale et provinciale, la justice à tous ses degrés, la police, les finances et l'armée, sans parler de cette organisation à demi-indépendante, l'Eglise, alliée intéressée et constante du despotisme de Napoléon III; toute cette gent bureaucratique ou soi-disant élective, depuis le garde-champêtre et le curé de la plus pauvre commune jusqu'aux plus hauts fonctionnaires de l'Eglise et de l'Etat, n'ont-ils pas été liés, élus, avancés, protégés, inspirés, corrompus et disciplinés, pendant vingt années consécutives, au point de vue exclusif des intérêts de la dynastie Bonaparte? Ne sont-ils pas inféodés au bonapartisme par tous leurs intérêts, leurs antécédents honteux, leurs malversations et leurs crimes? Ne sont-ils pas devenus tellement solidaires entre eux par l'exercice collectif de toutes les choses dégoûtantes et horribles qui, pendant vingt mortelles années, ont ruiné, démoralisé, déshonoré la France et l'ont | 43 conduite au bord de l'abîme, qu'il est aujourd'hui impossible à aucun d'eux de se séparer de ses anciens compagnons de l'orgie impériale, sans courir des risques sérieux, je ne dirai pas dans sa réputation, elle n'est que trop bien faite, mais dans ses intérêts, dans sa liberté,

dans sa vie? Ces quelques centaines de mille gredins qui constituaient le personnel policier, militaire, judiciaire, électif, financier et civil de l'empire ne formaient-ils pas, ne forment-ils pas encore une bande immonde, une vaste conspiration du crime, pour la ruine de la France? Et on se servirait de cet instrument pour sauver la France!

Serait-il encore besoin de prouver la malhonnêteté et l'incapacité profonde de cette bande? Armée, gardes mobiles, forteresses, vaisseaux, armes, munitions, habillement et approvisionnement de l'armée, tout cela n'existait que sur le papier. Elle en avait mis la réalité immense dans ses poches. Quant à son incapacité gouvernementale, administrative et bureaucratique, on peut en juger par celle des officiers de l'armée. L'empire avançait et protégeait non les plus intelligents, les plus instruits et les plus capables, mais les plus serviles, les plus lâches, les plus criminels, les plus fourbes. Il n'encourageait qu'un seul genre d'esprit, celui de la haute et de la basse coquinerie. Il y avait bien quelques grandes et très intelligentes canailles à la tête du gouvernement et de l'administration, des *hommes forts*, qu'on dirait échappés des romans de Balzac: les Morny, Saint-Arnaud, Fleury, Baroche, Maupas, Persigny, Pietri, Billault, Haussmann, Fould, Dupin, Walewski, Rouher; plus tard le renégat de la démocratie, Ollivier; et, dès le principe, le renégat de tous les drapeaux et de toutes les idées, Emile de Girardin; et quelques autres encore

que je puis avoir oubliés, des gens très habiles, très capables et qui constituaient en quelque sorte la Haute Pègre. Ces gens, s'ils eussent voulu s'occuper sérieusement et | 44 loyalement des affaires, de l'organisation et de la bonne administration de l'Etat, auraient pu lui rendre d'immenses services, qui en doute? des services non sans doute au point de vue de la liberté, mais à celui de la grandeur et de la puissance réelle de l'Etat, *qui sont toujours*, comme on doit s'en être à la fin convaincu, *en rapport inverse avec la liberté et la prospérité réelle du peuple.*

Ils auraient pu faire pour la France ce que Bismarck et Moltke ont fait pour la Prusse. Bismarck et Moltke sont incontestablement des grands hommes et de grands patriotes, *au point de vue de l'Etat.* Leurs noms, entourés d'une gloire méritée, appartiennent désormais à l'histoire. Mais en même temps et par cette même raison, leurs noms doivent être maudits par toute la démocratie sincèrement populaire et socialiste de l'Allemagne, car ils sont les vrais fondateurs du nouvel Empire germanique; et les grands Etats ne se fondent que sur l'esclavage des peuples, non seulement étrangers, mais indigènes aussi et surtout; puisqu'ils ne peuvent se maintenir et se fortifier que par le sacrifice constant et systématique de tout ce qui constitue le droit et le bien-être des masses populaires aux privilèges des classes politiques et aux besoins de l'Etat.

Si, après le coup d'Etat de Décembre, les coquins

audacieux qui aidèrent Napoléon III à violer la République et à tuer définitivement cette liberté à laquelle, comme on sait, le républicanisme bourgeois, ayant à sa tête Messieurs Jules Favre et compagnie, avait porté les premiers coups mortels ; si ces hommes, après | 45 avoir ensanglanté Paris et la France pour satisfaire leur cupidité et leur ambition, tout en satisfaisant la première, avaient largement compris la seconde, ayant à leur disposition les immenses ressources de la France, appuyés sur le dévouement de l'armée et sur la lâcheté de cette bourgeoisie que la crainte du spectre rouge avait jetée dans leurs bras, ils auraient pu constituer un empire excessivement puissant. Pas pour longtemps sans doute, car aucune force politique, si matériellement et mécaniquement puissante qu'elle soit, même l'empire d'Allemagne qu'on est en train de créer aujourd'hui sur les ruines de la France, ne saura se maintenir plus de cinquante ans contre les tendances irrésistibles du siècle. Mais enfin ils auraient pu former quelque chose de très imposant, de très grand dans l'acception non moderne, mais antique, de ce mot, dans le sens de l'Etat.

Pour cela, il eût fallu beaucoup travailler, comme travaillent Bismarck et Moltke ; et il eût fallu être au moins relativement honnête, non vis-à-vis des individus et du peuple, mais vis-à-vis de l'Etat. Les comparses de Napoléon III n'ont pas même su ou voulu se donner ces deux vertus des hommes politiques : le travail et l'honnêteté dans le service de

l'Etat. Ils s'étaient emparés du pouvoir, non pour travailler, mais pour jouir ; leur ambition elle-même n'était rien que vanité personnelle ; car aux satisfactions de la passion politique qui pousse les ambitieux à servir la grandeur de l'État, ils ont préféré les jouissances crapuleuses. Empereur, impératrice, prince impérial, cour impériale, maréchaux, généraux, évêques, grands corps de l'Etat, pendant les vingt ans de leur règne, n'ont pas fait autre chose que de se vautrer dans l'orgie. | 46 Ils ont mis l'Etat lui-même au pillage. Ils l'ont violé, démoralisé, désorganisé, et l'ont amené à ce degré d'impuissance qui en fait aujourd'hui le jouet de la Prusse.

Au-dessous de ces intelligences remarquables, mais avilies, profondément corrompues et corruptrices, il ne pouvait y avoir de place que pour l'incapacité la plus absolue unie à la plus grande bassesse. A moins qu'elle ne soit excessivement corrompue, l'intelligence est toujours accompagnée d'une certaine dose de fierté ; à défaut de justice et d'honneur, elle tient au moins à une certaine apparence de dignité, au point d'honneur. Mais il ne pouvait y avoir place pour tout cela dans l'administration de l'empire. On ne pouvait y parvenir qu'à force de complaisance servile envers les chefs, de brutalité envers le public, de malhonnêteté et de cynisme. Il fallait avoir brûlé ses vaisseaux, être affiché, perdu dans l'opinion publique, pour attirer l'attention et mériter la confiance du gouvernement impérial.

Le gouvernement impérial, à son point de vue, avait raison. Il se rendait justice, et se disait fort bien, dans ses conciliabules secrets, qu'il n'était autre chose qu'une bande de voleurs et de brigands qui, une nuit de Décembre, s'était emparée de la France ; et, quelque médiocre idée qu'il eût du peuple français, il savait bien qu'un jour devait venir où ce peuple, honteux et fatigué de son joug, ferait un effort suprême pour s'en délivrer. Pour empêcher cette délivrance, qui nécessairement devait mettre fin aux orgies des brigands, ne fallait-il pas se précautionner contre le réveil du peuple français ? Et quel autre | 47 moyen, pour atteindre ce but, que de former à sa propre image une immense bureaucratie militaire, civile, judiciaire, législative, cléricale, policière et financière, qui, pénétrée des mêmes idées et des mêmes sentiments que les brigands fondateurs de l'empire, couvrirait la France tout entière d'un immense réseau de surveillance, de corruption, de délation et de compression ? Il ne s'agissait proprement pas du service de l'Etat, mais du service de la dynastie et de la bande inféodée à cette dynastie, dans l'Etat. Il fallait assurer à cette bande, que chaque année rendait plus nombreuse, le pillage réglé de l'Etat.

C'est ainsi que l'armée impériale n'avait point du tout la mission de maintenir la puissance de l'Etat contre les puissances étrangères, chose dont elle s'est tirée fort mal, comme on vient de le voir, aussitôt qu'elle a rencontré un adversaire sérieux, mais

de maintenir contre le peuple de France désarmé la puissance de l'empereur. C'est ainsi que la justice impériale n'était instituée qu'en vue de la condamnation quand même de tous les adversaires de l'empire et de la disculpation de tous les criminels, du moment qu'ils faisaient partie de la bande de Napoléon III. Les finances n'avaient d'autre but que de verser les trésors de l'Etat dans les poches de la bande officielle. Le ministère de l'instruction publique et des cultes avait pour charge principale d'abrutir et d'aplatir l'esprit français, et de maintenir une ignorance salutaire dans le peuple des campagnes et des villes. Enfin l'administration, la haute et basse police, devait surveiller, dénoncer, comprimer tous les ennemis de la bande dynastique, et faire élire les élus de cette bande par le suffrage universel.

Pour que chacune de ces branches de l'administration remplît efficacement son devoir, il fallait que son personnel fût composé d'hommes parfaitement dévoués à l'empire; mais comme l'empire, dès son premier | 48 jour de naissance, était le crime, la négation brutale et cynique de tout ce qui est honorable et sacré aux yeux des hommes ; comme il était évident pour tout homme, non absolument dénué de cœur et d'esprit, que l'empire ne pouvait se maintenir que par l'anéantissement intellectuel et moral, politique et social de la France ; il était absolument impossible qu'un honnête homme eût pu se dévouer à l'empire, à moins que cet homme

eût été bien bête, bête au point de ne pas avoir été en état de comprendre qu'en servant l'empire, il contribuait à tuer la France.

Il en résulte donc ceci, que l'empire n'a pu se servir que de deux sortes de dévouement : du dévouement des coquins, ou de celui des gens excessivement incapables.

Ne troublons pas le sommeil des ânes, et parlons des coquins. Tout coquin est un être sans foi ni loi ; mais alors, comment s'assurer de son dévouement ? Evidemment, il faut l'intéresser. Mais ce n'est pas assez. Par intérêt il se donnera à vous aujourd'hui ; demain, attiré par un intérêt nouveau, il vous trahira. Il faut donc lui rendre cette nouvelle trahison impossible, il faut le compromettre, et le rendre tellement solidaire de vos crimes, qu'il ne puisse jamais vous abandonner | 49 sans un immense danger pour lui-même.

C'est ainsi qu'en agissent avec leurs nouveaux candidats toutes les hautes polices de l'Europe et les bandes de brigands du monde entier. Les unes comme les autres ne donnent leur confiance qu'à ceux qui se sont tellement compromis à leur service que leur retour dans la société des honnêtes gens est devenu à tout jamais impossible. C'est ainsi qu'en a agi, avec tous ses fonctionnaires quelque peu intelligents, le gouvernement de Napoléon, qui n'était autre chose en réalité qu'une haute police et une bande de brigands à la fois.

Aussi dois-je rendre cette justice à l'administra-

tion impériale, qu'autant elle se montra incapable au point de vue de l'organisation du service de l'Etat, service qui d'ailleurs ne fut jamais ni son objet, ni son but, autant elle fut idéale et parfaite au point de vue de l'organisation du dévouement à la dynastie et aux intérêts de cette bande d'exploiteurs ou de pillards de l'Etat, qui ont constitué, pendant ces derniers vingt ans, le monde officiel et officieux de la France.

Servir ces intérêts à tout prix, par tous les moyens et quand même, en leur sacrifiant tous les intérêts de la France; consolider | 50 la puissance de ce monde impérial sur le déshonneur, sur la ruine, sur l'esclavage de la France, — telle a été la pensée, l'âme vivante de toute l'administration impériale; elle a pénétré jusqu'aux os tous les fonctionnaires, militaires et civils, de l'empire, au point de devenir leur point d'honneur, leur conscience, leur passion.

Aussi qu'avons-nous vu et que voyons-nous encore à cette heure? L'administration impériale, militaire et civile a trahi la France. Oui, c'est vrai. Mais a-t-elle jamais trahi l'empereur et sa dynastie? Les généraux ont livré les armées et les forteresses de la France aux Prussiens. Les préfets et les maires de l'empire leur ont ouvert et continuent de leur ouvrir les portes de leurs villes. Ils nourrissent, ils fêtent l'ennemi, et livrent au gibet des Prussiens les malencontreux volontaires qui osent troubler la joie de ces bons étrangers. De résistance

nulle part, de la lâcheté partout. Tout cela constitue sans doute le crime de haute trahison envers la France. Mais pouvez-vous citer un seul exemple de la trahison d'un haut ou petit fonctionnaire envers l'empereur? La vue de cette malheureuse France, livrée par la trahison de Napoléon III et se débattant désarmée sous le pied des Prussiens, a-t-elle seulement arraché un cri de remords et d'indignation à aucun des serviteurs de l'empereur? En a-t-elle converti et tourné un seul contre lui?

Qu'on relise tous les débats du Corps législatif | 51 et du Sénat depuis leur dernière convocation jusqu'à leur dispersion par le peuple : il y avait là réunie toute la fine fleur, la quintessence des bonapartistes officiels et officieux. Eh bien, à la nouvelle de tous ces désastres, même après l'affreuse trahison de Sedan, y eut-il une seule parole de réprobation contre l'empereur prononcée par l'un d'eux? Au contraire, tout ce qu'ils dirent, tout ce qu'ils firent fut contre la France et pour lui. Voyez encore à présent, que font-ils? Ils intriguent, ils conspirent pour le rétablissement de l'empire. Et depuis que l'empereur est devenu le prisonnier et le protégé des Prussiens, ils conspirent pour les Prussiens, et trouvent fort mauvais qu'on pense à leur résister.

Que font, au milieu des troupes parsemées sur beaucoup de points de la France, les généraux et les officiers qui continuent de les commander grâce à la criminelle faiblesse du gouvernement de la Défense nationale? Sont-ils désolés des désastres qui ont

détruit les armées françaises? Sont-ils furieux contre la trahison de l'empereur et de ses généraux, secondent-ils de tous leurs efforts l'armement de la République? Pas du tout, ils font tous les efforts possibles pour maintenir chez les soldats le culte de l'empire, la fidélité à l'empereur, et la haine de la République. Ils conservent comme des reliques les aigles impériales, et, s'il ne tenait qu'à eux, le peuple qui se soulève partout au nom du salut de la France n'aurait ni une pincée de poudre, ni un seul fusil.

| 52 Ce que je viens de dire là peut être chaque jour constaté dans toutes les villes de France où se trouvent des troupes régulières. Tous les journaux n'ont-ils point raconté que lors de la dernière grande revue des gardes nationales parisiennes et des gardes mobiles des provinces, faite par le général Trochu à Paris, beaucoup de bataillons de mobiles n'avaient pas répondu au cri de « Vive la République », parce que leurs officiers, nommés sous l'empire, le leur avaient expressément défendu? Enfin ce qui vient de se passer à Lyon, la conduite, les manifestations et les actes ultra-réactionnaires du général Mazure et de ses officiers, leurs menaces contre le peuple qui réclamait des armes, leur hostilité contre la République et l'arrestation des soldats qui avaient osé exprimer leur sympathie pour elle, tout cela démontre, d'une manière éclatante, l'incompatibilité d'humeur absolue qui existe entre les institutions républicaines et les états-majors de l'armée impériale. Qu'il y ait des exceptions, c'est possible, c'est même

très probable. Mais les exceptions ne prouvent rien; elles ne font que confirmer la règle. Et la règle est celle-ci : Les officiers et surtout les officiers supérieurs de l'armée française, dévoués quand même à l'empereur, sont, comme Napoléon III lui-même, bien moins les ennemis des Prussiens que de la liberté du peuple.

Mais si tels sont les sentiments du corps des officiers de l'armée impériale, qui, vu leur métier spécial et leur mission particulière de défendre vis-à-vis de l'étranger l'honneur de la France, auraient dû être plus sensibles que tout le reste de l'officialité impériale à la flétrissure jetée | 53 par Napoléon III sur la nation tout entière, — combien doivent être plus ignobles encore les sentiments de cette administration judiciaire, financière, policière et civile qui n'eut jamais rien de commun ni avec l'honneur ni avec le point d'honneur du pays et qui les a toujours sacrifiés à des intérêts plus réels!

Enfin il est incontestable, n'est-ce pas, que les désastres affreux qui ont mis cette noble France sous le pied des Prussiens sont une conséquence directe de la complète désorganisation des ressources et des forces matérielles et morales du pays, et que cette désorganisation n'a point été le produit instantané d'une cause extérieure quelconque, mais exclusivement celui de la pratique de cette administration qui, pendant les vingt années de son règne exclusif, n'a eu d'autre but que d'asseoir le pouvoir de Napoléon III sur la ruine de la nation, et qui, fidèle à

cette mission, a créé en effet d'un même coup l'impuissance nationale et la puissance de la dynastie.

Il est incontestable que cette administration, organisée et composée telle qu'elle est, serait incapable, même dans les circonstances les plus favorables, en pleine paix et entourée de la plus complète sécurité, d'organiser en vue de la puissance réelle de l'Etat les forces vives et les ressources matérielles de la nation, n'étant capable seulement que de les démoraliser et de les détourner de ce but. Et que, par conséquent, ce serait une folie d'espérer que cette même administration, au milieu de la détresse où elle vient de plonger la France et sous l'invasion des Prussiens, trouvât en elle et l'habileté et l'activité et l'énergie nécessaires pour réorganiser en très peu de jours, pendant le court délai que laisse à la France l'activité | 54 à la fois méthodique et énergique des Prussiens, cette puissance nationale réduite à néant.

Il est incontestable enfin que vu l'esprit et les intérêts qui animent le personnel de cette administration, depuis le général commandant et le plus haut fonctionnaire jusqu'au dernier garde champêtre, elle n'a et ne peut avoir qu'un seul but : c'est le rétablissement du régime impérial, dût-elle y arriver par l'amoindrissement, la déchéance complète et l'asservissement de la France sous le joug des Prussiens.

De tout cela je conclus que non seulement il n'existe à cette heure dans la République française pas même l'ombre d'une administration régulière et

capable ; mais encore qu'il existe à sa place l'ancienne administration de l'empire, qui n'est autre chose qu'une vaste conspiration bonapartiste contre la France.

Le premier devoir du gouvernement de la Défense nationale n'était-il pas de la briser? Ou bien les grands patriotes qui composent ce gouvernement auraient-ils poussé la naïveté jusqu'à croire qu'il suffisait qu'ils fussent au pouvoir pour que tout fût changé; pour que même les sentiments réactionnaires et les dispositions bonapartistes de la vieille administration impériale — sentiments et dispositions fondés évidemment non sur des convictions intellectuelles ou morales, mais sur des intérêts très réels, très palpables et sur la solidarité des crimes passés — se transformassent aussitôt en patriotisme? S'ils ont pu espérer pareille chose, il faut avouer que l'incapacité et l'impotente fatuité de tous ces dignes représentants du républicanisme bourgeois dépassent toute imagination, toute limite permise même à des avocats.

Mais non, je ne ferai pas cet affront à leur intelligence. J'aime mieux croire qu'ils ont vu, qu'ils ont compris le danger; mais que, manquant du courage nécessaire pour l'attaquer en face, ils ont follement espéré | 55 pouvoir le tourner. Faute de réalité, ils se sont payés d'illusions, comme le font habituellement les gens faibles, dans les moments de danger et de crise.

Il faut dire aussi que ce devrait être une bien rude

épreuve pour eux, républicains bourgeois, et qui, comme tels, ne conçoivent rien en dehors de l'Etat et ne voient de salut que dans l'exagération des ressources, de l'action et de l'omnipotence de l'Etat, de reconnaître qu'en ce moment, et en présence du plus horrible danger qui ait jamais menacé l'indépendance et l'existence même du pays, il ne reste en France de l'Etat qu'une fiction et qu'une ombre. Il aurait fallu une intelligence bien autrement sérieuse et un tempérament bien autrement déterminé et révolutionnaire que les leurs, pour avoir le courage de s'avouer, au milieu de circonstances si terribles, que la France n'ayant plus d'armée, plus de budget, plus d'administration régulière, dévouée et capable, mais ayant au contraire, à la place de cette administration, une vaste conspiration officiellement organisée à combattre, — privée en un mot de tous les instruments qui constituent la réelle puissance de l'Etat, — elle ne pouvait plus être sauvée que par l'action immédiate du peuple, en dehors de toute direction officielle, — c'est-à-dire par la révolution.

Si les avocats et les savants doctrinaires qui composent le gouvernement de la Défense nationale avaient moins de vanité présomptueuse et plus de dévouement à la cause du peuple ; s'ils avaient un peu plus d'intelligence et de résolution révolutionnaire, s'ils ne détestaient la révolution encore plus qu'ils | 56 ne détestent l'invasion des Prussiens, s'ils eussent eu le courage de la vérité et vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis du peuple, envisageant froide-

ment la situation actuelle de la France, ils se seraient dit :

1° Que se servir pour le salut de la France de cette administration impériale qui l'a perdue et qui ne peut faire autre chose que conspirer contre elle, est chose impossible;

2° Que changer tout le personnel de cette administration dans le délai de quelques jours, trouver plus de cent mille fonctionnaires nouveaux pour les mettre à la place des fonctionnaires de l'empire, serait une entreprise également impossible ;

3° Que le modifier seulement en partie, en remplaçant seulement les grands fonctionnaires : les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de l'empire, par des républicains bourgeois plus ou moins capables et pâles, et en conservant dans les bureaux et dans tous les autres emplois les anciens fonctionnaires de l'empire, serait une tentative aussi ridicule qu'inutile. Car il est évident que les nouveaux ministres, préfets, sous-préfets, avocats, généraux, et procureurs de la république, — gens sans doute fort honnêtes, puisqu'ils sont les amis, les admirateurs, les cousins ou les clients de Messieurs les membres du gouvernement de la Défense nationale, mais gens de paroles, non d'action, comme le sont ordinairement les avocats, comme l'est évidemment M. Gambetta lui-même, et de plus parfaitement étrangers à la pratique de l'administration et à la routine de la bureaucratie, — deviendraient nécessairement les jouets de leurs

bureaux et de leurs fonctionnaires subalternes, dont ils ne seraient que les chefs nominaux ; et que leurs bureaux, | 57 la masse de ces fonctionnaires subordonnés, dévoués par habitude, par intérêt, par nécessité et par la force d'une solidarité criminelle, à la politique de la bande impériale, profitant des fonctions qu'on leur aura laissées pour protéger sournoisement, en secret, mais toujours et partout, les partisans de cette politique, et pour en combattre les adversaires par tous les moyens, les forceraient eux, les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de la république, à servir contre leur propre vouloir la cause des Bonaparte contre la république ;

4° Que par conséquent, en vue du salut de la France et de la République, il n'y avait qu'une seule chose à faire : c'était de briser toute l'administration impériale par la destitution en masse de tous les fonctionnaires militaires et civils de l'empire, depuis Palikao le premier ministre, jusqu'au dernier garde champêtre ; sans oublier les tribunaux, qui, depuis Haute-Cour et la Cour de cassation jusqu'au dernier juge de paix, sont, plus que toute autre branche du service de l'Etat, infectés de bonapartisme, et qui, pendant vingt ans de suite, n'ont pas fait de la justice, mais de l'iniquité ;

5° Que l'Etat ayant fait banqueroute et se trouvant dissous par le fait de la trahison impériale, qui en avait d'ailleurs depuis longtemps forcé et détruit les ressources et tous les ressorts ; étant définitivement

liquidé par l'action révolutionnaire du peuple qui en avait été la conséquence immédiate et inévitable; en un mot que la France officielle ayant cessé d'exister, il ne restait plus que la France du peuple; plus d'autres forces et de moyens de défense que l'énergie révolutionnaire du peuple; plus d'autres juges que la justice du peuple; plus d'autres finances que les contributions volontaires ou forcées des classes riches; et plus d'autre constitution, d'autre loi, d'autre code, |58 que celui du salut de la France.

Reconnaître tout cela est sans doute chose bien dure pour des avocats, eux qui ne vivent que de l'Etat, de la science juridique et des codes criminel et civil, comme les prêtres ne vivent que de l'Eglise, de la science théologique et des deux Testaments révélés, nouveau et ancien. Aussi, en temps de paix, je ne leur aurais jamais proposé des mesures aussi énergiques; des mesures si contraires à toutes leurs habitudes d'existence, de sentiment, de pensée, et, notez bien ceci, aux conditions mêmes de leur fortune privée, à leurs intérêts personnels, aussi bien qu'aux intérêts communs de leur classe, que, pour les leur faire accepter en temps ordinaire, il aurait fallu commencer par les détruire eux-mêmes.

Mais c'est que nous ne vivons pas en temps ordinaire. Nous vivons au milieu de la plus terrible commotion politique et sociale qui ait jamais secoué le monde; commotion salutaire et qui deviendra le commencement d'une vie nouvelle pour la France, pour le monde, si la France triomphe. Commotion

fatale et mortelle, si la France succombe. Car elle aura pour conséquence inévitable l'asservissement de la France et de l'Europe tout entière, sous la brutalité militairement et bureaucratiquement organisée du despotisme prussien. Il y aura de l'esclavage et de la misère en Europe pour cinquante ans au moins.

En ne considérant la guerre actuelle qu'au point de vue français, c'est pour la France évidemment |59 une question de vie et de mort. Et la mort est proche. L'invasion du despotisme prussien, armé d'une force immense, menace de tout engloutir, de tout briser, de tout asservir. Et pour sauver son existence et sa liberté, la France n'a plus ni armée, ni argent, ni Etat, il ne lui reste rien que le désespoir de son peuple. Depuis la conquête de la Gaule par César, et ensuite par les barbares de la Germanie, depuis sa conquête par les Anglais sous Charles VI, alors que Paris même était tombé au pouvoir de l'ennemi triomphant, jamais la France ne se trouva dans une position si désespérée, si terrible.

La France, cette grande nation, que le sentiment de sa grandeur historique réelle avait souvent poussée à de présomptueuses et criminelles folies, mais qui, malgré ces écarts passagers et ces abus malheureux d'une puissance infatuée d'elle-même, a été considérée néanmoins jusqu'ici par le monde, et avec pleine justice, comme le chef naturel et comme l'initiateur généreux de tous les progrès humains,

et de toutes les conquêtes de la liberté ; cette France dont l'histoire depuis 1789 et 1793 n'a été rien qu'une protestation énergique et qu'une lutte incessante de la lumière contre les ténèbres, du droit humain contre les mensonges du droit divin et du droit juridique, de la République démocratique, sociale et universelle contre la coalition tyrannique des rois et des classes exploiteuses et privilégiées ; cette France à laquelle s'attachent encore aujourd'hui toutes les espérances des nations opprimées et des peuples esclaves, elle est en train de périr. Elle est menacée du sort de la Pologne. Sa puissance, qui jadis faisait pâlir tous les tyrans de l'Europe, elle est tombée si bas maintenant | 60 que toutes ces monarchies, rassurées par sa chute, osent impunément l'insulter, lui exprimer leur pitié hypocrite et dédaigneuse, lui adresser leurs admonestations, leurs conseils ; que tous les petits souverains plus ou moins microscopiques de l'Allemagne, vassaux du roi Guillaume, leur empereur futur, et qui tremblaient hier devant le seul nom de la France, osent aujourd'hui, entourés de leurs aides-de-camp, fouler, violer son territoire. Que dirai-je enfin ! même les bourgeois républicains de la Suisse, dont la lâche complaisance vis-à-vis de Napoléon III n'avait point de bornes, il y a quelques mois à peine, osent aujourd'hui rêver tout haut l'agrandissement et l'arrondissement de la République helvétique au détriment de cette France renversée sous le pied de l'autocrate prussien. Enfin le meilleur sort que,

dans les circonstances présentes, on ose lui promettre, c'est celui de devenir une vice-royauté du futur empereur de l'Allemagne, comme l'Italie de Victor-Emmanuel n'a été rien qu'une vice-royauté de l'empereur des Français.

Je n'ai point l'honneur d'être Français, mais j'avoue que je suis profondément indigné contre toutes ces insultes et profondément désespéré du malheur de la France, de sa chute. Ce que je déplore, ce n'est pas la ruine de sa grandeur comme Etat. J'ai autant détesté cette grandeur que toutes les autres grandeurs politiques du monde ; parce que toutes ces grandeurs ont toujours et partout la même base : l'asservissement, l'exploitation politique et économique des masses populaires. J'ai été et je reste | 61 l'ennemi irréconciliable de tous les Etats, et je saluerais avec bonheur la ruine de l'Etat politique de la France, pour peu qu'en sortît l'émancipation économique et sociale du peuple français et de tous les peuples du monde.

Ce que je déplore amèrement, c'est la chute de la nation française ; c'est la déchéance de cette sympathique et grande nature, de ce généreux caractère national, et de cette intelligence lumineuse de la France, qu'on dirait avoir été formés et développés par l'histoire pour qu'ils émancipent le monde. Ce que je déplore, c'est le silence qui sera imposé à cette grande voix de la France qui annonçait, à tous ceux qui souffraient et qui étaient opprimés, la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice. Il me

semble que quand ce grand soleil de la France s'éteindra, il y aura éclipse partout, et que toutes les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauront compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France. Enfin, je suis convaincu que l'asservissement de la France et le triomphe définitif de l'Allemagne, assujettie aux Prussiens, feront retomber toute l'Europe dans les ténèbres, dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés. J'en suis tellement convaincu, que je pense que c'est aujourd'hui un devoir sacré pour tout homme qui aime la liberté, et qui veut | 62 le triomphe de l'humanité sur la brutalité, qui veut l'émancipation de son propre pays, de venir, quel que soit d'ailleurs son pays, qu'il soit Anglais, Espagnol, Italien, Polonais, Russe, même Allemand, prendre part à cette lutte démocratique du peuple français contre l'invasion du despotisme germanique.

Si tels sont les sentiments d'un étranger, quels doivent être ceux qui animent les patriotes sincères de la France ! Ne devrait-on pas supposer que le danger de honte et de mort qui menace leur patrie a dû secouer tout leur être, agrandir leur nature, élargir leur esprit, abattre tous les étroits préjugés de profession, de position et de classe qui avaient obstrué leur pensée jusque-là, allumer enfin dans leurs cœurs ressuscités la puissance des résolutions suprêmes, les transformer en révolutionnaires, en un mot ?

N'avait-on pas le droit d'espérer qu'en présence d'une catastrophe déjà à moitié accomplie, même des avocats et des républicains modérés, c'est-à-dire réactionnaires et bourgeois, comme Messieurs Jules Favre et Gambetta, des métaphysiciens doctrinaires et pédants comme Messieurs Eugène Pelletan et Jules Simon, des invalides de la démocratie anti-socialiste comme M. Crémieux, des bavards spirituels comme M. Glais-Bizoin, et des orléanistes militaires comme le général Trochu, sentiraient renaître en eux cette grande fièvre révolutionnaire qui avait animé Danton et qui avait sauvé la France en 1792 ?

Le peuple de Paris, qui, au 4 septembre, avait souffert que ces hommes s'emparassent du pouvoir, l'avait sans doute espéré. Il n'avait pu se faire aucune illusion sur leur compte, | 63 puisqu'il les avait vus tous à l'œuvre. Mais dans sa magnanime simplicité, il s'était figuré qu'au milieu d'une si affreuse situation, et assumant sur eux une responsabilité si terrible, ces hommes, qui avaient sans doute suffisamment manifesté l'impuissance de leurs caractères et l'étroitesse de leurs vues, comme députés au Corps législatif, seraient prêts maintenant à ne reculer devant aucun moyen nécessaire et à sacrifier tous leurs préjugés, aussi bien que tous les intérêts de leur classe, au salut de la France. Pouvait-il supposer qu'au lieu d'ordonner et d'exécuter immédiatement toutes les grandes mesures de salut, ils s'amuseraient à jouer, comme des enfants vaniteux, au républicanisme

bourgeois ? Le peuple de Paris, sans se faire aucune illusion sur la nature des hommes qu'il avait laissé s'installer dans le gouvernement de la Défense nationale, crut avoir créé néanmoins un gouvernement révolutionnaire capable de sauver la France.

Le peuple de Paris s'est trompé. Il paraît que désormais aucun événement, si grand et si terrible qu'il soit, n'est capable d'agrandir la nature et d'élargir l'esprit d'un bourgeois. C'est une affaire de physiologie sociale, voilà tout. La bourgeoisie n'a plus d'âme, elle est morte, et il ne lui reste qu'à se laisser enterrer.

Si les membres du gouvernement de la Défense nationale, oubliant leur passé, leurs misérables prétentions personnelles, et tous les intérêts de leur propre parti, et ne songeant plus qu'au salut de la France, s'étaient mis dès l'abord à la hauteur de la mission qu'ils ont osé accepter, ils auraient compris que la situation et la force même des choses leur commandait d'opposer à l'invasion la **Révolution** : la seule arme qui restât à la France, mais une arme terrible, et qui, je n'en désespère pas encore, se montrera à elle seule plus puissante que toutes les armées du roi Guillaume, et au besoin même que toutes les armées réunies de tous les despotes de l'Europe.

| 64 La **Révolution** ! Ce mot et cette chose sont capables de ressusciter des morts et de centupler la force des vivants. La Révolution abattra d'un seul coup toutes les infernales intrigues des bonapar-

tistes, des jésuites et des orléanistes ; elle écrasera la réaction bourgeoise, et soulèvera comme un seul homme le peuple entier, les ouvriers des villes aussi bien que les paysans des campagnes ; car il ne faut point s'imaginer que les paysans restent les partisans de la réaction, lorsqu'ils auront compris que la révolution sociale les délivre du poids écrasant et de toutes les exactions ruineuses de l'Etat, et qu'en même temps elle leur livre toutes les terres qui appartiennent aujourd'hui soit à l'Eglise, soit à l'Etat, soit à des propriétaires bourgeois qui les exploitent par le travail d'autrui et qui se dispensent de les cultiver par le travail de leurs propres bras. La Révolution soulèvera trois, quatre, cinq millions de travailleurs des campagnes et des villes, et, lorsqu'ils voudront s'armer et chercher l'argent nécessaire pour fabriquer, pour acheter des munitions et des armes, la Révolution leur dira où et comment il faut le chercher. Quelles sont les armées qui pourraient résister au choc d'un pareil soulèvement populaire ?

La **Révolution !** Cette chose et ce mot | 65 bouleverseront toute l'Europe, et, faisant de nouveau pâlir et trembler tous les rois et crouler tous les trônes, balayant tous les privilèges et toutes les exploitations qui pèsent aujourd'hui sur le travail, feront surgir des profondeurs populaires de tous les pays des millions de défenseurs, d'amis et de frères alliés de la France.

Voilà ce que le roi Guillaume et son roué ministre

savent fort bien. Voilà ce qu'ils redoutent mille fois plus que tous ces armements sur le papier, ordonnés par un gouvernement illusoire, et qui, n'ayant aucun des moyens qui constituent la puissance réelle des Etats, s'amuse à simuler le pouvoir et à faire de la politique et du despotisme d'Etat. Aussi, à la première nouvelle du mouvement révolutionnaire qui s'annonce dans le Midi de la France, tous ces hommes de proie qui sont accourus de l'Allemagne, attirés par l'amour du pillage et par la gloire d'une conquête qui leur avait paru d'abord si facile, ont tressailli. L'apparition du spectre rouge levant sa tête menaçante et brandissant sa torche incendiaire leur a fait peur. Ils ont reconnu l'ennemi contre lequel toute leur supériorité militaire sera impuissante, parce que lui seul aura la puissance de faire surgir du sol de la France des armées invincibles, et parce qu'en même temps qu'il les attaquera en face, il les accablera par derrière en soulevant contre eux les masses révolutionnaires de l'Allemagne. Bismarck et son roi savent mieux qu'on ne paraît le savoir en France, et, dans tous les cas, beaucoup mieux que ne le savent les avocats du gouvernement de la Défense nationale, que toute révolution nationale et surtout que la révolution de la France deviendra nécessairement et immédiatement une révolution internationale.

« Si on les laisse faire », s'écrie dans un | 65 accès de comique désespoir ce petit grand-duc de Bade qui considère déjà l'Alsace comme sa proie, — « Si

nous les laissons faire », écrit à toutes les cours de l'Europe le ministre du roi prussien, — « ce sera pis qu'en 1793. Cette révolution bouleversera toute l'Europe ! »

Oui, elle bouleversera toute l'Europe, et ce sera bien pis qu'en 1793. La révolution de 1793, malgré ses formes grandioses et ses exploits héroïques, n'a été après tout qu'une révolution bourgeoise. Elle n'avait émancipé et bouleversé la société qu'à la surface, laissant dans l'esclavage les masses populaires. La révolution de 1870, surgissant de la ruine de l'empire et de l'Etat politique de la France, remuera toute la société de l'Europe jusque dans ses entrailles. Ce ne sera pas seulement une révolution politique, ce sera la révolution sociale, la seule qui puisse émanciper, la seule qui puisse aujourd'hui électriser, entraîner et soulever le prolétariat de tous les pays de l'Europe.

Voici vingt ans qu'un travail souterrain immense se fait dans le prolétariat ; que la propagande socialiste, dédaignant les châteaux des propriétaires et les maisons des bourgeois, mais visitant les ateliers et les chaumières, annonce à tous les souffrants, à tous les opprimés et à tous les exploités du travail l'évangile de la justice, de l'égalité, de la liberté universelle et de la résurrection des peuples. Produit de ce mouvement et de cette propagande, une puissante association s'est fondée, il y a six ans, l'*Association internationale des travailleurs du monde entier*. Vieille à peine de six ans, elle con-

stitue déjà une puissance organisée et qui embrasse à cette heure près de deux millions de travailleurs alliés dans l'Europe et dans l'Amérique du Nord. C'est la phalange sacrée de la révolution cosmopolite et sociale.

Pour elle, point de limites, point de barrières d'Etat et point d'étroit patriotisme bourgeois. Sa patrie, c'est le camp immense formé par les travailleurs, | 67 par les opprimés et les exploités de tous les pays. Son ennemi, le monde étranger qu'elle combat, c'est le camp des exploiteurs et des oppresseurs de toutes les nations. Entre ces deux camps également cosmopolites, il y a une haine irréconciliable, une lutte à la vie et à la mort. L'un s'appelle la révolution ; l'autre, la réaction.

En dehors de ces deux camps qui constituent à eux deux le monde réel et puissant de l'Europe, et dont l'un représente la puissance du passé, et l'autre la puissance de l'avenir, il n'y a plus que des fantômes, des êtres d'imagination et qui sont dénués de toute puissance et de toute réalité. C'est à cette catégorie qu'appartiennent tous les républicains exclusivement politiques, tous les radicaux ennemis du socialisme et tous les socialistes bourgeois. Victimes d'une contradiction intérieure invincible ; révolutionnaires dans leurs rêves et réactionnaires par les conditions réelles de leur existence, et comme personnes et comme classe, conditions qui en font des partisans intéressés et quand même de la domination économique et politique des bourgeois, —

toutes les fois qu'ils font des discours, ils parlent de la révolution, et toutes les fois qu'ils agissent, ils font de la réaction ; de sorte que, sans y penser et sans le vouloir, ils se rencontreront tous, tôt ou tard, sous les drapeaux de M. de Bismarck, comme, en 1848, poussés par les mêmes raisons et par cette même contradiction intérieure, ils se sont retrouvés, bien malgré eux sans doute, sous le drapeau du ci-devant sauveur de la France, Napoléon III.

Comme Napoléon III en 1848, Bismarck est aujourd'hui le représentant de la *morale officielle* et de l'*ordre public* en Europe. Il tient haut le drapeau de la réaction. La France aura-t-elle l'audace de soulever contre lui le drapeau de la révolution ?

Qu'elle l'ose, et Bismarck et son roi et tous ces principicules allemands, avec leur million de soldats, seront écrasés par la révolution universelle. Car les masses populaires — le prolétariat de tous les pays de l'Europe — n'attendent | 68 que le signal du peuple de France. Mais si elle ne l'ose pas, ce sera elle, la France, qui tombera sous les coups du despotisme prussien. Et l'ordre public sera sauvé de nouveau en Europe, comme il le fut en 1848.

Telle est donc la vraie situation de la France, et tel est son unique moyen de salut : ou bien sa délivrance par la révolution universelle et sociale, toute autre révolution étant désormais impossible, et tout mouvement exclusivement politique devant nécessairement aboutir à la réaction, comme celui que le gouvernement italien vient de faire pour

s'emparer de Rome, par exemple, et comme la soi-disant révolution politique de l'Espagne ; ou bien l'asservissement de la France sous le joug des Prussiens.

Si les membres du gouvernement de la Défense nationale avaient eu l'esprit assez sérieux pour concevoir cette situation, et le cœur assez désintéressé, assez haut, assez ferme pour accepter cet unique moyen de salut qui lui reste, ils auraient compris tout d'abord que leur droit et leur devoir vis-à-vis des puissances étrangères, et surtout vis-à-vis de l'insolent envahisseur de la France, étaient absolus. Ils auraient élevé bien haut ce drapeau de la France qu'ils ont osé prendre en leurs mains, et, s'inspirant de tout le mépris que doivent ressentir les représentants de la justice et du droit populaire pour les chefs et les instruments de la réaction, aux brutalités monarchiques du roi Guillaume et de son ministre ils auraient répondu, comme Danton en 1792, par les salutaires terreurs de la révolution.

| 69 Mais en même temps qu'ils eussent maintenu avec cette fermeté leur droit indiscutable de représenter la France au dehors, et qu'ils eussent montré cette irréconciliable fierté aux Prussiens, aussi longtemps qu'un seul de leurs soldats souillerait le sol de la France, ils auraient eu la conscience de reconnaître vis-à-vis du peuple français qu'à côté de son droit leur droit était nul, et qu'ils n'avaient ni la mission, ni le pouvoir de gouverner le pays, ni aucun des moyens nécessaires pour organiser sa

défense. Reconnaissant que tous les ressorts et tous les instruments de l'Etat étaient brisés, et qu'un gouvernement régulier du pays était devenu désormais impossible ; mais que la seule apparence d'un gouvernement, loin de remédier à ce mal, devait nécessairement l'empirer, puisque, sans rien produire de réel et de bon, il ne pourrait qu'entraver et paralyser le propre mouvement du pays, les membres du gouvernement de la Défense nationale avaient le devoir de prononcer ou plutôt de constater hautement la dissolution de l'Etat.

Ce n'eût pas même été un acte d'énergie révolutionnaire de leur part, mais tout simplement un acte de modestie, de justice, de vérité et de conscience. Au peuple ils devaient toute la vérité, parce qu'ils devaient comprendre qu'en ce moment de crise suprême et de danger mortel pour la France, la vérité seule et toute la vérité est capable de la sauver, et qu'aucun mensonge ou demi-mensonge, aucun palliatif politique ou diplomatique ne pourra lui rendre la vie. Ils devaient donc hautement et bravement reconnaître devant le peuple de Paris, et devant tout le peuple de France, non que l'Etat devait être liquidé et dissous, mais qu'il était déjà réellement liquidé, qu'il avait cessé d'exister, et qu'il n'en | 70 restait plus que des décombres et des épaves, qui, loin de servir à quelque chose, ne pouvaient qu'embarrasser le soulèvement populaire, ce dernier moyen de salut pour la France, et que par conséquent on devait disperser aussi promptement que possible.

En l'absence de tout moyen de gouvernement et de toutes les ressources ordinaires de l'Etat, ils auraient dû humblement reconnaître leur impuissance de gouverner et d'organiser la France, et l'impossibilité absolue dans laquelle ils se trouvaient — eussent-ils même été des hommes mille fois plus intelligents, plus résolus et plus forts qu'ils ne le sont en réalité — d'exercer un pouvoir dictatorial pour le salut de la France. Car que peuvent quelques hommes, si puissants qu'ils soient d'intelligence et de caractère, au milieu d'un Etat désorganisé et dissous, et lorsqu'ils se voient privés de tous les moyens qui peuvent donner à l'action dictatoriale une consistance réelle? Que pourraient faire un ou plusieurs généraux, même les meilleurs du monde, si on leur donnait à commander une armée, mais sans état-major d'officiers capables d'organiser cette armée et de lui transmettre leurs ordres?

Telle a été précisément la situation des membres du gouvernement de la Défense nationale dès le premier jour de leur installation au pouvoir. J'ai parlé des meilleurs généraux, mais, si ces messieurs voulaient se rendre justice, ils commenceraient par avouer franchement qu'en présence de l'œuvre immense qu'ils ont osé si présomptueusement assumer sur leurs épaules débiles, après avoir donné tant de preuves d'incapacité, d'aveuglement incroyable, d'irrésolution honteuse et de complète impuissance, on ne peut pas même les appeler | 71 des généraux médiocres. Y a-t-il un seul homme capable de réso-

lutions énergiques et d'action révolutionnaire parmi eux ? Pas un seul. Ce sont des écrivains et des métaphysiciens plus ou moins doctrinaires, des héros du parlementarisme, des discoureurs brillants, des avocats, voilà tout ; des républicains très bourgeois et très pâles, des enfants dégénérés, des bâtards de Danton ; mais je n'y vois pas un seul homme capable de vouloir et d'agir comme Danton.

Danton avait puisé toute sa force léonine dans le peuple. Eux, ils ont peur du peuple ; ils en ont tellement peur, que dans un moment où il ne reste, pour sauver la France, rien que la puissance du peuple, ils se sont ridiculement et criminellement efforcés d'éviter, d'étouffer tout mouvement populaire, et de faire la révolution, ou plutôt une évolution, devenue nécessaire par la chute de Napoléon III, en dehors de l'action immédiate du peuple, et contre le peuple. Sous le prétexte spécieux que la révolution produirait la division, mais que cette division pourrait servir les Prussiens, et que l'union seule pouvait sauver la France, — cette union avec les bonapartistes, n'est-ce pas ? qu'ils avaient prêchée sous le ministère Palikao, — ils ont escamoté la révolution au peuple. Lorsqu'ils ne devaient songer qu'au salut de la France, ces professeurs et ces avocats, représentants quand même des intérêts économiques et politiques de la bourgeoisie, n'ont pensé qu'à sauver à tout prix la domination bourgeoise. Se laissant entraîner [72] par leur tempérament et par leurs préjugés tout bourgeois, aussi bien que

par leur vanité et leurs intérêts privés, dans cette voie fatale, ils sont nécessairement arrivés à ce résultat, qu'au lieu d'organiser une grande puissance révolutionnaire, fondée directement sur le peuple, ils ont livré le pays aux ambitions vaniteuses et cupides et à la direction inepte des bourgeois, et créé par là même partout l'anarchie, l'impuissance et la défaillance.

Messieurs les membres du gouvernement de la Défense nationale sont sans nul doute des gens parfaitement honorables, et, en plus, des hommes de talent, brillants orateurs et qui doivent avoir acquis une certaine expérience des affaires publiques, non sans doute par l'exercice direct du gouvernement, qui s'était refusé jusqu'ici à tomber en leurs mains, mais par tant d'années qu'ils avaient employées à critiquer le gouvernement d'autrui. Quant à ceux d'entre eux qui ont eu l'occasion de partager avec d'autres la responsabilité gouvernementale, soit à titre de membres du gouvernement provisoire de 1848, comme | 73 M. Crémieux, soit à titre de simple ministre comme M. Jules Favre (1), je ne pense pas qu'ils trouvent tous les deux un avantage quelconque à s'en prévaloir, le premier n'ayant brillé que par son insignifiance complète et par ses hésitations et ses défaillances dans les grandes crises

(1) Jules Favre n'a pas été ministre en 1848 ; il a occupé simplement les fonctions de secrétaire général du ministère de l'intérieur, dont le portefeuille avait été confié à Ledru-Rollin. — J. G.

de 1848 ; l'autre, M. Jules Favre, s'étant distingué au contraire par un zèle franchement réactionnaire, comme un ennemi acharné du suffrage universel et de la république démocratique et sociale, que plus que tout autre il a contribué à tuer. Rien de plus naturel que de pareils exploits lui aient attiré dans le temps les éloges des orléanistes, voire même des partisans du prince président, Louis Bonaparte. Mais je ne pense pas qu'ils puissent lui constituer aujourd'hui un titre de gloire, ni inspirer beaucoup de confiance aux partisans sincères de la République.

Aucun des autres membres du gouvernement de la Défense nationale n'a jamais été au pouvoir, et, par conséquent, aucun n'a eu l'occasion de manifester au monde ni ses connaissances administratives ni sa puissance d'action ; excepté le général Trochu, qui, comme militaire d'un grade élevé, a dû nécessairement acquérir l'expérience du commandement. Mais le commandement militaire et la direction politique sont deux fonctions tellement dissemblables, et même opposées, que l'habitude de l'un exclut presque toujours la capacité pour l'exercice de l'autre. Aussi, comme je l'ai déjà fait observer, le général Trochu a-t-il été acclamé par le peuple de Paris non comme un homme politique, mais comme l'organisateur et le chef militaire de la défense de Paris.

Personne en France n'a jamais considéré M. Jules Simon, ni M. Pelletan, ni M. Garnier-Pagès, ni M. Ferry, ni M. de Kératry, ni M. Picard, ni

M. Glais-Bizoin, ni aucun de leurs compagnons, excepté le seul M. Gambetta, comme des hommes capables de diriger les affaires | 74 du pays, même en temps ordinaire. Encore moins pouvait-on les en croire capables dans la situation actuelle de la France, situation tellement désespérée que même la puissance de Danton n'y suffirait pas, et que seulement la puissance collective et révolutionnaire organisée du peuple peut y suffire. Tous ces honorables citoyens ont été considérés par le public comme la queue plus ou moins disciplinée ou récalcitrante du chef reconnu de l'opposition radicale et irréconciliable au Corps législatif, M. Léon Gambetta.

Vers la fin de l'Empire, M. Gambetta était devenu un objet d'admiration, d'espérances unanimes, et d'attente pour toute la bourgeoisie radicale, et comme l'astre levant de toutes les aspirations républicaines en France. Il s'était annoncé avec un certain fracas, et avait étonné le public par l'audace de son attaque éloquente, foudroyante et directe contre l'empire. Cette attaque fut incontestablement un acte de courage civil et un grand service rendu à la France, qui, sous l'influence funeste d'un trop long esclavage, avait perdu la fière habitude de dire tout haut ce qu'elle pense, ce qu'elle sent et ce qu'elle veut. M. Gambetta lui rendit cette parole, il brisa cette lâcheté qui déshonorait la France, et il porta par là même un rude coup à l'empire.

Mais il ne faut pas oublier que, presque en même temps, un autre citoyen, allumant sa lanterne, lui

en a porté de plus rudes encore. J'ai nommé M. Rochefort. Le discours de M. Gambetta dans le procès des Treize [1] fut une protestation éloquente contre le viol de la République et contre l'infamie de la servitude imposée à la France par les brigands du 2 Décembre. M. Rochefort osa imprimer dans sa *Lanterne*, répandue aussitôt à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, tout ce que la France disait tout bas au sujet de l'infamie des personnes composant la famille, le gouvernement et l'administration | 75 impériales. Aux accents de l'indignation, échappés à l'éloquence de M. Gambetta, il avait ajouté l'écrasante éloquence du mépris. Et si l'on voulait se poser cette question, lequel des deux a contribué davantage à tuer moralement l'empereur et l'empire, je pense qu'on serait forcé de reconnaître que ce fut M. Rochefort.

Ces deux hommes, qui sont aujourd'hui, l'un et l'autre, membres du gouvernement de la Défense nationale, — l'un étant plutôt l'expression des sympathies de la bourgeoisie radicale, l'autre l'élu du prolétariat, — quoique arrivés aujourd'hui, au moins pour l'heure présente, au même but, ont suivi pourtant, depuis leurs premières manifestations, des carrières tout à fait différentes.

(1) Il s'agit du procès intenté aux organisateurs de la manifestation faite sur la tombe du représentant Baudin et aux journaux qui avaient pris l'initiative d'une souscription pour élever un monument à cette victime du coup d'État de décembre. La plaidoirie de Gambetta fut prononcée le 13 novembre 1868. — J. G.

M. Rochefort, dès son entrée au Corps législatif, était devenu l'objet et comme le bouc émissaire de toutes les haines bourgeoises, et celui de la défiance, pour ne pas dire d'une hostilité très prononcée, de la part même de tous ses collègues radicaux et irréconciliables, moins un seul, le digne patriarche des républicains socialistes de 1848, M. Raspail. M. Rochefort avait parfaitement mérité cette réprobation unanime de la classe bourgeoise, non par sa *Lanterne*, que Messieurs les bourgeois de toutes les couleurs politiques avaient lue au contraire avec beaucoup de plaisir ; car le bourgeois, bien que devenu très servile par intérêt, est resté néanmoins, par tempérament et par mauvaise habitude, très frondeur. Il reconnaît la nécessité d'un pouvoir fort et capable de protéger ses privilèges économiques contre les révoltes de la vile multitude. Il s'incline devant la dictature militaire, reconnaissant, hélas ! qu'elle seule est assez puissante aujourd'hui pour le défendre. Mais en même temps il la déteste du fond de son cœur, parce qu'elle l'offusque dans son libéralisme, dans sa vanité, et parce qu'elle finit toujours par compromettre ses intérêts mêmes, au nom et pour la défense desquels elle existe ; toute dictature militaire devant nécessairement aboutir à la guerre.

| 76 L'idéal des bourgeois reste invariablement toujours et partout le même : c'est le système représentatif libéral, constitué en monarchie parlementaire ou même en République fédérale, comme aux

Etats-Unis et en Suisse : c'est, en nommant les choses par leur nom, la liberté politique, réelle pour les classes possédantes, fictive pour les masses populaires, et fondée sur l'asservissement économique de ces dernières. C'est un système excellent et tout au profit de la classe bourgeoise, comme on voit, mais qui ne peut se maintenir que dans les pays où la masse des travailleurs est assez sage et assez résignée, ou assez généreuse, pour se sentir fière de porter la liberté d'autrui sur ses épaules d'esclave.

Aussitôt que des aspirations et des idées contraires commencent à pénétrer dans les masses ; du moment que ces millions de travailleurs de l'industrie et de la terre, fatigués de leur rôle passif, et ne voulant plus servir de piédestal à la liberté, à la civilisation et à l'humanité des minorités privilégiées, commencent à réclamer tous les droits humains pour eux-mêmes, et qu'ils se montrent disposés à les conquérir, au besoin, par la force, — tout ce système du libéralisme bourgeois croule comme un château de cartes. Son humanité se transforme en fureur ; nous l'avons vu en Juin 1848, et nous le pressentons partout aujourd'hui ; et son respect des droits du prochain, son culte de la liberté, font place à la répression féroce. Le libéralisme politique des bourgeois disparaît, et, ne trouvant en lui-même ni les moyens ni la force nécessaires pour réprimer les masses, s'immolant au profit de la conservation des intérêts économiques des bourgeois, il fait place à la dictature militaire.

[77 Telle fut la cause du triomphe inouï et fatal de Louis Bonaparte en 1848. M. Thiers et M. Jules Favre doivent bien le savoir, puisqu'ils y ont contribué plus que personne. Tel est encore aujourd'hui le secret des triomphes non moins inouïs et fatals du roi de Prusse. M. de Bismarck le sait aussi bien que MM. Jules Favre et Thiers, et c'est pour cela même qu'il croit jouer à coup sûr. Il compte principalement sur la lâcheté intéressée et sur la trahison latente de la bourgeoisie française ; et il espère, non sans une grande apparence de raison, que même les membres du gouvernement de la Défense nationale sont trop bourgeois eux-mêmes et trop intéressés à la conservation des privilèges économiques de la classe possédante, pour opposer jamais à l'invasion la seule chose qui puisse l'arrêter, l'écraser, la Révolution sociale.

Rien de plus comique et de plus singulier que les arguments dont la presse radicale, les feuilles les plus républicaines de la bourgeoisie, se servent pour prêcher au peuple des travailleurs la patience, la résignation et la renonciation : « Voyez-vous, — disent ces républicains et ces patriotes enthousiastes, rédacteurs salariés de la presse bourgeoise, — nous connaissons fort bien les sentiments de cette classe respectable, dont nous sommes nous-mêmes les représentants si fidèles. Son républicanisme et son patriotisme, si même républicanisme et patriotisme il y a, ne sont qu'à la surface. Ses préoccupations sérieuses, son intérêt suprême,

restent invariablement les mêmes, constituent l'unique base de son patriotisme : c'est la conservation et l'accroissement de ses biens matériels ; c'est l'exploitation privilégiée du travail national et de toutes les transactions pécuniaires, du commerce et de l'industrie du | 78 pays. Si vous la laissez en jouir tranquillement, elle sera votre amie, et elle sera patriote autant que vous pourrez le désirer, patriote au point de se priver de votre travail, et de vous envoyer mourir pour la patrie. Mais pour peu que vous l'inquiétiez dans la jouissance exclusive de la richesse nationale produite exclusivement, il est vrai, par le travail de vos mains, elle se tournera furieuse contre vous. Ce dont la bourgeoisie a besoin pour conduire à bonne fin ses petites affaires, c'est de la tranquillité publique, c'est de l'ordre public, conditions essentielles du crédit ; c'est d'un gouvernement raisonnable et fort, exercé exclusivement à son profit ; c'est enfin de la patience et de l'absolue soumission du prolétariat dont le travail l'enrichit. Accordez-lui tout cela, continuez patiemment de vous laisser tondre par elle. Au nom du patriotisme et au nom de la République, nous vous supplions de ne point murmurer et de ne point bouger ; de vous laisser mener, gouverner, diriger par Messieurs les bourgeois, nos patrons et les vôtres, dussiez-vous même voir qu'en vous envoyant tous à la mort ils se refusent eux-mêmes à sacrifier un sou ; dussiez-vous même comprendre que leur gouvernement et leur direction sont fatals au peuple. Car si vous

bougez ou proférez seulement une menace, ils seront capables non seulement de renoncer à cette République qu'ils n'aiment plus, et qu'ils n'ont acceptée aujourd'hui que par nécessité, mais de livrer encore le pays aux Prussiens ! »

N'est-il pas en effet remarquable qu'au sein de cette presse républicaine bourgeoise, qui, au nom de la République et du patriotisme, demande aujourd'hui au peuple tous les sacrifices possibles et même impossibles, il ne se soit pas élevé une seule voix pour exiger, au nom de cette même patrie et de cette même République, le moindre sacrifice des bourgeois ? Pourquoi | 79 aucun de ces républicains exaltés, qui remplissent de leur patriotisme ardent les colonnes de la presse radicale, n'a-t-il eu le courage ou l'idée de dire aux bourgeois : « Vous êtes des gueux et des traîtres ! La France se trouve en danger d'esclavage et de mort ; elle ne peut être sauvée que par un formidable soulèvement populaire. Mais un soulèvement désarmé serait impuissant ; il faut beaucoup d'armes et de munitions ; et pour en acheter et en fabriquer, aussi bien que pour organiser et pour faire marcher cette immense armée populaire, il faut beaucoup d'argent. Cet argent, vous le retenez dans vos poches. Au nom du patriotisme et de la République, au nom du salut de la France, nous vous sommons de lui faire voir le jour. »

Pourquoi ne lui disent-ils pas encore ceci :

« Cessez donc d'opprimer le peuple et d'exploiter iniquement son travail. Ne voyez-vous donc pas

qu'en agissant ainsi vous vous êtes aliéné la foi et les sympathies populaires, et que vous vous êtes attiré la haine irréconciliable de ce peuple, votre allié si utile au siècle passé, et sans le concours présent duquel vous ne seriez jamais arrivés à la position que vous occupez maintenant? M. Léon Gambetta, notre maître à tous, prétend que vous, les bourgeois, vous êtes les frères aînés du prolétariat, sans doute au point de vue de la civilisation, du sentiment moral et du développement supérieur des idées démocratiques et républicaines. Alors agissez comme doivent le faire des frères aînés, prêchez d'exemple ; sacrifiez-vous et sacrifiez au moins une partie de ces intérêts qui vous sont plus chers que la vie, ne fût-ce qu'une petite portion de vos intérêts matériels, pour mettre fin à cette haine malheureuse et fatale qui menace la liberté | 80 et jusqu'à l'existence même de votre patrie. Rappelez-vous la terrible leçon de Juin 1848. La fureur que vous avez manifestée contre le prolétariat en Juin a tué la République, trois ans plus tard, en Décembre. En sévissant contre le peuple, vous avez créé la dictature immonde de Napoléon III. »

Pourquoi la presse radicale ne recommande-t-elle pas aux bourgeois d'avoir confiance dans le peuple? Pourquoi ne leur dit-elle pas que paralyser par tous les moyens l'élan populaire, le soulèvement en masse et l'armement du peuple, son organisation spontanée pour le salut de la France, comme ils le font partout aujourd'hui, c'est livrer la France aux

Prussiens? Pourquoi ne leur conseille-t-elle pas enfin d'abdiquer, étant prouvé que leur intelligence de la situation est nulle et que leur puissance d'action est débile? Pourquoi ne les pousse-t-elle pas, au nom du salut de la France, à remettre au peuple, le seul vrai patriote qui reste aujourd'hui à la France, le soin de l'organisation et de la direction de la défense nationale?

Ah! c'est que les rédacteurs de toutes ces feuilles, républicaines en apparence, mais en réalité tout à fait bourgeoises, savent fort bien que les bourgeois ne sont pas d'humeur à se laisser dire de pareilles vérités. Ils connaissent si bien cette bourgeoisie dont ils défendent les intérêts et les soi-disant droits, qu'ils n'ont aucune espérance de la convaincre. Ils savent que chez les « frères cadets », dans le peuple, il y a assez de passion généreuse pour qu'en lui parlant de patrie et de République on puisse le pousser à l'oubli et au sacrifice de ses intérêts les plus chers. Mais que dans | 81 les « frères aînés » de la civilisation moderne, dans ces bourgeois qui se sont emparés de tout, qui possèdent tout, et qui, profitant de tout, cherchent à exploiter maintenant jusqu'à la catastrophe qui frappe le pays, il ne reste plus d'autre passion que la passion du lucre; et que, si on leur parlait de justice et de la nécessité de sacrifier une partie de leur fortune, acquise par les moyens que l'on sait, à la délivrance de cette patrie qui ne s'est montrée qu'une marâtre pour le pauvre cadet, pour le peuple, mais qui a toujours été pour eux une mère

par trop généreuse, ces bons bourgeois se mettraient dans un tel état de colère que, pour ne plus entendre répéter de pareilles choses, ils seraient capables de se livrer, avec leur patrie, aux Prussiens.

Telle est en effet, aujourd'hui, la vraie mesure du patriotisme et du républicanisme de ces frères aînés de la civilisation, les bourgeois. Il faut donc être vraiment doué ou d'une grande capacité d'illusion ou d'un grand esprit de mensonge, il faut être sophiste ou aveugle, pour chercher les fondements de la nouvelle République, ou, pour me servir des propres expressions de M. Gambetta, « *de la République à la fois rationnelle et positiviste* », dans la conscience et dans l'action gouvernementale de la bourgeoisie actuelle. M. Rochefort n'est point tombé dans cette faute, ou plutôt il a dédaigné de se servir d'un mensonge si grossier, et c'est précisément en ceci que consista, aux yeux de tous les démocrates sincères, son mérite. Mais ce fut aussi la cause principale | 82 de l'animosité de tous les républicains bourgeois contre lui.

Dès le premier jour de sa rentrée à Paris, M. Rochefort s'était mis résolument au milieu du peuple, et il en épousa les intérêts, les aspirations et les droits avec une passion qui parut sincère à tout le monde. Etait-il socialiste ? Je pense qu'il eût été fort embarrassé lui-même de répondre à cette question. On prétend même qu'il aurait avoué un jour qu'il n'entendait absolument rien au socialisme, mais qu'il se sentait toute la bonne volonté néces-

saire pour l'étudier et pour devenir un excellent socialiste en peu de temps. Le fait est que dans le journal qu'il fonda, la *Marseillaise*, il n'a pas écrit un seul mot qui eût le moindre rapport avec les questions sociales; mais il avait souffert que d'autres en parlassent, et, par le temps qu'il faisait, c'était déjà beaucoup.

Ce qui prouva plus que toute autre chose la sincérité de M. Rochefort, ce fut son acceptation franche et entière du *mandat impératif*, qui avait été si fortement combattu, il y a quatre-vingts ans, par Mirabeau, le vrai fondateur de la puissance de la bourgeoisie, et qui détruit en effet dans sa racine mère la domination politique de cette classe. Car du moment que les délégués du suffrage universel peuvent être révoqués en tout temps par leurs électeurs, ils ne constituent plus une assemblée souveraine, mais une réunion de commis populaires. Ils deviennent en effet les serviteurs du peuple, et cessent de le gouverner comme s'ils en étaient les seigneurs.

En acceptant le mandat impératif, M. Rochefort avait donné une sorte de soufflet à tous les | 83 soi-disant représentants de la démocratie au Corps législatif. Vis-à-vis de la démocratie, c'est-à-dire du gouvernement du pays par le peuple, lui seul avait conservé une position sincère et sérieuse; il continuait d'en être le fidèle et le scrupuleux serviteur, au sein même du Corps législatif, comme il l'avait été au moment de son élection; tandis que tous les autres n'avaient sollicité et obtenu la confiance du

peuple souverain que pour se poser aussitôt, par le fait même de leur irresponsabilité et de leur irrévocabilité, comme ses maîtres.

Il ne pouvait donc y avoir rien de commun entre M. Rochefort et tous les autres républicains du Corps législatif. Excepté M. Raspail, qui ne l'abandonna jamais, tous le considérèrent et le traitèrent comme un ennemi, et nul ne fut aussi heureux que M. Gambetta, je pense, le jour où, abandonné lâchement par toute la gauche et livré aux vengeances de la justice impériale, il fut mis en prison. M. Rochefort, moins par son talent que par sa position franchement populaire, les éclipsait et les annihilait tous.

Depuis son incarcération jusqu'à sa délivrance par le peuple, on n'entendit naturellement plus parler de lui. Et depuis son installation au pouvoir par la volonté directe du peuple, il n'a dit ni fait rien qui puisse faire supposer qu'il ait trouvé en lui-même une pensée et une volonté. On dit qu'il s'occupe maintenant, avec son ami M. Flourens, à construire des barricades d'un genre nouveau. C'est très méritoire de la part de M. Flourens, qui, n'ayant point d'autre mission à remplir, fait son devoir en se donnant tout entier à la défense de Paris. Mais c'est trop peu pour | 84 un membre du gouvernement de la Défense nationale, élu directement par le peuple avec le mandat impératif de sauver le pays. Il faut donc en conclure que l'importance extraordinaire qui s'est attachée, pendant quelque

temps, à la personne de M. Rochefort, a été plutôt le produit d'une série de circonstances exceptionnelles et d'une position toute particulière qui en était résultée, que celui de sa valeur personnelle. Et, à la fin, nous arrivons à cette conclusion, qu'excepté le général Trochu, dont la mission d'ailleurs se borne à la défense de Paris, il n'y a dans ce malheureux gouvernement de la Défense nationale pas un seul homme capable de gouverner la France aujourd'hui, à moins que ce ne soit M. Léon Gambetta.

M. Gambetta a suivi une ligne parfaitement opposée à celle de M. Rochefort. Autant ce dernier a voulu n'être rien que le fidèle représentant du peuple, autant M. Gambetta s'est étudié à ne représenter que la classe bourgeoise. Il est un homme trop bien élevé pour ne point détester du fond de son âme tout ce qui ressemble à un mouvement populaire. Sa nature délicate, élégante, se révolte au rude contact du peuple, au son de sa voix grossière. M. Gambetta tient à passer pour un homme de bonne société et un homme d'Etat avant tout ; et au point de vue de cette société, aussi bien qu'à celui de l'Etat, les *basses classes* qui composent la *vile multitude* sont faites pour obéir, pour se laisser gouverner, et non pour se mêler directement des affaires de l'Etat. Aussi, | 85 malgré toute sa prudence et son tact généralement apprécié, il n'a su ni taire, ni masquer la répulsion profonde et le dédain qu'il éprouve en présence des *aspirations utopiques et des pretentions arrogantes de la populace mo-*

derne. Je le répète, M. Gambetta est tout à fait l'antipode de M. Rochefort. Ils ont ceci de commun, que l'un et l'autre ignorent également les besoins actuels du peuple ; avec cette différence énorme, que M. Rochefort s'est au moins efforcé de les comprendre, sans doute pour chercher les moyens de les satisfaire ; tandis que M. Gambetta, poussé autant par son tempérament à la fois artistique et bourgeois que par le principe qu'il a adopté comme base de sa politique, semble avoir le parti pris de les ignorer toujours.

Depuis que M. Gambetta s'est manifesté par son premier réquisitoire éloquent contre l'empire, j'ai étudié avec un soin scrupuleux, non ses actes, — cela m'eût été difficile, puisque voilà trente-cinq jours qu'il est le membre le plus important, et, comme tout le monde l'affirme, le plus actif du gouvernement de la Défense nationale (1), et il n'a pas encore accompli un seul acte sérieux jusqu'ici, — mais tous les discours qu'il a prononcés, soit à Marseille, soit à Paris, sans oublier la fameuse lettre qu'il a adressée au *Progrès* de Lyon, avec l'intention évidente de faire connaître au monde sa profession de foi politique.

Il faut lui rendre cette justice, que, dans toutes

(1) De cette phrase il résulterait que Bakounine aurait écrit la présente page le 9 octobre. Mais il a parlé, à la page 38 de son manuscrit, de la prise d'Orléans (voir p. 129), qui eut lieu le 11 octobre. Peut-être le bruit de la prise d'Orléans avait-il couru prématurément à Marseille, au moment où Bakounine écrivait sa page 38. — J. G.

ces manifestations de sa pensée, il s'est exprimé avec une précision si claire et si nette, qu'il est impossible de se méprendre sur la ligne politique qu'il se propose de suivre. Se rendant peut-être justice, et comprenant qu'il ne peut y avoir rien de commun entre les sentiments qui l'animent et les passions qui vivent au sein des masses populaires, il dédaigne de convertir et de persuader le peuple. Toute sa propagande s'adresse exclusivement aux bourgeois. Jaloux de mériter la réputation | 86 d'homme positif et sérieux, il ne fait point d'appel à leurs sentiments, ce serait par trop naïf de sa part ; non, il s'adresse exclusivement à leurs intérêts.

M. Gambetta s'est donné pour mission spéciale de démontrer à la bourgeoisie, par des comparaisons historiques et des chiffres, que le régime républicain est seul capable d'assurer l'ordre, la sécurité, la stabilité. « S'il y a un argument — a-t-il dit dans son discours de Marseille — devant lequel se rendent les indifférents mêmes, c'est l'argument de leurs intérêts. Eh bien, les intérêts matériels, la prospérité matérielle, les bonnes affaires, elles ne se font que sous les gouvernements libres. »

C'est parfaitement juste ; seulement M. Gambetta, dans ce discours, aussi bien que dans tous les autres, oublie toujours de dire de quel genre de prospérité et d'intérêts matériels il veut parler. Si c'est de la prospérité et des intérêts exclusifs de la classe bourgeoise, il a mille fois raison. L'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique, qui sont les

pays les plus libres du monde, prouve que rien ne contribue autant au développement de la civilisation et de la richesse bourgeoises que la liberté politique.

D'ailleurs, rien de plus naturel. Dans ces pays où la volonté d'un seul individu, président ou souverain, ne signifie rien du tout ; où toutes les lois, aussi bien que toutes les grandes mesures de gouvernement ou d'administration, ne sont jamais le produit que du vote parfaitement libre des représentants légitimes du pays ; où il n'y a monopole ni privilège pour personne, mais protection égale de la loi pour tous les citoyens qui possèdent soit une propriété, soit un capital quelconque, à l'exclusion seulement de ceux qui, ne possédant rien que leur capacité de travail et la force de leurs bras, sont *forcés de s'assujettir* **librement** au joug des capitalistes et des propriétaires qui, en exploitant l'une et l'autre, leur donnent généreusement la possibilité de ne point mourir de faim ; — dans ces pays où la concurrence absolument libre règle seule | 87 toutes les transactions financières, commerciales et industrielles, la production des richesses doit s'accroître et s'accroît en effet avec une rapidité étonnante.

Voilà donc un point où je me trouve parfaitement d'accord avec M. Gambetta. Mais il est un autre point non moins important et sur lequel l'éloquent avocat, soit par prudence, soit par ignorance, garde un silence absolu. C'est celui *de la juste répartition des richesses produites par le travail national.*

Dans ces mêmes pays tant admirés à cause de la liberté politique dont ils ont le bonheur de jouir, aussi bien que dans tous les autres pays de l'Europe où l'industrie moderne, fondée exclusivement sur la concurrence et sur la liberté absolue des transactions commerciales, a pris un large développement, tout en constatant l'accroissement rapide de la richesse nationale, la statistique moderne a constaté en même temps deux faits déplorables et qui se reproduisent toujours et partout avec une constance, que dis-je, avec une progression d'autant plus menaçante qu'ils ne sont pas les produits de circonstances extérieures, passagères et fortuites, mais des conséquences nécessaires et fatales de l'organisation économique de la société actuelle.

En premier lieu, on a constaté qu'à mesure que la richesse nationale s'accroît, loin de se répandre sur un plus grand nombre de personnes, elle tend au contraire à se concentrer entre les mains de quelques heureux, dont la richesse déjà excessive augmente chaque jour, mais dont le nombre diminue presque en même proportion. Ceci est un effet fatal de la concurrence. Les grands capitaux tuent les petits capitaux. Le grand commerce et la grande industrie étouffent le commerce et l'industrie des petites gens, et même ceux des bourgeois à moyenne fortune, et rejettent les uns comme les autres dans le prolétariat.

| 88 En même temps on a constaté un autre fait encore plus désolant : c'est que l'accroissement pro-

gressif des richesses nationales, loin d'améliorer la situation de la classe ouvrière, ne fait que l'empirer davantage, en la rendant de plus en plus dépendante et précaire.

Je sais bien que les économistes bourgeois prétendent tout à fait le contraire. D'après leurs théories, celles-là mêmes sans doute qui ont donné naissance aux illusions politiques de M. Gambetta, l'amélioration du sort du prolétariat doit découler directement de l'augmentation de la prospérité bourgeoise. Mais les faits sont des faits, et comme tels ils seront toujours beaucoup plus persuasifs et plus concluants que toutes les théories qui leur seront contraires. Les faits, avec une éloquence contre laquelle aucun sophisme de la doctrine économique ne saurait prévaloir, nous montrent la situation des classes ouvrières en Europe empirant en proportion même de l'accroissement de la richesse bourgeoise.

Considérez l'Angleterre, par exemple. Certes c'est le pays où l'industrie et le commerce ont fait, durant ces derniers cinquante ans, les plus immenses progrès, et où la richesse nationale s'est accrue dans la proportion la plus merveilleuse. Eh bien, la condition de la classe ouvrière s'est-elle améliorée? Le bien-être des travailleurs est-il plus grand que dans les autres pays? Point du tout. Au contraire, des enquêtes officielles ordonnées par le Parlement anglais, et exécutées par des commissaires avec la sévérité la plus consciencieuse, ont constaté qu'il y a, dans ce pays si riche, un beau-

coup plus grand nombre qu'ailleurs de travailleurs capables et qui ne demandent pas | 89 mieux que de gagner leur pain par le travail, et qui meurent littéralement de faim, faute de travail ; qu'à Londres seulement, il y a plus de cent mille êtres humains qui ne savent pas aujourd'hui de quoi et comment ils vont vivre demain ; que dans une foule d'industries, et dans les campagnes surtout, le travail est si exorbitant, et si mal rétribué en même temps, que la plus grande partie des travailleurs, mal nourris et dénués de tous les moyens de vivre humainement, s'épuisent en peu d'années, meurent dans une proportion effrayante, ou deviennent, bien avant l'âge voulu, des invalides incapables de gagner leur vie par le travail ; qu'enfin, dans les industries les mieux rétribuées, les crises commerciales, devenant de plus en plus fréquentes, et se manifestant aujourd'hui non plus comme des catastrophes imprévues, causées par quelque événement extérieur, mais comme un mal chronique, inhérent au système économique qui règne dans la production actuelle, condamnent souvent des dizaines, que dis-je, des centaines de milliers de travailleurs à la plus terrible des morts, la mort par la faim. En France, en Belgique, en Allemagne, dans les Etats-Unis d'Amérique même, ce pays idéal et classique de la liberté politique, partout où il y a développement plus rapide de l'industrie et du commerce, les mêmes faits se reproduisent avec une persistance et une régularité désolantes. De sorte qu'il faut avoir toute la mauvaise

foi des économistes de la bourgeoisie, ou bien l'ignorance ordinaire des avocats dans tout ce qui a rapport à l'économie sociale, | 90 pour oser dire que la prospérité bourgeoise doit avoir pour conséquence nécessaire le bien-être du prolétariat.

Au contraire, tous les faits modernes prouvent que l'une exclut absolument l'autre, parce que toute cette grande prospérité de la classe bourgeoise n'est fondée que sur l'exploitation impitoyable, inique, de la misère du prolétariat. Il n'est point du tout difficile de le prouver. La concurrence force les capitalistes producteurs, ou plutôt les capitalistes exploiteurs du travail productif de la masse ouvrière, à vendre les produits de ce travail au plus bas prix possible. Ils se rattrapent, il est vrai, sur la quantité des produits, ce qui les force de produire toujours et beaucoup, alors même qu'ils ne sont plus certains de trouver un marché pour leur marchandise, ce qui amène nécessairement deux conséquences fatales : d'abord, ces crises commerciales, effets naturels de la surproduction et qui laissent sans travail et sans pain des dizaines de milliers de travailleurs; et ensuite, l'écrasement systématique et croissant de la petite industrie et du petit commerce par les grandes entreprises industrielles, commerciales et financières.

Pour vendre leur marchandise au plus bas prix possible, les capitalistes exploiteurs sont forcés de diminuer les frais de production. Le salaire que reçoivent les ouvriers constitue la partie la plus im-

portante, en général, de ces frais; de là cette tendance obtinée de tous les fabricants et patrons du monde à diminuer le taux des salaires, et malheureusement trop souvent l'ouvrier se voit forcé d'accepter cette diminution, sous peine de se voir condamner à la faim avec toute sa famille, alors même que son salaire primitif était à peine suffisant pour les habiller et nourrir.

| 91 Dans l'organisation économique de la société actuelle, le travail humain est considéré comme une marchandise dont la valeur est subordonnée à la loi générale de l'offre et de la demande. Et, dans la plupart des cas, la population croissant toujours et avec elle la misère, l'offre de cette marchandise surpasse la demande. Pressés par la faim, les malheureux ouvriers sont forcés de se faire concurrence l'un à l'autre, diminuant quelquefois jusqu'aux limites de l'impossible le prix de leur travail épuisant, assommant.

Par moments il arrive qu'une industrie est prospère. Ses produits sont très demandés. Alors elle augmente sa production et réclame un plus grand nombre d'ouvriers, qu'elle attire par l'augmentation du salaire. C'est un moment de prospérité relative pour les pauvres ouvriers. Mais, hélas! un moment bien court, car, la hausse du salaire attirant toujours de nouveaux ouvriers, arrive bien vite l'heure fatale où l'offre du travail en dépasse la demande, et alors, le taux du salaire commençant à baisser, il finit par retomber quelquefois même au-dessous de son niveau précédent.

C'est enfin une loi économique parfaitement démontrée et acceptée comme certaine par tous les économistes consciencieux, que *jamais le taux du salaire de l'ouvrier ne s'élève beaucoup au-dessus, ni ne s'abaisse beaucoup au-dessous de ce que l'ouvrier doit journellement dépenser pour ne point mourir de faim ;* car s'il s'élève au-dessus, l'affluence des travailleurs offrant leur travail le fait tomber bientôt ; et, par contre, lorsque le salaire est insuffisant pour permettre à l'ouvrier de se procurer tous les objets indispensables à l'existence d'un homme civilisé, les travailleurs se voient frappés de souffrances, d'inanition, de maladie et de mort, ce qui, en diminuant leur nombre, fait nécessairement hausser le taux du salaire.

| 92 Telles sont les lois économiques qui déterminent la situation des travailleurs dans les pays les plus civilisés et les plus prospères de l'Europe et du monde. Il en résulte évidemment ceci, que les progrès de la civilisation bourgeoise et le développement progressif de l'industrie et du commerce n'impliquent nullement l'amélioration de la situation matérielle et morale des masses ouvrières ; mais qu'au contraire ils ouvrent entre le monde bourgeois et le monde ouvrier un abîme qui devient chaque jour plus profond et plus large, la prospérité croissante du premier étant fondée sur la misère proportionnellement croissante du dernier.

Il en résulte encore ceci que, dans les pays politiquement les plus démocratiques, les plus libres, tels

que l'Angleterre, la Belgique, la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique, la liberté et les droits politiques dont les ouvriers sont censés jouir ne sont rien qu'une fiction. Esclaves de leurs patrons au point de vue économique, ils sont, au point de vue politique, également des esclaves. Ils n'ont ni l'instruction, ni le loisir, ni l'indépendance nécessaires pour exercer librement, et avec pleine connaissance de cause, leurs droits de citoyens. Ils ont, dans les pays les plus démocratiques et qui sont gouvernés par les élus du suffrage universel, un jour de règne ou plutôt un jour de saturnales : c'est celui des élections. Alors les bourgeois, leurs oppresseurs, leurs exploiteurs de chaque jour et leurs maîtres, viennent à eux chapeau bas, leur parlant d'égalité, de fraternité, et les appelant le | 93 peuple souverain, dont ils ne sont, eux les bourgeois, rien que les serviteurs très humbles, les représentants de sa volonté. Ce jour passé, la fraternité et l'égalité s'en vont en fumée, les bourgeois redeviennent des bourgeois, et le prolétariat, le peuple souverain, reste esclave.

Telle est la pure vérité sur le système de la démocratie représentative tant vantée par les bourgeois radicaux, alors même qu'il est corrigé, complété, développé, avec une intention populaire, par le *referendum* ou par cette « législation directe du peuple » tant prônée par une école allemande, qui à tort s'appelle socialiste (1). Depuis deux ans à peu près, le

(1) Au quatrième Congrès général de l'Internationale, à Bâle, tenu un an auparavant, quelques délégués de langue alle-

referendum a été introduit dans la constitution du canton de Zürich, et il a donné jusqu'ici des résultats complètement nuls. Le peuple y est appelé à voter par oui ou par non sur toutes les lois importantes qui lui sont présentées par les corps représentatifs. On pourrait même lui accorder l'initiative des propositions sans que la liberté réelle y gagnât la moindre des choses (1), car tant que le peuple restera économiquement un esclave, manquant d'indépendance, d'instruction, de loisir, et même d'intérêt pour les questions qu'on propose à ses délibérations, il restera en politique un esclave, continuant de se conformer aux obsessions bourgeoises qui pèseront sur son vote.

mande avaient proposé la mise à l'ordre du jour du Congrès de la question de la *législation directe par le peuple*. « Cette question avait été soulevée par Karl Bürkly et la Section de Zürich. Les Zuricois, qui viennent d'introduire (1868) le *referendum* dans leur constitution, se figurent volontiers avoir trouvé là un moyen capable de résoudre toutes les questions sociales, et il était naturel qu'ils voulussent faire part à l'Internationale de cette belle découverte. Aux Zuricois se joignaient certains démocrates bourgeois, comme M. Gœgg, qui veulent à tout prix endormir le prolétariat et le détourner de la révolution, et qui seraient fort heureux de lui offrir la *législation directe* en manière d'amusette ; puis le nouveau parti socialiste allemand, dirigé par M. Liebknecht, qui... veut préluder par l'agitation politique à la révolution sociale ; puis enfin un innocent maniaque, M. Rittinghausen, qui a fait de la *législation directe* sa foi et l'unique but de sa vie, qui déjà en 1849, avec Considérant, avait lutté en France pour cette idée avec plus de courage que de succès, et qui après vingt ans revient encore à la charge. » (Le *Progrès*, du Locle, du 18 septembre 1869.) Le Congrès de Bâle avait refusé d'inscrire la question à son ordre du jour. — J. G.

(1) Le peuple suisse possède aujourd'hui, en matière fédérale, les deux droits, celui de *referendum* et celui d'initiative. — J. G.

Telle est la pure vérité sur ce suffrage universel dont M. Gambetta ne peut parler sans se laisser emporter par une exaltation tout à fait juvénile : « Le suffrage universel, — s'est-il écrié au milieu de son discours de Marseille, — c'est l'instrument de précision de la souveraineté du peuple, son mode d'action, son levier, son épée, son bouclier, car on ne saurait trop accumuler sur le suffrage universel les épithètes bienfaisantes, on ne saurait dire jusqu'à quel point ce suffrage, qui, dans un moment de défaillance, et de terreur peut-être, n'a fait qu'un service passager, mais qui porte dans ses flancs les destinées de la patrie (1) ; c'est par le suffrage que nous serons une démocratie plébéienne, complète, » — (c'est-à-dire bourgeoise, exploitrice du travail du prolétariat comme en Suisse et aux Etats-Unis d'Amérique), — | 94 « avec de larges rangs, qui ne s'arrêtera nulle part, » — (pardon, Monsieur, tant que la société sera économiquement organisée comme elle l'est aujourd'hui, votre démocratie, comme dans les deux pays que je viens de citer, s'arrêtera là où finissent les exploiteurs et où commencent les exploités du travail national), — « et non pas avec cette sorte de sophistication, de mystification qui consiste à dire, pendant tout le terme que durent les explications gouvernementales, que l'on peut bien s'assembler dans un salon, mais non

(1) Le manuscrit de Bakounine paraît avoir omis ici plusieurs mots de la citation de Gambetta, car le sens de cette phrase reste inachevé. — J. G.

dans une grange. Ce mot est un mot profond. Ils veulent bien de la démocratie pour s'asseoir, mais non pour travailler ! De la démocratie pour l'exploiter, mais non pour lui obéir. Eh bien, les démocraties sont faites pour commander, parce qu'elles sont à la fois le nombre et le droit ! »

Voici enfin une bonne parole, Monsieur l'avocat ; mais, pour que cette parole soit sincère, il faut que votre démocratie soit une démocratie socialiste, et vous ne vous en souciez nullement, n'est-ce pas, Monsieur l'avocat ? Car si vous en vouliez, vous n'auriez pas promis aux bourgeois, au nom de votre gouvernement libre, la continuation de leurs « *bonnes affaires* », c'est-à-dire de la faculté d'empocher tout le produit du travail populaire, moins la minime partie qu'ils sont bien forcés d'abandonner à la subsistance misérable du peuple. Puisque vous ne voulez, vous, que la démocratie politique, la démocratie exclusivement bourgeoise, permettez-moi de vous dire que le mot du gouvernement de l'empire qui vous paraît si profond, est certainement beaucoup plus sincère que le vôtre. Car enfin qu'a-t-il dit, avec une franchise cynique ? « Nous voulons exploiter la démocratie au profit de la dynastie. » Tandis que vous, Messieurs, vous voulez exploiter la démocratie au profit de la bourgeoisie, au détriment du peuple, et vous voulez en même temps qu'on vous tienne pour des représentants sérieux des intérêts du peuple.

Vous êtes aujourd'hui, comme toujours, les

avocats des intérêts exclusivement bourgeois, et, à ce point de vue, vous avez mille fois raison, Messieurs, de vous extasier devant le suffrage universel, qui, tant que la révolution sociale n'aura point établi les bases d'une égalité et d'une liberté réelles pour tous, sera certainement l'instrument le plus efficace de la démocratie bourgeoise, le meilleur moyen de tromper le peuple, de l'endormir et de le dominer tout en se donnant l'air de ne vouloir | 95 qu'une seule chose : le servir ; le meilleur moyen pour assurer, au nom même de la liberté, cette *prospérité des bourgeois,* qui se fonde sur l'esclavage économique et social des masses populaires.

Est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes.

Nous nions par conséquent que le suffrage universel soit même un instrument dont le peuple puisse se servir pour conquérir la justice ou l'éga-

lité économique et sociale ; puisque, comme je viens de le démontrer, le suffrage universel exercé par le peuple, en dehors des conditions de cette égalité et de cette justice, au milieu de l'inégalité et de l'injustice qui règnent dans la société actuelle, au milieu de la dépendance et de l'ignorance populaires qui en sont les résultats naturels et fatals, produira nécessairement et toujours un vote contraire aux intérêts du peuple et favorable seulement aux intérêts et à la domination des bourgeois.

Partant de là, nous affirmons que les soi-disant | 96 démocrates socialistes qui, dans les pays où le suffrage universel n'existe pas encore, s'efforcent de persuader le peuple qu'il doit le conquérir *avant tout*, ainsi que le font aujourd'hui les chefs du parti de la démocratie socialiste en Allemagne ([1]) en lui disant que la liberté politique est la condition *préalable* de son émancipation économique, sont ou bien eux-mêmes les victimes d'une erreur funeste, ou bien des trompeurs du peuple. Ignorent-ils réellement, ou font-ils semblant d'ignorer, que cette liberté politique *préalable*, — c'est-à-dire existant nécessairement en dehors de l'égalité économique et sociale, puisqu'elle devra précéder cette

(1) Le suffrage universel existait depuis 1866 dans la Confédération du Nord, pour les élections au Parlement fédéral ; mais il ne fut établi dans toute l'Allemagne qu'après la création de l'Empire allemand, par la publication de la loi sur les élections au Reichstag (30 janvier 1871) ; et il n'existe que pour l'élection des membres de cette assemblée, et non pour la nomination des assemblées législatives des Etats particuliers, sauf quelques exceptions. — J. G.

dernière, — sera essentiellement une liberté bourgeoise, c'est-à-dire fondée sur l'esclavage économique du peuple, et par conséquent incapable de produire son contraire et de créer cette égalité économique et sociale qui implique la destruction de la liberté exclusive des bourgeois ?

Ces étranges démocrates socialistes sont-ils les victimes d'une erreur, ou des trompeurs ? Voilà une question très délicate, et que j'aime mieux ne point approfondir. Ce qui est certain pour moi, c'est qu'il n'y a point aujourd'hui de pires ennemis du | 97 peuple que ceux qui cherchent à le détourner de la révolution sociale, la seule qui puisse lui donner et la liberté réelle, et la justice et le bien-être, pour l'entraîner de nouveau dans les expériences décevantes de ces réformes ou de ces révolutions exclusivement politiques, dont il a toujours été l'instrument, la victime et la dupe.

La révolution sociale n'exclut nullement la révolution politique. Au contraire, elle l'implique nécessairement, mais en lui imprimant un caractère tout nouveau, celui de l'émancipation réelle du peuple du joug de l'Etat. Puisque toutes les institutions et toutes les autorités politiques n'ont été créées, en définitive, qu'en vue de protéger et de garantir les privilèges économiques des classes possédantes et exploitantes contre les révoltes du prolétariat, il est clair que la révolution sociale devra détruire ces institutions et ces autorités, non *avant*, ni *après*, mais en même temps qu'elle por-

tera sa main audacieuse sur les fondements économiques de la servitude du peuple. La révolution sociale et la révolution politique seront donc réellement inséparables, comme elles doivent l'être en effet, puisque la première sans la seconde serait une impossibilité, un non-sens ; et la seconde sans la première, une fourberie.

La révolution politique, contemporaine et réellement inséparable de la révolution sociale, dont elle sera pour ainsi dire l'expression ou la manifestation négative, ne sera plus une transformation, mais une liquidation grandiose de l'Etat, et l'abolition radicale de toutes ces institutions politiques et juridiques, qui ont pour objet l'asservissement du travail populaire à l'exploitation des classes privilégiées. En même temps qu'elle renversera la puissance économique des propriétaires, des capitalistes, des patrons, elle détruira la domination politique |98 de tous les soi-disant représentants couronnés ou non couronnés de l'Etat, depuis les empereurs et les rois jusqu'au dernier gendarme ou garde champêtre, de tous les grands et les petits corps de l'Etat, de toutes les classes et de tous les individus qui — au nom d'un pouvoir fondé, pour les uns sur le droit divin, et pour les autres sur l'élection populaire et sur le suffrage universel, aveuglément ou servilement pratiqué par les masses, méchamment exploité et détourné de son but par les exploiteurs de ces masses — se posent vis-à-vis d'elles en seigneurs et maîtres. La révolution sociale balaiera

toutes ces institutions et tous ces représentants de l'éternelle tyrannie, ouverte ou masquée, non pour les remplacer par d'autres, mais pour détruire une fois pour toutes le principe même de la souveraineté, de la domination et de l'autorité ; et le suffrage universel, agissant au milieu de cette révolution, ayant pour point de départ l'égalité économique et sociale conquise par elle, n'aura point pour objet, comme beaucoup de soi-disant socialistes l'imaginent et l'espèrent, la création d'un nouvel Etat et d'un nouveau gouvernement politique, qui donneraient à cette « vile multitude » des maîtres nouveaux ; mais d'organiser largement, en procédant de bas en haut, par la voie d'une fédération libre, la liberté et le travail de tous, peuples, provinces, communes, associations et individus, sur l'unique base de l'égalité et de la fraternité humaines.

Tel est le vrai programme du socialisme révolutionnaire. Ce programme n'est point le produit d'une imagination ou d'une pensée isolée Il est posé fatalement par la logique des faits | 99 modernes et par la force même des choses Il ressort de la situation actuelle et des dispositions, des instincts et de toutes les aspirations des masses ouvrières. Elles ne veulent plus de gouvernement, elles n'ont plus de foi dans aucune direction politique. Elles s'y subordonnent encore tant bien que mal, par mauvaise habitude, et parce qu'elles n'ont pas encore acquis assez de confiance en elles-mêmes pour prendre leurs propres affaires en leurs mains.

Mais, tout en continuant d'obéir, elles détestent aujourd'hui tout pouvoir, sachant fort bien, et par expérience et d'instinct, que tout pouvoir, — quelle que soit la forme qu'il se donne, et alors même qu'il procéderait de cette cérémonie illusoirement populaire qu'on appelle le suffrage universel, — par la nature même de sa position dominante vis-à-vis des masses populaires, ne pourra avoir d'autre volonté, d'autre but que de les exploiter.

C'est pour cela qu'on entend souvent le peuple exprimer une profonde défiance par rapport aux défenseurs les plus zélés de ses droits. « Ils parlent ainsi — dit-il — parce qu'ils ne sont pas encore au pouvoir. Mais qu'ils y entrent, et ils parleront autrement. » Le peuple a raison, c'est l'histoire éternelle de tous les convoiteurs du pouvoir, et cette histoire se répète chaque jour, avec une monotonie singulière. N'avons-nous pas vu M. John Bright, le célèbre agitateur du peuple anglais, déclarer, dans une lettre adressée à un de ses électeurs, bientôt après son entrée dans le ministère Gladstone, « que ses électeurs ne devaient aucunement s'étonner de son changement d'opinion et de langage. Qu'autre chose était de penser, de sentir, de vouloir et de parler comme membre de l'opposition, et autre chose de penser, de parler et d'agir comme ministre. » Le même aveu naïf vient d'être fait, il n'y a pas bien longtemps, par un démocrate socialiste très sincère, voire même | 100 un membre de l'Association internationale des travailleurs, devenu, par la

grâce de la République, préfet dans un des départements les plus importants et les plus républicains de la France. A un ancien camarade et ami, resté en dehors de toute officialité, et qui lui exprimait son étonnement de le voir si vite changer d'opinion, il a répondu : « Si tu étais à ma place, mon ami, tu ferais de même. Je n'ai point changé d'opinion, je veux toujours la même chose, mais, quand on est placé dans une position officielle, on est *bien forcé* d'agir autrement. »

M. John Bright et ce nouveau préfet de la République ont tous deux mille fois raison. La position de tout pouvoir politique est telle, qu'il ne peut faire autre chose que commander, limiter, amoindrir, et à la fin annuler la liberté populaire, sous peine de se suicider. Et c'est parce que nous reconnaissons cette profonde vérité, confirmée par la théorie aussi bien que prouvée par l'expérience de tous les temps et de tous les pays, que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne croyons pas qu'il suffise de mettre au pouvoir des hommes nouveaux, ces hommes fussent-ils les plus sincères démocrates, ou même des ouvriers. Nous demandons l'abolition même du pouvoir.

Il ne se passera pas beaucoup de temps, et le peuple la demandera plus énergiquement, et nécessairement avec plus de puissance, que nous. Maintenant il hésite encore. Il se défie profondément de tout ce qui représente le pouvoir, mais il est tellement habitué à se laisser commander, et si peu habi-

tué à organiser lui-même ses propres affaires, que, le [101] considérant comme un mal inévitable, fatal, il continue de le suivre encore, tout en le maudissant du fond de son cœur.

Cette hostilité sourde et sournoise des masses contre le pouvoir se manifeste aujourd'hui par leur indifférence invincible pour toutes les formes du pouvoir. « Empire, royauté constitutionnelle, ou république, qu'est-ce que cela nous fait ? Pour nous, ce sera toujours la même chose : le même poids à porter, les mêmes impôts à payer », — c'est ainsi que raisonnent les paysans. Les ouvriers des villes ne raisonnent pas tout à fait de la même manière : ils ont salué avec bonheur l'avènement de la République ; ou plutôt, ce sont eux-mêmes qui l'ont proclamée, à Lyon, à Paris, à Marseille, et dans toutes les autres cités de France. Les ouvriers de Paris l'ont même proclamée malgré M. Gambetta et tous les autres républicains du Corps législatif. Ils la leur ont imposée.

Faut-il en conclure que les ouvriers de France ne soient rien que des républicains, et que pour eux la république soit le dernier mot de tout progrès politique et social ? Ce serait tomber dans une étrange erreur. Qui ne sait que ce sont les ouvriers de Belleville, les électeurs de M. Rochefort, qui ont principalement pris l'initiative de la proclamation de la République à Paris, et qui ne sait que les ouvriers de Belleville en particulier, et en général tous les ouvriers de Paris, sont profondément et passionné-

ment socialistes? Pour eux, la République commence là où elle a été violemment interrompue en Juin 1848. La République, pour eux, c'est la Révolution universelle, politique, sans doute, mais en même temps | 102 aussi, et bien plus qu'une simple révolution politique, c'est la **Révolution économique et sociale.**

Oui, Monsieur Gambetta, sachez-le bien, ce n'est pas votre « *démocratie sage, rationnelle et positiviste* », laquelle, selon vous, « *peut tout concilier, tout harmoniser et tout féconder* », c'est la révolution économique et sociale qui vit dans les aspirations et dans les attentes du prolétariat de la France, aussi bien que du prolétariat de l'Europe et de tout le monde plus ou moins civilisé. Le peuple n'en comprend plus et ne peut plus en vouloir d'autre, depuis que les journées de Juin lui ont démontré qu'entre le bien-être et la liberté populaires, d'un côté, et la prospérité et la liberté bourgeoises de l'autre, il y a inconciliabilité absolue, un abîme. Cet abîme s'est élargi, depuis, chaque jour davantage dans la conscience du prolétariat, et il est devenu si large et si profond aujourd'hui que toutes les fleurs de votre rhétorique ne parviendront pas à le masquer. Le peuple sait qu'avant qu'il n'y ait une bonne révolution économique et sociale, qu'avant qu'il ne se soit rendu propriétaire collectif du capital et de tous les instruments de travail, il n'y aura pour lui ni liberté, ni bien-être.

Considérez, je vous prie, les deux républiques de

la Suisse et des Etats-Unis d'Amérique. Voilà deux démocraties selon votre cœur, n'est-ce pas ? Le peuple y possède déjà tous les biens que dans votre mansuétude vous voulez bien promettre au peuple français. Toutes les deux jouissent de la représentation démocratique la plus large, la plus pure. Direz-vous que le peuple y soit réellement souverain ? Oui, mais à une seule condition, c'est qu'il se laisse dominer, gouverner et exploiter par | 103 les bourgeois. Allez à Bâle, à Zürich, à Genève, dans les montagnes du Jura. Qu'y trouverez-vous ? Les mêmes rapports de dépendance des travailleurs à l'égard de leurs *maîtres*, et la même oppression insolente de la part de ces maîtres. De la part des capitalistes, des fabricants, des patrons, des bourgeois, ce sont absolument les mêmes menaces et la même tendance à faire intervenir la police, qui naturellement est tout entière à leur dévotion, et même la force militaire, contre les ouvriers, dans les grèves, comme nous l'avons vu l'an passé à Lausanne.

Vous voyez bien que la liberté politique la plus large, quand elle n'est pas basée sur l'égalité économique, ne résout pas la question sociale. L'ouvrier, enchaîné par sa misère et par son ignorance *relative*, qui est la conséquence de cette misère, reste esclave de fait ; et malheureusement le fait est toujours plus puissant que le droit. Demandez aux ouvriers de Bâle, par exemple, s'ils sont en effet des citoyens bien prospères et bien libres ?

Demandez aux ouvriers de l'Amérique du Nord s'ils le sont ? Huit cent mille (*) ouvriers fédérés en une association puissante, et qui fait partie de la grande Association internationale des travailleurs depuis plus d'un an, vous diront que cette liberté et tous les droits politiques ne sont réels que pour les riches, mais que les travailleurs, vivant de leur salaire, sont aussi bien esclaves en Amérique qu'en Europe.

Vous voyez bien que l'abîme qui sépare les travailleurs de la bourgeoisie reste béant partout, et c'est en vain, je vous le répète encore, Monsieur Gambetta, que vous, l'avocat de la bourgeoisie, et tous vos amis démocrates et socialistes bourgeois, grands partisans de cette Ligue bourgeoise de la Paix et de la Liberté, dont l'impuissance et la fastidieuse rhétorique règnent aujourd'hui sans partage et dans le gouvernement de la Défense nationale, et dans tout ce monde officiel que vous venez de créer pour diriger les destinées de la France, et — vous dirai-je le mot ? — pour la perdre et pour la livrer, sans doute bien malgré vous, aux Prussiens ; c'est en vain que vous vous êtes efforcés tous de prêcher aux tra-

(*) Ils étaient au nombre de huit cent mille l'an passé, et ils ont bien certainement dépassé le chiffre d'un million aujourd'hui. (*Note de Bakounine.*) — Lorsque au Congrès général de l'Internationale à Bâle, en 1869, le président, Jung, dans la séance du 10 septembre au matin, présenta le délégué américain Cameron, envoyé par la *National Labor Union* des États-Unis, il annonça que ce délégué « représentait huit cent mille frères d'au-delà l'Atlantique ». (Compte rendu du Congrès de Bâle, p. 81.) — J. G.

vailleurs et aux bourgeois une conciliation impossible. Les ouvriers et les bourgeois n'y croient pas et n'en veulent pas.

| 104 Chacun de ces deux mondes opposés représente des intérêts réels et sérieux, trop sérieux pour se laisser entraîner, amuser ou endormir par des paroles. L'intérêt de la bourgeoisie, c'est celui de l'exploitation de plus en plus envahissante, de plus en plus dominante, du travail du prolétariat. Elle n'y renoncera jamais de bon gré, parce qu'y renoncer équivaut pour elle à détruire de ses propres mains les bases mêmes de sa fortune et de son existence. Et ne connaît-on pas assez la nature des bourgeois ? ils sacrifieront plutôt leur vie que leur bourse.

L'intérêt des ouvriers est également très sérieux. Il s'agit pour eux de leur émancipation réelle. Ils sont fatigués de travailler pour autrui et de rester misérables en présence et en raison même de toutes ces richesses immenses qu'ils créent, et ils savent qu'ils ne pourront s'émanciper et conquérir les conditions d'une existence humaine qu'en détruisant complètement la domination économique et cette exploitation du capital, qui forment l'unique source de la prospérité des bourgeois. Fatigués d'être enclume toujours, ils veulent détruire le marteau. Il faut être très roué ou bien naïf, vraiment, pour oser dire qu'entre deux intérêts si sérieux et si complètement opposés une conciliation quelconque est possible.

Entre ces deux intérêts inconciliables, quel rôle jouent les républicains bourgeois? Il n'y en a réellement que deux de possibles : ou bien celui de trompeurs du prolétariat, ou bien celui de gens naïfs à l'excès. Laissons de côté les trompeurs, et parlons des républicains de bonne foi. Je veux bien croire que M. Gambetta et la plupart de ses collègues du gouvernement de la Défense nationale sont de ce nombre. S'ils sont réellement de bonne foi, ils ne peuvent représenter aucuns intérêts; car s'ils représentent ceux | 105 de la bourgeoisie, ils seraient des trompeurs, des ennemis du peuple ; s'ils représentent au contraire les intérêts du prolétariat, ils seraient des révolutionnaires socialistes, et comme tels, nécessairement, des ennemis de la bourgeoisie. Ne représentant ni les uns ni les autres, ils ne représentent rien du tout, ou, si l'on veut, ils représentent une idée vague, incolore, comme le sont d'ailleurs toutes les inspirations actuelles de l'idéalisme bourgeois ; une idée qui, n'ayant aucune racine dans la vie, ne peut ni se réaliser, ni exercer la moindre puissance. Cette idée, c'est la conciliation impossible d'intérêts qui sont inconciliables.

Telle est la base qu'ils veulent donner à leur république. Comme Don Quichotte pour sa Dulcinée, ils se sont épris, eux aussi, d'une passion toute platonique pour l'idéal républicain qui leur a été transmis par leurs pères, et qu'ils ont bien amoindri, hélas! ces pâles héritiers de Danton, pour le mettre

au niveau de leur intelligence et de leurs caractères, qui ne sont pas de force à porter la réalité puissante de 1793.

La république qu'ils prêchent, c'est la réalisation complète du règne bourgeois, moins l'héroïsme des siècles passés, et c'est pour cela sans doute que M. Gambetta la définit par ces mots : *Une démocratie rationnelle et positiviste.* Pour l'atteindre, dit-il, « *il faut deux choses : supprimer la peur des uns et calmer la défiance des autres ; amener la bourgeoisie à l'amour de la démocratie, et le peuple à la confiance dans ses frères aînés* » (les boutiquiers !). C'est-à-dire que, pour l'établissement de la république de MM. Gambetta et compagnie, il est nécessaire que deux intérêts qui s'excluent, deux mondes irréconciliables, se donnent un nouveau baiser Lamourette.

| 106 A cette proposition chaleureuse de l'illustre et aujourd'hui tout-puissant avocat, les bourgeois, qui se sentent capables de tous les sacrifices, moins celui de leurs sous, ce qu'ils prouvent triomphalement aujourd'hui, puisqu'ils ne veulent pas en donner même pour le salut de la France, — les bourgeois répondent : « Nous ne demandons pas mieux que de nous rassurer et d'adorer votre démocratie, pourvu que vous nous garantissiez qu'elle ne touchera jamais à l'arche sainte de nos institutions économiques et juridiques, qui, vous devez bien le savoir, constituent la base même de notre existence, de notre prospérité et de notre pouvoir. Faites que

les ouvriers, devenus des citoyens et nos frères, continuent de nous obéir; qu'ils se laissent exploiter par nous, comme il convient à des frères cadets, et nous serons républicains de tout cœur et plus que vous-même. Sinon, non. Nous préférons Henry V, les Orléans, et même l'infâme Bonaparte, à votre république qui nous ramènerait le spectre rouge. »

Les ouvriers répondent, d'un autre côté : « Nous ne connaissons pas la haine, mais nous avons l'amour de la justice et de l'égalité. Notre défiance n'est que trop légitime. N'avons-nous pas été les victimes et les dupes éternelles de toutes les ambitions et de toutes les convoitises bourgeoises, qui, après avoir conquis le pouvoir par la puissance de nos bras, ne s'en sont servis que pour nous mieux exploiter. De cette exploitation, nous en avons assez. Nous ne voulons plus être ni victimes, ni dupes. Vous nous demandez de la confiance pour nos *frères aînés*. Fort bien, nous la leur donnerons, mais à deux conditions. D'abord, qu'ils cessent de se poser en aînés, et de nous traiter comme on traite les cadets. Sous le régime de | 107 l'égalité, ces différences sont absurdes. Et ensuite, pour mériter cette confiance, qu'ils cessent de nous dominer et de nous opprimer par leurs capitaux et de nous dérober le produit de notre travail ; qu'ils mettent leur position économique et sociale au niveau de la nôtre, et qu'ils deviennent des travailleurs comme nous-mêmes. Alors nous les embras-

serons comme des frères, et nous crierons avec eux : Vive la République démocratique et sociale ! Sinon, non. Nous ne voulons ni de l'infâme Bonaparte, ni de Henry V, ni des princes d'Orléans, ni d'aucun autre roi, mais nous ne voulons pas non plus de la république bourgeoise, et nous ne déposerons nos armes que lorsque nous aurons conquis pour tous l'égalité et la liberté. »

Entre ces deux négations, l'une aussi énergique que l'autre, que restait-il à faire à l'honorable député de Marseille ? Des phrases, rien que des phrases. L'infortuné ! Il a voulu asseoir sa nouvelle république sur un nouveau baiser Lamourette, plus impossible encore que le premier ! Il a cru qu'il parviendrait à combler par ses paroles éloquentes un abîme ! Il a espéré qu'il lui suffirait de présenter aux deux parties, si profondément séparées par l'opposition absolue de leurs intérêts, son idéal politique, pris en dehors de la réalité vivante de nos jours, pour que, les uns oubliant leur richesse et leur insolence, les autres leur misère et leur esclavage, ils restent confondus dans une étreinte fraternelle, sous la baguette magique du jeune républicain, qui « *commanderait fraternellement* » aux uns et aux autres.

M. Gambetta est pourtant un homme d'esprit. Est-il possible qu'il ait poussé la naïveté | 108 jusqu'à se laisser entraîner par une pareille illusion, par un rêve que de nos jours on pardonnerait à peine à un collégien ?

Comment ne s'est-il pas dit, lui, l'homme sérieux et positif, que les plus belles et les plus grandes idées, que même les idées religieuses, celles qui par leur nature semblent le plus éloignées des préoccupations de ce monde, n'ont été puissantes, dans le passé, qu'autant qu'elles ont représenté de grands intérêts matériels? Toute l'histoire le prouve, et la révolution de 1789 à 1794, cette révolution si grandiosement idéale, n'a-t-elle pas roulé tout entière sur deux intérêts très réels : le premier, celui de l'émancipation de l'industrie et du commerce bourgeois des entraves que leur opposait l'organisation du monde féodal ; et le second, celui de l'appropriation de la terre par les paysans de France?

M. Gambetta s'imagine-t-il qu'il en sera autrement aujourd'hui? Croit-il que sa république puisse s'établir et se maintenir, si elle ne représente aucun intérêt? Je ne pense pas qu'il soit assez innocent pour l'espérer, ni même assez détaché des biens de ce monde pour le désirer. Mais alors quels sont les intérêts qu'il accepte comme base de sa république? Il existe aujourd'hui, je le répète encore, deux catégories, deux mondes d'intérêts absolument opposés : les intérêts bourgeois, qui se fondent essentiellement sur la misère et sur l'esclavage du prolétariat ; et les intérêts du prolétariat, les intérêts matériels de tout le monde, qui exigent, comme première condition, la ruine des intérêts exclusifs de la bourgeoisie, et même l'abolition de cette dernière comme classe économiquement séparée,

l'égalisation de la situation économique de tout le monde.

Il est clair que la conciliation entre ces deux tendances diamétralement opposées est impossible. Il faut donc, sous peine de se condamner à un idéalisme éternellement impuissant, et aussi ridicule qu'impuissant, se décider à prendre l'un de ces deux partis : ou bien embrasser franchement les intérêts de la | 109 bourgeoisie, et alors on devient nécessairement l'ennemi du peuple, ou bien se déclarer pour les intérêts du prolétariat, et devenir par là même un socialiste révolutionnaire. Quel est le parti auquel M. Gambetta a cru devoir se décider ? Ce n'est certainement pas le dernier. Donc c'est le premier. M. Gambetta et tous ses amis, républicains et démocrates comme lui, sont incontestablement les avocats de la bourgeoisie contre le peuple.

En prenant ce parti par tempérament et par goût aussi bien que par une nécessité inhérente à leurs positions personnelles, ont-ils au moins évité la chose que tous les hommes politiques ont si profondément en horreur, et qui, plus que toute autre chose, leur fait honte, l'impuissance ? Pas du tout. Ils se trouvent dans une situation excessivement singulière, et mélancolique aussi. Ils ne peuvent pas s'appuyer sur le peuple, puisqu'ils sont contraires à ses intérêts, et ils le sentent bien. Ils savent que si, profitant d'un concours de circonstances extraordinaires, ils parviennent même quelquefois à entraîner, en les trompant, les sympathies popu-

laires, jamais ils ne pourront les fixer. On peut bien tromper et endormir le peuple, mais pas longtemps; car le peuple est pressé par des besoins trop réels, trop puissants, pour pouvoir se nourrir longtemps d'illusions. Il finit toujours par se réveiller, et ses réveils sont terribles.

Donc ils doivent s'appuyer principalement, et je dirai exclusivement, sur la classe bourgeoise. Mais la bourgeoisie, elle aussi, n'en veut pas. Pourquoi s'appellent-ils des républicains? Elle n'a pas foi dans leur république, et elle n'est point du tout disposée à sacrifier ses intérêts les plus chers, sa bourse, ses écus, à leur idéal politique. Ils ont beau lui promettre la tranquillité et l'ordre public, les « *bonnes affaires* » : elle n'en croit rien. Elle sait que leur action sur le peuple est nulle, elle sait qu'ils n'ont d'autre puissance que celle qu'elle voudra bien leur donner; et elle pense, non sans raison, que Henry V, les Orléans, même l'infâme Bonaparte, même ces maudits Prussiens, les garantiront mieux que ces démocrates ne pourraient le faire contre les révoltes du prolétariat. D'où il résulte que la bourgeoisie n'est | 110 nullement disposée à se laisser entraîner par eux dans de nouvelles expériences politiques, et qu'elle ne veut leur prêter ni sa puissance, ni son appui.

Mais alors sur quoi s'appuient-ils? Sur rien. Ils sont pris entre deux mondes qui se disputent la puissance et la vie. L'un, représentant l'exploitation inique du travail populaire au profit d'une minorité

privilégiée, est puissant par sa richesse, par son instruction supérieure, aussi bien que par l'organisation formidable des Etats qui ne sont constitués que pour le protéger ; mais, vieux, décrépit, profondément corrompu, privé d'âme, il n'existe plus que par cette organisation mécanique de ses ressources matérielles, et par là même est condamné à périr. L'autre, représentant l'émancipation du travail du joug du capital bourgeois, et l'émancipation de l'homme du joug des Etats, est assez faible encore, il est vrai, au point de vue de son organisation, mais puissant par le nombre, plus puissant encore par la justice de sa cause ; véritable représentant de l'humanité, il aspire et parviendra à renverser l'autre, se sentant la mission d'établir sur ses ruines un ordre nouveau, sans autre principe que celui de la liberté la plus absolue, sans autre base que celle de la plus complète égalité. Entre ces deux mondes réels et puissants, dont l'un se prépare, sans doute bien malgré lui, à mourir, dont l'autre s'apprête à tout conquérir, les républicains radicaux de l'école de M. Gambetta, idéalistes et doctrinaires impuissants, enfants abâtardis de la révolution bourgeoise du siècle passé, errent comme des fantômes dépaysés et inquiets, incapables de prendre une « *résolution virile* (*) », et d'embrasser franchement l'un ou l'autre parti, de sorte que la réalité et la vie leur échappent. Jetant au vent leurs

(*) Expression favorite de M. Gambetta. (*Note de Bakounine.*)

paroles éloquentes, mais stériles, ils prêchent dans le désert.

Cependant, grâce à un concours de circonstances très malheureuses pour la France, mais fort heureuses pour eux, ils sont parvenus aujourd'hui à s'emparer du pouvoir. Ils ne le retiendront pas longtemps sans doute; assez longtemps, néanmoins, pour pouvoir faire beaucoup de mal à la France.

Une dictature de fantômes! Dans ce moment terrible, où il faudrait le soulèvement, l'organisation et la concentration de toutes les réalités et de toutes les forces vives de la France pour la sauver, sont-ils au moins unis entre eux? Point du tout. Ils s'efforcent bien de le paraître. Mais entre des orléanistes comme le général Trochu et M. de Kératry, un réactionnaire de Juin comme M. Jules Favre, un élu du peuple comme M. Rochefort, et un républicain « rationnel et positiviste » comme M. Gambetta, l'union est-elle possible? Chacun marchant de concession en concession pour produire cette union, ils s'annulent mutuellement, voilà tout. Leur union, c'est zéro, et, grâce à ce zéro, la réaction bonapartiste, jésuitique, légitimiste et orléaniste relève la tête, et, s'emparant de nouveau du gouvernement de la France, elle ouvre la porte aux Prussiens.

Mais supposons une chose. Supposons que tous ces hommes, de tempéraments et de tendances si

divers, soient réellement unis dans une seule pensée et dans une seule volonté, et que cette pensée et cette volonté aient l'énergie révolutionnaire de la pensée et de la volonté de Danton. Cette dictature révolutionnaire pourrait-elle sauver la France?

A cette question, ainsi posée, je n'hésite pas à répondre que non. Et voici pourquoi.

Pour qu'une dictature, collective ou individuelle, si puissante de volonté qu'elle soit, dans un pays immense comme la France, et devant gouverner et diriger l'action de quarante millions d'habitants, pour que cette dictature puisse exercer son pouvoir, il lui faut tous les instruments et toutes les ressources matérielles qui | 112 constituent la puissance des Etats, il lui faut un bras pour exécuter ses décrets. Mais les ressources organisées de la France sont annulées. Elle n'a ni matériel de guerre, ni budget; et son bras, c'est-à-dire sa force armée et son organisation judiciaire et civile, toute son administration intérieure, sont tellement infectées de bonapartisme, qu'au lieu d'exécuter les décrets d'une dictature qui devrait être révolutionnaire et qui ne l'est pas, elles ne peuvent que continuer à servir Bonaparte, et paralyser les efforts désespérés de la France.

La dictature se donnera-t-elle un bras nouveau? Je l'ai déjà dit : créer une administration nouvelle en peu de temps et dans la situation où se trouve le pays, est chose impossible. Il ne lui resterait donc qu'un seul moyen : ce serait d'envoyer dans les

départements des commissaires extraordinaires, investis de pleins pouvoirs militaires et civils, c'est-à-dire de créer autant de dictateurs ou de proconsuls nouveaux qu'il reste de départements libres de l'occupation prussienne. Tel fut le grand moyen de la Convention nationale. Oui, mais c'est que la Convention nationale était un corps animé d'un esprit réellement révolutionnaire, et qu'elle a trouvé sous sa main une foule d'agents révolutionnaires. Mais le gouvernement actuel, qui n'est pas révolutionnaire lui-même, où prendra-t-il ces agents? Qu'on me permette de répéter ici ce que j'ai dit dans une autre brochure (*) :

« Pour obvier à ce mal (l'absence de toute organisation), le gouvernement de la Défense nationale enverra sans doute dans les départements des proconsuls, des commissaires extraordinaires. Ce sera le comble de la désorganisation.

« En effet, il ne suffit pas d'être muni de pouvoirs extraordinaires, pour prendre des mesures extraordinaires de salut public, pour avoir la puissance de créer des forces nouvelles, pour pouvoir provoquer dans une administration corrompue, et dans des populations | 113 systématiquement déshabituées de toute initiative, un élan, une énergie, une activité salutaires. Pour cela, il faut avoir encore ce que la

(*) *Lettres à un Français sur la crise actuelle.* Septembre 1870. (*Note de Bakounine.*) — Voir tome II, p. 124. En transportant cette citation de la brochure dans ce manuscrit nouveau, Bakounine a fait quelques légers changements à son texte. — J. G.

bourgeoisie de 1792 et 1793 avait à un si haut degré, et ce qui manque absolument à la bourgeoisie actuelle, même aux républicains, — il faut avoir l'intelligence, la volonté, l'audace révolutionnaires. Et comment imaginer que les commissaires du gouvernement de la Défense nationale, les subordonnés de Gambetta et compagnie, possèderont ces qualités, lorsque leurs supérieurs, les membres de ce gouvernement, les coryphées du parti républicain, ne les ont pas trouvées en eux-mêmes ?

« En dehors de ces qualités personnelles qui imprimèrent aux hommes de 1793 un caractère vraiment héroïque, l'envoi des commissaires extraordinaires a si bien réussi à la Convention nationale parce qu'étant révolutionnaire, et s'appuyant elle-même à Paris sur les masses populaires, sur la *vile multitude,* elle avait ordonné à tous ses proconsuls de s'appuyer également, partout et toujours, sur cette même *canaille populaire.* Les commissaires envoyés par Ledru-Rollin en 1848, et ceux que pourra envoyer aujourd'hui Gambetta, ont fait et feront nécessairement un fiasco complet, par la raison inverse, et les seconds plus que les premiers, parce que cette raison inverse agira encore plus puissamment sur eux qu'elle ne l'a fait sur leurs devanciers de 1848. Cette raison, c'est que les uns ont été et que les autres seront, à un degré plus sensible encore, des bourgeois radicaux, délégués du radicalisme bourgeois et, comme tels, ennemis du socialisme et de la révolution franchement populaire.

« Cet antagonisme de la révolution bourgeoise et de la révolution populaire n'existait pas encore, en 1793, ni dans la conscience du peuple, ni même dans celle de la bourgeoisie. On n'avait pas encore démêlé de l'expérience historique cette vérité, que la liberté de toute classe privilégiée, et | 114 par conséquent celle de la bourgeoisie aussi, était fondée essentiellement sur l'esclavage économique du prolétariat. Comme fait et comme conséquence réelle, cette vérité a toujours existé ; mais elle avait été tellement embrouillée avec d'autres faits et masquée par tant d'intérêts et de tendances historiques différentes, surtout religieuses et nationales, qu'elle ne s'était point encore dégagée dans sa grande simplicité actuelle, ni pour la bourgeoisie, commanditaire du travail, ni pour le prolétariat, salarié, c'est-à-dire exploité par elle. La bourgeoisie et le prolétariat étaient bien, même avant la révolution de 1789, des ennemis naturels, mais sans le savoir. Par suite de cette ignorance, ils attribuaient, l'une ses craintes, l'autre ses maux, à des raisons fictives, non à leur antagonisme réel, et, se croyant unis d'intérêts, ils marchèrent ensemble contre la monarchie, la noblesse et les prêtres.

« Voilà ce qui fit la grande force des bourgeois révolutionnaires de 1792 et 1793. Non seulement ils ne craignaient pas le déchaînement des passions populaires, mais ils le provoquèrent de toutes leurs forces, comme l'unique moyen de salut pour la patrie et pour eux-mêmes contre la réaction inté-

rieure et extérieure. Lorsqu'un commissaire extraordinaire, délégué par la Convention, arrivait dans une province... »

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

LE RÉVEIL DES PEUPLES

(*Fragment.*)

Les Allemands viennent de rendre un immense service au peuple français. Ils ont détruit son armée.

L'armée française! cet instrument si terrible du despotisme impérial, cette unique raison d'être des Napoléons! Tant qu'elle existait, hérissée de baïonnettes fratricides, il n'y avait point de salut pour le peuple français. Il pouvait y avoir en France des pronunciamientos comme en Espagne, des révolutions militaires, mais la liberté — jamais! Paris, Lyon, et tant d'autres cités ouvrières de la France, le savent bien.

Aujourd'hui cette immense armée, avec son organisation formidable, n'existe plus. La France peut être libre. Elle le sera grâce à ses frères allemands.

Mais bienfait pour bienfait. C'est maintenant le tour du peuple français de rendre le même service au peuple allemand. Malheur aux Allemands si

leurs armées retournaient triomphantes en Allemagne! c'en serait fait de toutes leurs espérances d'avenir et de leur liberté, pour au moins cinquante ans. Qu'on s'imagine ces hordes d'esclaves, disciplinés et conduits par des barons poméraniens, et rendus...

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

LETTRE A ESQUIROS

AVANT-PROPOS

Alphonse Esquiros, l'auteur de l'*Histoire des Montagnards* (1844), — qui, élu député au Corps législatif, le 7 juin 1869, par la quatrième circonscription du département des Bouches-du-Rhône, siégea dans cette assemblée sur les bancs de l'extrême gauche, — avait été nommé, par le gouvernement de la Défense Nationale, administrateur supérieur des Bouches du-Rhône. C'était un honnête homme, un socialiste, qui avait accepté d'aller à Marseille avec l'espoir d'y faire du bien.

Les circonstances dans lesquelles Bakounine conçut la pensée de lui écrire ont été racontées dans une lettre que m'écrivit, en 1876, Charles Alerini (1), qui s'était trouvé à Marseille en octobre 1870 en même temps que le révolutionnaire russe, dont il était l'ami dévoué. J'en reproduis ici le passage essentiel :

(1) Sur Alerini et sur cette lettre, voir t. II, p. 275.

« A la suite des malheureux événements de Lyon (septembre 1870), Michel Bakounine dut abandonner cette ville, et, pensant qu'il pouvait encore servir utilement la cause de la Révolution en prolongeant son séjour en France, il vint à Marseille, où il demeura durant quelque temps caché dans une modeste habitation du quartier du Pharo. Mais la classe ouvrière se trouvait alors complètement désorganisée dans la capitale du Midi, et l'agitation politique dominait en ce moment la question sociale... La présence de notre ami en face d'une semblable situation était donc peu nécessaire à Marseille, tandis que d'autre part elle pouvait avoir pour lui les plus fâcheuses conséquences.

« En effet, le célèbre républicain socialiste et athée Andrieux, chef alors du parquet de Lyon, qui s'acharnait à la poursuite des vrais révolutionnaires avec la rage d'un traître démasqué, envoya de tous côtés l'ordre de le rechercher activement. A Marseille, cet ordre fut transmis à M. Guibert, ancien conseiller municipal de l'opposition républicaine de cette ville, qui s'empressa de lancer contre Bakounine un mandat d'amener, et chargea du soin de l'arrêter le citoyen Paul Gavard, commandant de la garde républicaine. Informés de ces dispositions, nous fûmes avec quelques amis trouver Gavard, — qui plus tard devait être aussi condamné, au nom du gouvernement républicain, à la déportation perpétuelle pour le soulèvement du 25 mars 1871 à Marseille, — et il nous donna sa parole d'honneur de ne rechercher notre ami que là où il serait sûr de ne pas le trouver, et de ne point le voir s'il venait à le rencontrer.

« Rassurés de ce côté, et décidés du reste à empêcher l'arrestation de Bakounine par la force si besoin était,

nous fîmes une démarche auprès du citoyen Esquiros, administrateur supérieur des Bouches-du-Rhône, pour connaître ses dispositions par rapport à lui. Esquiros nous reçut bien, nous manifesta ses sympathies et son estime pour Bakounine, et nous déclara que, quoi qu'il lui eût été signalé comme agent prussien par le gouvernement de Tours, il n'ajoutait aucune foi à cette dénonciation.

« De mon côté, — ajouta-t-il, — il peut être par-
« faitement tranquille, il ne sera pas inquiété, et je ne me
« prêterai à aucune mesure commandée contre lui par
« le gouvernement. Cependant des agents spéciaux
« peuvent avoir été envoyés directement de Tours ou
« de Lyon pour l'arrêter, et, dans ce cas, il me sera im-
« possible, s'ils agissent sans m'en faire part, de les en
« empêcher. »

« A Tours comme à Lyon, les républicains bourgeois, les Gambetta, les Challemel-Lacour, professaient une haine profonde contre les socialistes, et avaient un intérêt direct à s'emparer de notre ami. Dans l'entourage de Gambetta se trouvait d'autre part le général polonais Mieroslawski, ennemi personnel de Bakounine, qui usait en attendant, contre lui, de l'arme peu noble de la calomnie. Le danger n'était donc pas absolument écarté, et nous pressâmes de nouveau Bakounine de chercher un asile plus sûr.

« Il se rendit à nos sollicitations, et décida de retourner en Suisse en passant par Gênes. »

L'intérêt principal de la lettre écrite — et non envoyée — à Esquiros par Bakounine, c'est le rapprochement qu'y fait celui-ci entre le programme du mouvement révolutionnaire du 28 septembre et la proposition

faite par Esquiros au Corps législatif le 25 août 1870, d'inviter les municipalités à se constituer en centres d'action et de défense en dehors de toute tutelle administrative.

J. G.

LETTRE

A

ESQUIROS

ENVIRONS DE MARSEILLE
20 Octobre 1870

Inédit.

LETTRE A ESQUIROS

Ce 20 octobre 1870.
Environs de Marseille.

Citoyen et Monsieur,

J'ai eu l'honneur de vous adresser, par un de mes amis de Marseille, une brochure que j'ai publiée sous ce titre : *Lettres à un Français sur la crise actuelle.*

Elle contient des lettres écrites au mois d'août, bien avant la capitulation de Sedan (1). Mais l'éditeur, mon ami, qui les a singulièrement raccourcies, pour ne point dire châtrées (2), croyant sans doute que le moment n'était pas encore venu de dire toute la vérité, a trouvé bon aussi de les dater de septembre.

Ces lettres — adressées à un ami, au citoyen Gaspard Blanc de Lyon, un des jeunes gens les plus dévoués au salut de la France que j'aie rencontrés, et que M. Challemel-Lacour, commissaire extraor-

(1) Ceci n'est pas tout à fait exact. La partie du manuscrit de Bakounine d'où a été extraite la brochure a été rédigée du 27 août au 2 ou 3 septembre. — J. G.

(2) C'est cette phrase de Bakounine qui m'a surtout décidé à faire suivre, au tome II des *Œuvres*, la réimpression de la brochure *Lettres à un Français* de la publication intégrale du manuscrit de l'auteur. — J. G.

dinaire, détient maintenant en prison sous la prévention ridicule et odieuse d'être un agent des Prussiens — | 2 vous prouveront, j'espère, citoyen Esquiros, que moi aussi je ne suis ni l'ami, ni le partisan du roi de Prusse ni d'aucun despote du monde.

M. Challemel-Lacour et M. Andrieux, procureur de la République à Lyon, ont osé soulever contre moi cette calomnie infâme. Certes ce n'est pas moi qui me plaindrai jamais de la vivacité de la polémique entre des partis qui se combattent. Je n'en aurais d'ailleurs pas le droit ; car moi aussi, quand et autant que j'ai pu, je me suis montré impitoyable pour les intérêts, pour les hommes et pour l'organisation politique et sociale dont ces Messieurs apparaissent aujourd'hui comme les défenseurs naturels, au détriment du salut de la France, et qui dans leur ensemble constituent la néfaste toute-puissance actuelle de la bourgeoisie. J'ai attaqué durement et les principes et les soi-disant droits de mes adversaires en politique et en socialisme. Mais je n'ai jamais touché aux personnes, et j'ai eu toujours la calomnie en horreur.

| 3 C'est un moyen si commode, n'est-ce pas, que de jeter aujourd'hui cette épithète de Prussiens à tous les hommes qui ont le malheur de ne point partager un enthousiasme de commande pour ces soi-disant sauveurs de la France, dont l'inertie, l'incapacité et l'impuissance infatuée d'elle-même perdent la France.

Un autre que vous, citoyen Esquiros, aurait pu

me demander : « Qu'est-ce que tout cela vous fait, à vous qui êtes étranger ? » Ah, monsieur, ai-je besoin de vous prouver, à vous, que la cause de la France est redevenue celle du monde ; que la défaite et la déchéance de la France seront la défaite et la déchéance de la liberté, de tout ce qui est humain dans le monde. Que le triomphe définitif de l'idée et de la puissance de la Prusse, militaires et bureaucratiques, nobiliaires et jésuitiquement protestantes, sera le plus immense malheur qui puisse frapper toute l'Europe. Si la Prusse l'emporte, c'en sera fait de l'humanité européenne au moins pour cinquante ans ; pour nous autres vieux, il ne nous restera plus qu'à mourir. Hélas ! je devrai reconnaître que feu mon ami Alexandre Herzen [4] avait eu raison, après les néfastes journées de juin 1848, — journées pendant lesquelles la bourgeoisie de Paris et de France avait élevé le trône de Louis Bonaparte sur les ruines des espérances et de toutes les aspirations légitimes du prolétariat, — lorsqu'il proclamait que l'Europe occidentale désormais était morte, et que pour le renouvellement, pour la continuation de l'histoire, il ne restait plus que deux sources : l'Amérique, d'un côté, et, de l'autre, la barbarie orientale.

Avocat, non de votre monde bourgeois officiel, monde que je déteste et que je méprise du plein de mon cœur, mais de la révolution occidentale, j'avais toujours défendu cette révolution contre lui. Après en avoir été un des ardents adeptes, il n'y croyait

plus du tout. Moi je continuai d'y croire, malgré la catastrophe, malgré le crime commis par la bourgeoisie en Juin. Il disait que l'Europe occidentale était désormais pourrie, qu'elle était devenue raisonneuse et lâche, sans foi, sans passion, sans énergie créatrice, comme autrefois le Bas-Empire. Je lui accordais | 5 tout cela par rapport à votre civilisation bourgeoise, mais je lui objectais que dans l'Europe occidentale, au-dessous de la bourgeoisie, il y avait un monde barbare *sui generis* : le prolétariat des villes et les paysans, qui, n'ayant pas abusé ni même usé de la vie, n'ayant pas été dépravés ni sophistiqués par cette civilisation caduque, mais, au contraire, continuant d'être moralisés toujours par un travail qui, tout opprimé et tout esclave qu'il soit, n'en est pas moins une source vivante d'intelligence et de force, sont encore pleins d'avenir; et que par conséquent il n'y avait pas besoin d'une invasion de la barbarie orientale pour renouveler l'Occident de l'Europe, l'Occident ayant dans ses régions souterraines une barbarie à lui qui le renouvellerait à son heure.

Herzen n'en croyait rien, et il a été tué par son scepticisme beaucoup plus que par sa maladie. Moi, au contraire, j'étais plein de foi ; j'ai été socialiste-révolutionnaire non seulement en théorie, mais en pratique ; c'est-à-dire que j'ai eu foi dans la réalisation de la théorie socialiste, et c'est à cause de cela même que je lui ai survécu. J'ai été et je suis socialiste, non seulement parce que le socialisme c'est la

liberté *réelle*, c'est l'égalité *réelle* et c'est la fraternité *réelle*, et c'est la justice humaine et universelle, — mais encore par une considération de physiologie sociale.

Je suis socialiste, parce que je suis arrivé à cette conviction que toutes les classes qui ont constitué jusqu'ici, pour ainsi dire, les grands personnages agissants et vivants de la tragédie historique, sont mortes. La noblesse est morte ; la bourgeoisie est morte et pourrie. Elle ne le prouve que trop bien à cette heure. Que reste-t-il ? Les paysans et le prolétariat des villes. Seuls ils peuvent sauver l'Europe du militarisme et du bureaucratisme prussiens, ces deux alliés et cousins du knout de mon cher empereur de toutes les Russies.

Eh bien ! ce que je vois aujourd'hui en France me plonge dans un état proche du désespoir. Je commence à craindre avec Herzen que les paysans et le prolétariat, en France, en Europe, ne soient morts aussi. Et | 6 alors ? alors la France est perdue, l'Europe est perdue.

Mais non ! Pendant ma courte présence à Lyon et dans les environs de Marseille, j'ai vu, j'ai senti que le peuple n'était point mort. Il a tous les grands instincts et toutes les puissantes énergies d'un grand peuple. Ce qui lui manque, c'est l'organisation et la juste direction ; non cette direction et cette organisation qui lui tombent d'en haut, de par l'autorité de l'Etat, et apostillées, soit par Sa Majesté impériale Napoléon III, soit par Sa Majesté républi-

caine le seigneur Gambetta ; mais cette organisation et cette direction qui se forment d'en bas et qui sont l'expression même de la vie et de l'action populaires.

Il est évident, citoyen Esquiros, que pour vous adresser une lettre pareille, il faut que j'aie grande foi en vous. Et savez-vous pourquoi j'ai cette foi? Je n'ai jamais eu l'honneur de vous rencontrer. Mais j'ai lu vos écrits et je connais votre vie. Je sais que vous n'avez jamais craint d'être un révolutionnaire conséquent, que vous ne vous êtes jamais démenti, et que jamais vous n'avez sacrifié la cause du peuple à des considérations de classe, de parti, ou à des vanités personnelles. Enfin, Monsieur, vous avez été le seul, dans ce malheureux Corps législatif, après les désastres qui ont détruit les armées françaises, et, permettez-moi de vous le dire, au milieu de la lâcheté et de la stupidité manifestées par tous vos collègues de la gauche, — les mêmes qui forment aujourd'hui le gouvernement de la Défense nationale, — le seul qui ayez proposé l'unique moyen qui restait pour sauver la France : à savoir celui de provoquer, par une proclamation faite au nom du Corps législatif, l'organisation spontanée de toutes les communes de France, *en dehors de toute tutelle administrative et gouvernementale de l'Etat* [1]. Vous vouliez proclamer, en un

[1] C'est dans la séance du 25 août 1870 qu'Esquiros avait proposé « que le Corps législatif invitât les municipalités à se constituer en centres d'action et de défense, *en dehors de toute tutelle administrative*, et à prendre, au nom de la France violée, toutes les mesures qu'elles croiront nécessaires ». Ba-

mot, la liquidation, | 7 ou plutôt même la simple constatation de la ruine totale et de la non-existence de l'Etat. Vous auriez mis la France, par là même, en état de révolution.

J'ai toujours compris, et à cette heure il doit être devenu évident pour tout le monde, qu'en dehors de ce remède héroïque il ne peut y avoir de salut pour la France. Les avocats qui composent votre gouvernement actuel ont pensé autrement. Privés de tous les moyens qui constituent la puissance d'un Etat, ils ont voulu — les innocents ! — jouer au gouvernement de l'Etat. Par ce jeu, ils ont paralysé toute la France. Ils lui ont interdit le mouvement et l'action spontanée, sous ce prétexte ridicule, et, vu les circonstances présentes, criminel, que seuls les représentants de l'Etat doivent avoir le monopole de la pensée, du mouvement, de l'action. Obsédés par la crainte de voir l'Etat crouler et se fondre dans leurs mains, pour le conserver ils ont gardé toute l'ancienne administration bonapartiste, militaire, judiciaire, communale et civile ; et ils ont poussé leur sotte confiance en eux-mêmes, leur criminelle infatuation personnelle, à ce point d'avoir espéré que, du moment qu'ils étaient, eux, au pouvoir, les bonapartistes eux-mêmes, ces gens liés irrévocablement au passé par la solidarité du crime, se transformeraient en patriotes et en répu-

kounine a mentionné cette proposition à la page 23 du manuscrit *Continuation*, III, d'où a été extraite la brochure *Lettres à un Français* : voir tome II, p. 199. — J. G.

blicains. Pour pallier cette faute et pour en corriger les conséquences funestes, ils ont envoyé partout des commissaires extraordinaires, des préfets, sous-préfets, avocats généraux et procureurs de la République, pâles républicains, bâtards de Danton, comme eux ; et tous ces petits avocats, tous ces fats en gants jaunes du républicanisme bourgeois, qu'ont-ils fait ? Ils ont fait la seule chose qu'ils pussent faire : ils se sont alliés partout à la réaction bourgeoise contre le peuple ; et en tuant le mouvement et l'action | 8 spontanée du peuple, ils ont tué la France partout. Maintenant l'illusion n'est plus possible. Voici quarante-six jours que la République existe : qu'a-t-on fait pour sauver la France ? Rien — et le Prussien avance toujours.

Telle fut la pensée, citoyen, et tels furent les sentiments qui ont présidé à la formation du Comité du salut de la France à Lyon, qui dictèrent sa proclamation, qui poussèrent mes amis à faire cette tentative du 28 septembre, qui a échoué, je ne crains pas de le dire, pour le malheur de la France.

Plusieurs de mes amis, dans des lettres qu'ils ont adressées au *Progrès* de Lyon, ont eu la faiblesse de nier le but réel de cette manifestation manquée (1). Ils ont eu tort. Dans les temps comme

(1) De ces lettres, je n'en connais qu'une, celle écrite par Albert Richard le 1er octobre, de la retraite où il s'était mis à l'abri (elle a été reproduite par Oscar Testut dans *L'Internationale et le Jacobinisme au ban de l'Europe*, Paris, 1872, tome II, p. 277). Richard y dit : « Le but de la manifestation du 28 septembre n'était pas de faire appliquer le programme

celui au milieu duquel nous vivons, on doit avoir, plus qu'à toute autre époque, le courage de la vérité.

de l'affiche; il était simplement de réclamer les mesures suivantes :

« 1° Destitution des autorités militaires ;

« 2° Election des officiers par les soldats;

« 3° Réquisitions selon les besoins de la situation;

« 4° Mise en liberté des militaires emprisonnés pour causes politiques ou d'indiscipline;

« 5° Occupation des forts par la garde nationale;

« 6° Non-réduction du salaire accordé aux travailleurs des chantiers;

« 7° Formation et réunion à Lyon d'une Convention populaire du salut de la France

« Si les conseillers municipaux se déclaraient impuissants à faire exécuter ces mesures, les délégués de la manifestation devaient les inviter à donner leur démission.

« *Il n'y avait pas d'autre plan :* et la preuve, c'est que notre imposante manifestation a eu lieu *sans armes*. Si l'on a envahi l'hôtel de ville, si des gardes nationaux bourgeois ont été désarmés, si M. Hénon n'a pas été écouté, si M. Challemel-Lacour a été arrêté, c'est que l'absence des conseillers municipaux du lieu des séances et le manque de réponse ont impatienté le peuple ; vous lui accorderez bien que dans un pareil moment il a le droit de s'impatienter. »

Bakounine avait jugé et qualifié sévèrement, à l'instant même, la conduite de ceux des membres du Comité révolutionnaire qui voulaient capituler pour éviter une collision qu'ils redoutaient, et il leur avait dit, pendant qu'ils délibéraient encore à l'hôtel de ville, ce qu'il pensait d'eux. Seize mois plus tard, dans une lettre adressée à la *Tagwacht,* de Zürich, le 14 février 1872, il résuma son appréciation dans les termes suivants : « La couardise de l'attitude de Richard a été une des causes principales de l'échec du mouvement lyonnais du 28 septembre. Je regarde comme un honneur pour moi d'avoir pris part à ce mouvement, avec le digne citoyens Palix, qui est mort l'hiver dernier à la suite des souffrances qu'il a eu à endurer; avec le brave citoyen Charvet, qui a été, depuis, assassiné lâchement par un officier; avec les citoyens Parraton et Schettel, qui languissent encore à cette heure dans les prisons de M. Thiers. Depuis lors j'ai regardé Richard comme un lâche et un traître. »

Le but était celui-ci : Nous avions voulu renverser la municipalité de Lyon : municipalité évidemment réactionnaire, mais encore plus incapable et stupide que réactionnaire, et qui paralysait et continue de paralyser toute organisation réelle de la défense nationale à Lyon ; renverser en même temps tous les pouvoirs officiels, détruire tous les restes de cette administration impériale qui continue de peser sur le peuple en tirant le chapeau à Leurs Majestés les rois d'Yvetot qui s'imaginent régner et faire quelque chose de bon à Tours ; et convoquer la Convention nationale du salut de la France. En un mot, nous voulions réaliser à Lyon ce que vous-même, citoyen Esquiros, vous avez essayé de faire par votre Ligue du Midi, Ligue qui eût certainement soulevé le Midi et organisé sa défense, si elle n'eût point été paralysée par ces rois d'Yvetot.

Ah, Monsieur, les avocats du gouvernement de la Défense nationale sont bien criminels ! Ils tuent la France. Et, si on les laisse faire, ils la livreront définitivement aux Prussiens !

| 9 Il est temps que je finisse cette lettre déjà trop longue...

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

PRÉAMBULE

POUR LA SECONDE LIVRAISON

AVANT-PROPOS

C'est le 5 juin 1871 que Bakounine, de retour à Locarno depuis le 1er du mois, commença la rédaction de cet écrit. Il revenait du Jura bernois et neuchâtelois, rapportant la fin du manuscrit de *L'Empire knouto-germanique*, dont la deuxième livraison, croyait-il, devait paraître incessamment (« Le manuscrit de cette livraison ne tardera pas à t'arriver tout complet », m'écrivit-il le 10 juin). Il note le 5 juin dans son journal : « Préambule pour 2de livraison ». Il mentionne de nouveau le Préambule le 9 (« Ecrit Préambule »), le 10, le 11, le 12 ; il s'interrompt le 13, puis recommence le 14 et continue jusqu'au 17 ; nouvelle interruption le 18 et le 19 ; le 20, il note : « Préambule, peu » ; même note le 21 ; le 22, il travaille au Préambule le matin et le soir ; le 23, enfin, on trouve pour la dernière fois dans le journal la mention : « Préambule ». L'écrit qui devait servir de préface à la deuxième livraison de *L'Empire knouto-germanique* reste inachevé ; et le surlendemain, 25, Bakou-

nine commence une autre introduction, qu'il intitule cette fois : « Avertissement ».

J'ai dit, dans la préface du présent volume, comment le manuscrit de ce Préambule, confié à Bernard Lazare, a été perdu. Une note de Bernard Lazare dans les *Entretiens politiques et littéraires* (1892) nous apprend que ce manuscrit se composait de 14 feuillets de papier bleuté, de 31 lignes à la page. Comme je l'ai déjà indiqué, c'est le texte imprimé par Bernard Lazare en 1892 que je reproduis ; mais je soupçonne qu'il contient quelques erreurs de lecture, surtout dans la seconde partie (à partir de la page 265).

J. G.

PRÉAMBULE

POUR

LA SECONDE LIVRAISON

DE

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

LOCARNO, du 5 au 23 Juin 1871

PRÉAMBULE

POUR LA SECONDE LIVRAISON

Cet ouvrage, comme tous les écrits, d'ailleurs peu nombreux, que j'ai publiés jusqu'ici, est né des événements. Il est la continuation naturelle de mes *Lettres à un Français* (septembre 1870), dans lesquelles j'ai eu le facile et triste honneur de prévoir et de prédire les horribles malheurs qui frappent aujourd'hui la France, et, avec elle, tout le monde civilisé; malheurs contre lesquels il n'y avait et il ne reste encore maintenant qu'un seul remède : La Révolution Sociale.

Prouver cette vérité, désormais incontestable, par le développement historique de la société et par les faits mêmes qui se passent sous nos yeux en Europe, de manière à la faire accepter par tous les hommes de bonne foi, par tous les chercheurs sincères de la vérité, et ensuite exposer franchement, sans réticences, sans équivoques, les principes philosophiques aussi bien que les fins pratiques qui constituent pour ainsi dire l'âme agissante, la base et le

but de ce que nous appelons la Révolution sociale, tel est l'objet du présent travail.

La tâche que je me suis imposée n'est pas facile, je le sais, et on pourrait m'accuser de présomption, si j'apportais dans ce travail la moindre prétention personnelle. Mais il n'en est rien, je puis en assurer le lecteur. Je ne suis ni un savant, ni un philosophe, ni même un écrivain de métier. J'ai écrit très peu dans ma vie et je ne l'ai jamais fait, pour ainsi dire, qu'à mon corps défendant, et seulement lorsqu'une conviction passionnée me forçait à vaincre ma répugnance instinctive contre toute exhibition de mon propre moi en public.

Qui suis-je donc, et qu'est-ce qui me pousse maintenant à publier ce travail? Je suis un chercheur passionné de la *vérité* et un ennemi non moins acharné des fictions malfaisantes dont le *parti de l'ordre*, ce représentant officiel, privilégié et intéressé de toutes les turpitudes religieuses, métaphysiques, politiques, juridiques, économiques et sociales, présentes et passées, prétend se servir encore aujourd'hui pour abêtir et asservir le monde.. Je suis un amant fanatique de la *liberté*, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes; non de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée et réglementée par l'Etat, mensonge éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns fondé sur l'esclavage de tout le monde;

non de cette liberté individualiste, égoïste, mesquine et fictive, prônée par l'école de J.-J. Rousseau, ainsi que par toutes les autres écoles du libéralisme bourgeois, et qui considère le soi-disant droit de tout le monde, représenté par l'Etat, comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun ; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature ; de sorte qu'à proprement parler il n'y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; elles nous sont immanentes, inhérentes, constituent la base même de tout notre être, tant matériel qu'intellectuel et moral ; au lieu donc de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

J'entends cette liberté de chacun qui, loin de s'arrêter comme devant une borne devant la liberté d'autrui, y trouve au contraire sa confirmation et son extension à l'infini ; la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous, la liberté par la solidarité, la liberté dans l'égalité ; la liberté triomphante de la force brutale et du principe d'autorité qui ne fut

jamais que l'expression idéale de cette force; la liberté qui, après avoir renversé toutes les idoles célestes et terrestres, fondera et organisera un monde nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les Eglises et de tous les Etats.

Je suis un partisan convaincu de l'*égalité économique et sociale*, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

C'est là le point qui divise principalement les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même; l'un et l'autre partis veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous, et sur l'appropriation collective des instruments de travail.

Seulement les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, à l'aide du radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoques, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique mais sociale, et, par conséquent, antipolitique des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, y compris tous les hommes de bonne volonté des classes supérieures qui, rompant avec tout leur passé, voudraient franchement s'adjoindre à eux et accepter intégralement leur programme.

De là, deux méthodes différentes. Les communistes croient devoir organiser les forces ouvrières pour s'emparer de la puissance politique des Etats. Les socialistes révolutionnaires s'organisent en vue de la destruction, ou, si l'on veut un mot plus poli, en vue de la liquidation des Etats. Les communistes sont les partisans du principe et de la pratique de l'autorité, les socialistes révolutionnaires n'ont de confiance que dans la liberté. Les uns et les autres également partisans de la science qui doit tuer la superstition et remplacer la foi, les premiers voudraient l'imposer ; les autres s'efforceront de la propager, afin que les groupes humains, convaincus, s'organisent et se fédèrent spontanément, libre-

ment, de bas en haut, par leur mouvement propre et conformément à leurs réels intérêts, mais jamais d'après un plan tracé d'avance et imposé *aux masses ignorantes* par quelques intelligences supérieures.

Les socialistes révolutionnaires pensent qu'il y a beaucoup plus de raison pratique et d'esprit dans les aspirations instinctives et dans les besoins réels des masses populaires que dans l'intelligence profonde de tous ces docteurs et tuteurs de l'humanité qui, à tant de tentatives manquées pour la rendre heureuse, prétendent encore ajouter leurs efforts. Les socialistes révolutionnaires pensent, au contraire, que l'humanité s'est laissé assez longtemps, trop longtemps, gouverner, et que la source de ses malheurs ne réside pas dans telle ou telle forme de gouvernement, mais dans le principe et dans le fait même du gouvernement quel qu'il soit.

C'est enfin la contradiction, devenue déjà historique, qui existe entre le communisme scientifiquement développé par l'école allemande et accepté en partie par les socialistes américains et anglais, d'un côté, et le proudhonisme largement développé et poussé jusqu'à ses dernières conséquences, de l'autre, accepté par le prolétariat des pays latins (*).

Le socialisme révolutionnaire vient de tenter une première manifestation éclatante et pratique dans la *Commune de Paris*.

(*) Il est également accepté et il le sera toujours davantage par l'instinct essentiellement anti-politique des peuples slaves. (*Note de Bakounine.*)

Je suis un partisan de la Commune de Paris qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée, de l'Etat.

C'est un fait historique immense que cette négation de l'Etat se soit manifestée précisément en France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique, et que ce soit précisément Paris, la tête et le créateur historique de cette grande civilisation française, qui en ait pris l'initiative. Paris se découronnant et proclamant avec enthousiasme sa propre déchéance pour donner la liberté et la vie à la France, à l'Europe, au monde entier; Paris affirmant de nouveau sa puissance historique d'initiative en montrant à tous les peuples esclaves (et quelles sont les masses populaires qui ne soient point esclaves ?) l'unique voie d'émancipation et de salut ; Paris portant un coup mortel aux traditions politiques du radicalisme bourgeois et donnant une base réelle au socialisme révolutionnaire ! Paris méritant à nouveau les malédictions de toute la gent réactionnaire de la France et de l'Europe ! Paris s'ensevelissant dans ses ruines pour donner un solennel démenti à la réaction triomphante ; sauvant par son désastre l'honneur et l'avenir de la France, et prouvant à l'humanité consolée que si la vie, l'intelligence, la puissance morale se

sont retirées des classes supérieures, elles se sont conservées énergiques et pleines d'avenir dans le prolétariat ! Paris inaugurant l'ère nouvelle, celle de l'émancipation définitive et complète des masses populaires et de leur solidarité désormais toute réelle, à travers et malgré les frontières des États ; Paris tuant le patriotisme et fondant sur ses ruines la religion de l'humanité ; Paris se proclamant humanitaire et athée, et remplaçant les fictions divines par les grandes réalités de la vie sociale et la foi dans la science ; les mensonges et les iniquités de la morale religieuse, politique et juridique par les principes de la liberté, de la justice, de l'égalité et de la fraternité, ces fondements éternels de toute morale humaine ! Paris héroïque, rationnel et croyant, confirmant sa foi énergique dans les destinées de l'humanité pàr sa chute glorieuse, par sa mort, et la léguant beaucoup plus énergique et vivante aux générations à venir ! Paris noyé dans le sang de ses enfants les plus généreux, — c'est l'humanité crucifiée par la réaction internationale et coalisée de l'Europe, sous l'inspiration immédiate de toutes les églises chrétiennes et du grand prêtre de l'iniquité, le Pape ; mais la prochaine révolution internationale et solidaire des peuples sera la résurrection de Paris.

Tel est le vrai sens, et telles sont les conséquences bienfaisantes et immenses des deux mois d'existence et de la chute à jamais mémorable de la Commune de Paris.

La Commune de Paris a duré trop peu de temps, et elle a été trop empêchée dans son développement intérieur par la lutte mortelle qu'elle a dû soutenir contre la réaction de Versailles, pour qu'elle ait pu, je ne dis pas même appliquer, mais élaborer théoriquement son programme socialiste. D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, la majorité des membres de la Commune n'étaient pas proprement socialistes, et, s'ils se sont montrés tels, c'est qu'ils ont été invinciblement entraînés par la force irrésistible des choses, par la nature de leur milieu, par les nécessités de leur position, et non par leur conviction intime. Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin, ne formaient dans la Commune qu'une très infime minorité; ils n'étaient tout au plus que quatorze ou quinze membres. Le reste était composé de Jacobins. Mais entendons-nous, il y a Jacobins et Jacobins. Il y a les Jacobins avocats et doctrinaires, comme M. Gambetta, dont le républicanisme *positiviste* (*), présomptueux, despotique et formaliste, ayant répudié l'antique foi révolutionnaire et n'ayant conservé du jacobinisme que le culte de l'unité et de l'autorité, a livré la France populaire aux Prussiens, et plus tard à la réaction indigène; et il y a les Jacobins franchement révolutionnaires, les héros, les derniers représentants sincères de la foi démocratique

(*) Voir sa lettre à Littré dans le *Progrès* de Lyon. (*Note de Bakounine.*)

de 1793, capables de sacrifier et leur unité et leur autorité bien-aimées aux nécessités de la Révolution, plutôt que de ployer leur conscience devant l'insolence de la réaction. Ces Jacobins magnanimes, à la tête desquels se place naturellement Delescluze, une grande âme et un grand caractère, veulent le triomphe de la Révolution avant tout; et comme il n'y a point de révolution sans masses populaires, et comme ces masses ont éminemment aujourd'hui l'instinct socialiste et ne peuvent plus faire d'autre révolution qu'une révolution économique et sociale, les Jacobins de bonne foi, se laissant entraîner toujours davantage par la logique du mouvement révolutionnaire, finiront par devenir des socialistes malgré eux.

Telle fut précisément la situation des Jacobins qui firent partie de la Commune de Paris. Delescluze et bien d'autres avec lui signèrent des programmes et des proclamations dont l'esprit général et les promesses étaient positivement socialistes. Mais comme, malgré toute leur bonne foi et toute leur bonne volonté, ils n'étaient que des socialistes bien plus extérieurement entraînés qu'intérieurement convaincus, comme ils n'avaient pas eu le temps, ni même la capacité, de vaincre et de supprimer en eux-mêmes une masse de préjugés bourgeois qui étaient en contradiction avec leur socialisme récent, on comprend que, paralysés par cette lutte intérieure, ils ne purent jamais sortir des généralités, ni prendre une de ces mesures décisives qui

eussent rompu à jamais leur solidarité et tous leurs rapports avec le monde bourgeois.

Ce fut un grand malheur pour la Commune et pour eux ; ils en furent paralysés et ils paralysèrent la Commune ; mais on ne peut pas le leur reprocher comme une faute. Les hommes ne se transforment pas d'un jour à l'autre, et ne changent ni de nature ni d'habitudes à volonté. Ils ont prouvé leur sincérité en se faisant tuer pour la Commune. Qui osera leur en demander davantage ?

Ils sont d'autant plus excusables que le peuple de Paris lui-même, sous l'influence duquel ils ont pensé et agi, était socialiste beaucoup plus d'instinct que d'idée ou de conviction réfléchie. Toutes ses aspirations sont au plus haut degré et exclusivement socialistes; mais ses idées ou plutôt ses représentations traditionnelles sont encore loin d'être arrivées à cette hauteur. Il y a encore beaucoup de préjugés jacobins, beaucoup d'imaginations dictatoriales et gouvernementales, dans le prolétariat des grandes villes de France et même dans celui de Paris. Le culte de l'autorité, produit fatal de l'éducation religieuse, cette source historique de tous les malheurs, de toutes les dépravations et de toutes les servitudes populaires, n'a pas été encore complètement déraciné de son sein. C'est tellement vrai que même les enfants les plus intelligents du peuple, les socialistes les plus convaincus, ne sont pas encore parvenus à s'en délivrer d'une manière complète. Fouillez dans leur conscience et vous y

retrouverez le Jacobin, le gouvernementaliste, refoulé dans quelque coin bien obscur et devenu très modeste, il est vrai, mais non entièrement mort.

D'ailleurs, la situation du petit nombre des socialistes convaincus qui ont fait partie de la Commune était excessivement difficile. Ne se sentant pas suffisamment soutenus par la grande masse de la population parisienne, l'organisation de l'Association Internationale, très imparfaite elle-même d'ailleurs, n'embrassant à peine que quelques milliers d'individus, ils ont dû soutenir une lutte journalière contre la majorité jacobine. Et au milieu de quelles circonstances encore ! Il leur a fallu donner du travail et du pain à quelques centaines de milliers d'ouvriers, les organiser, les armer, et surveiller en même temps les menées réactionnaires dans une ville immense comme Paris, assiégée, menacée de la faim, et livrée à toutes les sales entreprises de la réaction qui avait pu s'établir et qui se maintenait à Versailles, *avec la permission et par la grâce des Prussiens*. Il leur a fallu opposer un gouvernement et une armée révolutionnaires au gouvernement et à l'armée de Versailles, c'est-à-dire que, pour combattre la réaction monarchique et cléricale, ils ont dû, oubliant et sacrifiant eux-mêmes les premières conditions du socialisme révolutionnaire, s'organiser en *réaction* jacobine.

N'est-il pas naturel qu'au milieu de circonstances pareilles, les Jacobins, qui étaient les plus forts

puisqu'ils constituaient la majorité dans la Commune, et qui, en outre, possédaient à un degré infiniment supérieur l'instinct politique, la tradition et la pratique de l'organisation gouvernementale, aient eu d'immenses avantages sur les socialistes? Ce dont il faut s'étonner, c'est qu'ils n'en aient pas profité beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait, qu'ils n'aient pas donné au soulèvement de Paris un caractère exclusivement jacobin, et qu'ils se soient laissé, au contraire, entraîner dans une révolution sociale.

Je sais que beaucoup de socialistes, très conséquents dans leur théorie, reprochent à nos amis de Paris de ne s'être pas montrés suffisamment socialistes dans leur pratique révolutionnaire, tandis que tous les aboyeurs de la presse bourgeoise les accusent au contraire de n'avoir suivi que trop fidèlement le programme du socialisme. Laissons les ignobles dénonciateurs de cette presse, pour le moment, de côté ; je ferai observer aux théoriciens sévères de l'émancipation du prolétariat qu'ils sont injustes envers nos frères de Paris ; car, entre les théories les plus justes et leur mise en pratique, il y a une distance immense qu'on ne franchit pas en quelques jours. Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, par exemple, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine, sait combien, en lui et en ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réfléchies et profondes. C'étaient des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par

aucun de ceux qui les ont approchés. Mais précisément parce qu'ils étaient des hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance en eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu ! Ils avaient d'ailleurs cette conviction que dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, dans ceci comme dans tout le reste, à la Révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action spontanée des masses devait être tout. Tout ce que les individus peuvent faire, c'est d'élaborer, d'éclaircir et de propager les idées correspondant à l'instinct populaire, et, de plus, c'est de contribuer par leurs efforts incessants à l'organisation révolutionnaire de la puissance naturelle des masses, mais rien au delà ; et tout le reste ne doit et ne peut se faire que par le peuple lui-même. Autrement on aboutirait à la dictature politique, c'est-à-dire à la reconstitution de l'Etat, des privilèges, des inégalités, de toutes les oppressions de l'Etat, et on arriverait, par une voie détournée mais logique, au rétablissement de l'esclavage politique, social, économique des masses populaires.

Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et en général comme tous les travailleurs nés et élevés dans le peuple, partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par des individualités supérieures : et, comme ils étaient justes

avant tout, ils tournaient aussi bien cette prévention, cette défiance contre eux-mêmes que contre toutes les autres personnes.

Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, selon moi tout à fait erronée, qu'une Révolution sociale peut être décrétée et organisée soit par une dictature, soit par une assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis les socialistes de Paris ont pensé qu'elle ne pouvait être faite et amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires.

Nos amis de Paris ont eu mille fois raison. Car, en effet, quelle est la tête si géniale qu'elle soit, ou, si l'on veut parler d'une dictature collective, fût-elle même formée par plusieurs centaines d'individus doués de facultés supérieures, quels sont les cerveaux assez puissants, assez vastes pour embrasser l'infinie multiplicité et diversité des intérêts réels, des aspirations, des volontés, des besoins dont la somme constitue la volonté collective d'un peuple, et pour inventer une organisation sociale capable de satisfaire tout le monde? Cette organisation ne sera jamais qu'un lit de Procuste sur lequel la violence plus ou moins marquée de l'Etat forcera la malheureuse société à s'étendre. C'est ce qui est toujours arrivé jusqu'ici, et c'est précisément à ce système antique de l'organisation par la force que la Révolution sociale doit mettre un terme en rendant leur pleine liberté aux masses, aux groupes, aux com-

munes, aux associations, aux individus mêmes, et en détruisant, une fois pour toutes, la cause historique de toutes les violences, la puissance et l'existence même de l'Etat, qui doit entraîner dans sa chute toutes les iniquités du droit juridique avec tous les mensonges des cultes divers, ce droit et ces cultes n'ayant jamais été rien que la consécration obligée, tant idéale que réelle, de toutes les violences représentées, garanties et privilégiées par l'Etat.

Il est évident que la liberté ne sera rendue au monde humain, et que les intérêts réels de la société, de tous les groupes, de toutes les organisations locales ainsi que de tous les individus qui forment la société, ne pourront trouver de satisfaction réelle que quand il n'y aura plus d'Etats. Il est évident que tous les intérêts soi-disant généraux de la société que l'Etat est censé représenter, et qui en réalité ne sont autre chose que la négation générale et constante des intérêts positifs des régions, des communes, des associations et du plus grand nombre des individus assujettis à l'Etat, constituent une abstraction, une fiction, un mensonge, et que l'Etat est comme une vaste boucherie et comme un immense cimetière où, à l'ombre et sous le prétexte de cette abstraction, viennent généreusement, béatement se laisser immoler et ensevelir toutes les aspirations réelles, toutes les forces vives d'un pays; et comme aucune abstraction n'existe jamais par elle-même ni pour elle-même, comme elle n'a ni

jambes pour marcher, ni bras pour créer, ni estomac pour digérer cette masse de victimes qu'on lui donne à dévorer, il est clair qu'aussi bien que l'abstraction religieuse ou céleste, Dieu, représente en réalité les intérêts très positifs, très réels d'une caste privilégiée, le clergé, — son complément terrestre, l'abstraction politique, l'Etat, représente les intérêts non moins positifs et réels de la classe aujourd'hui principalement sinon exclusivement exploitante et qui d'ailleurs tend à englober toutes les autres, la bourgeoisie. Et comme le clergé s'est toujours divisé et aujourd'hui tend à se diviser encore plus en une minorité très puissante et très riche et une majorité très subordonnée et passablement misérable, de même la bourgeoisie et ses diverses organisations sociales et politiques dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la banque et dans le commerce, aussi bien que dans tous les fonctionnements administratifs, financiers, judiciaires, universitaires, policiers et militaires de l'Etat, tend à se scinder chaque jour davantage en une oligarchie réellement dominante et une masse innombrable de créatures plus ou moins vaniteuses et plus ou moins déchues qui vivent dans une perpétuelle illusion, repoussées inévitablement et toujours davantage dans le prolétariat par une force irrésistible, celle du développement économique actuel, et réduites à servir d'instruments aveugles à cette oligarchie toute-puissante.

L'abolition de l'Eglise et de l'Etat doit être la condition première et indispensable de l'affranchis-

sement réel de la société ; après quoi seulement elle peut et doit s'organiser d'une autre manière, mais non pas de haut en bas et d'après un plan idéal, rêvé par quelques sages ou savants, ou bien à coups de décrets lancés par quelque force dictatoriale ou même par une assemblée nationale, élue par le suffrage universel. Un tel système, comme je l'ai déjà dit, mènerait inévitablement à la création d'un nouvel Etat, et conséquemment à la formation d'une aristocratie gouvernementale, c'est-à-dire d'une classe entière de gens n'ayant rien de commun avec la masse du peuple, et, certes, cette classe recommencerait à l'exploiter et à l'assujettir sous prétexte de bonheur commun ou pour sauver l'Etat.

La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs, dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations, et, finalement, dans une grande fédération internationale et universelle. C'est alors seulement que se réalisera le vrai et vivifiant ordre de la liberté et du bonheur général, cet ordre qui, loin de renier, affirme au contraire et met d'accord les intérêts des individus et de la société.

On dit que l'accord et la solidarité universelle des intérêts des individus et de la société ne pourra jamais se réaliser de fait, parce que ces intérêts, étant contradictoires, ne sont pas à même de se contrebalancer d'eux-mêmes ou bien d'arriver à une entente quelconque. A une telle objection je répon-

drai que si, jusqu'à présent, les intérêts n'ont été jamais et nulle part en accord mutuel, cela fut à cause de l'Etat, qui a sacrifié les intérêts de la majorité au profit d'une minorité privilégiée. Voilà pourquoi cette fameuse incompatibilité et cette lutte des intérêts personnels avec ceux de la société n'est rien autre qu'une duperie et un mensonge politique, né du mensonge théologique, qui imagina la doctrine du premier péché pour déshonorer l'homme et détruire en lui la conscience de sa propre valeur. Cette même idée fausse de l'antagonisme des intérêts fut enfantée aussi par les rêves de la métaphysique, qui, comme on sait, est proche parente de la théologie. Méconnaissant la sociabilité de la nature humaine, la métaphysique regardait la société comme un agrégat mécanique et purement artificiel d'individus, associés tout à coup, au nom d'un traité quelconque formel ou secret, conclu librement ou bien sous l'influence d'une force supérieure. Avant de s'unir en société, ces individus, doués d'une sorte d'âme immortelle, jouissaient d'une entière liberté.

Mais si les métaphysiciens, surtout ceux croyant en l'immortalité de l'âme, affirment que les hommes sont, en dehors de la société, des êtres libres, nous arrivons inévitablement alors à cette conclusion, que les hommes ne peuvent s'unir en société qu'à condition de renier leur liberté, leur indépendance naturelle, et de sacrifier leurs intérêts, personnels d'abord, locaux ensuite. Un tel renoncement et un tel sacrifice de soi-même doit être, par cela même,

d'autant plus impérieux que la société est plus nombreuse et son organisation plus complexe. Dans un tel cas, l'Etat est l'expression de tous les sacrifices individuels. Existant sous une telle forme abstraite, et en même temps violente, il continue, cela va sans dire, à gêner de plus en plus la liberté individuelle au nom de ce mensonge qu'on appelle « bonheur public », quoique évidemment il ne représente exclusivement que l'intérêt de la classe dominante. L'Etat, de cette manière, nous apparaît comme une inévitable négation et une annihilation de toute liberté, de tout intérêt, individuel aussi bien que général.

On voit ici que dans les systèmes métaphysiques et théologiques tout se lie et s'explique par lui-même. Voilà pourquoi les défenseurs logiques de ces systèmes peuvent et doivent même, la conscience tranquille, continuer à exploiter les masses populaires au moyen de l'Eglise et de l'Etat. Bourrant leurs poches et assouvissant tous leurs sales désirs, ils peuvent en même temps se consoler à la pensée qu'ils peinent pour la gloire de Dieu, pour la victoire de la civilisation et pour la félicité éternelle du prolétariat.

Mais nous autres, ne croyant ni en Dieu, ni en l'immortalité de l'âme, ni en la propre liberté de la volonté, nous affirmons que la liberté doit être comprise, dans son acception la plus complète et la plus large, comme but du progrès historique de l'humanité. Par un étrange, quoique logique con-

traste, nos adversaires, idéalistes de la théologie et de la métaphysique, prennent le principe de la liberté comme fondement et base de leurs théories, pour conclure tout bonnement à l'indispensabilité de l'esclavage des hommes. Nous autres, matérialistes en théorie, nous tendons en pratique à créer et à rendre durable un idéalisme rationnel et noble. Nos ennemis, idéalistes divins et transcendantaux, tombent jusqu'au matérialisme pratique, sanguinaire et vil, au nom de la même logique, d'après laquelle chaque développement est la négation du principe fondamental. Nous sommes convaincus que toute la richesse du développement intellectuel, moral et matériel de l'homme, de même que son apparente indépendance, — que tout cela est le produit de la vie en société. En dehors de la société, l'homme ne serait non seulement pas libre, mais il ne serait même pas transformé en homme vrai, c'est-à-dire en être qui a conscience de lui-même, qui sent, pense et parle. Le concours de l'intelligence et du travail collectif a seul pu forcer l'homme à sortir de l'état de sauvage et de brute qui constituait sa nature première ou bien son point initial de développement ultérieur. Nous sommes profondément convaincus de cette vérité que toute la vie des hommes — intérêts, tendances, besoins, illusions, sottises même, aussi bien que les violences, les injustices et toutes les actions qui ont l'apparence d'être volontaires — ne représente que la conséquence des forces fatales de la vie en société. Les

gens ne peuvent admettre l'idée de l'indépendance mutuelle, sans renier la réciproque influence de la corrélation des manifestations de la nature extérieure.

Dans la nature elle-même, cette merveilleuse corrélation et filiation des phénomènes n'est pas atteinte, certainement, sans lutte. Tout au contraire, l'harmonie des forces de la nature n'apparaît que comme résultat véritable de cette lutte continuelle, qui est la condition même de la vie et du mouvement. Dans la nature et aussi dans la société, l'ordre sans lutte c'est la mort.

Si dans l'univers l'ordre est naturel et possible, c'est uniquement parce que cet univers n'est pas gouverné d'après quelque système imaginé d'avance et imposé par une volonté suprême. L'hypothèse théologique d'une législation divine conduit à une absurdité évidente et à la négation non seulement de tout ordre, mais de la nature elle-même. Les lois naturelles ne sont réelles qu'en ce qu'elles sont inhérentes à la nature, c'est-à-dire ne sont fixées par aucune autorité. Ces lois ne sont que de simples manifestations ou bien de continuelles modalités du développement des choses et des combinaisons de ces faits très variés, passagers, mais réels. L'ensemble constitue ce que nous appelons « nature ». L'intelligence humaine et la science observèrent ces faits, les contrôlèrent expérimentalement, puis les réunirent en un système et les appelèrent lois. Mais la nature elle-même ne connaît point de lois. Elle

agit inconsciemment, représentant par elle-même la variété infinie des phénomènes, apparaissant et se répétant d'une manière fatale. Voilà pourquoi, grâce à cette inévitabilité de l'action, l'ordre universel peut exister et existe de fait.

Un tel ordre apparaît aussi dans la société humaine, qui, en apparence, évolue d'une manière soi-disant anti-naturelle, mais en réalité se soumet à la marche naturelle et inévitable des choses. Seules, la supériorité de l'homme sur les autres animaux et la faculté de penser apportèrent dans son développement un élément particulier, tout à fait naturel, soit dit en passant, dans ce sens que, comme tout ce qui existe, l'homme représente le produit matériel de l'union et de l'action des forces. Cet élément particulier, c'est le raisonnement, ou bien cette faculté de généralisation et d'abstraction grâce à laquelle l'homme peut se projeter par la pensée, s'examinant et s'observant comme un objet extérieur et étranger. S'élevant idéiquement au-dessus de lui-même, ainsi qu'au-dessus du monde environnant, il arrive à la représentation de l'abstraction parfaite, au néant absolu. Cette limite dernière de la plus haute abstraction de la pensée, ce rien absolu, c'est Dieu.

Voilà le sens et le fondement historique de toute doctrine théologique. Ne comprenant pas la nature et les causes matérielles de leurs propres pensées, ne se rendant même pas compte des conditions ou lois naturelles qui leur sont spéciales, ils ne purent certainement pas soupçonner, ces premiers hommes

en société, que leurs notions absolues n'étaient que le résultat de la faculté de concevoir les idées abstraites. Voilà pourquoi ils considérèrent ces idées, tirées de la nature, comme des objets réels devant lesquels la nature même cessait d'être quelque chose. Ils se prirent ensuite à adorer leurs fictions, leurs impossibles notions d'absolu, et à leur décerner tous les honneurs. Mais il fallait, d'une manière quelconque, figurer et rendre sensible l'idée abstraite de néant ou de Dieu. Dans ce but, ils enflèrent la conception de la divinité et la douèrent, par surcroît, de toutes les qualités et forces, bonnes et mauvaises, qu'ils rencontraient seulement dans la nature et dans la société.

Telle fut l'origine et le développement historique de toutes les religions, en commençant par le fétichisme et en finissant par le christianisme.

Nous n'avons guère l'intention de nous lancer dans l'histoire des absurdités religieuses, théologiques et métaphysiques et encore moins de parler du déploiement successif de toutes les incarnations et visions divines, créées par des siècles de barbarie. Il est connu de tout le monde que la superstition donnait toujours naissance à d'affreux malheurs et forçait à répandre des ruisseaux de sang et de larmes. Nous dirons seulement que tous ces révoltants égarements de la pauvre humanité furent des faits historiques inévitables dans la croissance normale et l'évolution des organismes sociaux. De tels égarements engendrèrent dans la société cette idée

fatale, dominant l'imagination des hommes, que l'univers était soi-disant gouverné par une force et par une volonté surnaturelles. Les siècles succédèrent aux siècles, et les sociétés s'habituèrent à tel point à cette idée, que finalement elles tuèrent en elles toute tendance vers un plus lointain progrès, et toute capacité à y parvenir.

L'ambition de quelques individus d'abord, de quelques classes sociales ensuite, érigèrent en principe vital l'esclavage et la conquête, et enracinèrent, plus que toute autre, cette terrible idée de la divinité. Dès lors, toute société fut impossible sans, comme base, ces deux institutions : l'Eglise et l'Etat. Ces deux fléaux sociaux sont défendus par tous les doctrinaires.

A peine ces institutions apparurent dans le monde que tout à coup deux castes s'organisèrent : celle des prêtres et celle des aristocrates, qui, sans perdre de temps, eurent le soin d'inculquer profondément au peuple asservi l'indispensabilité, l'utilité et la sainteté de l'Eglise et de l'Etat.

Tout cela avait pour but de changer l'esclavage brutal en un esclavage légal, prévu, consacré par la volonté de l'Etre suprême.

Mais les prêtres et les aristocrates croyaient-ils sincèrement à ces institutions, qu'ils soutenaient de toutes leurs forces, dans leur intérêt particulier? N'étaient-ils que des menteurs et des dupeurs? Non, je crois qu'ils étaient en même temps croyants et imposteurs.

Ils croyaient, eux aussi, parce qu'ils partageaient naturellement et inévitablement les égarements de la masse, et c'est seulement plus tard, à l'époque de la décadence du monde ancien, qu'ils devinrent sceptiques et trompeurs sans vergogne. Une autre raison permet de considérer les fondateurs d'Etats comme des gens sincères. L'homme croit toujours facilement à ce qu'il désire et à ce qui ne contredit pas ses intérêts. Qu'il soit intelligent et instruit, c'est même chose : par son amour-propre et par son désir de vivre avec ses prochains et de profiter de leur respect, il croira toujours à ce qui lui est agréable et utile. Je suis convaincu que, par exemple, Thiers et le gouvernement versaillais s'efforçaient à tout prix de se convaincre qu'en tuant à Paris quelques milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, ils sauvaient la France.

Mais si les prêtres, les augures, les aristocrates et les bourgeois, des vieux et nouveaux temps, purent croire sincèrement, ils restèrent quand même sycophantes (1). On ne peut, en effet, admettre qu'ils aient cru à chacune des absurdités qui constituent la foi et la politique. Je ne parle même pas de l'époque où, selon le mot de Cicéron, « deux augures ne pouvaient se regarder sans rire ». Même au temps de l'ignorance et de la superstition générale, il est difficile de supposer que les inventeurs de miracles quotidiens aient été convaincus de la

(1) Bakounine prend ici le mot « sycophante » dans le sens de « fourbe ». — J. G.

réalité de ces miracles. On peut dire la même chose de la politique, qu'on peut résumer dans la règle suivante : « Il faut subjuguer et spolier le peuple de telle façon qu'il ne se plaigne pas trop haut de son destin, qu'il n'oublie pas de se soumettre et n'ait pas le temps de penser à la résistance et à la révolte ».

Comment donc, après cela, s'imaginer que des gens qui ont changé la politique en un métier et connaissent son but, — c'est-à-dire l'injustice, la violence, le mensonge, la trahison, l'assassinat, en masse et isolé, — puissent croire sincèrement à l'art politique et à la sagesse de l'Etat générateur de la félicité sociale ? Ils ne peuvent pas être arrivés à ce degré de sottise, malgré toute leur cruauté. L'Eglise et l'Etat ont été de tous temps de grandes écoles de vices. L'histoire est là pour attester leurs crimes ; partout et toujours le prêtre et l'homme d'Etat ont été les ennemis et les bourreaux conscients, systématiques, implacables et sanguinaires des peuples.

Mais comment, tout de même, concilier deux choses en apparence si incompatibles : dupeurs et dupés, menteurs et croyants ? Logiquement, cela paraît difficile ; cependant, en fait, c'est-à-dire dans la vie pratique, ces qualités s'associent très souvent.

En énorme majorité, les gens vivent en contradiction avec eux-mêmes, et dans de continuels malentendus ; ils ne le remarquent généralement pas, jusqu'à ce que quelque événement extraordi-

naire les retire de leur somnolence habituelle et les force à jeter un coup d'œil sur eux et autour d'eux.

En politique comme en religion, les hommes ne sont que des machines entre les mains des exploiteurs. Mais voleurs et volés, oppresseurs et opprimés, vivent les uns à côté des autres, gouvernés par une poignée d'individus, qu'il convient de considérer comme de vrais exploiteurs. Ce sont les mêmes gens, libres de tous préjugés, politiques et religieux, qui maltraitent et oppriment consciemment. Au dix-septième et au dix-huitième siècle, jusqu'à l'explosion de la grande Révolution, comme de nos jours, ils commandent en Europe et agissent presque à leur guise. Il faut croire que leur domination ne se prolongera pas longtemps.

Pendant que les principaux chefs trompent et perdent les peuples en toute conscience, leurs serviteurs, ou les créatures de l'Eglise et de l'Etat, s'appliquent avec zèle à soutenir la sainteté et l'intégrité de ces odieuses institutions. Si l'Eglise, d'après les dires des prêtres et de la plupart des hommes d'Etat, est nécessaire au salut de l'âme, l'Etat, à son tour, est aussi nécessaire pour la conservation de la paix, de l'ordre et de la justice; et les doctrinaires de toutes les écoles de s'écrier : « Sans Eglise et sans Gouvernement, pas de civilisation ni de progrès ».

Nous n'avons pas à discuter le problème du salut éternel, parce que nous ne croyons pas à l'immortalité de l'âme. Nous sommes convaincus que la

plus nuisible des choses, pour l'humanité, pour la vérité et le progrès, c'est l'Eglise. Et peut-il en être autrement ? N'est-ce pas à l'Eglise qu'incombe le soin de pervertir les jeunes générations, les femmes surtout ? N'est-ce pas elle qui par ses dogmes, ses mensonges, sa bêtise et son ignominie, tend à tuer le raisonnement logique et la science ? Est-ce qu'elle ne porte pas atteinte à la dignité de l'homme, en pervertissant en lui la notion des droits et de la justice ? Ne rend-elle pas cadavre ce qui est vivant, ne perd-elle pas la liberté, n'est-ce pas elle qui prêche l'esclavage éternel des masses au bénéfice des tyrans et des exploiteurs ? N'est-ce pas elle, cette implacable Eglise, qui tend à perpétuer le règne des ténèbres, de l'ignorance, de la misère et du crime ?

Si le progrès de notre siècle n'est pas un rêve mensonger, il doit en finir avec l'Eglise.

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

AVERTISSEMENT

AVANT-PROPOS

L'Avertissement qu'on va lire, destiné à *L'Empire knouto-germanique*, fut commencé le 25 juin 1871, deux jours après celui où Bakounine avait abandonné le *Préambule pour la deuxième livraison*. Le journal porte, à la date du 25, cette mention : « Recommence Avertissement » ; mention qui signifie que l'auteur renonce au Préambule, le laissant inachevé, et en recommence un autre, sous le titre d'Avertissement. Du 25 au 30 juin, chaque jour Bakounine travaille à son nouvel écrit matin et soir. Il s'interrompt le 1er et le 2 juillet ; il reprend le 3, puis s'arrête. Le 4, il commence un autre travail, la rédaction d'un mémoire intitulé : « Protestation de l'Alliance ». L'*Avertissement* reste inachevé.

La première phrase de l'*Avertissement* semble indiquer que, tandis que le *Préambule pour la deuxième livraison* était destiné à servir de préface à la deuxième livraison seule, — que Bakounine, un moment, avait cru pouvoir publier immédiatement après la première, — l'*Avertisse-*

ment, lui, dans la pensée de l'auteur, devait être placé en tête de l'ouvrage entier, si, comme Bakounine l'a peut-être espéré, on en donnait une édition complète en un volume, en réimprimant la première livraison.

J. G.

AVERTISSEMENT

POUR

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

LOCARNO, du 25 Juin au 3 Juillet 1871.

Inédit.

AVERTISSEMENT

Cet ouvrage, comme tous les écrits, d'ailleurs peu nombreux, que j'ai publiés jusqu'ici, est né des événements. C'est la continuation naturelle de mes *Lettres à un Français,* publiées en septembre 1870. Dans ces lettres j'avais eu le facile et triste honneur de prévoir et de prédire tous les horribles malheurs qui frappent aujourd'hui la France et avec elle tout le monde civilisé ; malheurs contre lesquels il n'y avait alors, comme encore aujourd'hui, qu'un seul remède : *la Révolution sociale.*

Dès le début de la guerre, et surtout après les deux premières victoires éclatantes remportées par les Allemands sur les armées de Napoléon III, en présence de la singulière panique qui s'était emparée de ces dernières, il était évident que la France devait être vaincue. Et pour quiconque avait une idée, d'un côté, de la désorganisation et de la démoralisation affreuse qui, sous le nom d'ordre public et de salut de la civilisation, avaient dominé dans ce malheureux pays pendant les vingt ans du régime impérial, et qui, de l'autre, savait tout ce qu'il y a de

brutale convoitise et de vanité à la fois servile et féroce dans le patriotisme allemand ; d'instinct despotique et cruel, d'insolence implacable et de mépris humain dans les Bismarck, les Moltke, et dans tous les autres chefs couronnés et non couronnés de l'Allemagne, il devait être clair que la France comme Etat, comme domination politique et comme puissance de premier ordre, était | 2 perdue. Anéantie comme Etat, la France ne pouvait plus renaître à une puissance nouvelle, à une grandeur nouvelle, non plus politique cette fois, mais sociale, que par la Révolution, à moins qu'elle ne préférât traîner une existence misérable comme Etat de second ou même de troisième ordre, avec la permission spéciale de M. de Bismarck et sous la protection peu gracieuse de ce grand Empire knouto-germanique qui vient de remplacer aujourd'hui l'Empire de Napoléon III.

Toute la question était donc là : La France, après avoir fait banqueroute comme Etat, et se trouvant, par là même, incapable d'opposer à l'invasion knouto-germanique une force politiquement et administrativement organisée, trouverait-elle en elle-même, comme société, comme nation, assez de génie et assez de puissance vitale pour chercher son salut dans la révolution ? Et comme, aujourd'hui, il n'est plus d'autre révolution possible que la Révolution sociale ; comme le soulèvement, unanimement et sincèrement populaire, d'une nation contre une invasion étrangère détestée, signifie guerre sans merci,

guerre au couteau et à la torche, ainsi que nous l'avons vu jadis en Espagne et plus tard en Russie, lorsque les Russes répondirent à l'invasion de Napoléon Ier par l'incendie de Moscou ; ainsi que nous venons de le voir enfin dans cette héroïque cité de Paris, dont le prolétariat magnanime, prenant au sérieux une magnifique expression qui n'avait été qu'une phrase dégoûtante et hypocrite dans la bouche de Messieurs Jules Favre et compagnie, a préféré *s'ensevelir sous les ruines*, plutôt que de se rendre aux odieux étrangers de Versailles unis aux Prussiens | 3 de Saint-Denis, — il s'agissait de savoir quelle partie de la société française trouverait en elle assez d'énergie, de grandeur intellectuelle et morale, d'abnégation, d'héroïsme et de *patriotisme* pour faire cette révolution et cette guerre, pour accomplir cet immense sacrifice au prix duquel seulement la France pouvait être sauvée ?

Pour quiconque connaissait un peu le moral et l'esprit actuel des classes possédantes, qui, par dérision sans doute, s'appellent les classes supérieures, cultivées ou lettrées, il devait être évident qu'il ne fallait rien attendre de ce côté pour le salut de la France ; rien que des phrases plus ou moins hypocrites et qui sont toujours ridicules et odieuses, parce que, impuissantes quand elles promettent le bien, elles ne deviennent sérieuses que lorsqu'elles prédisent le mal ; rien qu'ineptie, trahison et lâcheté. Quant à moi, je ne pouvais conserver sur ce point

aucun doute. Depuis plusieurs années, je m'étais livré avec une sorte de volupté amère et cruelle à l'étude spéciale de cette impuissance intellectuelle et morale étonnante de la bourgeoisie actuelle. Et quand je parle de la bourgeoisie, je comprends également sous cette dénomination toute la classe nobiliaire, qui, ayant perdu sur tout le continent de l'Europe, et en grande partie en Angleterre même, tous les traits distinctifs qui en avaient fait jadis une classe politiquement et socialement distincte, s'est complètement embourgeoisée aujourd'hui, sous la pression irrésistible du mouvement capitaliste actuel. Je comprends aussi sous ce mot la masse innombrable des grands et des petits fonctionnaires militaires, civils, judiciaires, religieux, scolaires et policiers de l'Etat, moins les simples soldats, qui, sans être eux-mêmes des bourgeois, sont pourtant la providence visible, l'unique raison d'être (1) et comme les archanges forcés de la bourgeoisie et de l'Etat, les soutiens uniques et indispensables de ce que les bourgeois appellent leur civilisation aujourd'hui.

J'appelle donc *bourgeois* tout ce qui n'est point travailleur des fabriques, des ateliers ou de la terre ; et *peuple* toute la masse des ouvriers proprement dits, aussi bien que des paysans qui cultivent soit leur terre propre, soit la terre d'autrui, de leurs bras. Moi qui écris, je suis malheureusement un bour-

(1) « Raison d'être » signifie ici : ce qui permet à une chose de continuer à exister. — J. G.

geois. Pourtant, on pourrait considérer comme non-bourgeois et comme appartenant au prolétariat cette masse de travailleurs de la science et des arts qui parviennent à peine à gagner leur vie et qui s'écrasent mutuellement dans une concurrence effroyable; leur existence est souvent plus précaire et plus misérable que celle des ouvriers proprement dits. De fait, ils ne sont rien que des prolétaires; pour le devenir complètement, il ne leur manque qu'une chose, c'est de le devenir de volonté, de sentiment et d'idée. Mais c'est là ce qui précisément les sépare du prolétariat. Ils sont en très grande partie des bourgeois par leurs préjugés, par leurs aspirations et leurs espérances toujours illusoires, et par leur vanité surtout. Il en est de même de cette masse encore plus nombreuse de petits industriels et de petits commerçants qui, ne voulant pas voir et se refusant à comprendre que le concours des forces économiques actuelles les pousse fatalement dans le prolétariat, s'imaginent follement qu'ils sont solidaires des $\frac{1}{5}$ intérêts de la haute bourgeoisie.

Tout ce monde bourgeois, à cette heure, est intellectuellement impuissant et moralement pourri. Il a renié tous ses dieux, n'a plus foi en rien ni en lui-même, et ne vit plus que d'hypocrisie et de violence. De toutes les religions qu'il avait professées et dont il trouve bon de faire apparence encore aujourd'hui, il n'en a plus conservé qu'une sérieuse : celle de la propriété de la richesse acquise, toujours augmentée

et conservée quand même, à quelque prix et par quelques moyens que ce soit. Avec une pareille disposition de cœur et d'esprit, il n'est qu'une seule forme politique possible : c'est la dictature militaire, indigène ou même étrangère, car il n'y a point de doute, et les faits qui se sont passés en France l'ont d'ailleurs démontré, que tout bourgeois bien pensant et bien né, sacrifiant la patrie sur l'autel de la propriété, préfèrera toujours le joug du despote étranger le plus insolent, le plus dur, au salut de son pays par la Révolution sociale.

J'ai eu le triste honneur de le prédire, il y a deux ans, dans une série d'articles publiés dans l'*Egalité* de Genève (1). Le Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté, résidant dans cette ville, ayant publié un programme dans lequel il proposait à l'étude de ses rares fidèles cette question : Quel rôle la classe bourgeoise et surtout la bourgeoisie radicale est-elle appelée à jouer en présence de la question sociale qui aujourd'hui s'impose, d'une manière vraiment formidable, à tous les pays de l'Europe, — j'avais répondu que, selon moi, il ne lui restait | 6 plus qu'une seule mission à remplir : « c'était de mourir avec grâce ». Oui, de s'immoler généreusement, comme s'était immolée la noblesse de France dans la nuit mémorable du 4 août, en 1789.

Mais cette noblesse, toute dégénérée et toute corrompue qu'elle fût par plusieurs siècles d'existence

(1) Ce sont les articles intitulés *les Endormeurs*, dans les nos 23 à 27 de l'*Egalité* (26 juin-24 juillet 1869). — J. G.

servile à la cour de ses rois, avait encore conservé jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, et à l'heure même où la Révolution bourgeoise lui portait un coup mortel, un reste d'idéalisme, de foi, d'enthousiasme. A défaut de son cœur, son imagination restait ouverte aux aspirations généreuses. N'avait-elle pas salué, protégé, répandu les idées humanitaires du siècle? N'avait-elle pas envoyé ses plus nobles enfants en Amérique pour y soutenir les armes à la main la cause de la liberté contre le despotisme? La nuit du 4 août fut en partie l'expression de cet esprit chevaleresque qui fit d'elle en quelque sorte l'instrument, d'ailleurs presque toujours inconscient, de sa propre destruction.

Il est vrai que les événements y furent aussi pour beaucoup. Si les paysans n'avaient point attaqué les châteaux, détruit les colombiers et brûlé les parchemins nobiliaires, ces chartes de la servitude rurale, il n'est point sûr du tout que les représentants de la noblesse dans l'Assemblée nationale se fussent si gracieusement exécutés. Il est également vrai que la noblesse émigrée, revenue en France avec les Bourbons en 1814, se montra animée de dispositions rien moins que généreuses et chevaleresques. Elle commença par 1 7 se faire payer un milliard d'indemnité, et elle manifesta, dans le partage de cette indemnité, un esprit de mensonge et de cupidité qui prouva qu'elle n'avait hérité d'aucune des qualités réelles ou supposées de ses pères, et n'avait plus que la convoitise rapace et la vanité fanfaronne et sénile.

Vingt-cinq années d'émigration forcée avaient suffi pour embourgeoiser complètement la noblesse de France. La révolution de 1830 la transforma définitivement en une catégorie nouvelle de la classe bourgeoise, celle des propriétaires de la terre, la *bourgeoisie rurale*.

La bourgeoisie rurale, ci-devant noble, mêlée d'ailleurs à beaucoup de bourgeois et même de paysans pur sang et qui se disent nobles parce qu'ils ont acquis des propriétés plus ou moins respectables et qu'ils font cultiver par des bras salariés, cette bourgeoisie nobiliaire se distingue aujourd'hui de la bourgeoisie proprement dite ou de la bourgeoisie des villes par un plus grand degré de sottise, d'ignorance, et d'outrecuidance. La majeure partie de ses enfants est élevée par les prêtres, par les bons pères de Jésus. Elle est dure, égoïste, sans convictions, sans entraînement, sans honneur, sans idées, mais excessivement vaniteuse et présomptueuse ; avide de confort matériel et de jouissances grossières, capable de vendre, pour quelques milliers de francs, père, mère, frères, sœurs, enfants, mais la bouche toujours pleine de sentences morales puisées dans les enseignements du catéchisme chrétien ; allant fort régulièrement à la messe, quoique au fond de son cœur elle ne se soucie ni de Dieu, ni du diable, et n'ayant conservé des trois objets consacrés par le culte antique de ses pères : patrie, trône et autel, que les deux 18 derniers.

La noblesse de France n'est plus patriote, elle est

ultramontaine d'abord, puis royaliste. Il lui faut tout d'abord le pape, ensuite un roi soumis à ce pape et régnant par sa grâce. A la réalisation de cet idéal elle est prête à sacrifier la France. Un juste instinct, cet instinct d'égoïsme qu'on retrouve dans les animaux les plus bêtes, l'avertit que la prolongation de son existence saugrenue n'est possible qu'à ce prix. C'est un revenant, un vampire, qui ne peut plus vivre qu'en buvant le sang jeune du peuple, et qui, pour légitimer son crime, a besoin de la sanction également criminelle du représentant visible du fantôme divin sur la terre, du soi-disant vicaire d'un soi-disant Dieu, du pape.

La noblesse de France, d'ailleurs, n'a jamais été excessivement patriote. Pendant la longue période de la formation de l'Etat monarchique, jusqu'à Louis XIV, elle avait constamment conspiré, on le sait, contre l'unité nationale, représentée par les rois, avec le pape, avec l'Espagne, avec l'Allemagne, avec les Anglais. Les chefs des plus grandes maisons nobiliaires de France avaient tourné leurs armes contre la France et versé le sang de leurs concitoyens sous des bannières étrangères. Le patriotisme forcé de la noblesse française ne date que de la mort du cardinal Mazarin, et n'a eu qu'une courte durée de cent trente ans à peu près, jusqu'en 1792.

Louis XIV la rendit patriote en l'asservissant définitivement à l'Etat. Toujours ennemie et exploiteuse impitoyable du peuple, tant qu'elle avait conservé, vis-à-vis du despotisme des rois, son indé-

pendance, sa | 9 noble fierté, elle avait été également l'ennemie de la patrie comme Etat. Assujettie à l'Etat par la main si pesamment royale de Louis XIV, elle en devint la servante aussi obséquieuse et intéressée que zélée, sans cesser d'être l'ennemie naturelle et l'exploiteuse impitoyable du peuple. Elle l'opprima doublement, et comme propriétaire exclusive de la terre et comme fonctionnaire privilégiée de l'Etat. Il faut lire les Mémoires du duc de Saint-Simon et les lettres de Mme de Sévigné pour se faire une idée du degré d'abaissement auquel l'insolence et la fatuité despotique du plus arbitraire des souverains avaient réduit ces nobles seigneurs féodaux, jadis les égaux de leurs rois, et qui étaient devenus ses plats courtisans, ses laquais; et, pour comprendre cette transformation en apparence si subite, mais en réalité longuement préparée par l'histoire, il faut se rappeler que la perte de leur indépendance se trouva compensée largement par de grands avantages matériels. Au droit de tondre leurs serfs sans merci, ils ajoutèrent deux titres extrêmement lucratifs : celui de mendiants privilégiés de la cour et celui de voleurs consacrés de l'Etat, et du peuple aussi par la puissance de l'Etat. Tel fut le secret et le vrai fondement de leur patriotisme nouveau.

La Révolution les ayant privés tout d'un coup de ces précieux privilèges, les nobles de France cessèrent de comprendre le patriotisme français. En 1792, un corps armé, presque exclusivement formé de nobles émigrés de la France, envahit le territoire

français sous la bannière allemande | 10 du duc de Brunswick; et depuis lors, forcés de battre honteusement en retraite devant le patriotisme démocratique des troupes républicaines, ils conspirèrent contre la France, comme dans les plus beaux jours de leur indépendance féodale, avec tout le monde et partout : avec le pape, dans toute l'Italie, en Espagne, en Angleterre avec Pitt, en Allemagne avec la Prusse et l'Autriche, en Suède même, et en Russie avec la vertueuse Catherine II, jusqu'à l'époque où les victoires foudroyantes du premier Napoléon, consul et empereur, eurent non anéanti, mais forcé à s'ensevelir dans le secret, dans l'intrigue, cette conspiration d'abord si bruyante de la noblesse de France contre la France.

Telle est donc la véritable nature de ce patriotisme dont elle fait un si grand étalage aujourd'hui. Réduit à ses éléments les plus simples, | 11 c'est le désintéressement économique du bourgeois, mêlé à la fierté du courtisan et à l'humanité de la sacristie; c'est la fidélité toujours prête à se vendre et à vendre la France, mais s'abritant toujours sous le drapeau national, pourvu que ce drapeau soit blanc et immaculé comme elle-même; un torchon béni par l'Eglise, un talisman merveilleux et fécond en bienfaits pour les propriétaires de la France, — mais pour le peuple de France, pour la dignité intellectuelle et morale de cette grande et misérable nation, un linceul.

Qui ne sait l'histoire de l'avilissement ou de l'em-

bourgeoisement définitif de cette pauvre noblesse! Revenue, avec les Bourbons ses maîtres, dans les fourgons des armées alliées contre la France, en 1814 et en 1815, elle avait essayé de restaurer son passé, non féodal, mais courtisan. Quinze ans de domination lui suffirent pour faire banqueroute. Fantôme elle-même, non comme propriétaire de la terre, mais comme aristocratie politique, elle entraîna dans sa chute un autre fantôme, son allié et son bénisseur éternel, l'Eglise. La bourgeoisie, forte de sa richesse et de son intelligence positive, voltairienne, expulsa l'une et l'autre du pouvoir politique et des villes, ensuite de quoi la noblesse aussi bien que l'Eglise se rabattirent toutes les deux sur les campagnes, et de là date surtout leur influence néfaste sur les paysans.

| 12 Exclues de la vie politique par la révolution de Juillet, et par là même se voyant privées tout d'un coup de toute influence sociale dans les grands centres de la civilisation bourgeoise, se trouvant pour ainsi dire forcément exilées de Paris et des autres villes considérables de France, elles se réfugièrent et se fortifièrent dans la France rurale; et plus alliées que jamais, unissant leurs efforts, l'une apportant le poids de ses richesses matérielles et son influence de grande propriétaire, l'autre son action systématiquement immorale et abêtissante sur la superstition religieuse des paysans et surtout sur celle de leurs femmes, elles parvinrent à les dominer.

La révolution de 1830 avait découronné, renversé politiquement, mais non dépossédé la noblesse de France, qui n'en était pas moins restée de fait la propriétaire par excellence de la terre. Seulement le caractère de cette propriété avait entièrement changé. Féodale, immobile et privilégiée au moyen âge, elle avait été transformée par la grande Révolution en propriété toute bourgeoise, c'est-à dire assujettie à toutes les conditions de la production capitaliste au moyen du travail salarié. Pendant la Restauration, la noblesse avait bien essayé de faire revivre, sinon la corvée et les autres servitudes rurales qui furent la base essentielle de la propriété féodale, au moins le principe de l'inaliénabilité de la terre en ses mains, en instituant des majorats (1), et par une législation spéciale qui, | 13 en fin de compte, en gênant la vente des propriétés, n'aboutit qu'à un seul résultat : celui de rendre le crédit foncier à peu près impossible. Mais aujourd'hui, propriétaire ou non propriétaire, qui n'a point de crédit n'a point de capital, et qui n'a point de capital ne peut salarier le travail, ni se procurer les instruments perfectionnés, les machines, et par conséquent ne peut pas produire de richesses. Donc toute cette législation ridicule et qui, au premier abord, semblait devoir protéger la propriété, la stérilisait au

(1) Les majorats, supprimés lors de la Révolution par l'Assemblée constituante, furent rétablis, non par les Bourbons, mais par Napoléon en 1806. La Restauration les conserva. La monarchie de Juillet n'abolit pas les majorats existants, mais défendit d'en constituer de nouveaux. — J. G.

contraire entre les mains des propriétaires et condamnait ces derniers à la pauvreté. Aussi la révolution de Juillet mit fin à toutes ces tentatives saugrenues de retour au moyen âge. La propriété terrienne se mobilisa, en se mariant avec le capital, et en se soumettant forcément à toutes les vicissitudes de la production capitaliste.

Aujourd'hui les grands propriétaires de la terre, comme les autres capitalistes, sont des fabricants, des spéculateurs, des marchands. Ils spéculent et jouent beaucoup à la Bourse, achètent et vendent des actions, prennent part à toute sorte d'entreprises industrielles réelles ou même fictives, et vendent toutes choses, leur conscience, leur religion et leur honnêteté avant tout.

Le sentiment social, jadis si exclusif, de la noblesse, se mobilise et s'embourgeoise en même temps que sa propriété. Jadis une mésalliance était considérée comme une honte, comme un crime. A partir du premier Empire, sous la Restauration même, et surtout sous le régime de Juillet, elle devint un lieu commun. La noblesse appauvrie par la Révolution et non suffisamment indemnisée par le milliard que lui | 14 avait donné la Restauration, avait besoin de refaire sa fortune. Ses fils épousèrent des bourgeoises, et elle donna ses filles à des bourgeois. Elle souffrit même que ces derniers s'affublassent de titres nobiliaires auxquels ils n'avaient aucun droit. Elle s'en moqua, c'est vrai, mais elle ne s'y opposa pas. D'abord ces usurpations

ridicules sauvaient en quelque sorte les apparences. N'était-il pas préférable de pouvoir appeler son gendre comte, marquis, vicomte ou baron, que de l'appeler tout court Monsieur Jourdain? Ensuite il y avait une utilité sociale évidente dans ces mascarades bouffonnes. Noblesse oblige. Un bourgeois qui s'affuble d'un titre qui ne lui appartient pas doit garder le décorum, doit se donner au moins l'apparence d'un homme bien né et bien élevé; il doit afficher des sentiments aristocratiques, mépriser la canaille, faire de la sentimentalité religieuse et aller régulièrement à la messe.

La vente des biens nationaux et plus tard les transactions foncières avaient fait tomber beaucoup de grandes propriétés entre les mains des bourgeois. Si tous ces bourgeois propriétaires eussent continué de faire bande à part, si, transportant leurs mœurs et leurs opinions voltairiennes et libérales dans les campagnes, ils y eussent continué leur lutte acharnée contre la noblesse et contre l'Eglise, c'en eût été fait de l'influence de celles-ci sur les paysans. Il fallait donc absolument se les assimiler, et, pour cela, il n'y avait pas de meilleur moyen que de les laisser s'anoblir et se travestir en descendants des Croisés. Ce | 15 moyen était infaillible, parce qu'il était calculé principalement sur la vanité, passion qui, après la cupidité, occupe la place la plus considérable dans le cœur des bourgeois; la cupidité représentant leur être réel, que la vanité cherche vainement à masquer sous de fausses

apparences sociales. Comme le bourgeois gentilhomme de Molière, tout bourgeois, capitaliste ou propriétaire, de France, est brûlé du désir de devenir un baron pour le moins, et de coucher, ne fût-ce qu'une fois en sa vie, avec quelque marquise.

Ce fut ainsi que, la vanité bourgeoise et la communauté des intérêts aidant, il se forma, sous le règne de Louis-Philippe, dans les campagnes, en province, une chose nouvelle, la *bourgeoisie rurale*, dans laquelle imperceptiblement se perdit tout à fait l'ancienne noblesse. L'esprit qui anima désormais cette classe fut un produit complexe de différents éléments. La bourgeoisie y apporta son positivisme cynique, la brutalité des chiffres, la dureté des intérêts matériels ; et la noblesse sa vanité courtisane, sa fausse chevalerie où l'honneur avait été depuis longtemps remplacé par le point d'honneur ; ses belles façons et ses grandes phrases qui masquent si agréablement la misère de son cœur et la nullité désolante de son esprit ; son ignorance honteuse, sa philosophie de sacristie, son culte du goupillon et son hypocrite sentimentalité religieuse. L'Eglise enfin, toujours pratique, toujours acharnée dans la poursuite de ses intérêts matériels et de son pouvoir temporel, sanctionna par sa bénédiction ce mariage monstrueux entre deux classes jadis ennemies, mais confondues désormais en une classe nouvelle pour le malheur de la France. Cette classe devint nécessairement le Don Quichotte de l'ultramontanisme. | 16 Ce fut précisément son trait dis-

tinctif et qui la sépare encore aujourd'hui de la bourgeoisie des villes. Ce qui identifie ces deux classes, c'est l'exploitation brutale et impitoyable du travail populaire, l'impatience de s'enrichir par quelque moyen et à quelque prix que ce soit, et le désir de conserver en leurs mains le pouvoir de l'Etat, comme le moyen le plus sûr de garantir et d'élargir cette exploitation. Ce qui les unit enfin, c'est le but. Mais ce qui les sépare profondément, ce sont les moyens et les voies, c'est la méthode que chacune croit devoir employer pour arriver à ce but. La bourgeoisie rurale est ultramontaine, et la bourgeoisie des villes est gallicane ; ce qui veut dire que la première croit pouvoir arriver plus sûrement à son but par la subordination de l'Etat à l'Eglise, tandis que la seconde y tend au contraire par la subordination de l'Eglise à l'Etat. Mais toutes les deux sont unanimes en ce point, qu'*une religion est absolument nécessaire pour le peuple*.

Autrefois, avant la grande Révolution, et même avant la révolution de Juillet, sous la Restauration, on pouvait dire que la noblesse était religieuse et que la bourgeoisie était irréligieuse. Mais aujourd'hui il n'en est plus du tout ainsi. La noblesse, ou plutôt la bourgeoisie rurale qui a remplacé définitivement la noblesse, n'a pas conservé l'ombre de cette antique ferveur, de cette simplicité et de cette profonde naïveté religieuse qui s'était maintenue en grande partie parmi les gentilshommes de campagne jusqu'aux premières années du siècle pré-

sent. Ce qui domine parmi les gentilshommes actuels, ce n'est plus le sentiment, c'est la sottise et la | 17 crasse ignorance ; ce n'est point le dévouement chevaleresque, héroïque, fanatique, c'est la phrase de tout cela, masquant d'hypocrites calculs. Au fond de tout cela, je le répète encore, il n'y a de réel qu'une ambition misérable, une vanité ridicule, une cupidité féroce, et un besoin insatiable de grossières jouissances matérielles, — c'est-à-dire tout le contraire du vrai sentiment religieux. Toutes ces tendances ignobles, qui caractérisent aujourd'hui la noblesse ou la bourgeoisie rurale de France, se sont groupées sous le drapeau de l'ultramontanisme.

Cette classe est ultramontaine, parce qu'elle est élevée en très grande partie par les Jésuites, et habituée dès l'enfance à l'alliance des prêtres, sans lesquels elle ne parviendrait jamais à dominer les campagnes : jalouse d'ailleurs de la bourgeoisie des grandes villes qui l'écrase par son intelligence et par une civilisation beaucoup plus largement développée, elle considère l'Eglise comme le plus sûr garant de son pouvoir politique et de ses privilèges matériels, et lui sacrifie volontiers l'Etat, c'est-à-dire la patrie, qui garantit au contraire davantage les intérêts et le pouvoir exclusif de la bourgeoisie des grandes villes.

De son côté, cette dernière, fidèle en cela à ses antiques traditions, donne à l'Etat le pas sur l'Eglise. Elle n'est pas devenue religieuse, mais elle

a cessé de faire montre de son athéisme, et même de son indifférence pour les mensonges si utiles de la religion. Depuis 1830, c'est-à-dire depuis qu'elle se fut définitivement emparée de tous les pouvoirs de l'Etat, elle avait commencé déjà à comprendre que les promesses célestes de la religion pouvaient seules empêcher le prolétariat, dont le travail l'enrichit, de tirer les conséquences terrestres de la formule révolutionnaire : *Liberté, Egalité* | 18 *et Fraternité,* dont elle s'était servie pour renverser le pouvoir de sa sœur aînée, la noblesse. Le socialisme, non le socialisme théorique élaboré par des penseurs généreux sortis de son sein, mais le socialisme pratique des masses ouvrières, issu de l'instinct et des souffrances même de ces masses, et qui fit sa première manifestation éclatante et sanglante à Lyon en 1831, et plus largement encore à Paris en 1848, acheva d'ouvrir les yeux aux bourgeois. Et lorsque, dans ces dernières années, le prolétariat non de la France seulement, mais de l'Europe et de l'Amérique, organisé en une immense Association internationale, eut arboré audacieusement le drapeau de l'athéisme, c'est-à-dire de la révolte contre toute exploitation et contre toute autorité divines et humaines, alors les bourgeois comprirent qu'il n'y avait plus pour eux de salut que dans le maintien quand même de la religion. Esprits forts, libertins, voltairiens et athées, après un siècle de lutte héroïque contre les absurdités de la foi et contre la dépravation religieuse, ils commencent à dire main-

tenant, comme Henri IV, de bourgeoise mémoire, l'avait dit de Paris, que « la conservation de la poche bourgeoise vaut bien une messe ».

Et ils y vont, à la messe, y accompagnent de nouveau leurs | 19 chastes épouses et leurs filles innocentes, anges confits dans l'amour divin et dans la morale de la sainte Eglise catholique, dont elles restent toujours les servantes dévouées, et qui les fait bénir aujourd'hui les exécutions horribles, le massacre en masse de la canaille républicaine et socialiste de Paris, y compris les enfants et les femmes, par les sauveurs de Versailles, comme leurs aïeules, dirigées par cette même Eglise, avaient applaudi, il y a juste trois siècles, aux massacres non moins méritoires et non moins grandioses de la Saint-Barthélemy. A trois siècles de distance, n'est-ce pas d'ailleurs la même question, le même crime ? Les huguenots n'ont-ils pas été alors ce que les communards sont aujourd'hui : des révoltés criminels et impies contre le joug salutaire de Dieu et de tous ses dignes représentants sur la terre ? Alors ces représentants, ces sauveurs, s'appelaient : le pape, la Société de Jésus, le concile de Trente, Philippe II, le duc d'Albe, Charles IX, Catherine de Médicis, les Guises et tous les saints héros de la Ligue ; aujourd'hui ils s'appellent : le pape, la Société de Jésus, le concile du Vatican, le consistoire de Berlin, l'empereur Guillaume Ier, le prince de Bismarck ; et à côté de ces terribles figures, en guise de menu fretin, Messieurs Thiers, Jules

Favre et Jules Simon, avec toute leur patriotique Assemblée nationale dont ils sont l'efflorescence et le sel ; l'honnête Trochu, l'austère Picard, Dufaure le Juste, l'héroïque Mac-Mahon, le chevaleresque Ducrot, Vinoy, l'ancien massacreur de Paris, et ce vieux général Changarnier qui ne peut se consoler de n'avoir jamais eu à massacrer que des Arabes, ce doux Galiffet, ce bon Napoléon III, le grand homme méconnu et déchu, la pieuse Eugénie avec son moutard impérial baptisé par le pape, Henry V le prédestiné, | 20 tous ces aimables princes d'Orléans, vieux et jeunes, qui meurent d'envie de se dévouer au salut de la France, et tant d'autres prétendants légitimes et illégitimes, oiseaux de proie, bêtes fauves plus ou moins affamées, qui se ruent sur elle à cette heure, impatients de la dévorer.

Oui, toute cette affreuse canaille, conduite par le double renégat de la philosophie et de la République, Jules Simon, doit aller à la messe, et les bourgeois voltairiens de France doivent l'y suivre. Poussés par une force désormais irrésistible, renonçant à tout ce qui avait constitué jadis leur honneur, à la vérité, à la liberté, à la justice et à tout ce qui s'appelle conscience et humaine dignité ; reculant devant la logique de leur propre passé, n'osant plus ni affronter, ni même envisager l'avenir, et fatalement condamnés à ne plus chercher leur salut que dans la négation la plus éhontée de tout ce qu'ils avaient adoré et servi dans les jours de leur grandeur intellectuelle et morale, ils se laisse-

ront entraîner jusqu'à baiser, pour ne point dire autre chose, la pantoufle du pape, ce chef spirituel, ce bénisseur et cet inspirateur consacré de toutes les absurdités, de toutes les iniquités, de toutes les férocités, de toutes les infamies et les turpitudes qui s'étalent aujourd'hui de nouveau triomphalement dans le monde.

Ils iront donc à la messe, mais ils iront à contre-cœur; ils auront honte d'eux-mêmes, et voilà ce qui constitue leur faiblesse relative vis-à-vis de la bourgeoisie rurale de France, et ce qui leur donnera, par rapport à celle-ci, une position désormais nécessairement inférieure, non seulement dans les choses de la religion, mais encore dans les affaires politiques. Il est vrai que le cynisme des bourgeois, stimulé par la lâcheté et par la cupidité, va très loin. Mais quelque cynique qu'on soit, on ne parvient | 21 jamais à oublier complètement son passé. A défaut de la conscience du cœur, on conserve la conscience et la pudeur de l'intelligence. Tel bourgeois consentira bien à passer pour un coquin; il s'en glorifiera même, car il est des milieux et des époques où la canaillerie audacieuse est un titre de gloire; mais il se résignera difficilement à passer pour un nigaud. Il voudra donc s'expliquer, et, comme il n'y a point d'explication pour la sottise doublée de lâcheté, il s'embarrassera et s'entortillera dans des raisonnements inextricables. Il se sentira méprisé, il se méprisera lui-même, et ce n'est jamais avec un pareil sentiment qu'on devient fort. Son intelli-

gence même et son instruction supérieure le condamneront à une faiblesse invincible, et, faible, il se laissera fatalement entraîner par ceux qui se sentiront et qui seront en effet les plus forts. Ah oui, ces bons bourgeois de France devront brouter de l'herbe comme Nabuchodonosor!

Les plus forts, aujourd'hui, ce sont les nobles ducs, les marquis, les comtes, les barons, les riches propriétaires, en un mot toute la bourgeoisie de campagne; ce sont aussi les francs coquins de la bande bonapartiste, les fashionables brigands : hommes d'Etat, prélats, généraux, colonels, officiers, administrateurs, sénateurs, députés, financiers, gros ou petits fonctionnaires et policiers formés par Napoléon III. Pourtant il est nécessaire d'établir une distinction entre ces deux catégories qui sont appelées à se donner la main aujourd'hui, comme elles se la sont déjà donnée d'ailleurs sous le second Empire.

La bande bonapartiste ne pèche ni par sottise ni par ignorance. En tant que représentée par ses chefs, | 22 elle est même, au contraire, très intelligente, très savante. Elle n'ignore pas le bien et le mal, comme nos premiers parents avant d'avoir goûté le fruit de l'arbre de la science, ou comme le fait en partie de nos jours la classe bourgeoise rurale à laquelle une sainte et crasse ignorance et la profonde stupidité inhérente à l'isolement de la vie de campagne ont refait une sorte de virginité. Quand les bonapartistes font le mal, et ils ne peuvent faire que cela,

ils le font sciemment et sans se faire la moindre illusion sur la nature, les mobiles et le but de leurs entreprises, ou plutôt, ils en sont arrivés à ce point du développement intellectuel et moral, où la différence du bien et du mal n'existe plus, et où toutes les notions sociales, les passions politiques, même les intérêts collectifs des classes, aussi bien que toutes les croyances religieuses et toutes les convictions philosophiques, perdant leur sens primitif, leur sincérité, leur sérieux, se transforment en autant d'excellents prétextes ou de masques, dont ils se servent pour cacher le jeu de leurs passions individuelles.

La bourgeoisie rurale, les gentilshommes campagnards sont loin d'être arrivés à cette hauteur. Leur force relative par rapport à la bourgeoisie des villes n'est point du tout dans leur science, ni dans leur esprit; elle réside précisément dans cette crasse ignorance et dans cette stupidité incroyable grâce auxquelles ils se trouvent à l'abri de toutes les tentations du démon moderne : le doute. | 23 La noblesse campagnarde ne doute de rien, pas même du miracle de la Salette. Trop indifférente et trop paresseuse pour se fatiguer inutilement le cerveau, elle accepte sans la moindre critique, et sans hésitation aucune, les plus monstrueuses absurdités, du moment que l'Eglise trouve bon de les imposer à sa foi. Aucune sottise d'ailleurs, si monstrueuse qu'elle soit, ne saurait répugner à son esprit systématiquement abruti par une forte éducation religieuse.

Education de l'esprit, non du cœur. Les bons pères de la Société de Jésus, qui en ont nécessairement la haute direction, trouvent beaucoup plus utile de fausser le développement des esprits et de paralyser leur élan naturel, que d'allumer des passions religieuses dans les cœurs de leurs élèves. On pourrait même dire qu'ils redoutent ces passions, qui leur ont joué souvent de fort mauvais tours, en entraînant leurs élèves en dehors des voies prescrites, et en les faisant tomber quelquefois, des excès de ce fanatisme mystique qu'on retrouve à l'origine de toutes les hérésies religieuses, dans les excès contraires d'un scepticisme furieux. C'est tout au plus s'ils cultivent, quand ils ne peuvent faire autrement, le mysticisme du cœur dans les femmes, dont les passions religieuses, le plus souvent inévitables, sont, il est vrai, quelque peu incommodes, quelquefois même assez dangereuses, mais en même temps si utiles, si précieuses | 24 comme moyen d'action et comme instrument de puissance entre les mains du prêtre.

Les bons pères de Jésus ne s'occupent donc guère de l'éducation des cœurs masculins, et ne se soucient aucunement d'y allumer les saintes flammes de l'amour céleste. Ils les laissent se remplir de tous les intérêts, de toutes les vanités et de toutes les passions de ce monde. Ils ne leur défendent pas les jouissances grossières, bien au contraire. Ils y laissent croître en paix la concupiscence, l'égoïsme, l'ambition, l'orgueil et la vanité nobi-

liaire, accompagnés presque toujours de la bassesse du courtisan, la cupidité, la cruauté et toutes les autres fleurs de l'humaine bestialité ; car ils en savent tirer avantage, aussi bien que du mysticisme des femmes. Leur but, ce n'est pas de rendre leurs élèves bons, honnêtes, sincères, humains, mais de les attacher par des liens indissolubles au service de l'Eglise, et de les transformer en instruments à la fois intéressés et aveugles de la sainte religion.

Ils ne détruisent pas la puissance de vouloir, comme on l'a prétendu. Des hommes privés de cette puissance ne sauraient leur être d'une grande utilité. Ils font mieux : tout en aidant le développement de cette force, ils l'asservissent et l'enchaînent, en rendant la pensée de leurs élèves à jamais incapable de la diriger. Le moyen qu'ils emploient pour cela est aussi infaillible que simple : par un enseignement savant, profondément combiné, nourri de détails écrasants, mais dénué de pensée, et surtout calculé de manière à tuer dans le cerveau | 25 des élèves toute impulsion rationnelle, toute capacité de saisir le réel, le vivant, tout sentiment du vrai, toute hardiesse, toute indépendance, toute franchise, ils encombrent leur esprit d'une science qui est fausse depuis le commencement jusqu'à la fin : fausse au point de vue de la logique, fausse surtout sous le rapport des faits, — mais qu'ils ont eu l'art de présenter avec le pédantesque étalage d'une érudition consciencieuse et profonde et d'un développement scrupuleusement rationnel ; et ils ont soin

d'imprimer si profondément cette science falsifiée dans la mémoire, dans l'imagination, dans la routine intellectuelle de ces malheureux cerveaux dévoyés, qu'il faudrait à ceux-ci une puissance d'esprit vraiment extraordinaire pour pouvoir s'en délivrer plus tard. Ceux qui y parviennent, en effet, sont excessivement rares. La plupart des meilleurs élèves des Jésuites restent des sots savants toute leur vie, et l'immense majorité ne conserve que l'esprit nécessaire pour exécuter fidèlement, aveuglément, les ordres de leurs directeurs spirituels.

Ce que les Jésuites s'empressent de tuer avant tout dans leurs élèves, c'est l'esprit critique ; mais par contre ils cultivent en eux avec soin la crédulité stupide et la soumission paresseuse et servile de l'esprit ; et pour les sauvegarder à jamais contre les tentations du démon, ils les arment d'un parti pris qui se transforme à la longue en une salutaire habitude de détourner sciemment, volontairement leur pensée de tout ce qui pourrait ébranler leur foi ; tout ce qui est contraire à la foi, si plausible et si naturel qu'il paraisse, ne pouvant être qu'une suggestion | 26 de l'enfer. Je m'empresse d'ajouter que la plus grande partie de leurs élèves n'ont pas besoin d'employer ce moyen, étant beaucoup mieux garantis contre toutes les tentations du démon par l'indifférence et par la soumission paresseuse de leur esprit systématiquement énervé.

On conçoit que, grâce à cette éducation, les gentilshommes de campagne soient devenus des cham-

pions inébranlables de la sainte Eglise, les héros modernes de la foi ; cet héroïsme d'ailleurs ne leur demandant le sacrifice d'aucune jouissance matérielle, ni d'aucun avantage social, puisque la sainte Eglise les leur garantit au contraire pleinement aujourd'hui ; mais seulement le sacrifice de leur honneur, de leur libre arbitre dans les affaires de la religion et de la politique, le sacrifice de leur libre pensée. Eh bien, franchement, ce sacrifice ne leur coûte rien. L'honneur ! il y a déjà bien longtemps que la noblesse française en a perdu la mémoire et le sens. Quant à ce qu'on appelle la libre pensée, cette noblesse a pour elle, depuis le commencement de ce siècle, une répugnance, une horreur qui ne le cèdent pas en intensité à celles des prêtres. Elle est si bien ferrée sur ce point, qu'on peut être certain qu'aucune idée nouvelle, aucune nouvelle découverte de la science, qui serait en contradiction avec les enseignements de l'Eglise, ne pourra franchir le mur d'airain ou plutôt ne pourra transpercer l'épaisse couche de graisse que son éducation religieuse, sa paresse, son indifférence, sa sottise, son grossier égoïsme et sa crasse ignorance ont formée autour d'elle.

On comprend que cela lui donne un immense avantage sur la bourgeoisie des villes, qui, | 27 — tout en reconnaissant aujourd'hui l'utilité, que dis-je, l'implacable nécessité de la plus brutale réaction religieuse, militaire et policière, cette réaction étant désormais l'arme unique qu'elle sache et qu'elle

puisse opposer à la révolution sociale ; et bien que parfaitement décidée à s'y jeter à plein corps et à en accepter pour elle-même toutes les conséquences, même les plus déplaisantes et les plus humiliantes, — doit se sentir néanmoins considérablement embarrassée et honteuse dans cette position nouvelle. Diable! il n'est point facile de se défaire en un clin d'œil, et à volonté, de tous les souvenirs, de toutes les pensées qu'on a eues, de toutes les anciennes habitudes! Avoir été pendant trois siècles, et, si l'on prend en considération la bourgeoisie italienne, pendant sept siècles au moins, la classe intelligente, productive, progressiste, humanitaire et libérale par excellence ; avoir créé toutes les merveilles de la civilisation moderne ; avoir escaladé le ciel et la terre, renversé les autels et les trônes, et fondé sur les ruines des uns, la science, et sur les ruines des autres, la liberté ; avoir rêvé, et réalisé en partie, la transformation du monde; avoir concentré en ses mains tout : intelligence, savoir, richesse, pouvoir, — et se voir réduite à cette heure à ne plus trouver de refuge, de protection, de salut que dans la sacristie et dans la caserne! Etre forcée maintenant de s'agenouiller devant ces mêmes autels qu'elle avait renversés, de répéter humblement, hypocritement, les horribles et immorales stupidités du catéchisme chrétien, de recevoir la bénédiction et de baiser la main de ces prêtres, prophètes et exploiteurs du mensonge, | 28 qu'elle avait si justement méprisés ; se sentir rassurée et consolée, lorsque les

assassins de profession, les odieux mercenaires de la force brutale et inique, des généraux, des officiers, des soldats, veulent bien mettre dans ses mains suppliantes et tremblantes leurs mains toutes dégouttantes du sang du prolétariat ! Etre réduite à glorifier cette sacristie et cette caserne comme la plus haute expression de la civilisation moderne ! Tout cela est rigoureusement imposé aujourd'hui à la bourgeoisie des villes, mais ce n'est pas agréable du tout, et il ne faut pas s'étonner si elle se montre embarrassée et gauche au milieu de ses nouveaux amis, ses ci-devant ennemis.

Il ne faut pas s'étonner si malgré son intelligence supérieure, désorientée dans ce monde qui n'est et qui ne pourra jamais être le sien, elle se laisse dominer aujourd'hui par la brutalité du sabre et par la sottise imperturbable, complète, harmonieuse, invincible de la bourgeoisie rurale. Ces honnêtes campagnards, initiés dès l'enfance à tous les mystères du goupillon et de la sorcellerie rituelle de l'Eglise, sont dans la sacristie comme chez eux. Ils n'ont plus d'autre patrie, et c'est là qu'il faut chercher le secret de leur politique. Leur imbécillité, artificiellement cultivée par l'Eglise, et qui leur donne une si grande supériorité morale sur l'intelligence démoralisée et déchue de la bourgeoisie des villes, les rend naturellement incapables de diriger cette force qu'elle leur donne. Sous le rapport de l'intelligence, de l'organisation et de la direction politiques, la bourgeoisie des villes, malgré sa dé-

moralisation complète, reste infiniment supérieure. Elle a la science, elle a la pratique des affaires, elle a l'habitude de l'administration et la routine du commandement. Seulement elle ne peut plus | 29 profiter de tout cela, parce qu'elle a perdu toute foi en ses propres principes et en elle-même, parce qu'elle est devenue lâche, parce que de toutes ses anciennes passions politiques et sociales elle n'en a plus conservé qu'une seule, celle du lucre ; parce que, déchirée en elle-même par des contradictions insolubles, elle ne forme plus un corps organisé et compact, elle n'est proprement plus une classe, mais une immense quantité d'individus qui se détestent et qui se défient les uns des autres ; parce qu'enfin cette masse d'individus citadins et bourgeois, n'ayant désormais entre eux d'autre lien que la peur immense que leur cause le socialisme, se voient forcés de chercher aujourd'hui leur salut dans un monde qui est l'antipode de leur monde, traditionnellement rationnel et libéral ; et que dans ce monde de la réaction soldatesque et cléricale, désorientés, dépaysés, méprisés et se méprisant eux-mêmes, ils se montrent nécessairement plus bêtes que les plus bêtes, plus ignorants que les plus ignorants, et mille fois plus lâches que les enfants de la caserne et de la sacristie.

Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie des villes a été forcée d'abdiquer. Sa domination est finie ; mais il ne s'ensuit pas que la domination de la bourgeoisie des campagnes ait commencé. Elle s'est

montrée assez compacte, assez forte pour l'enlever aux bourgeois citadins, mais elle n'a ni l'intelligence, ni la science nécessaires pour la retenir en ses mains. Incapable de se diriger elle-même, comment dirigerait-elle le gouvernement d'un grand pays? Elle n'est elle-même qu'un instrument passif et aveugle entre les | 30 mains du clergé. La conclusion est toute simple. Ce seront ses directeurs spirituels, les inspirateurs uniques de toutes ses pensées et de toutes ses actions, ce sera l'intrigue ultramontaine dont elle n'est elle-même que l'instrument aveugle, ce sera l'Eglise de Rome, en un mot, qui se chargera désormais du gouvernement de la France, et qui, formant une alliance défensive et offensive avec la raison du sabre et la moralité de la bourse, le tiendra en ses mains, jusqu'à l'heure plus ou moins rapprochée où la cause des peuples, celle de l'humanité, représentée par la Révolution sociale, triomphera.

Ce n'est pas du premier coup que la gentilhommerie campagnarde, autrement dite la bourgeoisie rurale, est arrivée à constituer la classe réellement dominante en France. Sa naissance, sous cette forme nouvelle, date du premier Empire. C'est alors que s'était opérée, sur une large échelle, par les mariages, la première fusion de l'ancienne noblesse soit avec les bourgeois acquéreurs de biens nationaux, soit avec les bourgeois parvenus de l'armée. Ce mouvement fut sinon complètement arrêté, du moins considérablement ralenti pendant la Restau-

ration, qui avait ranimé dans la noblesse de France sa morgue aristocratique, et dans la bourgeoisie sa haine contre la noblesse. Mais depuis 1830, la fusion s'opéra avec une incroyable | 31 rapidité, et ce fut précisément sous le règne de Louis-Philippe que se forma aussi, sous les auspices du clergé, l'esprit de la classe nouvelle.

Il se forma à la sourdine, imperceptiblement, tout naturellement, et sans le moindre éclat. Le règne de Louis-Philippe, on le sait, fut marqué par la domination des grandes cités, et de Paris surtout. La bourgeoisie des villes triomphait, la noblesse de province et tous les propriétaires campagnards avec elle étaient annulés. Ils vécurent dans l'obscurité, personne ne s'inquiétait de ce qu'ils pensaient, de ce qu'ils faisaient, et c'est précisément au milieu de cette obscurité que se forma lentement la nouvelle puissance de la bourgeoisie rurale. Pendant les dix-huit ans que dura le régime de Juillet, la fusion complète des éléments constitutifs de cette classe, la vieille noblesse et la bourgeoisie propriétaire, fut achevée. Elle devait s'opérer, car malgré leurs anciennes jalousies, ces deux éléments, également offusqués et blessés par la domination méprisante de la bourgeoisie citadine, se sentirent attirés l'un vers l'autre. Les nobles avaient besoin de refaire leur fortune, et les bourgeois propriétaires se sentaient cruellement tourmentés par la passion des titres. Entre ces deux aspirations réciproques et également passionnées, il ne manquait qu'un intermé-

diaire. L'intermédiaire se trouva : ce fut le prêtre.

| 32 La politique de la classe nouvelle issue de cette fusion ne pouvait plus être celle de la noblesse ancienne, ni même de la noblesse de la Restauration. Lentement préparée et toujours dirigée par les prêtres vers le même but, la domination de l'Eglise ultramontaine, ou, si l'on veut, internationale, établie sur les ruines de toutes les institutions nationales, cette politique a eu différentes phases de développement.

D'abord, immédiatement après la chute de la branche aînée des Bourbons, alors que les passions qui avaient si longtemps séparé les deux classes ne s'étaient point encore apaisées, que leur fusion semblait impossible, et que le trône de Louis-Philippe, violemment attaqué et miné par les insurrections et les conspirations du parti républicain, semblait encore vaciller, laissant une espérance de retour au roi légitime, le protecteur naturel de la noblesse et du clergé, cette politique fut exclusivement nobiliaire. Les légitimistes constituèrent alors en province, et surtout dans le Midi et dans une grande partie de l'Ouest de la France, un parti militant et sérieux.

Mais déjà en 1837, alors que Louis-Philippe se sentit assez consolidé sur le trône pour pouvoir amnistier sans danger les ministres de Charles X, et surtout depuis l'avènement du ministère du 29 octobre (Guizot, Soult, Duchâtel) en 1840, ministère appuyé par une | 33 forte majorité de la Chambre et

qui fut salué par tous les gouvernements de l'Europe comme un gage certain du retour de la France à la politique de la réaction, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, en même temps que de l'inféodation définitive du pays légal ou bourgeois à la dynastie d'Orléans, tout espoir de renversement sembla perdu. Les agitations politiques qui avaient tourmenté la première moitié de ce règne cessèrent tout d'un coup, et l'opinion publique, naguère si orageuse, était retombée dans un calme plat. On n'entendit plus parler que de chemins de fer, de compagnies transatlantiques, et d'autres affaires industrielles et commerciales. Les républicains continuèrent bien leurs conspirations, mais on eût dit qu'ils ne conspiraient plus que pour leur propre plaisir, tant leurs conspirations paraissaient innocentes. La police de M. Duchâtel, loin de les craindre, semblait les protéger, et au besoin même les provoquer. Quant à l'opposition parlementaire, représentée par des ambitieux inoffensifs comme MM. Thiers, Odilon Barrot, Dufaure, Passy, et tant d'autres, elle avait pris un caractère d'insignifiance et de monotonie désespérantes, ne paraissant, et n'étant plus en effet, qu'une soupape de sûreté dans ce régime, dont elle était ainsi devenue le complément nécessaire. L'idéal de la bourgeoisie moderne était accompli; la France était devenue raisonnable, bête et ennuyeuse à mourir.

Ce fut l'époque de la première apparition des livres et des idées de Proudhon, qui contenaient en

germe — j'en demande bien pardon à M. Louis Blanc, son trop faible rival, ainsi qu'à | 34 M. Marx, son antagoniste jaloux — toute la Révolution sociale, y compris surtout la Commune socialiste, destructive de l'Etat. Mais ils restèrent ignorés de la majorité des lecteurs ; les journaux radicaux de cette époque, le *National*, et même la *Réforme* qui se disait démocrate socialiste, mais qui l'était à la manière de M. Louis Blanc, se gardèrent bien d'en dire un mot soit de louange, soit même de blâme. Il y eut contre Proudhon, de la part des représentants officieux du républicanisme, comme une conspiration du silence.

Ce fut aussi l'époque des leçons éloquentes, mais stériles, de MM. Michelet et Quinet au Collège de France, dernière efflorescence d'un idéalisme sans doute plein d'aspirations généreuses, mais désormais condamné pour impuissance. Ils essayèrent un non-sens, prétendant établir la liberté, l'égalité et la fraternité des hommes sur les bases de la propriété, de l'Etat et du culte divin : Dieu, la propriété et l'Etat nous sont restés, mais en fait de liberté, d'égalité et de fraternité nous n'avons que celles que nous donnent aujourd'hui Berlin, Saint-Pétersbourg et Versailles.

D'ailleurs toutes ces théories n'occupèrent qu'une très infime minorité de la France. L'immense majorité des lecteurs ne s'en embarrassait guère, se contentant des interminables romans d'Eugène Sue et d'Alexandre Dumas qui remplissaient les feuilletons

des grands journaux, le *Constitutionnel*, les *Débats* et la *Presse*.

Ce fut l'époque surtout où fut inauguré, sur une échelle très large, le commerce des consciences. Louis-Philippe, Duchâtel et Guizot achetèrent et payèrent le libéralisme légal et conservateur de la France, comme plus tard le comte de Cavour |35 acheta et paya l'unité italienne. Ce que l'on appelait alors le *pays légal*, en France, offrait en effet une ressemblance remarquable avec ce qui en Italie, aujourd'hui, s'appelle la *Consorteria*. C'est un ramassis de gens privilégiés et très intéressés qui se sont vendus ou qui ne demandent pas mieux que de se vendre, et qui ont transformé leur Parlement national en une Bourse, où ils vendent journellement leur pays en gros et en détail. Le patriotisme se manifeste alors par des transactions commerciales, naturellement désastreuses pour le pays, mais très avantageuses pour les individus qui sont en état d'exercer ce commerce. Cela simplifie beaucoup la science politique, l'habileté gouvernementale se réduisant désormais à savoir choisir, parmi cette foule de consciences qui se présentent au marché, précisément celles dont l'acquisition est le plus profitable. On sait que Louis-Philippe usa largement de cet excellent moyen de gouvernement.

Aussi le *légitimisme*, d'abord si farouche et si fier, de la noblesse provinciale de France se fondit-il ostensiblement, pendant la seconde moitié de son règne, sous l'action délétère de ce moyen irrési-

stible. D'ailleurs la politique de ce roi parvenu, issu d'une révolution, s'était considérablement transformée et avait fini par prendre, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, un caractère franchement rétrograde, tout à fait consolant pour les défenseurs de l'autel et du trône ; car en même temps qu'il brisait son alliance libérale avec l'Angleterre, et s'efforçait de gagner le pardon, l'amnistie, les bonnes grâces des trois puissances despotiques du Nord, en leur prouvant qu'il était animé de sentiments et de tendances non moins despotiques que les leurs, | 36 ce qu'il leur démontra en effet en s'alliant avec elles dans l'affaire du Sonderbund (1), le gouvernement de Louis-Philippe fit des efforts inimaginables pour se réconcilier avec l'Eglise et avec la noblesse de France. En prenant le parti des Jésuites contre les radicaux de la Suisse, il avait fait un grand pas dans cette voie. L'Eglise lui sourit, et la noblesse de France, toujours obéissante à l'Eglise, et fatiguée d'ailleurs de se dévouer toujours sans profit et sans espérance de succès à son roi légitime, dont le rétablissement sur le trône de ses pères semblait désormais impossible, condescendit enfin à se laisser gagner par le roi parvenu. Au reste, sa transformation économique et sociale s'était faite avant même que ce marché politique n'eût été conclu. Par

(1) On appelle le *Sonderbund* la ligue séparatiste des sept cantons suisses qui soutenaient les Jésuites, et qui provoqua en 1847 une guerre civile dans laquelle les « sonderbundiens » eurent l'appui du ministère Guizot. — J. G.

ses alliances matrimoniales, aussi bien que par toutes les conditions matérielles de son existence nouvelle, elle était déjà devenue, sans s'en douter elle-même, toute bourgeoise. Son orgueil de caste, sa loyauté chevaleresque et sa fidélité au malheur n'étaient plus que des phrases insipides, ridicules, dans lesquelles elle avait perdu elle-même toute confiance, et auxquelles elle ne pouvait pas raisonnablement sacrifier plus longtemps les intérêts sérieux de l'ambition et de la cupidité. De toutes ses attaches passées, elle n'en a donc conservé qu'une seule : celle qui, fondée sur son grossier égoïsme et sur son ignorance stupide, la lie indissolublement à l'Eglise et en fait l'esclave de Rome. C'est aussi l'unique point qui sépare sérieusement à cette heure la *bourgeoisie rurale* et la *bourgeoisie des villes.*

| 37 Depuis 1848, la bourgeoisie rurale constitue proprement ce qu'on appelle aujourd'hui en France *le grand parti de l'ordre*. La bourgeoisie des villes ayant abdiqué par lâcheté, elle n'en est plus que l'appendice et comme l'alliée forcée, traînée à la remorque par ces braves gentilshommes campagnards, ces vrais chevaliers et sauveurs de l'ordre social en France, doublés de soldats de Bonaparte, et saintement inspirés et dirigés par les prêtres.

Le **parti de l'ordre** ! Quel est l'honnête homme qui, après les trahisons, les tueries et les déportations en masse de Juin et de Décembre ; après l'ignoble abandon de cette malheureuse France aux Prussiens, par presque tous les propriétaires ruraux

et citadins de la France ; après les derniers massacres surtout, horribles, atroces et uniques dans l'histoire, lâchement exécutés à Paris et à Versailles par une soldatesque effrénée, et froidement commandés, au nom de la France, par l'Assemblée nationale et par le gouvernement *républicain* de Versailles ; après tant de crimes entassés, pendant plus de vingt ans, par les représentants de la vertu et de la piété officielles, de la légalité, de la liberté sage, du désintéressement officiel, et du droit des plus forts, en France, aussi bien que dans tous les autres pays de l'Europe ; qui pourra prononcer ces mots : *Parti de l'ordre*, qui résument désormais toutes les turpitudes dont des hommes corrompus par le privilège et animés par d'ignobles passions | 38 sont capables, sans éprouver un frémissement d'horreur, de colère, de dégoût.

L'ordre ainsi entendu, c'est la bestialité menaçante, au besoin hypocrite, mais toujours implacable, c'est le mensonge éhonté, c'est l'infâme trahison, c'est la lâcheté, c'est la cruauté, c'est le crime cyniquement triomphant ; c'est la vertu, la loyauté et l'intelligence de ces excellents gentilshommes de campagne donnant la main à l'humanité du sabre et au désintéressement patriotique de la Bourse, et s'alliant, sous les auspices de la sainte Eglise, à la sincérité politique et religieuse des hommes d'Etat et des prêtres pour la plus grande gloire de Dieu, pour la plus grande puissance de l'Etat, pour la plus grande prospérité matérielle et temporelle des

classes privilégiées et pour le salut éternel des peuples ; c'est la négation la plus insolente de tout ce qui donne un sens intellectuel et moral à l'histoire ; c'est un soufflet donné par un tas de brigands hypocrites et repus à l'humanité tout entière ; c'est la résurrection des grands monstres et des grands massacreurs du seizième et du dix-septième siècles ; que dis-je ? c'est Torquemada, c'est Philippe II, c'est le duc d'Albe, c'est Ferdinand d'Autriche avec ses Wallenstein et ses Tilly ; c'est Marie Tudor, la reine sanguinaire, c'est Catherine de Médicis, l'infâme intrigante florentine, ce sont les Guises | 39 de France, les massacreurs de la Saint-Barthélemy, c'est Louis XIV, c'est la Maintenon, c'est Louvois le sinistre, que nous voyons surpassés par nos empereurs de Russie, d'Allemagne et de France, et par leurs Mouravief, leurs Haynau, leurs Radetzki, leurs Schwartzenberg, leurs Bismarck, leurs Moltke, par les Mac-Mahon, les Ducrot, les Galiffet, les Changarnier, les Bazaine, les Trochu, les Vinoy, par les Eugénie, les Palikao, les Picard, les Favre, le **Thiers**. L'ordre, personnifié à cette heure par cet abominable petit vieillard, l'intrigant de tous les régimes, l'ambitieux toujours impuissant pour le bien, mais, hélas ! trop puissant pour le mal, celui qui fut l'un des principaux créateurs du second Empire, comme on sait, et qui, se posant aujourd'hui comme le sauveur de la France, vient de dépasser en fureur homicide tous les massacreurs présents et passés de l'histoire, — l'ordre, c'est la

férocité de l'armée française faisant oublier toutes les horreurs commises par les armées de Guillaume Ier sur le territoire de la France ; c'est la turpitude de l'Assemblée de Versailles faisant pardonner toutes les ignominies des Assemblées législatives de Napoléon III ; c'est le fantôme divin, l'antique vampire, le buveur du sang des peuples, le tourmenteur de l'humanité, et qu'aujourd'hui la science et le bon sens populaire ont réduit à l'état de banqueroutier céleste, qui tend encore une fois sa main malfaisante, mais fort heureusement devenue impuissante, pour couvrir de sa protection tous les bourreaux de la terre. L'ordre, c'est un cloaque où toutes les impuretés d'une civilisation que ses propres contradictions, ses propres iniquités, sa propre dissolution et putréfaction condamnent à mourir, viennent se confondre, dans une conspiration dernière contre l'inévitable émancipation du monde humain.

Avons-nous raison de crier : A bas l'ordre ! à bas | 40 cet ordre politique, autoritaire, stupide, hypocrite, brutal, despotique et divin ! Et vive la Révolution sociale qui doit nous en délivrer, pour fonder sur ses ruines l'ordre de l'humanité régénérée, rendue à elle-même et constituée librement ?

Il faudrait être un ennemi de l'humanité pour le nier. Malheureusement, ses ennemis sont nombreux, et à cette heure ce sont eux, encore une fois, qui triomphent. Mais tout vient à point à qui sait patienter, persévérer, travailler ardemment, et attendre. Nous aurons la revanche.

En attendant cette revanche, continuons nos études historiques sur le développement du parti de l'ordre en France.

Produit du suffrage universel, il se manifesta pour la première fois, dans son vrai caractère, en 1848, et notamment après les journées de Juin. On sait qu'au lendemain de la révolution de Février, il se passa en France un fait très singulier. Il n'y avait plus de partisans de la monarchie, tous étaient devenus des républicains dévoués et zélés. Les hommes les plus rétrogrades, les plus compromis et les plus tarés dans le service de la réaction monarchique, de la police et de la répression militaire, jurèrent que le fond de leur pensée avait toujours été républicain. Depuis M. Emile de Girardin jusqu'au maréchal Bugeaud, sans oublier le marquis de la Rochejaquelein, ce représentant si chevaleresque de la loyauté vendéenne, devenu plus tard sénateur de l'Empire, même jusqu'aux généraux aides de camp du roi si honteusement expulsé, tous offrirent leurs | 41 services à la République. M. Emile de Girardin lui apporta généreusement « une idée par jour », et M. Thiers prononça le mot devenu si français : « La République est ce qui nous divise le moins » ; ce qui n'empêcha naturellement ni l'un ni l'autre, plus tard, d'unir leurs intrigues contre cette forme de gouvernement et de conspirer pour la présidence de Louis Bonaparte. L'Eglise elle-même bénit la République ; que dis-je ? elle en célébra le triomphe comme sa propre victoire : « La doctrine

chrétienne n'était-elle pas celle de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, et le Christ ne fut-il pas l'ami du peuple et le premier révolutionnaire du monde ! » Voilà ce qui fut proclamé, non pas par quelques philosophes hérétiques et audacieux de l'école de Lamennais et de Buchez, mais dans toutes les églises, par les prêtres ; et les prêtres partout, portant le crucifix à l'encontre du drapeau rouge, symbole de l'émancipation populaire, bénirent les arbres de liberté. Les élèves de l'Ecole polytechnique, les étudiants en sciences morales, en philosophie, en philologie, en histoire et en droit, y compris les auditeurs enthousiastes de MM. Michelet et Quinet, tous également abêtis par un idéalisme malsain, plein d'incongruités métaphysiques et d'équivoques pratiques, — nourriture intellectuelle d'ailleurs tout à fait convenable pour de jeunes bourgeois, la vérité pure, les déductions sévères de la science n'étant pas trop digestives pour cette classe, — en pleurèrent d'émotion et de joie. Seules, les vieilles douairières du faubourg Saint-Germain branlèrent leurs têtes, protestant contre cette réconciliation monstrueuse de la croix avec le drapeau de la Révolution. | 42 Les Jésuites eurent beau leur expliquer que ce n'était rien qu'une feinte salutaire, elles n'y virent qu'un sacrilège. Elles eurent mille fois raison, et seules, dans le camp de la ci-devant réaction, elles restèrent honnêtes et imperturbablement bêtes.

C'est au milieu d'un enthousiasme universel pour

la République que l'Assemblée constituante de 1848, issue du suffrage universel, fut nommée. Sur toute la surface de la France, aucun candidat ne se présenta à ses électeurs comme partisan de la monarchie ; tous s'offrirent et tous furent élus au nom de la République. Aussi la proclamation immédiate de la République par cette Assemblée fut-elle faite d'emblée. Comment la réaction monarchiste la plus acharnée, la plus fanatique et la plus cruelle que la France ait vue put-elle en sortir bientôt après ?

Cette contradiction apparente s'explique facilement. Grâce au suffrage universel, qui donne, sous le rapport du nombre, un avantage si marqué aux campagnes sur les villes, la grande majorité de l'Assemblée constituante avait été prise dans cette bourgeoisie rurale dont nous venons d'étudier le caractère, les sentiments, l'esprit et les mœurs. On conçoit qu'elle n'était rien moins que libérale et qu'elle ne pouvait pas être républicaine. Pourquoi donc s'était-elle présentée comme telle à ses électeurs, et pourquoi commença-t-elle par proclamer la République ? Ceci s'explique encore par deux raisons : la première, c'est qu'elle avait été ahurie, aussi bien que le clergé de France, son directeur spirituel et temporel, par les événements de Paris. Aujourd'hui même, après la défaite de la Commune, Paris reste encore une grande puissance. En 1848, il | 43 l'était beaucoup plus. On peut dire que depuis Richelieu et depuis Louis XIV surtout, toute l'histoire de France s'était faite à Paris. Ce ne fut

qu'en 1848 que commença la réaction active de la province contre Paris, car jusque-là Paris, soit dans le sens de la Révolution, soit dans celui de la réaction, décida toujours du sort de la France, aveuglément obéi par la province qui le jalousait, qui le détestait même autant qu'elle le redoutait, mais qui ne se sentait pas la force de lui résister. Paris ayant proclamé la République en 1848, la province, quoique monarchiste jusqu'aux os, n'osa pas se prononcer en faveur de la monarchie. Elle envoya donc à Paris, comme députés à l'Assemblée constituante, des gentilshommes campagnards qui avaient été nourris dans la haine de la République, comme elle-même, mais qui, également intimidés et déconcertés par le triomphe de la République à Paris, s'étaient présentés à leurs électeurs comme des partisans convaincus de cette forme de gouvernement.

La seconde raison fut l'impulsion unanime que lui avait donnée le clergé, qui déjà alors, quoique bien moins qu'aujourd'hui, dominait la province. Quiconque a vécu dans ce temps se souvient de l'unanimité hypocrite de l'Eglise en faveur de la République. Cette unanimité s'explique par un mot d'ordre parti de Rome et aveuglément obéi par tous les prêtres de France, depuis les cardinaux et les évêques jusqu'aux plus humbles desservants des pauvres églises des campagnes.

| « La Rome jésuitique et papale est une monstrueuse araignée qui est éternellement occupée à réparer les déchirures, faites par des événements

qu'elle n'a jamais la faculté de prévoir, dans la trame qu'elle ourdit sans cesse, espérant qu'elle pourra s'en servir un jour pour étouffer complètement l'intelligence et la liberté du monde. Elle nourrit encore aujourd'hui cet espoir, parce qu'à côté d'une érudition profonde, d'un esprit raffiné et subtil comme le poison du serpent, d'une habileté et d'un machiavélisme formés par la pratique non interrompue de quatorze siècles au moins, elle est douée d'une naïveté incomparable, stupide, produit de son immense infatuation d'elle-même et de son ignorance grossière des idées, des sentiments, des intérêts de l'époque actuelle, et de la puissance intellectuelle et vitale qui, inhérente à l'humaine société, pousse fatalement celle-ci, malgré tous les obstacles, à renverser toutes les institutions anciennes, religieuses, politiques et juridiques, et à fonder sur toutes ces ruines un ordre social nouveau. Rome ne comprend et ne comprendra jamais rien à tout cela, parce qu'elle s'est tellement identifiée avec l'idéalisme chrétien, — dont, n'en déplaise aux protestants et aux métaphysiciens, n'en déplaise aussi au fondateur de la soi-disant nouvelle religion du progrès, le vénérable Mazzini, elle reste toujours la réalisation la plus logique et la plus complète, — que, condamnée à mourir avec lui, elle ne peut voir, ni même imaginer, rien au delà. Il lui paraît qu'au delà de ce monde qui est le sien, et qui constitue proprement tout son être, il ne peut y avoir que la mort. Comme ces vieillards du moyen âge qui,

dit-on, s'efforçaient d'éterniser leur vie propre en s'infusant le sang des jeunes gens qu'ils | 45 tuaient. Rome n'est pas seulement le dupeur de tout le monde, elle est la dupe d'elle-même. Elle ne trompe pas seulement, elle se trompe. Voilà son incurable sottise. Elle consiste dans cette prétention d'éterniser son existence, et cela à une époque où tout le monde prévoit déjà sa fin prochaine, ses Syllabus et sa proclamation du dogme de l'infaillibilité papale étant une preuve évidente de démence et d'incompatibilité absolue avec les conditions les plus fondamentales de la société moderne; c'est la démence du désespoir, ce sont les dernières convulsions du mourant qui se raidit contre la mort.

En 1848, Rome n'était pas encore arrivée à ce point. Les événements qui avaient précédé cette époque : la révolution bourgeoise de 1830 et la chute de l'ultramontanisme qui en avait été la conséquence naturelle, la défaite éclatante des Jésuites en Suisse, le dévergondage libéral de Pie IX et la haine manifestée par ce pape contre ces champions de l'Eglise durant toute la première année de son règne, enfin la révolution républicaine de Février elle-même, n'étaient point de nature à inspirer au gouvernement suprême de l'Eglise, dirigé exclusivement, comme on sait, depuis la fin du dix-huitième siècle, par la Société de Jésus, une confiance insensée en lui-même. Tous ces événements lui commandaient au contraire beaucoup de modération et beaucoup de prudence. Ce n'est qu'après les

succès inespérés que l'Eglise obtint en France, sous le second Empire et grâce à la connivence intéressée de Napoléon III, qu'encouragée outre mesure par des victoires éphémères et faciles, elle a eu la sottise de manifester au monde ébahi ses prétentions monstrueuses, s'assassinant elle-même par une dernière débauche de vieillard, ce qui prouve que, chez elle, la folie qui lui fait croire en l'éternité de son existence est devenue plus forte que cette haute raison séculaire, et pratique, qui lui avait permis de la préserver jusqu'ici ; ce qui prouve aussi qu'elle est bien condamnée | 47 à mourir bientôt.

En 1848, l'Eglise de Rome était encore très sage. Elle avait précisément cette sagesse égoïste des vieillards qui consiste à prolonger leur vie quand même, malgré tout, au détriment du monde qui les entoure, et en faisant même servir à ce but les évènements, les circonstances et les choses qui lui paraissent le plus complètement opposés. De cette manière, loin de sacrifier l'intérêt positif du présent au fantôme de l'éternité, ils emploient toute l'énergie qui leur reste à s'assurer du lendemain, laissant au surlendemain le soin des jours à venir, et s'efforçant seulement à prolonger leur existence inutile et malfaisante aussi longtemps que possible. Au lieu d'effrayer le monde par la menace de leur éternité et par les manifestations de leur puissance apparente ou réelle, et pour désarmer la jeunesse ennuyée et paralysée par leur trop longue existence, ils font montre de leur faiblesse et semblent promettre

chaque jour de mourir. C'est un moyen dont Napoléon III s'est servi, pendant plus de vingt ans, avec beaucoup de succès.

A la révolution démocratique et républicaine de 1848, la Rome jésuitique et papale prit bien garde de répondre par un Syllabus ou par la déclaration de l'infaillibilité de son chef. Elle fit beaucoup mieux, elle se proclama démocratique et républicaine, sinon pour l'Italie, au moins pour la France. Elle accepta pour le Christ crucifié, comme couronne, le bonnet rouge du Jacobin. Elle ne se souciait nullement de tomber avec cette monarchie qui, pendant des siècles, avait été pour elle plus qu'une alliée, une servante dévouée et fidèle : elle bénit la République, sachant d'ailleurs fort bien que ses bénédictions ne portaient plus bonheur à personne. Elle comprit, avec beaucoup de clairvoyance, que cette évolution non seulement était inévitable, mais qu'elle lui était encore salutaire dans ce sens, que la République, — après avoir balayé les institutions soi-disant libérales, équivoques, | 47 du régime bourgeois, et renversé la domination des villes sur les campagnes, empêchée d'ailleurs elle-même de s'organiser et de s'asseoir solidement, par l'opposition de ces mêmes campagnes qui obéissaient à la direction à peu près absolue du clergé, — devait infailliblement aboutir au seul régime qui puisse réellement convenir à l'Eglise, au régime du pur despotisme, soit sous la forme de la monarchie légitime, soit sous celle d'une franche dictature mili-

taire. Les évènements qui suivirent ont prouvé que les calculs de l'Eglise n'avaient été que trop justes.

La conduite des députés campagnards dans l'Assemblée constituante, ouverte le 4 mai 1848, malgré qu'ils y formassent une majorité incontestable, fut d'abord excessivement réservée et modeste. Paris leur imposait beaucoup, il les intimidait. Ces bons gentilshommes de province s'y trouvaient complètement dépaysés : ils se sentirent très ignorants et très bêtes en présence de tous ces brillants avocats, leurs collègues, qu'ils n'avaient connus jusqu'alors que de nom et qui les écrasaient maintenant de leur faconde superbe. D'ailleurs le peuple de Paris, ce prolétariat indomptable qui avait renversé tant de trônes, leur faisait horriblement peur. Plusieurs avaient fait leur testament avant de se lancer dans ce gouffre où ils ne virent d'abord autour d'eux que périls et embûches. N'étaient-ils point chaque jour exposés à quelque nouveau soulèvement de cette terrible population de Paris qui, | 48 dans ses débordements révolutionnaires, ne respecte rien, n'épargne rien et ne s'arrête devant rien?

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici*).

LETTRE AU JOURNAL

LA *LIBERTÉ*, DE BRUXELLES

AVANT-PROPOS

Lorsque le journal socialiste la *Liberté*, de Bruxelles, eut achevé la publication de son compte rendu du Congrès de la Haye (septembre 1872), Bakounine songea à protester, dans les colonnes de ce journal, contre le vote d'expulsion rendu à la suite de l'intrigue ourdie par Karl Marx (1). Il se trouvait alors à Zürich, où il avait passé l'été de 1872, et où, après le Congrès de Saint-Imier (15 et 16 septembre), il était retourné le 18 septembre. Il commença le 1er octobre une lettre destinée à la *Liberté ;* son journal porte ce jour-là : « Ecrit lettre à la *Liberté* ». Il continua le 3 et les jours suivants, jusqu'au 8, où il s'interrompit. Le 9 il commença ses préparatifs de départ pour retourner à Locarno, et le 11 il quitta Zürich. Arrivé

(1) On trouve au tome III de *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James Guillaume (chapitre Ier et Appendice), des détails nouveaux sur la façon dont Marx se procura le « document secret » au moyen duquel il fit croire à une majorité docile que Bakounine s'était rendu coupable d'escroquerie et de chantage à l'égard d'un éditeur de Saint-Pétersbourg. — J. G.

à Locarno le 22 seulement, il renonça à achever sa lettre, qui ne fut jamais envoyée. Ce qui en a été rédigé forme un manuscrit de 31 pages, resté inédit jusqu'en 1894, qui porte la date du 5 octobre.

Comme il a été dit dans la préface, le texte publié dans la *Société Nouvelle* de Bruxelles (juillet-août 1894) est incorrect. Malheureusement les seize premières pages du manuscrit original sont perdues; seules les pages 17-31 existent encore. J'ai donc été obligé, pour les seize pages perdues, de reproduire le texte imprimé dans la *Société Nouvelle*, en en rectifiant de mon mieux les incorrections. Le contenu des pages 17-31 du manuscrit est reproduit d'après l'original.

J. G.

LETTRE

AU JOURNAL LA *LIBERTÉ*,

DE BRUXELLES

ZÜRICH

Octobre 1872

LETTRE AU JOURNAL
LA *LIBERTÉ*, DE BRUXELLES

Lettre au journal la LIBERTÉ, de Bruxelles.

A la Rédaction de la LIBERTÉ.

Ce 5 octobre 1872. Zürich.

Messieurs les Rédacteurs,

Après avoir publié la sentence d'excommunication que le Congrès marxien de la Haye vient de prononcer contre moi, vous trouverez juste, n'est-ce pas, de publier ma réponse. La voici.

Le triomphe de M. Marx et des siens a été complet. Certains d'une majorité qu'ils avaient longuement préparée et organisée avec beaucoup d'habileté et de soin, sinon avec beaucoup de respect pour ces principes de la **Morale**, de la **Vérité** et de la **Justice** qu'on retrouve si souvent dans leurs discours et si rarement dans leurs actes, les marxiens ont levé le masque, et, comme il convient à des hommes amoureux de pouvoir, toujours au nom de cette

souveraineté du peuple qui, désormais, servira de marchepied à tous les prétendants au gouvernement des masses, ils ont audacieusement décrété l'esclavage du peuple de l'Internationale.

Si l'Internationale était moins vivace, si elle n'était fondée, comme ils se l'imaginent, que sur l'organisation de centres directeurs, et non sur la solidarité réelle des intérêts et des aspirations effectives du prolétariat de tous les pays du monde civilisé, sur la fédéralisation spontanée et libre des sections et des fédérations ouvrières, indépendamment de toute tutelle gouvernementale, les décrets de ce néfaste Congrès de la Haye, incarnation par trop complaisante et fidèle des théories et de la pratique marxiennes, eussent suffi pour la tuer. Ils eussent rendu à la fois ridicule et odieuse cette magnifique association, à la fondation de laquelle, j'aime à le constater, M. Marx avait pris une part aussi intelligente qu'énergique.

Un Etat, un gouvernement, une dictature universelle ! Le rêve des Grégoire VII, des Boniface VIII, des Charles-Quint et des Napoléon, se reproduisant sous des formes nouvelles, mais toujours avec les mêmes prétentions, dans le camp de la démocratie socialiste ! Peut-on s'imaginer quelque chose de plus burlesque, mais aussi de plus révoltant ?

Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, seront capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolution-

naire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique, qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M. Marx a pu la concevoir?

Les papes ont eu au moins pour excuse la vérité absolue qu'ils disaient tenir en leurs mains de par la grâce du Saint-Esprit et en laquelle ils étaient censés de croire. M. Marx n'a point cette excuse, et je ne lui ferai pas l'injure de penser qu'il s'imagine avoir scientifiquement inventé quelque chose qui approche de la vérité absolue. Mais du moment que l'absolu n'existe pas, il ne peut y avoir pour l'Internationale de dogme infaillible, ni par conséquent de théorie politique ou économique officielle, et nos congrès ne doivent jamais prétendre au rôle de conciles œcuméniques proclamant des principes obligatoires pour tous les adhérents et croyants.

Il n'existe qu'une seule loi réellement obligatoire pour tous les membres, individus, sections et fédérations de l'Internationale, dont cette loi constitue la vraie, l'unique base. C'est, dans toute son extension, dans toutes ses conséquences et applications, LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES MÉTIERS ET DE TOUS LES PAYS DANS LEUR LUTTE ÉCONOMIQUE CONTRE LES EXPLOITEURS DU TRAVAIL. C'est dans l'organisation réelle de cette solidarité, par l'action spontanée des masses ouvrières et par la fédération absolument libre, et qui sera d'autant plus puissante qu'elle sera libre, des masses

ouvrières de toutes les langues et de toutes les nations, et non dans leur unification par décrets et sous la baguette d'un gouvernement quelconque, que réside uniquement l'unité réelle et vivante de l'Internationale.

Que de cette organisation de plus en plus large de la solidarité militante du prolétariat contre l'exploitation bourgeoise doive sortir et surgisse en effet la lutte politique du prolétariat contre la bourgeoisie, qui peut en douter? Les marxiens et nous, nous sommes unanimes sur ce point. Mais immédiatement se présente la question qui nous sépare si profondément des marxiens.

Nous pensons que la politique, nécessairement révolutionnaire, du prolétariat, doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des Etats. Nous ne comprenons pas qu'on puisse parler de la solidarité internationale lorsqu'on veut conserver les Etats, — à moins qu'on ne rêve l'Etat universel, c'est-à-dire l'esclavage universel, comme les grands empereurs et les papes, — l'Etat par sa nature même étant une rupture de cette solidarité et par conséquent une cause permanente de guerre. Nous ne concevons pas non plus qu'on puisse parler de la liberté du prolétariat ou de la délivrance réelle des masses dans l'Etat et par l'Etat. Etat veut dire domination, et toute domination suppose l'assujettissement des masses et par conséquent leur exploitation au profit d'une minorité gouvernante quelconque.

Nous n'admettons pas, même comme transition

révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires ; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que, lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction. Telle est notre croyance, ce n'est pas ici le moment de la développer.

Les marxiens professent des idées toutes contraires. Comme il convient à de bons Germains, ils sont les adorateurs du pouvoir de l'Etat, et nécessairement aussi les prophètes de la discipline politique et sociale, les champions de l'ordre établi de haut en bas, toujours au nom du suffrage universel et de la souveraineté des masses, auxquelles on réserve le bonheur et l'honneur d'obéir à des chefs, à des maîtres élus. Les marxiens n'admettent point d'autre émancipation que celle qu'ils attendent de leur Etat soi-disant populaire (*Volksstaat*). Ils sont si peu les ennemis du patriotisme que leur Internationale même porte trop souvent les couleurs du pangermanisme. Il existe entre la politique bismarckienne et la politique marxienne une différence sans doute très sensible, mais entre les marxiens et nous il y a un abîme. Eux, ils sont les gouvernementaux, nous les anarchistes quand même.

Telles sont les deux tendances politiques principales qui séparent aujourd'hui l'Internationale en

deux camps. D'un côté il n'y a à proprement parler que la seule Allemagne ; de l'autre, il y a, à des degrés différents, l'Italie, l'Espagne, le Jura suisse, une grande partie de la France, la Belgique, la Hollande, et dans un avenir très prochain les peuples slaves. Ces deux tendances se sont heurtées au Congrès de la Haye, et, grâce à la grande habileté de M. Marx, grâce à l'organisation tout à fait artificielle de son dernier Congrès, la tendance germanique a vaincu.

Est-ce à dire que la terrible question ait été résolue ? Elle n'a pas même été proprement discutée ; la majorité ayant voté comme un régiment bien dressé, elle a écrasé toute discussion sous son vote. La contradiction existe donc plus vive et plus menaçante que jamais, et M. Marx lui-même, malgré tous les enivrements du triomphe, ne s'imagine sans doute pas qu'il puisse en être quitte à si bon marché. Et si même il a pu concevoir un moment une si folle espérance, la protestation solidaire des délégués jurassiens, espagnols, belges et hollandais (sans parler de l'Italie qui n'a pas même daigné envoyer ses délégués à ce Congrès trop ostensiblement falsifié), cette protestation si modérée dans la forme, mais d'autant plus énergique et significative dans le fond, a dû vite le désabuser.

Cette protestation elle-même n'est évidemment qu'un très faible avant-coureur de l'opposition formidable qui va éclater dans tous les pays vraiment pénétrés du principe et de la passion de la révolution

sociale (1). Et tout cet orage aura été soulevé par la préoccupation si malheureuse des marxiens de faire de la question politique une base, un principe obligatoire de l'Internationale.

En effet, entre les deux tendances ci-dessus indiquées, aucune conciliation aujourd'hui n'est possible. Seule la pratique de la révolution sociale, de grandes expériences historiques nouvelles, la logique des événements pourront les ramener tôt ou tard à une solution commune; et, fortement convaincus de la bonté de notre principe, nous espérons qu'alors les Allemands eux-mêmes — les travailleurs de l'Allemagne et non leurs chefs — finiront par se joindre à nous pour démolir ces prisons des peuples qu'on

(1) Les révolutions votées à la Haye par une majorité factice furent désavouées par *toutes* les fédérations régionales qui composaient l'Internationale, savoir : 1° par la Fédération jurassienne, dans son Congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872); 2° par toutes les sections françaises qui purent, malgré la loi Dufaure, se réunir et délibérer, entre autres par un Congrès de vingt-trois délégués de sections françaises (octobre 1872); 3° par la Fédération italienne (lettre de sa Commission de correspondance, décembre 1872), qui dès le mois d'août 1872, dans son premier Congrès à Rimini, avait rompu avec le Conseil général; 4° par la Fédération belge, dans son Congrès de Bruxelles (25-26 décembre 1872); 5° par la Fédération espagnole, dans son Congrès de Cordoue (25-30 décembre 1872); 6° par la Fédération américaine (résolution du Conseil fédéral de Spring Street, New York, 19 janvier 1873); 7° par la Fédération anglaise, dans son Congrès de Londres (26 janvier 1873); 8° par la Fédération hollandaise (résultat du vote des sections communiqué par le Conseil fédéral hollandais le 14 février 1873). — Il n'y avait pas de sections de l'Internationale en Allemagne, la législation s'y opposant; l'Internationale ne pouvait y compter que des adhérents individuels, directement affiliés auprès du Conseil général. — J. G.

appelle les Etats et pour condamner la politique, qui n'est en effet rien que l'art de dominer et de tondre les masses.

Mais aujourd'hui que faire ? Aujourd'hui la solution et la conciliation sur le terrain politique étant impossibles, il faut se tolérer mutuellement et en laissant à chaque pays le droit incontestable de suivre les tendances politiques qui lui plairont davantage ou qui lui paraîtront le mieux adaptées à sa situation particulière. Rejetant par conséquent toutes les questions politiques du programme obligatoire de l'Internationale, il faut chercher l'unité de cette grande association uniquement sur le terrain de la solidarité économique. Cette solidarité nous unit, tandis que les questions politiques fatalement nous séparent.

Il est certain que ni les Italiens, ni les Espagnols, ni les Jurassiens, ni les Français, ni les Belges, ni les Hollandais, ni les peuples slaves, ces ennemis historiques du pangermanisme, ni même le prolétariat de l'Angleterre et de l'Amérique, ne se soumettront jamais aux tendances politiques qu'impose aujourd'hui au prolétariat de l'Allemagne l'ambition de ses chefs. Mais en supposant même que, par suite de cette désobéissance, le nouveau Conseil général (1) frappe d'interdiction tous ces pays et

(1) Le Conseil général de l'Internationale, qui de 1864 à 1872 avait eu Londres pour siège, fut placé, par une décision du Congrès de la Haye, à New-York, où Marx et Engels avaient compté trouver des instruments dociles de leurs volontés. — J. G.

qu'un nouveau concile œcuménique des marxiens les excommunie et les déclare rejetés du sein de l'Internationale, la solidarité économique qui existe nécessairement, naturellement et de fait entre le prolétariat de tous ces pays et celui de l'Allemagne en sera-t-elle diminuée? Que les ouvriers de l'Allemagne fassent une grève, qu'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs patrons, ou qu'ils se révoltent contre la tyrannie politique d'un gouvernement qui est le protecteur naturel des capitalistes et autres exploiteurs du travail populaire, le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxiens restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte? Non, il leur donnera tout son pauvre argent et, qui plus est, il donnera tout son sang à ses frères de l'Allemagne, sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance.

Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale : elle est dans les aspirations communes et dans le mouvement spontané des masses populaires de tous les pays, et non dans un gouvernement quelconque, ni dans une théorie politique uniforme, imposée par un Congrès général à ces masses. C'est tellement évident, qu'il faut être bien aveuglé par la passion du pouvoir pour ne point le comprendre.

Je conçois à la rigueur que les despotes couronnés ou non couronnés aient pu rêver le sceptre du

monde ; mais que dire d'un ami du prolétariat, d'un révolutionnaire qui prétend vouloir sérieusement l'émancipation des masses et qui, en se posant en directeur et en arbitre suprême de tous les mouvements révolutionnaires qui peuvent éclater dans différents pays, ose rêver l'assujettissement du prolétariat de tous ces pays à une pensée unique, éclose dans son propre cerveau !

Je pense que M. Marx est un révolutionnaire très sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses ; et je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine, — que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements populaires? Quel est l'homme, quel est le groupe d'individus, si grand que soit leur génie, qui oseraient se flatter de pouvoir seulement embrasser et comprendre l'infinie multitude d'intérêts, de tendances et d'actions si diverses dans chaque pays, dans chaque province, dans chaque localité, dans chaque métier, et dont l'ensemble immense, uni mais non uniformisé par une grande aspiration commune et par quelques principes fondamentaux qui sont passés désormais dans la conscience des

masses, constituera la future révolution sociale?

Et que penser d'un Congrès international qui, dans l'intérêt soi-disant de cette révolution, impose au prolétariat de tout le monde civilisé un gouvernement investi de pouvoirs dictatoriaux, avec le droit inquisitorial et pontifical de suspendre des fédérations régionales, d'interdire des nations entières au nom d'un principe soi-disant officiel et qui n'est autre que la propre pensée de M. Marx, transformée par le vote d'une majorité factice en une vérité absolue? Que penser d'un Congrès qui, pour rendre sans doute sa folie plus ostensible encore, relègue en Amérique ce gouvernement dictatorial, après l'avoir composé d'hommes probablement très honnêtes, mais obscurs, suffisamment ignorants et absolument inconnus à lui-même? Nos ennemis les bourgeois auraient donc raison lorsqu'ils se moquent de nos congrès et lorsqu'ils prétendent que l'Association internationale des travailleurs ne combat les vieilles tyrannies que pour en établir une nouvelle, et que, pour remplacer dignement les absurdités existantes, elle veut en créer une autre!

Pour l'honneur et pour le salut même de l'Internationale, ne devons-nous pas, par conséquent, nous empresser de proclamer bien haut que ce malencontreux Congrès de la Haye, loin d'avoir été l'expression des aspirations de tout le prolétariat de l'Europe, n'a été en effet, malgré toutes les apparences de régularité dont on a voulu l'entourer, rien que le triste produit du mensonge, de l'intrigue et d'un

abus révoltant de la confiance et de l'autorité qu'on avait malheureusement trop longtemps accordées au défunt Conseil général ? Ce fut en réalité, non un Congrès de l'Internationale, mais celui du Conseil général, dont les membres marxiens et blanquistes, formant à peu près le tiers du nombre total des délégués et traînant à leur suite, d'un côté, le bataillon bien discipliné des Allemands, et, de l'autre, quelques Français fourvoyés, étaient arrivés à la Haye non pour y discuter les conditions sérieuses de l'émancipation du prolétariat, mais pour établir leur domination dans l'Internationale.

M. Marx, plus habile et plus fin que ses alliés blanquistes, les a joués, comme auparavant M. de Bismarck avait joué les diplomates de l'empire et de la République française. Les blanquistes s'étaient évidemment rendus au Congrès de la Haye avec l'espoir, sans doute entretenu dans leur esprit par M. Marx lui-même, de pouvoir s'assurer de la direction du mouvement socialiste en France au moyen du Conseil général, dont ils se promettaient bien de rester les membres très influents. M. Marx n'aime point à partager le pouvoir, mais il est plus que probable qu'il avait fait des promesses positives à ses collègues français, sans le concours desquels il n'aurait point eu la majorité au Congrès de la Haye. Mais après s'être servi d'eux, il les a poliment éconduits, et, conformément à un plan arrêté d'avance entre lui et ses véritables intimes, les Allemands de l'Amérique et de l'Allemagne, il a relégué le Con-

seil général à New-York, laissant ses amis d'hier, les blanquistes, dans la situation fort désagréable de conspirateurs victimes de leur propre conspiration. Deux échecs pareils, se suivant à si court intervalle, ne font pas beaucoup d'honneur à l'esprit français.

Mais on se demande : M. Marx ne se serait-il pas découronné lui-même en envoyant promener le gouvernement de l'Internationale à New-York? Pas du tout. Nul ne lui fera l'injure de supposer qu'il ait pris ce gouvernement-là au sérieux ni qu'il ait voulu remettre entre des mains inexpérimentées et débiles les destinées de l'Internationale, dont il se considère lui-même en quelque sorte comme le père et un peu trop comme le maître. Son ambition peut le pousser à lui faire beaucoup de mal, il est vrai, mais il ne peut en vouloir la destruction ; et ne serait-ce pas une cause de destruction certaine que ces pouvoirs dictatoriaux accordés à des hommes incapables ? Comment résoudre cette difficulté?

Elle se résout très simplement pour ceux qui savent ou devinent qu'à l'ombre du gouvernement officiel, apparent, de New-York, on vient d'établir le gouvernement anonyme des soi-disant agents absolument irresponsables, obscurs, mais d'autant plus puissants, de ce gouvernement, en Europe, ou, pour parler clairement, le pouvoir occulte et réel de M. Marx et des siens. Tout le secret de l'intrigue de la Haye est là. Il explique l'attitude à la fois triomphante et tranquille de M. Marx, qui croit tenir désormais toute l'Internationale dans sa

manche ; et, à moins que ce ne soit une très grande illusion de sa part, il a bien raison de se réjouir, car, en goûtant en secret les plaisirs divins du pouvoir, il pourra en rejeter tous les inconvénients et l'odieux sur ce malheureux Conseil général de New-York.

Pour se convaincre que telle est en réalité l'espérance, la pensée de M. Marx, on n'a qu'à lire avec un peu d'attention un des numéros de septembre du *Volksstaat*, l'organe principal du Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, et qui comme tel reçoit les inspirations directes de M. Marx. Dans un article semi-officiel, on raconte, avec une naïveté et une gaucherie tout allemandes, toutes les raisons qui ont poussé le dictateur de ce parti et ses amis les plus intimes à transporter le gouvernement de l'Internationale de Londres à New-York. Il y a eu principalement pour l'accomplissement de ce coup d'Etat deux motifs.

Le premier était l'impossibilité de s'entendre avec les blanquistes. Si M. Marx est pénétré de la tête aux pieds de l'instinct pangermanique qui a pris un si grand développement en Allemagne depuis les conquêtes de M. de Bismarck, les blanquistes sont avant tout des patriotes français. Ignorants et dédaigneux de l'Allemagne, comme il convient à de véritables Français, ils pouvaient bien en abandonner le gouvernement absolu à M. Marx, mais pour rien au monde ils ne lui auraient concédé celui de la France, qu'ils réservent naturellement pour eux-

mêmes. Et c'est précisément cette dictature en France que M. Marx, en vrai Allemand qu'il est, convoite plus que toute autre chose, beaucoup plus même que la dictature en Allemagne.

Les Allemands auront beau remporter des succès matériels ou même politiques sur la France, moralement, socialement ils se sentiront toujours inférieurs. Ce sentiment invincible d'infériorité est la source éternelle de toutes les jalousies, de toutes les animosités, mais aussi de toutes les convoitises brutales ou masquées qu'excite en eux ce seul nom de la France. Un Allemand ne se croit pas assez recommandé au monde tant que sa réputation, sa gloire, son nom n'ont pas été acceptés par la France. Etre reconnu par l'opinion publique de cette nation et surtout par celle de Paris, telle a été de tout temps la pensée ardente et secrète de tous les Allemands illustres. Et gouverner la France, et par la France l'opinion du monde entier, quelle gloire et surtout quelle puissance!

M. Marx est un Allemand par trop intelligent, mais aussi par trop vaniteux et par trop ambitieux, pour ne l'avoir pas compris. Aussi n'y a-t-il point de coquetterie dont il n'ait usé pour se faire accepter par l'opinion révolutionnaire et socialiste de la France. Il paraît qu'il y a réussi en partie, puisque les blanquistes, poussés d'ailleurs par leur propre ambition qui leur faisait rechercher l'alliance de ce prétendant à la dictature dans l'Internationale, s'y sont laissé prendre d'abord; grâce à sa protection

toute-puissante, ils étaient devenus eux-mêmes des membres du Conseil général de Londres.

Dans le commencement cet accord a dû être parfait, car, autoritaires et amoureux du pouvoir les uns et les autres, ils étaient unis par leur haine commune contre nous autres, les adversaires irréconciliables de tout pouvoir et de tout gouvernement et, par conséquent, aussi de celui qu'ils se proposaient d'établir dans l'Internationale. Et tout de même leur alliance ne pouvait être de longue durée, car M. Marx ne voulant point partager son pouvoir, et eux ne pouvant lui concéder la dictature de la France, il était impossible qu'ils restassent longtemps amis. C'est ainsi qu'avant même le Congrès de la Haye, alors que toutes les apparences de l'amitié la plus tendre existaient encore entre eux, M. Marx et ses intimes avaient décidé l'expulsion des blanquistes du Conseil général. Le *Volksstaat* l'avoue rondement, et il ajoute que, puisqu'il était impossible de les en éloigner tant que le Conseil général resterait à Londres, on avait décidé la translation de ce dernier en Amérique.

L'autre raison, également avouée par le *Volksstaat*, c'est l'insubordination désormais manifeste des ouvriers d'Angleterre. Voilà un aveu qui a dû être pénible à M. Marx, car c'est celui d'un très grand échec. En dehors de sa science économique, incontestablement très sérieuse, très profonde, et à côté de son talent également remarquable et incontestable d'intrigant politique, M. Marx, pour magné-

tiser et pour dominer ses compatriotes, a eu toujours deux cordes à son arc, l'une française, l'autre anglaise : la première consistant dans l'imitation assez malheureuse de l'esprit français, l'autre dans une affectation bien mieux réussie de la raison pratique des Anglais. M. Marx a passé plus de vingt ans à Londres au milieu des travailleurs anglais, et, comme il arrive presque toujours aux Allemands qui, honteux dans le secret de leur cœur de leur propre pays, adoptent et exagèrent d'une façon assez maladroite les coutumes et le langage du pays qu'ils habitent, M. Marx aime à se montrer souvent plus Anglais que les Anglais eux-mêmes. Je m'empresse d'ajouter qu'ayant appliqué pendant tant d'années sa remarquable intelligence à l'étude des faits économiques de l'Angleterre, il a acquis une connaissance très détaillée et très approfondie des rapports économiques du travail et du capital dans ce pays. Tous ses écrits en font foi, et, si l'on fait abstraction d'un certain jargon hegelien dont il n'a pas pu se défaire, on trouvera que, sous le prétexte spécieux que tous les autres pays, étant plus arriérés au point de vue de la grande production capitaliste, le sont nécessairement aussi à celui de la révolution sociale, M. Marx n'a en vue principalement que les faits anglais. On dirait un Anglais parlant exclusivement à des Anglais.

Cela ne constitue pas, sans doute, un très grand mérite au point de vue de l'internationalité, mais au moins pouvait-on en conclure que M. Marx devait

exercer une influence aussi légitime que salutaire sur les ouvriers d'Angleterre ; et, en effet, une intimité très sérieuse et une grande confiance mutuelle paraissent avoir existé pendant beaucoup d'années entre lui et bon nombre d'ouvriers anglais remarquablement actifs, ce qui faisait croire à tout le monde qu'il jouissait, en général, d'une autorité considérable en Angleterre, et cela ne pouvait manquer d'augmenter son prestige sur le continent. On attendait donc avec autant d'impatience que de confiance, dans toute l'Internationale, le moment où, grâce à sa propagande énergique et intelligente, le million de travailleurs qui forment aujourd'hui l'association formidable des *Trades Unions* passeraient avec armes et bagages dans notre camp.

Cette espérance est sur le point de se réaliser, au moins en partie. Déjà une Fédération anglaise, formellement adhérente à l'Internationale, vient de se former. Mais, chose étrange! le premier acte de cette Fédération, ç'a de rompre ouvertement tout rapport de solidarité avec M. Marx ; et si l'on juge d'après ce qu'en trahit le *Volksstaat*, et surtout d'après les paroles amères, les injures que M. Marx, au Congrès de la Haye, a imprudemment lancées à la face des travailleurs anglais, on arrive à cette conclusion que le prolétariat de la Grande-Bretagne décidément se refuse de ployer son cou sous le joug du dictateur socialiste de l'Allemagne. Avoir courtisé un peuple pendant plus de vingt ans pour arriver à un pareil résultat! Avoir chanté sur tous les

tons les louanges des travailleurs anglais, les avoir recommandés comme des modèles à l'imitation du prolétariat de tous les autres pays, puis se voir forcé tout d'un coup de les maudire et de les déclarer vendus à toutes les réactions ! Quelle mésaventure et quelle chute, non pour les ouvriers anglais, mais pour M. Marx !

Une chute, d'ailleurs, parfaitement méritée. M. Marx avait trop longtemps mystifié les membres anglais du Conseil général. Profitant en partie de leur ignorance des affaires du continent, et en partie aussi de leur indifférence si regrettable pour ces affaires, pendant beaucoup d'années il avait réussi à leur faire accepter tout ce qu'il avait voulu. Il paraît avoir existé entre M. Marx et ces membres anglais une sorte d'accord tacite, conformément auquel M. Marx ne devait pas s'ingérer dans les questions proprement anglaises, ou ne devait s'en mêler qu'autant que cela leur plairait ; par contre, ils lui abandonnaient toute la direction de l'Internationale sur le continent, qui les intéressait fort peu. Pour l'honneur de ces citoyens, il faut supposer qu'ils avaient eu la plus grande confiance dans la loyauté et dans la justice de M. Marx.

On sait aujourd'hui à quel point M. Marx avait abusé de cette confiance. On sait que toutes les affaires de l'Internationale, ou plutôt que toutes les intrigues qu'on avait fomentées et menées, dans notre grande association, au nom du Conseil général, ont été combinées et dirigées par un cercle

intime de M. Marx, composé presque exclusivement d'Allemands, et qui remplissait en quelque sorte les fonctions d'un comité exécutif : ce comité savait tout, décidait tout, faisait tout. Les autres membres, formant la grande majorité du Conseil général, par contre, ignorèrent absolument tout. On poussa la complaisance envers eux (1) | [17] jusqu'à leur épargner la peine de signer leurs noms sur les circulaires du Conseil général ; on les y mettait pour eux, de sorte que, jusqu'au dernier moment, ils n'eurent pas même la moindre idée de toutes les abominations dont on les a rendus responsables à leur insu.

On conçoit quel parti devaient tirer d'une situation aussi favorable des hommes comme M. Marx et ses amis, politiciens trop habiles pour s'arrêter devant aucuns scrupules. Il n'est pas besoin de dire, je pense, quel fut le but de la grande intrigue. C'était l'établissement de la dictature révolutionnaire de M. Marx en Europe, au moyen de l'Internationale. Alberoni (2) nouveau, M. Marx s'est senti l'audace suffisante pour concevoir et pour réaliser une telle pensée. Quant aux moyens d'exécution, je dois observer qu'il en a parlé avec une légèreté et un dédain peu sincères dans son dernier discours d'Amsterdam. Il est vrai, comme il l'a dit, que pour soumettre le monde il n'a à sa disposition ni armées,

(1) Ici commence la partie conservée du manuscrit original (pages 17-31). — J. G.

(2) Le cardinal Alberoni, ministre du roi d'Espagne Philippe V, avait formé de vastes projets, qui échouèrent, pour s'assurer la suprématie en Europe. — J. G.

ni finances, ni chassepots, ni canons Krupp. Mais, par contre, il a un remarquable génie d'intrigue et une résolution qui ne s'arrête devant aucune vilenie ; il a en outre à son service un nombreux corps d'agents, hiérarchiquement organisés et agissant en secret sous ses ordres directs ; une sorte de franc-maçonnerie socialiste et littéraire dans laquelle ses compatriotes les Juifs allemands et autres occupent une place considérable et déployent un zèle digne d'une meilleure cause. Il a eu enfin le grand nom de l'Internationale, qui exerce une puissance si magique sur le prolétariat de tous les pays, et dont, pendant trop longtemps, il lui a été permis de se servir pour réaliser ses projets ambitieux.

C'est depuis 1869, mais surtout depuis 1871, que M. Marx est entré en campagne. Jusqu'au Congrès de Bâle (septembre 1869), il avait su masquer | 48 ses projets. Mais les résolutions de ce Congrès ayant excité sa colère et ses craintes, il ordonna à tous ses féaux une attaque générale et furieuse contre ceux qu'il commença désormais à haïr comme des adversaires irréconciliables de son principe et de sa dictature. Le feu s'ouvrit successivement contre mes amis et moi, mais surtout contre moi, d'abord à Paris, ensuite à Leipzig et à New-York, enfin à Genève. Au lieu de boulets, les artilleurs marxiens nous jetèrent de la boue. Ce fut un déluge de calomnies stupides et immondes.

Déjà au printemps 1870 je savais, M. Outine (un petit Juif russe qui par toutes sortes de vilenies

s'efforce de se faire une position dans cette pauvre Internationale de Genève) l'ayant raconté à qui voulait l'entendre, que M. Marx lui avait écrit une lettre confidentielle dans laquelle il lui recommandait de recueillir contre moi tous les faits, c'est-à-dire tous les contes, toutes les accusations, aussi odieuses que possible, avec des apparences de preuves, en ajoutant que si ces apparences étaient plausibles on s'en servirait contre moi au prochain Congrès. C'est dès lors qu'on commença à forger la fameuse calomnie, fondée sur mes rapports passés avec le malheureux Netchaïeff, rapports dont il m'est encore défendu de parler, et dont les marxiens de la commission d'enquête viennent de se servir pour dicter au Congrès marxien de la Haye l'arrêt, tout préparé d'avance, de mon expulsion.

Pour donner la mesure de la bonne foi des agents et des journaux marxiens, qu'il me soit permis de raconter une autre anecdote. Je suis tellement habitué à me savoir systématiquement et régulièrement diffamé dans presque chaque numéro du *Volksstaat*, qu'ordinairement je ne me donne pas même la peine de lire les sottises qu'il débite contre moi. Par exception, mes amis m'en ont montré une dont je crois utile de faire mention ici, d'autant plus qu'elle me paraît très propre à faire ressortir la loyauté et la véracité de M. Marx. Le respectable journal de Leipzig, organe officiel du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne, paraît s'être donné pour mission de prouver que je ne suis rien

de moins qu'un agent soldé du gouvernement russe. Il a publié dans ce but les faits les plus inouïs, par exemple, comme quoi | 19 mon défunt compatriote Alexandre Herzen, et moi, nous recevions tous les deux des subsides considérables d'un comité panslaviste établi à Moscou sous la direction immédiate du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et qu'après la mort de Herzen j'ai eu l'avantage de voir doubler ma pension. On conçoit que contre des faits aussi triomphants je n'aie eu rien à répondre.

Dans le numéro du du *Volksstaat* (1), on raconte l'anecdote suivante : En 1848, Bakounine se trouvant à Breslau, où les démocrates allemands avaient commis la sottise de l'accepter avec pleine confiance, ne s'apercevant pas qu'il faisait de la propagande panslaviste, un journal de Cologne, *die Neue Rheinische Zeitung*, rédigé par MM. Marx et Engels, publia une correspondance de Paris dans laquelle on écrivait que Mme George Sand s'était exprimée d'une manière fort inquiétante sur le compte de Bakounine, disant qu'il fallait y prendre garde, qu'on ne savait pas ce qu'il était ni ce qu'il voulait, qu'il était en un mot un personnage fort équivoque, etc., etc. Le *Volksstaat* ajoute que jamais Bakounine n'avait répondu à une accusation si directe, qu'au contraire il s'était éclipsé et notamment qu'il s'était réfugié en Russie après la publication de cette correspondance, et qu'il n'avait reparu

(1) Bakounine a laissé en blanc le chiffre du numéro, ainsi que la date.

qu'en 1849 en Allemagne pour prendre part, sans doute comme agent provocateur, au mouvement insurrectionnel de Dresde.

Maintenant voici les faits dans leur vérité. MM. Marx et Engels avaient réellement publié cette *correspondance de Paris* contre moi, ce qui prouve seulement que déjà alors ils étaient animés d'une amitié bien tendre pour moi et de ce même esprit de loyauté et de justice qui les distingue aujourd'hui. Je ne crois pas nécessaire de raconter ici les faits qui m'avaient attiré alors cette marque de bienveillance; mais voici ce que je crois devoir ajouter, le *Volksstaat* ayant oublié ou négligé de le dire : En 1848, j'étais plus | 20 jeune, plus impressionnable, et par conséquent beaucoup moins endurant et indifférent que je ne le suis aujourd'hui; et, à peine eus-je lu cette correspondance parisienne du journal de MM. Marx et Engels, que je me hâtai d'écrire une lettre à Mme George Sand, qui était alors beaucoup plus révolutionnaire qu'elle ne paraît l'être maintenant, et pour laquelle j'avais professé une admiration très sincère et très vive. Cette lettre, dans laquelle je lui demandais l'explication des propos qu'on lui attribuait sur mon compte, lui fut remise par mon ami Adolphe Reichel, aujourd'hui directeur de musique à Berne. Mme Sand me répondit par une lettre charmante, m'exprimant la plus loyale amitié. En même temps elle adressa à MM. Marx et Engels une lettre énergique leur demandant avec indignation compte de l'abus qu'ils

avaient osé faire de son nom pour calomnier son ami Bakounine, pour lequel elle avait autant d'amitié que d'estime. De mon côté j'avais prié un ami, le Polonais Koscielski, qui pour ses propres affaires se rendait à Cologne, d'exiger en mon nom de MM. les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane* ou bien une rétractation publique, ou bien une satisfaction les armes à la main. Sous cette double pression, ces messieurs se montrèrent fort coulants, fort aimables. Ils publièrent la lettre que leur avait adressée Mme Sand, — une lettre fort désagréable pour leur amour-propre, — et ils y ajoutèrent quelques lignes dans lesquelles ils exprimaient leur regret qu'on eût inséré, *en leur absence*, dans leur journal, une correspondance insensée dirigée contre l'honneur de leur « ami Bakounine », pour lequel eux aussi avaient le cœur plein d'affection et d'estime. On conçoit qu'après une déclaration pareille, — que le *Volksstaat* peut retrouver dans un des numéros de juillet ou d'août de la *Nouvelle Gazette Rhénane* de 1848 aussi bien | 21 que dans le souvenir de MM. Marx et Engels, qui certes ne commettront pas la maladresse de la renier, — je n'aie plus eu besoin de réclamer d'eux aucune autre satisfaction (1). Quant à ma prétendue disparition en Russie, ces messieurs savent mieux que personne que je n'ai quitté l'Allemagne qu'en 1850, alors qu'après un an de résidence forcée dans la forteresse de

(1) Voir un récit de ces faits au tome II des *Œuvres*, dans la *Notice biographique*, pages XVII-XIX. — J. G.

Königstein, on me transporta enchaîné à Prague, puis à Olmütz, d'où en 1851 j'ai été transporté, enchaîné toujours, à Saint-Pétersbourg.

J'éprouve un véritable dégoût en me voyant forcé de raconter toutes ces histoires. Je le fais aujourd'hui pour la première et pour la dernière fois, afin de montrer au public quelle sorte de gens je suis condamné à combattre. Leur acharnement contre moi, qui ne les ai jamais personnellement attaqués, qui n'ai même jamais parlé d'eux et qui me suis systématiquement abstenu même de répondre à leurs agressions immondes, cette persistance haineuse avec laquelle, depuis mon évasion de la Sibérie, en 1861, ils s'efforcent de me calomnier et de me diffamer dans toutes leurs correspondances intimes et dans tous leurs journaux, constituent à mes yeux un phénomène si étrange qu'aujourd'hui même je ne suis pas encore parvenu à le comprendre. Ce qu'ils font contre moi n'est pas seulement odieux, dégoûtant, c'est bête. Comment ces messieurs n'ont-ils pas compris qu'en m'attaquant avec cet acharnement incroyable, ils ont fait beaucoup plus pour ma gloire que je n'ai pu faire moi-même ; car tous les contes révoltants qu'ils répandent avec cette haine passionnée contre moi, dans toutes les parties du monde, tomberont naturellement sous le poids de leur propre absurdité, mais mon nom restera, et à ce nom, qu'ils auront si puissamment contribué à faire connaître au monde, demeurera rattachée la gloire réelle, légitime, d'avoir été l'adversaire impi-

toyable et irréconciliable, non de leurs personnes dont je m'occupe fort peu, mais de leurs théories autoritaires et de leur ridicule et odieuse prétention à la dictature du monde. Si j'étais donc un glorieux, loin de leur en vouloir pour toutes ces attaques, j'aurais dû leur en savoir un gré infini, car, en s'efforçant de me dénigrer, ils ont fait ce qu'il n'a jamais été dans mes intentions ni dans mes goûts de faire : ils m'ont posé.

En mars 1870, toujours au nom du Conseil général et avec la signature de tous ses membres, M. Marx a lancé contre moi une circulaire diffamatoire, rédigée en français et en allemand et adressée aux Fédérations régionales (1). Je n'ai eu connaissance de cette circulaire qu'il y a six mois ou sept mois à peine, | 22 à l'occasion du dernier procès de MM. Liebknecht et Bebel, dans lequel elle a figuré et a été publiquement lue comme pièce d'accusation contre eux (2). Dans ce memorandum dirigé, à ce qu'il paraît, exclusivement contre moi et dont j'ignore même encore aujourd'hui les détails, M. Marx recommande entre autres choses à ses intimes le *travail souterrain* dans l'Internationale (3) ; puis il se

(1) Au sujet de la « Communication privée » (du 1er janvier 1870) du Conseil général de Londres, rédigée par Marx, et de son complément la « Communication confidentielle » (du 28 mars 1870) envoyée par Marx en Allemagne, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James GUILLAUME, où ces deux documents sont reproduits in-extenso, tome Ier, pages 262-263 et 291-299.

(2) Voir *L'Internationale*, tome II, p. 278. — J. G.

(3) L'expression de « travail souterrain », employée dans la

tourne contre moi et, parmi beaucoup d'autres aménités, il lance contre moi l'accusation d'avoir fondé dans l'Internationale, et avec le but évident de la détruire, une société secrète pernicieuse nommée l'Alliance. Mais ce qui m'a semblé le comble du ridicule, c'est que, pendant que je restais tout tranquillement à Locarno, très loin de toutes les sections de l'Internationale, M. Marx m'accusait de mener une terrible intrigue, — voyez comme on se trompe quelquefois en jugeant les hommes par soi-même, — une intrigue ayant pour but de transporter le Conseil général de Londres en Suisse, avec l'intention évidente d'y asseoir ma dictature. La circulaire finit par une démonstration très savante et tout à fait victorieuse de la nécessité qu'il y avait — et qui n'existe plus aujourd'hui, paraît-il — de maintenir le Conseil général à Londres, cette ville ayant paru, jusqu'au Congrès de la Haye, à M. Marx être le centre naturel, la vraie capitale du commerce mondial. Il semble qu'elle a cessé de l'être depuis que les ouvriers anglais se sont révoltés contre M. Marx, ou plutôt depuis qu'ils ont deviné ses aspirations à la dictature et qu'ils ont eu connaissance des moyens par trop habiles dont il a fait usage pour la conquérir.

Mais c'est à partir de septembre 1871, époque de

« Communication privée » du 1er janvier 1870, s'appliquait à l'intervention du Conseil général dans les affaires anglaises, et non, comme Bakounine le croyait, aux manœuvres occultes employées contre lui. Voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome Ier, p. 265, note 5. — J. G.

la fameuse Conférence de Londres, qu'a commencé la guerre décisive, ouverte, contre nous ; ouverte autant que, de la part d'hommes aussi gouvernementaux et prudents que M. Marx et ses adeptes, elle pouvait l'être.

La catastrophe de la France semble avoir réveillé dans le cœur de M. Marx de fortes espérances, en même temps que les triomphes de M. de Bismarck — que dans | 23 une lettre semi-officielle (1) que j'ai sous les yeux, M. Engels, l'*alter ego* et l'ami le plus intime de M. Marx, préconise comme un serviteur très utile de la révolution sociale — ont éveillé en lui une très grande jalousie. Comme Allemand il en a été naturellement fier, comme démocrate socialiste il s'en est consolé avec M. Engels par la pensée qu'à la fin des comptes ce triomphe de la monarchie prussienne devait tourner tôt ou tard à celui du grand Etat républicain et populaire dont il est le patron ; mais comme individu il a été cruellement mortifié de voir un autre que lui faire autant de bruit et monter si haut.

J'en appelle au souvenir de tous ceux qui ont eu l'occasion d'entendre et de voir les Allemands pendant les années 1870 et 1871. Pour peu qu'ils se soient donné un peu de peine à démêler le fond de leur pensée à travers les contradictions d'un langage équivoque, ils diront avec moi qu'à très peu d'exceptions près, non seulement chez les radicaux,

(1) Adressée à Carlo Cafiero. Voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome II, pages 286 et 290. — J. G.

mais dans l'immense majorité des démocrates socialistes eux-mêmes, à côté du chagrin très réel qu'ils éprouvaient en voyant une république succomber sous les coups d'un despote, il y a eu une satisfaction générale en présence de la France tombée si bas et de l'Allemagne montée si haut. Même chez ceux d'entre eux qui luttèrent le plus courageusement contre ce courant patriotique qui avait envahi toute l'Allemagne, même chez MM. Bebel et Liebknecht qui avaient payé et qui paient encore de leur liberté leurs protestations énergiques contre la barbarie prussienne, au nom des droits de la France, on a pu remarquer les traces indubitables de ce triomphe national. Par exemple, je me souviens d'avoir lu dans un des numéros de septembre 1870 du *Volksstaat* la phrase suivante, dont, n'ayant pas le numéro sous mes yeux, je ne puis maintenant reproduire le texte précis, mais dont le sens m'avait trop vivement frappé pour que j'aie pu en oublier le sens et le ton général : « Maintenant — disait-on, — que, par suite de la défaite de la France, *l'initiative du* | 24 *mouvement socialiste est passée de la France en Allemagne*, de grands devoirs nous incombent [1]. »

[1] Le texte exact de cette phrase, empruntée à une lettre écrite par Marx à ses amis d'Allemagne, est : « Cette guerre a transféré le centre de gravité du mouvement ouvrier continental de France en Allemagne » (*Dieser Krieg hat den Schwerpunkt der kontinentalen Arbeiterbewegung von Frankreich nach Deutschland verlegt*). La phrase fut publiée en septembre 1870 dans un manifeste du Comité central du Parti ouvrier de la démocratie sociale en Allemagne. Voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome II, pages 88-89. — J. G.

Dans ces mots se retrouve toute la pensée, toute l'espérance, toute l'ambition des marxiens. Ils croient sérieusement que le triomphe militaire et politique obtenu dernièrement par les Allemands sur la France marque le commencement d'une grande époque dans l'histoire, à partir de laquelle l'Allemagne est appelée à jouer sous tous les rapports le premier rôle dans le monde, sans doute pour le salut du monde lui-même. La France et tous les peuples latins *ont été*, les Slaves *ne sont pas encore*, et d'ailleurs ils sont trop barbares pour devenir quelque chose par eux-mêmes, sans l'aide de l'Allemagne; l'Allemagne seule, aujourd'hui, *est*. De tout cela il résulte chez les Allemands un triple sentiment. Vis-à-vis des peuples latins, « *jadis intelligents et puissants, mais aujourd'hui tombés en décadence* », ils ressentent une sorte de respect miséricordieux, mêlé d'indulgence; ils sont polis, ou plutôt ils tâchent d'être polis avec eux, car la politesse n'est ni dans les habitudes ni dans la nature des Allemands. Vis-à-vis des Slaves ils affectent le mépris, mais dans ce mépris il y a beaucoup de crainte; leur sentiment réel pour eux, c'est la haine, la haine que l'oppresseur éprouve pour celui qu'il opprime et dont il redoute les terribles révoltes. Vis-à-vis d'eux-mêmes, enfin, ils sont devenus excessivement présomptueux, ils sont infatués d'eux-mêmes, ce qui ne les rend pas du tout plus aimables, et s'imaginent être et pouvoir quelque chose sous le joug unitaire — et *révolutionnaire* (ajouterait sans doute

M. Engels) — de leur empereur pangermanique.

Ce que M. de Bismarck a fait pour le monde politique et bourgeois, M. Marx prétend le faire aujourd'hui pour le monde socialiste, au sein du prolétariat de l'Europe : remplacer l'initiative française par l'initiative et la domination allemandes ; et comme, selon lui et ses disciples, il n'y a pas de pensée allemande plus avancée que la sienne, il a cru le moment venu de la faire triompher théoriquement et pratiquement dans l'Internationale. Tel a été l'objet unique de la Conférence qu'il avait réunie, | 25 en septembre 1871, à Londres.

Cette pensée marxienne est explicitement développée dans le fameux Manifeste des communistes allemands rédigé et publié en 1848 par MM. Marx et Engels. C'est la théorie de l'émancipation du prolétariat et de l'organisation du travail par l'Etat. Il paraît qu'au Congrès de la Haye, M. Engels, effrayé de l'impression détestable qu'avait produite la lecture de quelques pages de ce Manifeste, s'est empressé de déclarer que c'était là un document vieilli, une théorie abandonnée par eux-mêmes. S'il a dit cela, il a manqué de sincérité ; car à la veille même de ce Congrès, les marxiens se sont efforcés de répandre ce document dans tous les pays. D'ailleurs, il se trouve littéralement reproduit, avec tous ses traits principaux, dans le programme du Parti démocratique socialiste des ouvriers allemands. Le point principal, qui se retrouve également dans le manifeste rédigé par M. Marx en 1864 au nom du Con-

seil général provisoire, et qui a été éliminé du programme de l'Internationale par le Congrès de Genève de 1866, c'est la CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE.

On comprend que des hommes aussi indispensables que MM. Marx et Engels soient les partisans d'un programme qui, en consacrant et en préconisant le pouvoir politique, ouvre la porte à toutes les ambitions. Puisqu'il y aura un pouvoir politique, il y aura nécessairement des sujets, travestis républicainement en citoyens, il est vrai, mais qui n'en seront pas moins des sujets, et qui comme tels seront forcés d'obéir, parce que sans obéissance il n'y a point de pouvoir possible. On m'objectera qu'ils n'obéiront pas à des hommes, mais à des lois qu'ils auront faites eux-mêmes. A cela je répondrai que tout le monde sait comment, dans les pays les plus démocratiques, les plus libres, mais politiquement gouvernés, le peuple fait les lois, et ce que signifie son obéissance à ces lois. Quiconque n'a pas le parti pris de prendre des fictions pour des réalités devra bien reconnaître que, même dans ces pays, le peuple obéit non à des lois qu'il fait réellement lui-même, mais à des lois qu'on fait en son nom, et qu'obéir à ces lois n'a jamais d'autre sens pour lui que de se soumettre à l'arbitraire d'une minorité tutélaire et gouvernante quelconque, ou, ce qui veut dire la même chose, d'être librement esclave.

| 26 Il est dans ce programme une autre expression qui nous est profondément antipathique, à nous

anarchistes révolutionnaires qui voulons franchement la complète émancipation populaire : c'est le prolétariat, le monde des travailleurs présenté comme *classe*, non comme *masse*. Savez-vous ce que cela signifie? Ni plus ni moins qu'une aristocratie nouvelle, celle des ouvriers des fabriques et des villes, à l'exclusion des millions qui constituent le prolétariat des campagnes et qui, dans les prévisions de Messieurs les démocrates socialistes de l'Allemagne, deviendront proprement les sujets dans leur grand Etat soi-disant populaire. *Classe, pouvoir, Etat* sont trois termes inséparables, dont chacun suppose nécessairement les deux autres, et qui tous ensemble se résument définitivement par ces mots : *L'assujettissement politique et l'exploitation économique des masses.*

Les marxiens pensent qu'aussi bien que dans le siècle passé la classe bourgeoise avait détrôné la classe nobiliaire pour prendre sa place et pour l'absorber lentement dans son corps, en partageant avec elle la domination et l'exploitation des travailleurs tant des villes que des campagnes, le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire, sauf à ce dernier de se révolter et de démolir toutes les classes, toutes les dominations, tous les pouvoirs, et en un mot tous les Etats, plus tard.

Aussi ne repoussent-ils pas d'une manière absolue

notre programme. Ils nous reprochent seulement de vouloir hâter, devancer la marche lente de l'histoire, et de méconnaître la loi positive des évolutions successives. Ayant eu le courage tout allemand de proclamer, dans leurs ouvrages consacrés à l'analyse philosophique du passé, que la défaite sanglante des paysans révoltés de l'Allemagne et le triomphe des Etats despotiques au seizième siècle avait constitué un grand progrès révolutionnaire, ils ont aujourd'hui celui de se contenter de l'établissement d'un nouveau despotisme au profit soi-disant des ouvriers des villes et au détriment des travailleurs des campagnes.

| 27 C'est toujours le même tempérament allemand et la même logique qui les conduisent directement, fatalement, dans ce que nous appelons le *socialisme bourgeois*, et à la conclusion d'un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité *intelligente*, respectable, c'est-à-dire dûment *embourgeoisée*, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat non seulement des campagnes, mais des villes.

Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des Etats existants, et celui de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Car même au point de vue du prolétariat des villes seulement, au profit exclusif duquel on veut s'emparer du pouvoir politique, n'est-il pas clair que la nature populaire de ce pouvoir ne sera jamais qu'une

fiction? Il sera évidemment impossible que quelques centaines ou même quelques dizaines de mille, que dis-je, quelques milliers d'hommes seulement, puissent effectivement exercer ce pouvoir. Ils devront nécessairement l'exercer par procuration, c'est-à-dire le confier à un groupe d'hommes élus par eux-mêmes pour les représenter et pour les gouverner, ce qui les fera retomber sans faute dans tous les mensonges et dans toutes les servitudes du régime représentatif ou bourgeois. Après un court moment de liberté ou d'orgie révolutionnaire, citoyens d'un Etat nouveau, ils se réveilleront esclaves, jouets et victimes de nouveaux ambitieux.

On peut concevoir comment et pourquoi des politiciens habiles s'attachent avec une grande passion à un programme qui ouvre à leur ambition un horizon si large; mais que des ouvriers sérieux, qui portent dans leur cœur comme une flamme vivante le sentiment de solidarité avec leurs compagnons d'esclavage et de misère dans le monde entier, et qui veulent s'émanciper non au détriment de tous, mais par l'émancipation de tous, pour être libres eux-mêmes avec tous et non pour devenir des tyrans à leur tour; que des travailleurs de bonne foi puissent s'éprendre d'un tel programme, voilà ce qu'il | 28 est beaucoup plus difficile de comprendre.

Aussi ai-je la ferme confiance que sous peu d'années les ouvriers de l'Allemagne eux-mêmes, reconnaissant les conséquences fatales d'une théorie qui ne peut favoriser que l'ambition de leurs chefs

bourgeois, ou bien de quelques rares ouvriers qui cherchent à monter sur leurs épaules pour devenir des bourgeois dominateurs et exploiteurs à leur tour, la repousseront avec dédain et colère, et qu'ils embrasseront avec autant de passion que le font aujourd'hui les ouvriers des grands pays méridionaux, la France, l'Espagne, l'Italie, aussi bien que les ouvriers hollandais et belges, le vrai programme de l'émancipation ouvrière, celui de la destruction des Etats.

En attendant, nous reconnaissons parfaitement leur droit de marcher dans la voie qui leur paraît la meilleure, pourvu qu'ils nous laissent la même liberté. Nous reconnaissons même qu'il est fort possible que par toute leur histoire, leur nature particulière, l'état de leur civilisation et toute leur situation actuelle, ils soient forcés de marcher dans cette voie. Que les travailleurs allemands, américains et anglais s'efforcent donc de conquérir le pouvoir politique, puisque cela leur plaît. Mais qu'ils permettent aux travailleurs des autres pays de marcher avec la même énergie à la destruction de tous les pouvoirs politiques. La liberté pour tous et le respect mutuel de cette liberté, ai-je dit, telles sont les conditions essentielles de la solidarité internationale.

Mais M. Marx ne veut évidemment pas de cette solidarité, puisqu'il refuse de reconnaître cette liberté. Pour appuyer ce refus, il a une théorie toute spéciale, qui n'est, d'ailleurs, qu'une conséquence

logique de tout son système. L'état politique de chaque pays, dit-il, est toujours le produit et l'expression fidèle de sa situation économique; pour changer le premier, il faut seulement transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte | 29 des autres éléments de l'histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit : « La misère produit l'esclavage politique, l'Etat » ; mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire : « L'esclavage politique, l'Etat, reproduit à son tour et maintient la misère, comme une condition de son existence ; de sorte que, pour détruire la misère, il faut détruire l'Etat ». Et, chose étrange, lui qui interdit à ses adversaires de s'en prendre à l'esclavage politique, à l'Etat, comme à une cause *actuelle* (1) de la misère, il commande à ses amis et à ses disciples du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne de considérer la conquête du pouvoir et des libertés politiques comme la condition préalable, absolument nécessaire, de l'émancipation économique.

M. Marx méconnaît également tout à fait un élément fort important dans le développement historique de l'humanité : c'est le tempérament et le carac-

(1) « Actuel » n'est pas pris dans le sens que lui donne la langue vulgaire, qui en fait le synonyme de « présent », mais dans le sens où il est employé en philosophie : une cause « actuelle » est une cause « agissante ». — J. G.

tère particuliers de chaque race et de chaque peuple, tempérament et caractère qui sont naturellement eux-mêmes les produits d'une multitude de causes ethnographiques, climatologiques et économiques, aussi bien qu'historiques, mais qui, une fois donnés, exercent, même en dehors et indépendamment des conditions économiques de chaque pays, une influence considérable sur ses destinées, et même sur le développement de ses forces économiques. Parmi ces éléments et ces traits pour ainsi dire naturels, il en est un dont l'action est tout à fait décisive dans l'histoire particulière de chaque peuple : c'est l'intensité de l'instinct de révolte, et par là même de liberté, dont il est doué ou qu'il a conservé. Cet instinct est un fait tout à fait primordial, animal ; on le retrouve à différents degrés dans chaque être vivant, et l'énergie, la puissance vitale de chacun se mesure à son intensité. Dans l'homme, à côté des besoins économiques qui le poussent, il devient l'agent le plus puissant de toutes les émancipations humaines. Et comme c'est une affaire de tempérament, non de culture intellectuelle et morale, quoiqu'il sollicite ordinairement l'une et l'autre, il arrive quelquefois que des peuples civilisés ne le possèdent qu'à un faible degré, soit qu'il se soit épuisé dans leurs développements antérieurs, soit que la nature même de leur civilisation les ait dépravés, soit enfin que, dès le début de leur histoire, ils en aient été moins doués que les autres.

Dans un écrit précédent (*), j'ai essayé de prouver | 30 que la nation allemande se trouve précisément dans ce cas. Elle possède beaucoup d'autres qualités solides, qui en font une nation tout à fait respectable : elle est laborieuse, économe, raisonnable, studieuse, réfléchie, savante, grande raisonneuse et amoureuse de la discipline hiérarchique en même temps, et douée d'une force d'expansion considérable ; les Allemands, peu attachés à leur propre pays, vont chercher leurs moyens d'existence partout, et, comme je l'ai déjà fait observer, ils adoptent facilement, sinon toujours heureusement, les mœurs et coutumes des pays étrangers qu'ils habitent. Mais à côté de tant d'avantages incontestables, il leur en manque un, l'amour de la liberté, l'instinct de la révolte. Ils sont le peuple le plus résigné et le plus obéissant du monde. Avec cela ils ont un autre grand défaut, c'est l'esprit d'accaparement, d'absorption systématique et lente et de domination, ce qui fait d'eux, en ce moment surtout, la nation la plus dangereuse pour la liberté du monde.

Telle a été dans tout son passé, telle est encore aujourd'hui l'Allemagne nobiliaire et bourgeoise. Le prolétariat allemand, victime séculaire de l'une et de l'autre, peut-il être rendu solidaire de l'esprit de conquête qui se manifeste aujourd'hui dans les régions supérieures de cette nation ? De fait, sans

(*) *L'Empire knouto-germanique*, dont je n'ai publié que la première livraison et dont je me propose bien de publier la suite bientôt. (*Note de Bakounine.*)

doute non. Car un peuple conquérant est nécessairement un peuple esclave, et l'esclave, c'est toujours lui. La conquête est donc complètement opposée à son intérêt et à sa liberté. Mais il en est solidaire dans son imagination, et il en restera solidaire tant qu'il n'aura pas compris que cet Etat pangermanique, républicain et soi-disant populaire, qu'on lui promet dans un avenir plus ou moins prochain, ne serait autre chose, s'il pouvait se réaliser jamais, qu'une forme nouvelle d'un très dur esclavage pour lui-même.

Jusqu'à présent au moins, il ne semble pas l'avoir compris, et aucun de ses chefs, aucun de ses orateurs, ni aucun de ses publicistes ne s'est donné encore la peine de le lui expliquer. Tous s'efforcent de l'entraîner au contraire dans une voie où il ne pourra trouver que l'animadversion du monde et son propre asservissement ; et tant qu'obéissant à leur direction, il poursuivra cette affreuse illusion de l'Etat populaire, certes, il n'aura pas l'initiative de la révolution sociale. Cette révolution lui viendra d'autre part, | 31 probablement du Midi, et alors, cédant à la contagion universelle, il déchaînera ses passions populaires et renversera d'un seul coup la domination de ses tyrans et de ses soi-disant émancipateurs.

Le raisonnement de M. Marx aboutit à des résultats absolument opposés. Ne prenant en considération que la seule question économique, il se dit que les pays les plus avancés et par conséquent les plus

capables de faire une révolution sociale sont ceux dans lesquels la production capitaliste moderne a atteint le plus haut degré de son développement. Ce sont eux qui, à l'exclusion de tous les autres, sont les pays civilisés, les seuls appelés à initier et à diriger cette révolution. Cette révolution consistera dans l'expropriation soit successive, soit violente des propriétaires et des capitalistes actuels, et dans l'appropriation de toutes les terres et de tout le capital par l'Etat, qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré. L'Etat administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et commandant à des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés pour cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque unique, commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national.

On conçoit qu'au premier abord, un plan d'organisation si simple, en apparence au moins, puisse séduire l'imagination d'ouvriers plus avides de justice et d'égalité que de liberté, et qui s'imaginent follement que l'une et l'autre peuvent exister sans liberté, comme si, pour conquérir et pour consolider la justice et l'égalité, l'on pouvait se reposer sur autrui et sur des gouvernants surtout, quelque élus et contrôlés qu'ils se disent par le peuple! En réalité, ce serait pour le prolétariat un régime de

casernes, où la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour; pour les habiles et les savants un privilège de gouvernement; et pour les Juifs, alléchés par l'immensité des spéculations internationales des banques nationales, un vaste champ de tripotage lucratif.

A l'intérieur ce sera l'esclavage, à l'extérieur la guerre sans trêve, à moins que tous les peuples des races « inférieures », latine et slave, l'une fatiguée de la civilisation bourgeoise, l'autre l'ignorant à peu près et la dédaignant par instinct, ne se résignent à subir le joug d'une nation essentiellement bourgeoise et d'un Etat d'autant plus despotique qu'il s'appellera l'Etat populaire.

La révolution sociale, telle que se la représentent, la désirent et l'espèrent les travailleurs latins et slaves, est infiniment plus large que celle que leur promet le programme allemand ou marxien. Il ne s'agit | 32 point pour eux de l'émancipation parcimonieusement mesurée, et réalisable à très longues échéances seulement, de la classe ouvrière, mais de l'émancipation complète et réelle de tout le prolétariat, non seulement de quelques pays, mais de toutes les nations, civilisées et non civilisées, la civilisation nouvelle, franchement populaire, devant débuter par cet acte d'émancipation universelle. Et le premier mot de cette émancipation ne peut être que la *liberté*, non cette liberté politique, bourgeoise, tant préconisée et recommandée comme un

objet de conquête préalable par M. Marx et ses adhérents, mais la *grande liberté humaine* qui, détruisant toutes les chaînes dogmatiques, métaphysiques, politiques et juridiques dont tout le monde se trouve aujourd'hui accablé, rendra à tout le monde, collectivités aussi bien qu'individus, la pleine autonomie de leurs mouvements et de leur développement, délivrés une fois pour toutes de tous les inspecteurs, directeurs et tuteurs.

Le second mot de cette émancipation, c'est la *solidarité;* non la solidarité marxienne, organisée de haut en bas par un gouvernement quelconque et imposée soit par ruse, soit par force, aux masses populaires; non cette solidarité de tous qui est la négation de la liberté de chacun, et qui par là même devient un mensonge, une fiction, ayant pour doublure réelle l'esclavage; mais la solidarité qui est au contraire la confirmation et la réalisation de toute liberté, prenant sa source non dans une loi politique quelconque, mais dans la propre nature collective de l'homme, en vertu de laquelle aucun homme n'est libre si tous les hommes qui l'entourent et qui exercent la moindre influence soit directe, soit indirecte sur sa vie, ne le sont également. Cette vérité se trouve magnifiquement exprimée dans la Déclaration des Droits de l'homme rédigée par Robespierre, qui proclame que *l'esclavage du dernier des hommes est* | 33 *l'esclavage de tous* (1).

(1) « Il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque

La solidarité que nous demandons, loin de devoir être le résultat d'une organisation artificielle ou autoritaire quelconque, ne peut être que le produit spontané de la vie sociale, tant économique que morale ; le résultat de la libre fédération des intérêts, des aspirations et des tendances communes. Elle a pour bases essentielles l'*égalité*, le *travail collectif*, devenant obligatoire pour chacun non par la force des lois, mais par la force des choses, et la *propriété collective;* pour lumière dirigeante l'*expérience*, c'est-à-dire la pratique de la vie collective, et la *science;* et pour but final la *constitution de l'humanité*, par conséquent la ruine de tous les Etats.

Voilà l'idéal non divin, ni métaphysique, mais humain et *pratique* (*) qui correspond seul aux

membre du corps social, lorsque le corps social est opprimé. » (Art. 28 du projet de Déclaration des droits de l'homme présenté par Robespierre aux Jacobins, le 21 avril 1793. Cet article fut inséré ensuite comme article 34 dans la Déclaration des droits de l'homme votée par la Convention le 23 juin 1793 et placée en tête de la constitution républicaine.) — J. G.

(*) Pratique dans ce sens, que sa réalisation sera beaucoup moins difficile que celle de l'idée marxienne, qui, à côté de la pauvreté de son but, présente encore ce grave inconvénient d'être absolument impraticable. Ce ne sera pas la première fois que des hommes habiles, raisonnables, préconisateurs de choses *pratiques* et *possibles*, seront reconnus pour des utopistes, et que ceux qu'on appelle utopistes, aujourd'hui, seront reconnus pour des hommes pratiques le lendemain. L'absurdité | 34 du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur; toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au

aspirations modernes des peuples latins et slaves. Ils veulent toute la liberté, toute la solidarité, toute l'égalité; en un mot, ils ne veulent que l'humanité, et ils ne se contenteront pas, même à titre provisoire et transitoire, de moins que cela. Les marxiens taxeront leurs aspirations de folie; il y a déjà longtemps qu'on l'a fait; cela ne les a point détournés de leur but, et ils n'échangeront jamais la magnificence de ce but contre les pauvretés toutes bourgeoises du socialisme marxien.

L'insurrection communaliste de Paris a inauguré la révolution sociale. Ce qui constitue l'importance de cette révolution, ce n'est pas proprement les bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire, ce sont les idées qu'elle a remuées, la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et sur le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même | 34 la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de

profit du parti le plus rétrograde; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité L'exemple de Mazzini qui, malgré sa rigidité républicaine, a passé toute sa vie en transactions avec la monarchie, et | 35 qui, avec tout son génie, a fini toujours par en être la dupe, cet exemple ne doit pas être perdu pour nous. Quant à moi, je n'hésite pas à dire que toutes les coquetteries marxiennes avec le radicalisme, soit réformiste, soit révolutionnaire, des bourgeois, ne peuvent avoir d'autres résultats que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat, et par conséquent une consolidation nouvelle de la puissance établie des bourgeois. (*Note de Bakounine.*)

tous les pays, mais surtout en Italie, où le réveil populaire date de cette insurrection, dont le trait principal est la révolte de la Commune et des associations ouvrières contre l'Etat. Par cette insurrection la France est remontée d'un seul coup à son rang, et la capitale de la révolution mondiale, Paris, a repris sa glorieuse initiative à la barbe et sous le canon des Allemands bismarckianisés.

L'effet en fut si formidable partout, que les marxiens eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante.

Aussi faut-il admirer le courage autant que l'habileté de M. Marx qui, deux mois plus tard, eut l'audace de convoquer | 35 une Conférence de l'Internationale à Londres pour lui présenter son pauvre programme. Cette audace s'explique d'ailleurs par deux faits. D'abord, le Paris populaire était décimé, et toute la France révolutionnaire, à très peu d'exceptions près, était momentanément réduite au silence. Et ensuite, la grande majorité des Français qui étaient venus la représenter à Londres étaient

des blanquistes, et je crois avoir clairement exposé les causes qui poussèrent les blanquistes à rechercher l'alliance de M. Marx, lequel, loin de rencontrer des adversaires dans ces représentants autoritaires de la Commune de Paris à Londres, trouva en eux en ce moment un fort appui.

On sait du reste comment cette Conférence fut bâclée; elle fut composée des intimes de M. Marx, triés par lui-même avec soin, plus de quelques dupes. La Conférence vota tout ce qu'il crut bon de lui proposer, et le programme marxien, transformé en vérité officielle, se trouva imposé comme principe obligatoire à toute l'Internationale.

Mais du moment qu'il y avait une vérité officielle dans l'Internationale, pour la maintenir il fallait un gouvernement. Ce fut la seconde proposition de M. Marx; elle fut votée comme la première. Désormais l'Internationale se trouvait enchaînée à la pensée et à la volonté du dictateur allemand. On lui donna le droit de censure sur tous les journaux et sur toutes les sections de l'Internationale. On reconnut l'urgence d'une correspondance secrète entre le Conseil général et tous les conseils régionaux; on lui accorda, en outre, le droit d'envoyer des agents secrets dans tous les pays, afin d'y intriguer en sa faveur et d'y porter la désorganisation pour le plus grand honneur de M. Marx; on | 36 l'investit en un mot d'un pouvoir secret complet.

Pour s'en assurer la tranquille jouissance, M. Marx crut devoir prendre encore une autre

mesure. Il lui fallait à tout prix perdre dans l'opinion publique les adversaires de sa dictature, et il m'a fait l'honneur de m'accorder la première place dans ce nombre. Par conséquent il prit l'héroïque résolution de me démolir. Pour cela il fit venir de Genève son petit comparse et compatriote, M. Outine, qui, sans avoir été investi d'aucune délégation officielle, ne semble être venu à Londres que pour débiter contre moi, en pleine Conférence, toutes sortes d'infamies et d'horreurs. J'ignore encore maintenant ce qu'il a dit, mais j'en juge par le fait suivant. Le citoyen Anselmo Lorenzo Asprillo (1), délégué de la Fédération espagnole, à son retour en Espagne, ayant été questionné par quelques-uns de mes amis, leur écrivit cette phrase :

« Si Outine a dit la vérité, Bakounine doit être un infâme ; s'il a menti, Outine est un infâme calomniateur. »

Et remarquez que tout cela s'est passé complètement à mon insu et que je n'ai eu connaissance de ce fait que par cette réponse de M. Lorenzo Asprillo, qui ne m'a été rapportée qu'au mois d'avril ou de mai (2).

Une circulaire du Conseil général, transformé de

(1) Le militant socialiste espagnol Anselmo Lorenzo, à cette époque, ajoutait à son nom celui d'Asprillo. — J. G.

(2) Ce qui concerne la délégation d'Anselmo Lorenzo à la Conférence de Londres, ce qu'il y vit et entendit, et les lettres qui furent ensuite échangées entre Bakounine et lui au printemps de 1872, est raconté en détail au tome II de l'ouvrage *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, pages 199-201 et 291-293. — J. G.

cette manière en gouvernement officiel, apprit enfin à l'Internationale stupéfiée le coup d'Etat qu'elle venait de subir.

Je pense que M. Marx, infatué de son triomphe par trop facile pour être solide et du pouvoir dictatorial dont on l'avait investi, avait poussé l'aveuglement jusqu'à ne point se douter du terrible orage que son coup d'Etat devait soulever dans les régions indépendantes de l'Internationale. L'honneur de la première révolte appartient à la Fédération du Jura.

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

FRAGMENT

FORMANT UNE SUITE DE

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

AVANT-PROPOS

Le manuscrit inédit que je publie sous ce titre a été écrit en novembre et décembre 1872, comme nous l'apprennent une phrase du feuillet 12 (« Deux mois se sont passés depuis le Congrès de la Haye ») et les notes suivantes du calendrier-journal de Bakounine, année 1872 :

« *Novembre* 4. — Ecrit contre Marx ». — Puis, après une interruption de vingt jours : « 24. Soir écrit beaucoup et bien. — 26. Soir écrit article. — 27. Article. — 30. Soir beaucoup article. — *Décembre* 1er. Soir bien, article. — 4. Soir très bien article. — 5. Soir écrit article. — 6. Soir écrit article. — 7. Soir écrit article. — 10. Soir article. — 11. Soir article. »

Bakounine désigne cet écrit sous le nom d'« article » ; mais cela ne veut pas dire qu'il s'agît, à ses yeux, d'un simple article de journal. Déjà en 1871, lorsqu'il rédige la *Théologie politique de Mazzini*, il emploie ce même mot : il appelle son travail « second article contre Mazzini ». Il est certain qu'en écrivant, en douze soirées, les 75 feuillets qu'on va lire, Bakounine les envisageait

comme une continuation de *L'Empire knouto-germanique* : il dit, en effet, au feuillet 58 (voir ci-après, p. 484) : « Dans la première livraison de cet écrit j'ai montré... », et il ajoute en note : « *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, par Michel Bakounine; première livraison. Se vend chez James Guillaume, imprimeur, à Neuchâtel. »

Les deux premiers feuillets du manuscrit sont perdus.

J. G.

FRAGMENT

FORMANT UNE SUITE DE

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

LOCARNO, Novembre-Décembre 1872

Inédit.

FRAGMENT

FORMANT UNE SUITE DE

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE

(*Les feuillets 1 et 2 manquent.*)

. . . . . .

... [pour] | 3 une exploitation et nécessairement aussi pour une compression solidaires à travers toutes les frontières de tous les pays, et malgré toutes les différences politiques actuellement existantes entre beaucoup d'Etats.

L'exploitation bourgeoise étant solidaire, la lutte contre elle doit l'être aussi; et l'organisation de cette solidarité militante entre les travailleurs du monde entier, tel est le but unique de l'Internationale. Ce but si simple et si bien exprimé par nos statuts généraux primitifs (1), les seuls légitimes

(1) C'est-à-dire les statuts votés au premier Congrès général de l'Internationale, à Genève, en septembre 1866. — J. G.

et les seuls obligatoires pour tous les membres et sections et fédérations de l'Internationale, a réuni sous la bannière de cette Association, dans l'espace de huit ans à peine, bien plus d'un million d'adhérents, et en a fait une véritable puissance ; une puissance avec laquelle les plus puissants monarques de la terre se voient aujourd'hui forcés de compter.

Mais toute puissance allèche les ambitieux, et MM. Marx et compagnie, qui ne se sont jamais rendu compte, paraît-il, de la nature et des causes de cette puissance à la fois si jeune et si prodigieuse de l'Internationale, se sont imaginé qu'ils pourraient s'en faire un marchepied ou un instrument pour la réalisation de leurs prétentions politiques. M. Marx, qui a été l'un des initiateurs principaux de l'Internationale, — voilà un titre de gloire que personne ne lui contestera, — et qui, pendant huit ans de suite, a constitué presque à lui seul tout le Conseil général, aurait dû comprendre pourtant, mieux que personne, deux choses qui sautent aux yeux, et que l'aveuglement inhérent à l'ambition vaniteuse a seul pu lui faire méconnaître :

1° Que l'Internationale n'a pu se développer et s'étendre d'une manière aussi merveilleuse que parce qu'elle a éliminé de son programme *officiel et obligatoire* toutes les questions politiques et philosophiques ; et 2° qu'elle n'a pu le faire que parce que, fondée principalement sur la liberté des sections et des fédérations, elle avait été privée de tous

les *bienfaits* d'un gouvernement centralisateur, capable de diriger, c'est-à-dire d'empêcher et de paralyser, son développement ; le Conseil général n'ayant été, jusqu'en 1870, précisément dans la période du plus grand développement de l'Association, qu'une sorte de roi d'Yvetot, raisonnant toujours après coup, et se laissant, non par manque de prétentions ambitieuses, mais par impuissance et parce que personne ne l'eût écouté, traîner à la remorque du mouvement spontané des travailleurs de la Belgique, de la France, de la Suisse, de l'Espagne et de l'Italie.

Quant à la question politique, tout le monde sait que, si elle a été éliminée du programme de l'Internationale, ce n'est point par la faute de M. Marx. Comme on devait s'y attendre de la part de l'auteur du fameux programme des communistes allemands, publié en 1848 par lui et par son ami, son confident, son complice M. Engels, il n'a point manqué de placer cette question au premier rang dans la proclamation inaugurale publiée en 1864 par le Conseil général provisoire de Londres, proclamation dont M. Marx a été l'unique auteur. Dans cette proclamation ou circulaire adressée aux travailleurs de tous les pays (1), le chef des communistes autoritaires de l'Allemagne ne s'est point fait faute de

(1) C'est l'*Address of the International Workingmen's Association*, qui fut traduite en français et publiée en 1865 par Charles Longuet dans la *Rive gauche* (à Bruxelles) sous le titre de *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs*. — J. G.

déclarer que *la conquête du pouvoir politique* était le premier devoir des travailleurs ; il y a même fait percer son oreille *pangermaniste*, en ajoutant qu'actuellement | 5 le but politique principal de l'Association internationale des travailleurs devait être de combattre l'Empire de toutes les Russies, but sans doute très légitime et très noble, — auquel comme ami du peuple russe je souscris de tout mon cœur, persuadé que je suis que ce peuple ne cessera d'être un misérable esclave tant que cet Empire existera, — mais qui d'abord ne saurait devenir, sans en dénaturer complètement le caractère et l'objet, celui de l'Association internationale des travailleurs ; et qui, en second lieu, pour être posé d'une manière vraiment juste, sérieuse et utile pour la cause des travailleurs, devrait être déterminé d'une autre manière. Si M. Marx avait déclaré la guerre à tous les Etats, ou au moins aux Etats monarchiques, despotiques, militaires comme la Prusse, comme l'Autriche, comme la France impériale ou même républicaine actuelle, et s'il avait dit qu'il fallait mettre au premier rang parmi eux l'Etat modèle, l'Empire de toutes les Russies, on n'aurait pas pu l'accuser de pangermanisme au moins. Mais en faisant abstraction du despotisme allemand, un despotisme très insolent, très brutal, très glouton, et excessivement menaçant pour la liberté des peuples voisins, comme tout le monde peut le voir aujourd'hui, et en s'efforçant de tourner l'indignation des travailleurs de tous les pays contre le despotisme

russe, à l'exclusion de tous les autres, prétendant même qu'il était la seule cause de celui qui n'a jamais cessé de régner en Allemagne, depuis qu'il y a une Allemagne ; en rejetant enfin toutes les hontes et tous les crimes politiques de ce pays de la science et de l'obéissance proverbiales sur les inspirations de la diplomatie russe, M. Marx s'est manifesté d'abord comme un très mauvais et fort peu véridique historien, et ensuite non comme un révolutionnaire socialiste international, mais comme un ardent patriote de la grande patrie bismarckienne.

| 6 On sait que le premier Congrès de l'Internationale, tenu à Genève en 1866, a fait justice de toutes ces velléités politiques et patriotiques de celui qui se pose aujourd'hui en dictateur de notre grande association. Il n'en est rien resté dans le programme ni dans les statuts votés par ce Congrès et qui constituent désormais la base de l'Internationale. Donnez-vous la peine de relire les magnifiques considérants (1) qui se trouvent à la tête de nos statuts généraux, vous n'y trouverez que ces mots où il soit fait mention de la question politique :

« Considérant :

« Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts

(1) Rédigés par Marx lui-même, et adoptés sans changements par le Congrès de Genève. Bakounine a pensé qu'il était de bonne guerre d'opposer aux « velléités politiques et patriotiques » de Marx le texte même des considérants sortis de sa plume. — J. G.

des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

« Que l'asservissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : *politique*, morale et matérielle ;

« Que, pour cette raison, *l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique* (1) », etc.

Voilà la phrase décisive de tout le programme de l'Internationale. Elle a *coupé le câble*, pour me servir de l'expression mémorable de Sieyès, elle a brisé les liens qui tenaient enchaîné le prolétariat à la politique bourgeoise. En reconnaissant la vérité qu'elle exprime et en s'en pénétrant chaque jour davantage, le prolétariat a résolument tourné le dos à la bourgeoisie, et chaque pas qu'il | 7 fera en avant élargira davantage l'abîme qui les sépare désormais.

L'Alliance, section de l'Internationale à Genève, avait traduit et commenté ce paragraphe des considérants en ces termes :

« L'Alliance repousse *toute action politique qui*

(1) Ce texte des considérants est celui qui, après avoir été publié en français à Paris en janvier 1865, fut adopté définitivement par le Congrès de Genève en septembre 1866, concurremment avec le texte anglais et le texte allemand. Mais on sait que le texte anglais ou *original* (rédigé par Marx) contenait trois mots de plus qui furent omis dans la version française : il ajoutait à la fin du troisième considérant les mots *as a means*, « comme un moyen », mots qui furent le motif de tant de querelles par la suite. — J. G.

n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe des travailleurs contre le capital » ; en conséquence de quoi, elle se posait pour but l'abolition de l'Etat, de tous les Etats, et l'organisation de « l'association universelle de toutes les associations locales par la liberté ».

Par contre, le Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, fondé dans la même année (1869), sous les auspices de M. Marx, par MM. Liebknecht et Bebel, annonçait dans son programme que *la conquête du pouvoir politique était la condition préalable de l'émancipation économique du prolétariat,* et que par conséquent l'objet immédiat de ce parti devait être l'organisation d'une large agitation légale pour la conquête du suffrage universel et de tous les autres droits politiques; son but final, c'est l'établissement du grand Etat pangermanique et soi-disant populaire.

Entre ces deux tendances, on le voit, il existe la même différence, le même abîme, qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie. Faut-il s'étonner après cela qu'elles se soient rencontrées dans l'Internationale comme des adversaires irréconciliables, et qu'elles continuent de s'y combattre, sous toutes les formes et dans toutes les occasions possibles, encore aujourd'hui ? L'Alliance, prenant le programme de l'Internationale au sérieux, avait repoussé avec dédain toute transaction avec la politique bourgeoise, si radicale qu'elle se dise et si socialiste qu'elle se grime, recommandant au prolétariat comme la seule voie

d'une émancipation réelle, comme la seule politique pour lui vraiment salutaire, la politique exclusivement *négative* de la démolition des institutions politiques, | 8 du pouvoir politique, du gouvernement en général, de l'Etat, et, comme conséquence nécessaire, l'organisation internationale des forces éparses du prolétariat en une puissance révolutionnaire dirigée contre toutes les puissances constituées de la bourgeoisie.

Les démocrates socialistes de l'Allemagne recommandent tout au contraire, aux travailleurs qui ont le malheur de les écouter, d'adopter, comme but immédiat de leur association, l'agitation légale pour la conquête préalable des droits politiques ; ils subordonnent, par là même, le mouvement pour l'émancipation économique au mouvement d'abord exclusivement politique, et, par ce renversement évident de tout le programme de l'Internationale, ils ont comblé d'un seul coup l'abîme qu'elle avait ouvert entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ont fait mieux que cela, ils ont attaché le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie. Car il est évident que tout ce mouvement politique prôné par les socialistes de l'Allemagne, puisqu'il doit précéder la révolution économique, ne pourra être dirigé que par des bourgeois, ou, ce qui sera pis encore, *par des ouvriers transformés par leur ambition, par leur vanité en bourgeois;* et se passant, en réalité, et comme tous ses prédécesseurs, au-dessus de la tête du prolétariat, ce mouvement ne pourra manquer de

condamner de nouveau ce dernier à n'être qu'un instrument aveugle et infailliblement sacrifié dans la lutte des différents partis bourgeois entre eux pour la conquête du pouvoir politique, c'est-à-dire de la puissance et du droit de dominer sur les masses et de les exploiter. A quiconque pourrait en douter, nous n'aurions qu'à montrer | 9 ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, où les organes de la démocratie socialiste chantent des hymnes d'allégresse en voyant un Congrès de professeurs d'économie politique bourgeoise recommander le prolétariat de l'Allemagne à la haute et paternelle protection des Etats (1), et dans les parties de la Suisse où prévaut le programme marxien, à Genève, à Zürich et à Bâle, où l'Internationale est descendue au point de n'être plus qu'une sorte de boîte électorale au profit des bourgeois radicaux. Ces faits incontestables me semblent plus éloquents que toutes les paroles.

Ils sont réels, et ils sont logiques dans ce sens qu'ils sont un effet naturel du triomphe de la propagande marxienne. Et c'est pour cela que nous combattons les théories marxiennes à outrance, convaincus que si elles pouvaient triompher dans toute

(1) Bakounine a placé ici, dans son manuscrit, un appel de note, et a oublié ensuite de rédiger la note. Le Congrès « de professeurs d'économie politique bourgeoise » dont il parle est un Congrès tenu en 1872 à Eisenach par un groupe de ces économistes légèrement teintés de socialisme qu'on appelle en Allemagne « socialistes de la chaire », *Katheder-Sozialisten*. Il s'agit, bien entendu, de la « chaire » du professeur et non de celle du prêtre. — J. G.

l'Internationale, elles n'auraient point manqué d'en tuer au moins l'esprit partout, comme elles l'ont fait déjà en très grande partie dans les pays que je viens de citer.

Nous avons sans doute déploré beaucoup et nous continuons de déplorer profondément aujourd'hui l'immense perturbation et démoralisation que ces idées pangermaniques ont jetées dans le développement si beau, si merveilleusement et si naturellement triomphant de l'Internationale. Mais aucun de nous n'a jamais songé d'interdire à M. Marx ni à ses trop fanatiques disciples de les propager au sein de notre grande Association. Nous aurions cru manquer à son principe fondamental, qui est celui de *la liberté la plus absolue de la propagande tant politique que philosophique.*

L'Internationale n'admet pas de *censure*, ni de *vérité officielle* au nom de laquelle on pourrait exercer cette | 10 censure ; elle ne les admet pas, parce que jamais jusqu'ici elle ne s'était posée ni en Eglise, ni en Etat, et c'est précisément parce qu'elle ne l'a pas fait que par la rapidité incroyable de son extension et de son développement elle a pu étonner le monde.

Voilà ce que le Congrès de Genève, mieux inspiré que M. Marx, avait compris. En éliminant de son programme tous les principes politiques et philosophiques, non comme objets de discussion et d'étude, mais en tant que *principes obligatoires*, il a fondé la puissance de notre Association.

Il est vrai que dans le second Congrès de l'Internationale, tenu en 1867 à Lausanne, des amis malencontreux (1), non des adversaires, ne se rendant pas encore bien compte de la véritable nature de la puissance de cette Association, avaient essayé de remettre sur le tapis la question politique. Mais fort heureusement ils n'aboutirent qu'à cette déclaration platonique, que *la question politique était inséparable de la question économique*, — une déclaration que chacun de nous peut souscrire (2), puisqu'il est évident que la politique, c'est-à-dire l'institution et les rapports mutuels des Etats, n'a d'autre objet que d'assurer aux classes gouvernantes l'exploitation légale du prolétariat, d'où il résulte que du moment que le prolétariat veut s'émanciper, il est forcé de prendre en considération la politique, pour la combattre et pour la renverser. Ce n'est pas ainsi que l'entendent nos adversaires; ce qu'ils ont voulu et ce qu'ils veu-

(1) C'étaient Charles Perron, Jules Monchal, et autres délégués de Genève. En demandant au Congrès de se prononcer sur la question des libertés politiques, ils avaient voulu, simplement, s'assurer que certains délégués parisiens n'étaient pas, comme l'avaient prétendu les blanquistes, des agents du bonapartisme. — J. G.

(2) Bakounine oublie que la déclaration contenait deux alinéas ; le premier se bornait en effet à dire que « l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique » ; mais le second ajoutait que « l'établissement des libertés politiques est une mesure première d'une absolue nécessité ». La déclaration fut votée à l'unanimité; mais parmi les délégués qui la votèrent, un bon nombre — et j'étais de ceux-là — n'avaient encore que des idées très confuses sur le programme de l'Internationale et sur les rapports de la politique avec l'émancipation du prolétariat. — J. G.

lent, c'est la politique *positive*, la politique de l'Etat. Mais n'ayant pas trouvé le terrain favorable à Lausanne, ils s'y étaient sagement abstenus (1).

[11 La même sagesse les avait inspirés un an plus tard au Congrès de Bruxelles. D'ailleurs la Belgique, communaliste, anti-autoritaire et anti-centraliste par toute son histoire, ne leur offrait aucune chance de succès, et, encore une fois, ils se sont sagement abstenus.

Trois ans de défaite ! C'en était trop pour l'ambition impatiente de M. Marx. Aussi commanda-t-il à son armée une attaque directe, qui fut en effet exécutée au Congrès de Bâle (1869). Les chances lui semblaient favorables. Le Parti de la démocratie socialiste avait eu le temps de s'organiser en Allemagne sous la direction de MM. Liebknecht et Bebel ; il avait étendu ses ramifications dans la Suisse allemande, à Zürich, à Bâle, et même jusque dans la Section allemande de Genève. C'était pour la première fois que des délégués de l'Allemagne se présentaient en très grand nombre dans un Congrès de l'Internationale (2). Le plan de bataille, approuvé par M. Marx, le général en chef de l'armée, avait été combiné entre M. Liebknecht, chef du corps alle-

(1) Bakounine veut dire qu'ils s'étaient abstenus de présenter un programme de politique *positive*, proposant au prolétariat la « conquête du pouvoir politique ». — J. G.

(2) Il y en avait eu trois au Congrès de Genève (1866), six au Congrès de Lausanne (1867), quatre au Congrès de Bruxelles (1868) ; il y en eut onze au Congrès de Bâle, en y comprenant deux délégués autrichiens. — J. G.

mand, et MM. Bürkly et Greulich, commandants du corps suisse ; MM. Amand Gœgg (*), J.-Philippe Becker et Rittinghausen, — l'inventeur de la votation directe des lois et des constitutions par le peuple, le plébiscitaire tudesque, — se rangèrent de leur côté comme des auxiliaires volontaires. De plus ils eurent de leur côté quelques Allemands du Conseil général, inféodés à la politique de M. Marx, et quelques Anglais du même Conseil, ignorant complètement la question, mais qui votèrent avec les marxiens par suite d'une mauvaise habitude dont ils paraissent s'être complètement défaits aujourd'hui (1).

Ainsi organisés, les marxiens livrèrent la grande bataille et la perdirent. La question de la *législation directe par le peuple*, posée par M. Bürkly, défendue avec beaucoup de chaleur et beaucoup d'insolence contre nous par M. Liebknecht, avec beaucoup de réticences diplomatiques par M. Philippe Becker, qui n'aime jamais à se prononcer clairement avant qu'il ne sache de quel côté sera la victoire, et avec une emphase héroïque par M. Amand Gœgg, fut enterrée et éliminée de fait du programme du Congrès. Ce fut une défaite mémorable pour

(*) La Ligue bourgeoise de la paix et de la liberté, représentée par ce champion brillant de la démocratie bourgeoise, et le communisme autoritaire de M. Marx s'étaient donné la main et s'étaient fraternellement embrassés sur le terrain politique, comme il fallait du reste s'y attendre. (*Note de Bakounine.*)

(1) Les délégués de la Fédération anglaise venaient de voter au Congrès de la Haye contre la majorité marxiste. — J. G.

M. Marx, une défaite qu'il ne nous pardonna jamais.

| 12 Sa colère fut très grande, et on en connaît toutes les conséquences aujourd'hui. Ce fut depuis septembre 1869 que le Conseil général, — ou plutôt M. Marx, dont le *Quos ego* apaisait ou soulevait les flots dans ce pauvre Conseil, — sortant de sa torpeur obligée et si salutaire pour l'Internationale, entreprit une politique militante. On sait comment elle se manifesta d'abord. Ce fut un torrent d'injures ignobles et de calomnies odieuses déversées contre tous ceux qui avaient osé le combattre, et colportées par les journaux en Allemagne, et dans les autres pays par des lettres intimes, par des circulaires confidentielles, et par toutes sortes d'agents gagnés d'une manière ou d'une autre à la cause de M. Marx. Vint ensuite la Conférence de Londres (septembre 1871), qui, préparée de longue main par M. Marx, vota tout ce qu'il voulut : et la question politique, la conquête du pouvoir par le prolétariat comme partie intégrante du programme obligatoire de l'Internationale, et la dictature du Conseil général, c'est-à-dire celle de M. Marx en personne, et par conséquent la transformation de l'Internationale en un immense et monstrueux Etat, dont il devint le chef.

La légitimité de cette Conférence ayant été contestée, M. Marx, prestidigitateur politique très habile, et qui était sans doute jaloux de prouver au monde qu'à défaut de chassepots et de canons, on

pouvait gouverner les masses par le mensonge, par la calomnie, par l'intrigue, organisa *son* Congrès de la Haye. A peine deux mois se sont passés depuis ce Congrès (1), et dans toute l'Europe, — moins l'Allemagne dont les ouvriers sont systématiquement aveuglés par leurs chefs, et par leurs journaux, dont les rédacteurs sont intéressés au mensonge, — dans toutes les Fédérations libres, belge, hollandaise, anglaise, américaine, française, espagnole, italienne, sans oublier notre excellente Fédération du Jura, il n'y a qu'un cri d'indignation et de mépris contre cette cynique comédie qu'on a osé affubler du nom d'un Congrès de l'Internationale. Grâce à une majorité factice, composée presque exclusivement de membres du Conseil général, d'Allemands disciplinés à la prussienne, et de blanquistes français ridiculement joués | 13 par M. Marx, tout y a été travesti, falsifié, brutalisé et violé : justice, bon sens, honnêteté. On y a immolé sans vergogne, sans pitié, l'honneur de l'Internationale, on a mis en jeu son existence même, afin de mieux asseoir la puissance dictatoriale de M. Marx. Ce n'était pas seulement un crime, c'était une démence. Et M. Marx, qui se considère lui-même comme le père de l'Internationale et qui a été incontestablement l'un de ses principaux fondateurs, a laissé faire tout cela (2) ! Voilà où con-

(1) Ceci était écrit le 4 novembre 1872, comme il a été dit dans l'Avant-propos. — J. G.

(2) Il ne l'a pas *laissé* faire, il l'a bel et bien fait lui-même. — J. G.

duisent la vanité personnelle, l'adoration de soi-même, et surtout l'ambition politique. Par tous ces faits et ces actes déplorables dont il a été la grande source et l'unique auteur, M. Marx a au moins rendu un grand service à l'Internationale, en lui démontrant d'une manière toute dramatique, toute vivante, que si quelque chose peut la tuer, c'est l'introduction de la politique dans son programme.

L'Association internationale des travailleurs, ai-je dit, n'a pu prendre une extension immense que parce qu'elle a éliminé de son programme obligatoire toutes les questions politiques et philosophiques. La chose est tellement claire qu'on est étonné vraiment de devoir encore la prouver.

Je ne crois pas avoir besoin de démontrer que pour que l'Internationale soit et reste une puissance, elle doit être capable d'entraîner dans son sein et d'embrasser et d'organiser l'immense majorité du prolétariat de tous les pays de l'Europe et de l'Amérique. Mais quel est le programme politique ou philosophique qui pourrait se flatter de réunir sous sa bannière des millions ? Seul un programme excessivement général, c'est-à-dire indéterminé et vague, peut le faire, car toute détermination en théorie

correspond fatalement à une exclusion, à une élimination en pratique.

Il ne peut plus y avoir, par exemple, de philosophie sérieuse aujourd'hui qui ne prenne pour point de départ, non positif mais *négatif* (historiquement devenu nécessaire, comme négation des absurdités théologiques et métaphysiques), l'*athéisme*. Mais croit-on que | 14 si l'on avait inscrit ce simple mot, « l'athéisme », sur la bannière de l'Internationale, cette association aurait pu réunir dans son sein seulement quelques centaines de milliers d'adhérents? Tout le monde sait que non, non parce que le peuple est réellement religieux, mais parce qu'il croit l'être ; et il croira l'être tant qu'une révolution sociale ne lui aura pas ouvert les moyens de réaliser toutes ses aspirations ici-bas. Il est certain que si l'Internationale avait mis l'athéisme, comme un principe obligatoire, dans son programme, elle aurait exclus de son sein la fleur du prolétariat, — et par ce mot je n'entends pas, comme le font les marxiens, la couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d'ouvriers quasi-bourgeois dont ils veulent précisément se servir pour constituer leur *quatrième classe gouvernementale*, et qui est vraiment capable d'en former une, si l'on n'y met ordre dans l'intérêt de la grande masse du prolétariat, parce que, avec son bien-être relatif et quasi-bourgeois, elle ne s'est par malheur que trop profondément pénétrée de tous les préjugés politiques et sociaux et des étroites

aspirations et prétentions des bourgeois. On peut dire que cette couche est la moins socialiste, la plus individualiste dans tout le prolétariat.

Par *fleur du prolétariat*, j'entends surtout cette grande masse, ces millions de non-civilisés, de deshérités, de misérables et d'analphabètes que M. Engels et M. Marx prétendent soumettre au régime paternel d'un *gouvernement très fort* (*), sans doute pour leur propre salut, comme tous les gouvernements n'ont été établis, on le sait, que dans le propre intérêt des masses. Par fleur du prolétariat, j'entends précisément cette chair à gouvernement éternelle, cette *grande canaille populaire* (*), qui, étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise, porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts, dans ses aspirations, dans toutes les nécessités et les misères de sa position collective, tous les germes du socialisme de l'avenir, et qui seule est assez puissante aujourd'hui pour inaugurer et pour faire triompher la Révolution sociale.

Eh bien, dans presque tous les pays, cette canaille, en tant que masse, refuserait d'adhérer à l'Internationale si l'on avait inscrit sur son | 15 drapeau, comme

(*) Ce sont les propres termes dont M. Engels s'est servi dans une lettre fort instructive qu'il a adressée à notre ami Cafiero. (*Note de Bakounine.*) — Sur la correspondance d'Engels avec Cafiero en 1871 et au printemps de 1872, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, par James Guillaume, t. II, p. 286. — J. G.

(**) MM. Marx et Engels la désignent ordinairement par ce mot à la fois méprisant et pittoresque, *Lumpen-Proletariat*, le « prolétariat déguenillé », les *gueux*. (*Note de Bakounine.*)

parole officielle, ce mot *athéisme*. Et ce serait un trop grand dommage, car, si elle tournait le dos à l'Internationale, c'en serait fait de toute la puissance de notre grande Association.

Il en est absolument de même de tous les principes politiques. D'abord, il n'en est plus un seul, — et MM. Marx et Engels auront beau se démener, ils ne changeront pas ce fait devenu aujourd'hui patent dans tous les pays, — il n'existe plus aucun principe politique, dis-je, qui soit capable de remuer les masses. Ils échoueront, après une expérience de quelques années, même en Allemagne. Ce que les masses veulent partout, c'est leur émancipation économique immédiate, car c'est là qu'est réellement pour elles toute la question de liberté, d'humanité, de vie ou de mort. S'il est encore un idéal que les masses aujourd'hui sont capables d'adorer avec passion, c'est celui de l'*égalité économique*. Et les masses ont mille fois raison, car tant que l'égalité économique n'aura point remplacé le régime actuel, tout le reste, tout ce qui constitue la valeur et la dignité de l'existence humaine, liberté, science, amour, action intelligente et solidarité fraternelle, restera pour elles à l'état d'horrible mensonge.

La passion instinctive des masses pour l'égalité économique est si grande que, si elles pouvaient espérer la recevoir des mains du despotisme, elles se seraient indubitablement et sans beaucoup de réflexion, comme elles l'ont fait souvent, livrées au despotisme. Heureusement, l'expérience historique

a servi de quelque chose même aux masses. Aujourd'hui elles commencent partout à comprendre qu'aucun despotisme n'a et ne peut avoir ni la volonté ni le pouvoir de la leur donner. Le programme de l'Internationale est très heureusement explicite sous ce rapport : *L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.*

N'est-il pas étonnant que M. Marx ait cru pouvoir enter sur cette déclaration pourtant si précise, si claire, et qu'il a probablement rédigée lui-même, son *socialisme scientifique*, c'est-à-dire l'organisation et le gouvernement de la société nouvelle par les socialistes savants, — le pire de tous les gouvernements despotiques !

| 16 Grâce à cette chère grande canaille populaire qui s'opposera d'elle-même, poussée par un instinct aussi invincible que juste, à toutes les velléités gouvernementales de la petite minorité ouvrière déjà disciplinée et classée comme il faut pour devenir le suppôt d'un despotisme nouveau, le *socialisme savant* de M. Marx restera toujours à l'état de rêve marxien. Cette nouvelle expérience, plus triste peut-être que toutes les expériences passées, sera épargnée à la société, parce que le prolétariat en général et dans tous les pays est animé aujourd'hui d'une défiance profonde contre ce qui est politique et contre tous les politiciens du monde, quelle que soit leur couleur, tous l'ayant également trompé, opprimé, exploité, les républicains les plus rouges aussi bien que les monarchistes les plus absolus.

Avec des dispositions pareilles réellement existantes dans les masses, comment espérer qu'on pourra les attirer par un programme politique quelconque? Et supposons, comme cela est en effet le cas aujourd'hui, qu'elles se laissent entraîner dans l'Internationale par un autre appât, comment espérer que le prolétariat de tous les pays, se trouvant dans des conditions si différentes de tempérament, de culture, et de développement économique, pourra s'atteler au joug d'un programme politique uniforme? On ne pourrait l'imaginer, semble-t-il, sans démence. Eh bien, M. Marx ne s'est pas amusé seulement à se l'imaginer, il a voulu l'exécuter. Déchirant d'un coup de main despotique le pacte de l'Internationale, il a voulu, il prétend encore aujourd'hui imposer un programme politique uniforme, *son propre programme*, à toutes les Fédérations de l'Internationale, c'est-à-dire au prolétariat de tous les pays!

Il en est résulté un très grand déchirement dans l'Internationale. Il n'y a pas à se faire illusion, la grande unité de l'Internationale a été mise en question, et cela, je le répète, uniquement par le fait du parti marxien, qui, au moyen du Congrès de la Haye, a essayé d'imposer la pensée, la volonté, la politique de son chef à toute l'Internationale. Il est évident que si les résolutions du Congrès de la Haye devaient être considérées comme le dernier mot, ou même seulement comme un mot sérieux, non falsifié, de l'Internationale, notre

grande et belle Association n'aurait plus qu'une seule chose à faire, c'est de se dissoudre. Car il faut être vraiment insensé pour s'imaginer que les travailleurs de l'Angleterre, de la Hollande, de la Belgique, de la France, du Jura, de l'Italie, de l'Espagne, de l'Amérique, sans parler des travailleurs slaves, voudront se soumettre à la discipline marxienne.

| 17 Et pourtant, si l'on croit, avec les politiciens de l'Internationale de toute sorte, avec les jacobins révolutionnaires, les blanquistes, les démocrates républicains, sans oublier les démocrates socialistes ou marxiens, que la question politique doit faire partie intégrante du programme de l'Internationale, il faudra avouer que M. Marx a raison. L'Internationale ne pouvant constituer une puissance qu'étant une, il faudra absolument que son programme politique soit un, le même pour tous, car autrement il y aurait autant d'Internationales qu'il y aura de programmes différents. Mais comme il est évidemment impossible que tous les travailleurs de tant de pays différents s'unissent librement et spontanément sous un même programme politique, l'Internationale étant aujourd'hui l'instrument nécessaire pour l'émancipation du prolétariat, et cette Internationale ne pouvant garder son unité qu'à la condition de ne reconnaître qu'un seul programme politique, il faudra le leur imposer. Pour ne pas avoir l'air de le leur imposer despotiquement, par un décret du Conseil général ou marxien, il faudra bâcler un

Congrès marxien, qui, en démontrant d'une manière toute nouvelle combien il y a de vérité dans le système représentatif et dans le suffrage universel, au nom de la volonté libre de tous, décrétera l'esclavage de tous. Voilà ce qu'a fait en réalité le Congrès de la Haye.

Ce fut pour l'Internationale la bataille et la reddition de Sedan, l'invasion triomphante du pangermanisme non bismarckien, mais marxien, imposant le programme politique des communistes autoritaires ou démocrates socialistes de l'Allemagne et la dictature de leur chef au prolétariat de tous les autres pays de l'Amérique et de l'Europe. Pour mieux cacher son jeu et pour dorer un peu la pilule, ce mémorable Congrès a renvoyé en Amérique un simulacre de Conseil général, choisi et trié par M. Marx lui-même, et qui, obéissant toujours à sa direction occulte, assumera toutes les apparences, les ennuis et les responsabilités du pouvoir, en en laissant à M. Marx, protégé par son ombre, l'exercice réel.

| 18 Eh bien, je déclare que quelque dégoûtant que puisse paraître ce jeu à des âmes délicates et timorées, il était absolument nécessaire du moment qu'on avait admis que la question politique devait être déterminée dans le programme de l'Internationale. Puisque l'unité de l'action politique est reconnue nécessaire, ne pouvant espérer de la voir sortir librement de l'entente spontanée des fédérations et sections des différents pays, il a fallu la leur impo-

ser. De cette seule manière on a pu créer cette unité politique tant désirée et prônée, mais en même temps on a créé l'esclavage.

Je résume la question : en introduisant la question politique dans le programme obligatoire de l'Internationale, on a placé notre Association dans un terrible dilemme, dont voici les deux termes :

Ou l'unité avec l'esclavage,

Ou la liberté avec la division et la dissolution.

Comment en sortir ? Tout simplement en retournant à nos statuts généraux primitifs, qui font abstraction de la question proprement politique, laissant son développement à la liberté des fédérations et des sections. Mais alors chaque fédération, chaque section suivra la direction politique qu'elle voudra ? — Sans doute. — Mais alors l'Internationale se transformera en une tour de Babel ? — Au contraire, c'est alors seulement qu'elle constituera son unité réelle, économique d'abord, et ensuite nécessairement politique ; c'est alors qu'elle créera, non sans doute d'un seul coup, la grande politique de l'Internationale, émanée non d'une tête isolée, ambitieuse, très savante et néanmoins incapable d'embrasser les mille besoins du prolétariat, si pleine de cervelle qu'elle soit (1), mais de l'action absolument

(1) Allusion à un mot prononcé par Sorge, délégué d'Amérique, au Congrès de la Haye ; il avait dit : « Les partisans de l'autonomie disent que notre Association n'a pas besoin de tête ; nous pensons au contraire qu'il lui en faut une, avec beaucoup de cervelle dedans ». — J. G.

libre, spontanée et simultanée des travailleurs de tous les pays.

La base de cette grande unité, qu'on chercherait vainement dans les idées philosophiques et politiques du jour, se trouve toute donnée par la solidarité des souffrances, des intérêts, des besoins et des aspirations réelles du prolétariat du monde entier. Cette solidarité n'est point à créer, elle existe dans le fait ; elle constitue la vie propre, l'expérience quotidienne du monde ouvrier, et tout ce qui reste à faire | 19 c'est de la lui faire connaître et de l'aider à l'organiser consciemment. C'est *la solidarité des revendications économiques*. L'avoir compris, tel est, selon moi, l'unique, mais en même temps le très grand mérite des premiers fondateurs de notre Association, parmi lesquels, j'aime à le rappeler toujours, M. Marx a joué un rôle si utilement prépondérant, sauf les quelques velléités toutes politiciennes et allemandes que le Congrès de Genève a éliminées sagement du programme qu'il avait présenté (1).

(1) Bakounine était inexactement renseigné. Le Congrès de Genève n'a rien eu à « éliminer » d'un « programme présenté par Marx ». Le Congrès a adopté, sans y rien changer, le texte des considerants des statuts provisoires, où sont exposés dans leurs traits généraux les principes sur la base desquels l'Internationale s'est constituée. Quant au manifeste (*Address*) de 1864, où Marx avait formulé cette idée que « la conquête du pouvoir politique était le premier devoir du prolétariat », il

J'ai toujours évité d'appeler M. Marx et ses nombreux collaborateurs les « fondateurs » de l'Internationale ; non qu'inspiré par un sentiment mesquin quelconque, je veuille diminuer leur mérite, auquel au contraire je me plais beaucoup à rendre justice, mais parce que réellement je suis convaincu que l'Internationale n'a point été leur œuvre, mais bien celle du prolétariat lui-même. Ils en furent en quelque sorte les accoucheurs, non les auteurs. Le grand auteur, inconscient comme le sont ordinairement les auteurs de très grandes choses, fut le prolétariat, représenté par quelques centaines d'ouvriers anonymes, français, anglais, belges, suisses et allemands. Ce fut leur vif et profond instinct de travailleurs éprouvés par l'oppression et par les souffrances inhérentes à leur position qui leur a fait trouver le vrai principe et le vrai but de l'Internationale : la solidarité des besoins comme base déjà existante, et *l'organisation internationale de la lutte économique du travail contre le capital* comme le véritable objet de cette Association. En lui donnant exclusivement cette base et ce but, ils établirent d'un seul coup toute la puissance de l'Internationale.

Ils en ouvrirent les portes largement à tous les millions d'opprimés et d'exploités de la société actuelle, abstraction faite de leurs croyances, de leur

n'a jamais, jusqu'en 1872, été soumis à l'approbation d'aucun Congrès de l'Internationale, et il est demeuré l'expression des opinions personnelles de son rédacteur et de ses co-signataires. — J. G.

degré de culture, et de leur nationalité. Car pour concevoir le désir et pour avoir le droit d'entrer dans l'Internationale, conformément à ses statuts primitifs, il n'a fallu et il ne faut encore aujourd'hui que les conditions suivantes :

1° Etre un travailleur sérieux, c'est-à-dire éprouver réellement les souffrances auxquelles le prolétariat se trouve assujetti de nos jours, ou au moins, si l'on est né dans une classe privilégiée quelconque, vouloir franchement, sans réticences et sans arrière-pensées ambitieuses, la pleine émancipation du monde ouvrier ;

2° Comprendre que cette émancipation ne peut être un fait individuel, ni local, ni le fait | 20 exceptionnel d'un métier quelconque ; mais qu'elle ne peut se réaliser qu'à la condition d'embrasser dans une action solidaire les travailleurs de tous les métiers industriels, commerciaux et agricoles, le prolétariat de toutes les communes, de toutes les provinces, de tous les pays, de tous les continents, et de former par conséquent une puissante et réelle organisation de la solidarité internationale de tous les travailleurs exploités du monde entier contre l'exploitation systématique et légale de tous les capitalistes et de tous les propriétaires du monde ;

3° Comprendre que les classes possédantes, exploitantes et gouvernantes, ne feront jamais volontairement, par générosité ou par justice, aucune concession, si urgente qu'elle paraisse et si faible qu'elle soit, au prolétariat ; parce que c'est contre nature,

et précisément contre leur nature spéciale, de telle sorte qu'il n'y a jamais eu d'exemple dans l'histoire qu'une classe dominante ait fait de tels sacrifices de son plein gré ; aucuns privilégiés n'ayant jamais consenti à en faire même de très petits que lorsque, débordés et menacés dans leur existence même par la puissance montante du prolétariat, ils se sont vus forcés d'en faire de bien plus importants. Que par conséquent le prolétariat ne doit rien attendre ni de l'intelligence, ni de l'équité des bourgeois, et encore moins de leur politique, fût-ce même celle des radicaux bourgeois ou des bourgeois soi-disant socialistes, ni enfin même des représentants bourgeois de la science, et que *l'émancipation des travailleurs ne peut être exclusivement que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, comme il est dit à la tête de nos considérants. Ce qui veut dire que les travailleurs ne pourront réaliser cette émancipation et conquérir leurs droits humains que de haute lutte, *par la guerre organisée des travailleurs du monde entier contre les capitalistes et les propriétaires exploiteurs du monde entier ;*

4° Comprendre que pour mieux vaincre dans cette guerre internationale, les travailleurs de tous les pays doivent organiser internationalement leur puissance solidaire, et que c'est là le vrai, l'unique but de l'Association | 21 internationale des travailleurs ;

5° Comprendre que puisque cette organisation n'a d'autre objet que l'émancipation des travailleurs *par*

eux-mêmes, elle ne peut être constituée que directement et immédiatement par eux-mêmes, par leur propre action spontanée, c'est-à-dire de bas en haut par la voie franchement populaire de la fédération libre, en dehors de toutes les combinaisons politiques des Etats, et non de haut en bas, à la manière de tous les gouvernements plus ou moins centralisateurs, aristocratiques et bourgeois;

6° Comprendre que, puisque le prolétaire, le travailleur manuel, l'homme de peine, est le représentant historique du dernier esclavage sur la terre, son émancipation est l'émancipation de tout le monde, son triomphe est le triomphe final de l'humanité; et que par conséquent l'organisation de la puissance du prolétariat de tous les pays par l'Internationale et la guerre qu'elle soulève contre toutes les classes exploitantes et dominantes ne peuvent avoir pour but la constitution d'un nouveau privilège, d'un nouveau monopole, d'une classe ou d'une domination nouvelles, d'un nouvel Etat, mais l'établissement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de tous les êtres humains, sur les ruines de tous les privilèges, de toutes les classes, de toutes les exploitations, de toutes les dominations, en un mot de tous les Etats;

7° On doit comprendre enfin que, puisque le but unique de l'Internationale est la conquête de tous les droits humains pour les travailleurs, au moyen de l'organisation de leur solidarité militante à travers les différences de tous les métiers et les fron-

tières politiques et nationales de tous les pays, *la loi suprême et pour ainsi dire unique* que chacun s'impose en entrant dans cette salutaire et formidable Association, c'est de se soumettre et de soumettre désormais tous ses actes, volontairement, passionnément, en pleine connaissance de cause et dans son intérêt propre aussi bien que dans celui de ses frères de tous les pays, à toutes les conditions, conséquences et exigences de cette solidarité.

| 22 Voilà les vrais principes de l'Internationale. Ils sont si larges, si humains, et en même temps si simples, qu'il faut être un bourgeois bien intéressé à la conservation du monopole, ou bien abruti par les préjugés bourgeois, pour ne point les comprendre et pour ne point en reconnaître la parfaite justesse. Pour les falsifier, il a fallu être un démocrate socialiste de l'école de M. Marx. Mais il n'est point de vrai, de sérieux prolétaire, si peu cultivé ou si abasourdi qu'il soit par cette masse de préjugés tant religieux que politiques qu'on fait systématiquement pleuvoir sur sa pauvre tête, dès sa plus tendre enfance, auquel avec un peu de patience et de bonne volonté on ne puisse faire comprendre tout cela dans une conversation de quelques heures. Car déjà il porte tout cela dans son instinct et dans toutes ses aspirations développées chaque jour davantage par ses expériences, par ses douleurs quotidiennes. En lui expliquant ces principes, et en en déduisant toutes les applications pratiques, on ne fera que donner une forme, un nom à ce qu'il

sent. Voilà ce qui attirera invinciblement la masse du prolétariat dans l'Internationale, si l'Internationale, tout en se développant et en s'organisant toujours davantage, reste fidèle à la simplicité primitive de son programme et de son institution.

On ne peut commettre de plus grande faute que de demander soit à une chose, soit à une institution, soit à un homme plus qu'ils ne peuvent donner. En exigeant d'eux davantage, on les démoralise, on les empêche, on les fausse, on les tue. L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé, et elle organisera chaque jour d'une manière plus formidable encore, le prolétariat pour la lutte économique. Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique?

M. Marx, pour l'avoir espéré, a manqué d'assassiner l'Internationale par sa criminelle tentative de la Haye. C'est l'histoire de la poule aux œufs d'or. A l'appel pour la lutte économique, des masses de travailleurs de différents pays sont accourus pour se ranger sous le drapeau de l'Internationale, et M. Marx s'était imaginé que les masses y resteraient, que dis-je? | 23 qu'elles accourraient en quantités plus formidables encore, lorsque, Moïse nouveau, il aurait inscrit les sentences de son décalogue poli-

tique sur notre drapeau, dans le programme officiel et obligatoire de l'Internationale.

Voilà où a été son erreur. Les masses, sans différence de degré de culture, de croyances religieuses, de pays et de langues, avaient compris le langage de l'Internationale, lorsqu'elle leur avait parlé de leur misère, de leur souffrance et de leur esclavage sous le joug du capital et de la propriété exploiteuse ; elles l'ont compris lorsqu'elle leur a démontré la nécessité d'unir leurs efforts dans une grande lutte solidaire et commune. Mais voici qu'on vient leur parler d'un programme politique très savant, très autoritaire surtout, et qui, au nom de leur propre salut, vient leur imposer, dans cette Internationale même qui devait organiser leur émancipation par leurs propres efforts, un gouvernement dictatorial, provisoire sans doute, mais, en attendant, tout à fait arbitraire, et dirigé par une tête extraordinairement remplie de cervelle.

A quel degré de démence ne fallait-il pas avoir été poussé soit par l'ambition, soit par la vanité, soit par toutes les deux à la fois, pour avoir pu concevoir l'espérance qu'on pourrait retenir les masses ouvrières des différents pays de l'Europe et de l'Amérique sous le drapeau de l'Internationale à ces conditions-là!

Mais, dira quelqu'un, le succès le plus triomphant n'a-t-il pas donné raison à M. Marx, et le Congrès de la Haye n'a-t-il pas voté tout ce qu'il lui avait demandé?

Personne mieux que M. Marx ne sait combien peu les résolutions votées par ce malheureux Congrès de la Haye expriment la pensée et les aspirations réelles des Fédérations de tous les pays. La composition et la falsification de ce Congrès lui ont coûté trop de peine pour qu'il puisse se faire la moindre illusion sur sa véritable signification et sa réelle valeur. Et, d'ailleurs, s'il avait même pu se faire cette illusion un instant, ce qui se passe aujourd'hui est bien fait pour la dissiper tout à fait. Excepté le Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, les Fédérations de tous les pays, les Américains, les Anglais, les Hollandais, les Belges, les Français, les Suisses du Jura, les Espagnols et les Italiens protestent contre toutes les résolutions de ce Congrès néfaste et honteux, | 24 ou plutôt contre cette ignoble intrigue.

Mais laissons de côté la question morale, et ne considérons que la partie principielle de la question. Un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer. Tel est en effet le programme de M. Marx. C'est un échafaudage complet d'institutions économiques et politiques fortement centralisées et très autoritaires, sanctionnées sans doute, comme toutes les institutions despotiques dans la société moderne, par le suffrage universel, mais soumises néanmoins à un gouvernement *très fort*, pour me servir des propres

expressions de M. Engels, l'*alter ego* de M. Marx, le confident du législateur.

Mais pourquoi est-ce précisément ce programme qu'on prétend introduire *officiellement*, obligatoirement, dans les statuts de l'Internationale? Pourquoi pas celui des blanquistes? Pourquoi pas le nôtre? Serait-ce parce que M. Marx l'aurait inventé? Ce n'est pas une raison. Ou bien parce que les ouvriers de l'Allemagne paraissent l'accepter? Mais le programme anarchique est accepté, à très peu d'exceptions près, par toutes les Fédérations latines; les Slaves n'en accepteront jamais d'autre. Pourquoi donc le programme autoritaire des Allemands devrait-il dominer dans l'Internationale, que la liberté seule a créée et qui ne pourra jamais prospérer que dans la liberté et par la liberté? Serait-ce parce que les armées allemandes ont manqué de conquérir la France? Mais encore ce ne serait pas une raison; ou plutôt c'en serait une au contraire pour se défier beaucoup d'un programme qui nous vient aujourd'hui de l'Allemagne.

Les Allemands ont une manière d'apprécier les hommes, les faits et les choses tout à fait singulière! Je trouve, par exemple, dans le n° 81 (du 9 octobre 1872) du *Volksstaat*, l'organe officiel et principal du Parti des ouvriers démocrates socialistes de l'Allemagne, un organe qui se publie à Leipzig non sous la rédaction, mais sous l'inspiration immédiate et directe de M. Marx lui-même, l'entrefilet suivant :

« **Une nouvelle. L'interdiction de l'Internationale en France est supprimée!** — Est-ce possible! — Vous ne le croyez pas? Et pourtant cela est ainsi. L'Internationale, qui | 25 avait été expulsée par la porte des associations (*die durch das Vereinsthor hinausgehetzt war*), est de nouveau rentrée triomphante dans la capitale de la France par la boutique d'un libraire. **Le « Capital » de Karl Marx traduit en français** est mis en vente chez Lachâtre à Paris. Nous avons en ce moment même devant nous la première série magnifiquement éditée de cet ouvrage avec le portrait et l'autographe de l'auteur... »

N'est-ce pas ébouriffant? N'est-ce pas tout à fait caractéristique de l'esprit de l'Allemagne? Je vous demande si, dans aucun autre pays, on oserait imprimer une chose pareille dans un journal qui se dit démocratique, socialiste, organe de l'Internationale, et qui prétend représenter, qui représente, hélas! en effet une très nombreuse organisation d'ouvriers. Comment! l'apparition du livre, du portrait et de l'autographe de M. Karl Marx, dans une librairie de Paris, équivaut à la rentrée triomphante de l'Internationale en France! C'est bouffon, c'est ignoble, et c'est la plus grossière injure qu'on ait jamais jetée à la face de l'Internationale! Donc, un seul homme, lequel que ce soit, M. Karl Marx ou un autre, pèse autant que l'Internationale! Pour oser dire de pareilles choses aux ouvriers de l'Allemagne, qui font de ce journal leur lecture quotidienne, ne

faut-il pas les mépriser beaucoup et les croire assouplis à toutes les disciplines et à toutes les humiliations?

L'idolâtrie des personnes et le culte de l'autorité sont entrés bien profondément dans les mœurs des Allemands; mais je ne me serais jamais imaginé qu'ils les eussent dépravés à ce point qu'un journal populaire, lu au moins par une ou deux dizaines de milliers d'ouvriers, osât impunément imprimer de pareilles choses. Le *Volksstaat* l'a fait sans doute très naïvement, et personne en Allemagne ne s'en est trouvé offusqué.

Et c'est le programme politique applaudi par une démocratie socialiste pareille que le Congrès de la Haye a prétendu imposer aux Fédérations libres de tous les pays!

Il est évident qu'à moins de vouloir tyranniser les Fédérations de beaucoup de pays, en leur imposant soit par la violence, soit par l'intrigue, soit par toutes les deux à la fois, le programme politique d'un seul pays; ou bien, ce qui est beaucoup plus probable, à moins de dissoudre l'Internationale, en la divisant en plusieurs parties, dont chacune suivrait son propre programme politique, — pour sauver son intégrité et pour assurer sa prospérité, il | 26 n'est qu'un seul moyen : *c'est de maintenir l'elimination primitive de la question politique du programme officiel et obligatoire de l'Association internationale des travailleurs, organisée non pour la lutte politique, mais uniquement pour la lutte*

économique, et se refusant absolument par là même à servir d'instrument politique entre les mains de qui que ce soit. C'est au point que toutes les fois qu'on voudra l'employer comme une puissance politique positive dans la lutte positivement politique des différents partis de l'Etat, elle se démoralisera immédiatement, s'amoindrira, se rétrécira et se dissoudra d'une manière visible, et finira par fondre tout à fait entre les mains de celui qui follement s'imaginera tenir cette puissance.

Mais alors il serait donc interdit de s'occuper de questions politiques et philosophiques dans l'Internationale? Faisant abstraction de tout le développement qui se fait dans le monde de la pensée, aussi bien que des événements qui accompagnent ou qui suivent la lutte politique, tant extérieure qu'intérieure, des Etats, l'Internationale ne s'occuperait plus que de la question économique? Elle ferait de la statistique comparée, étudierait les lois de la production et de la distribution des richesses, s'occuperait exclusivement du règlement des salaires, formerait des caisses de résistance, organiserait des grèves locales, nationales et internationales, constituerait localement, nationalement et internationalement les corps de métier, et formerait des sociétés coopératives de crédit mutuel, de consommation et

de production, dans les moments et dans les localités où de pareilles créations seraient possibles ?

Une telle abstraction, hâtons-nous de le dire, est absolument impossible. Cette préoccupation exclusive des intérêts seulement économiques, ce serait pour le prolétariat la mort. Sans doute que la défense et l'organisation de ces intérêts — question de vie ou de mort pour lui — doivent constituer la base de toute son action actuelle. Mais il lui est impossible de s'arrêter là sans renoncer à l'humanité, et sans se priver même de la force intellectuelle et morale nécessaire à la conquête | 37 de ses droits économiques. Sans doute que dans l'état misérable auquel il se voit réduit maintenant, la première question qui se présente à lui, c'est celle de son pain quotidien, du pain de la famille ; mais, plus que toutes les classes privilégiées aujourd'hui, il est un être humain dans toute la plénitude de ce mot, et comme tel il a soif de dignité, de justice, d'égalité, de liberté, d'humanité et de science, et il entend bien conquérir tout cela en même temps que la pleine jouissance du produit intégral de son propre travail. Donc, si les questions politiques et philosophiques n'avaient même point été posées dans l'Internationale, c'est le prolétariat qui infailliblement les poserait.

Mais alors comment résoudre cette apparente contradiction : d'un côté, les questions philosophiques et politiques doivent être exclues du programme de l'Internationale, et de l'autre elles doivent y être nécessairement discutées ?

Ce problème se résout de lui-même par la liberté. Aucune théorie philosophique ou politique ne doit entrer, comme fondement essentiel, officiel, et comme condition obligatoire, dans le programme de l'Internationale, parce que, comme nous venons de le voir, toute théorie imposée deviendrait, pour toutes les Fédérations dont l'Association se compose aujourd'hui, soit une cause d'esclavage, soit la cause d'une division et d'une dissolution non moins désastreuse. Mais il ne suit pas de là que toutes les questions politiques et philosophiques ne puissent et ne doivent être librement discutées dans l'Interternationale. Au contraire, c'est l'existence d'une théorie officielle qui tuerait, en la rendant absolument inutile, la discussion vivante, c'est-à-dire le développement de la pensée propre dans le monde ouvrier. Du moment qu'il y aurait une *vérité officielle*, scientifiquement découverte par le travail isolé de cette grande tête exceptionnellement — et pourquoi pas *providentiellement* aussi ? — garnie de cervelle, une vérité annoncée et imposée à tout le monde du haut du Sinaï marxien, à quoi bon discuter? Il ne resterait plus qu'à apprendre par cœur tous les articles du nouveau Décalogue.

Au contraire, si personne n'a et ne peut avoir la prétention de donner la vérité, on la cherche. | 28 Qui la cherche ? Tout le monde, et surtout le prolétariat qui en a soif et besoin plus que tous les autres.

Beaucoup ne voudront pas croire à cette recherche

spontanée de la vérité politique et philosophique par le prolétariat lui-même. Je m'en vais maintenant essayer de montrer comment cette recherche s'effectue au sein même de l'Internationale.

Les travailleurs, ai-je dit, n'entrent dans l'Internationale et ne s'y organisent d'abord que dans un but éminemment pratique, celui de la revendication solidaire de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie de tous les pays. Remarquez que par ce seul fait, — inconscient, si vous voulez, d'abord, — le prolétariat se place déjà, sous un double aspect, dans une situation très décisivement, mais aussi très négativement, politique. Il détruit, d'un côté, les frontières politiques et toute la politique internationale des Etats, en tant que fondée sur les sympathies, sur la coopération volontaire et sur le fanatisme patriotique des masses asservies ; et, de l'autre, il creuse l'abîme entre la bourgeoisie et le prolétariat, et place ce dernier en dehors de l'action et du jeu politiques de tous les partis de l'Etat ; mais, en le mettant en dehors de toute politique bourgeoise, il le tourne nécessairement contre elle.

Donc voilà une position politique toute déterminée, dans laquelle le prolétariat se trouve placé, inconsciemment d'abord comme je viens de le dire, par le seul fait de son adhésion à l'Internationale.

Il est vrai que c'est une position politique absolument *négative*, et la grande faute, pour ne point dire la trahison et le crime des démocrates socialistes qui entraînent le prolétariat de l'Allemagne dans les voies du programme marxien, c'est d'avoir voulu transformer cette attitude négative en une coopération positive à la politique des bourgeois.

L'Internationale, en mettant ainsi le prolétariat en dehors de la politique des Etats et du monde bourgeois, | 29 constitue un monde nouveau, le monde du prolétariat solidaire de tous les pays. Ce monde est celui de l'avenir ; c'est d'un côté l'héritier légitime, mais en même temps le démolisseur et l'enterreur de toutes les civilisations historiques, privilégiées, et comme telles complètement épuisées et condamnées à mourir ; par conséquent le créateur obligé d'une civilisation nouvelle, fondée sur la ruine de toutes les autorités divines et humaines, de tous les esclavages et de toutes les inégalités. Telle est la mission, et par conséquent tel est le vrai programme de l'Internationale, non officiel, — tous les dieux des paradis païens et chrétiens nous en gardent ! — mais implicite, inhérent à son organisation même.

Son programme officiel, je le répéterai mille fois, est tout simple et en apparence très modeste : c'est *l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital.* De cette base d'abord exclusivement matérielle doit surgir tout le monde social, intellectuel et moral

nouveau. Pour qu'il en soit réellement ainsi, il faut que toutes les pensées, toutes les tendances philosophiques et politiques de l'Internationale, naissant au sein même du prolétariat, aient pour point de départ principal, sinon exclusif, cette revendication économique qui constitue l'essence même et le but manifeste de l'Internationale. Est-ce possible ?

Oui, et cela est en effet. Quiconque a suivi les développements de l'Internationale pendant quelques années a pu s'apercevoir comment cela s'y effectue lentement, sans que cela paraisse du tout, tantôt simultanément, tantôt successivement, et toujours par trois voies différentes, mais indissolublement unies : d'abord par l'organisation et la fédération des *caisses de résistance* et la solidarité internationale des *grèves* ; en second lieu, par l'organisation et par la fédération internationale des *corps de métier* ; et enfin par *le développement spontané et direct des idées philosophiques et sociologiques dans l'Internationale*, accompagnement inévitable et conséquence pour ainsi dire forcée de ces deux premiers mouvements.

Considérons maintenant ces trois voies dans leur action spéciale, différente, mais, comme je viens de le dire, inséparable, et commençons par l'organisation des caisses de résistance et des grèves.

Les caisses de résistance ont pour objet unique de former le fonds nécessaire pour rendre possibles l'organisation et l'entretien si coûteux des grèves. Et la | 30 grève, c'est le commencement de la guerre

sociale du prolétariat contre la bourgeoisie, encore dans les limites de la légalité. Les grèves sont une voie précieuse sous ce double rapport, que, d'abord, elles électrisent les masses, retrempent leur énergie morale, et réveillent en leur sein le sentiment de l'antagonisme profond qui existe entre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie, en leur montrant toujours davantage l'abîme qui les sépare désormais irrévocablement de cette classe ; et qu'ensuite, elles contribuent immensément à provoquer et à constituer entre les travailleurs de tous les métiers, de toutes les localités, et de tous les pays, la conscience et le fait même de la solidarité : double action, l'une négative et l'autre positive, qui tend à constituer directement le nouveau monde du prolétariat, en l'opposant d'une manière quasi-absolue au monde bourgeois (1).

C'est une chose digne de remarque que le radicalisme aussi bien que le socialisme bourgeois se sont toujours déclarés les antagonistes acharnés du système des grèves et ont fait et font encore presque partout aujourd'hui des efforts inimaginables pour en détourner le prolétariat. Mazzini n'a jamais voulu entendre parler des grèves ; et si ses disciples, d'ail-

(1) Ici va se produire la digression signalée dans la préface. Bakounine rencontre sous sa plume le nom de Mazzini ; il compare alors entre elles les doctrines de Mazzini et de Marx, puis, s'abandonnant à sa verve vagabonde, il dit toute sorte de choses intéressantes sur les Trades Unions, le fatalisme historique, le partage de la Pologne, le développement de l'idée de l'unité allemande, etc. ; et le manuscrit s'interrompt avant que l'auteur soit revenu au sujet qu'il s'était promis de traiter. — J. G.

leurs passablement démoralisés, désorientés et désorganisés depuis sa mort (1), prennent aujourd'hui, bien timidement d'ailleurs, leur défense, c'est parce que la propagande de la Révolution sociale a tellement envahi les masses italiennes, et que les revendications sociales se sont manifestées avec une telle puissance dans les différentes grèves qui ont éclaté dernièrement sur beaucoup de points de l'Italie à la fois, qu'ils ont senti que s'ils s'opposaient plus longtemps à ce mouvement irrésistible et formidable, ils se trouveraient bientôt tout seuls.

Mazzini, avec tous les radicaux et les socialistes bourgeois de l'Europe, avait eu bien raison de condamner les grèves, — à son point de vue, cela s'entend. Que voulait-il ? que veulent encore les mazziniens, qui poussent l'esprit de conciliation aujourd'hui jusqu'à s'unir même avec ceux qu'on appelle les | 31 radicaux du Parlement italien ? L'établissement d'un grand Etat unitaire, démocratique et républicain. Pour établir cet Etat, il faut renverser d'abord celui qui existe, et pour cela le bras puissant du peuple est indispensable. Une fois que le peuple aura rendu ce grand service aux politiciens de l'école mazzinienne, on le renverra naturellement dans ses ateliers ou dans ses campagnes, pour qu'il y reprenne son travail si utile, sous l'égide non plus paternelle, mais fraternelle, quoique non moins autoritaire, du nouveau gouvernement républicain.

1) Mazzini est mort le 10 mars 1872. — J. G.

Maintenant il faut au contraire l'appeler sur la place publique. Comment le soulever ?

Faire appel à ses instincts socialistes ? C'est impossible. Ce serait le moyen le plus sûr pour ameuter contre soi et contre la république qu'on rêve toute la classe des capitalistes et des propriétaires, et c'est précisément avec eux qu'on veut vivre et qu'on veut constituer le nouveau gouvernement. On ne constitue pas un gouvernement régulier avec des masses barbares, ignorantes, anarchiques, surtout quand ces masses ont été soulevées au nom de leurs revendications économiques par la passion de la justice, de l'égalité, et de leur réelle liberté qui est incompatible avec quelque gouvernement que ce soit. Donc, il faut éviter la question sociale, et s'efforcer de réveiller chez les travailleurs les passions politiques et patriotiques, grâce auxquelles leur cœur pourra battre à l'unisson avec le cœur des bourgeois, et leur bras sera disposé à rendre aux politiciens radicaux de cette classe le service précieux qu'ils demandent, celui de renverser le gouvernement de la monarchie.

Mais nous avons vu que les grèves ont pour premier effet de détruire cette harmonie touchante et si profitable à la bourgeoisie, en rappelant au prolétariat qu'il existe entre elle et lui un abîme, et en réveillant en son sein des passions socialistes qui sont absolument incompatibles avec les passions politiques et patriotiques. Donc, Mazzini a eu mille fois raison : il faut condamner les grèves.

Il s'est montré en ceci mille | $_{32}$ fois plus logique

que les marxiens, chefs actuels du Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, qui eux aussi posent comme but immédiat et premier de l'agitation légale de leur parti la conquête du pouvoir politique, et qui, par conséquent, comme Mazzini, veulent se servir de la puissance musculaire du peuple allemand pour conquérir ce pouvoir, si ardemment convoité, pour l'offrir sans doute à leur chef suprême, le dictateur de l'Internationale, M. Marx.

Il y a aujourd'hui entre le programme politique des marxiens et celui des mazziniens plus de points de ressemblance qu'on ne l'imagine peut-être, et je ne serais nullement étonné si M. Marx, décidément repoussé par tous les révolutionnaires socialistes sérieux et sincères de l'Italie, finissait par conclure une alliance offensive et défensive avec les disciples de son antagoniste irréconciliable, Mazzini. Mazzini, malgré tout son idéalisme, aussi profond que sincère et qui lui faisait mépriser les biens matériels pour lui-même, et faisant sans doute une concession nécessaire à la brutalité inhérente aux masses, leur avait fait à peu près toutes les promesses économiques et sociales que leur fait aujourd'hui M. Marx. Il est allé même jusqu'à leur parler de l'égalité économique et du droit de chaque travailleur au produit intégral de son travail. Mais ce seul mot ne contient-il pas en effet toute la Révolution sociale?

Mazzini, pour les raisons que je viens d'exposer, ne voulait point, il est vrai, de l'antagonisme des classes contre les classes. Mais M. Marx le veut-il

bien sincèrement, cet antagonisme, qui rend absolument impossible toute participation des masses à l'action politique de l'Etat ? Car cette action, en dehors de la bourgeoisie, n'est point praticable ; elle n'est possible que lorsqu'elle se développe de concert avec une partie quelconque de cette classe et se laisse diriger par des bourgeois. M. Marx ne peut ignorer tout cela ; et d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui à Genève, à Zürich, à Bâle, et dans toute l'Allemagne, devrait bien lui ouvrir les | 33 yeux, s'il les avait fermés sur ce point, ce que je ne crois franchement pas. Il m'est impossible de le croire après avoir lu le discours qu'il a prononcé dernièrement à Amsterdam, et dans lequel il a dit que dans certains pays, peut-être en Hollande même, la question sociale pouvait être résolue paisiblement, légalement, sans lutte, à l'amiable, ce qui ne peut signifier autre chose que ceci : elle peut se résoudre par une série de transactions successives, pacifiques, volontaires et sages, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mazzini n'a jamais dit autre chose.

Enfin Mazzini et Marx s'accordent encore sur ce point capital, que les grandes réformes sociales qui doivent émanciper le prolétariat ne peuvent être réalisées que par un grand Etat démocratique, républicain, très puissant et fortement centralisé, et que pour le propre salut du peuple, pour pouvoir lui donner l'instruction et le bien-être, il faut lui imposer, au moyen de son propre suffrage, un gouvernement très fort.

Entre Mazzini et Marx, il existe toutefois une énorme différence, et elle est toute à l'honneur de Mazzini. Mazzini était un croyant profond, sincère, passionné. Il adorait son Dieu, auquel il rapportait tout ce qu'il sentait, tout ce qu'il pensait, tout ce qu'il faisait. Par rapport à sa propre personne, il était l'homme le plus simple, le plus modeste, le plus détaché de lui-même. Son cœur débordait d'amour pour l'humanité et de bienveillance pour tous. Mais il devenait impitoyable, furieux, lorsqu'on touchait à son Dieu.

M. Marx ne croit pas en Dieu, mais il croit beaucoup en lui-même, et rapporte tout à lui-même. Il a le cœur plein non d'amour, mais de fiel, et très peu de bienveillance naturelle pour les hommes, ce qui ne l'empêche pas toutefois de devenir tout aussi furieux et infiniment plus méchant que Mazzini, lorsqu'on ose mettre seulement en question l'omniscience de la Divinité qu'il adore, c'est-à-dire de M. Marx lui-même. Mazzini voulait imposer à l'humanité le joug de Dieu, M. Marx | 34 prétend lui imposer le sien. Je ne veux ni de l'un ni de l'autre, mais, si j'étais forcé de choisir, je préférerais encore le Dieu mazzinien.

J'ai cru devoir donner cette explication, pour que les disciples et amis de Mazzini ne puissent m'accuser d'injurier la mémoire de leur maître en le comparant à M. Marx. Je reviens à mon sujet.

Je dis donc que, pour toutes les raisons que je viens d'exposer, je ne m'étonnerai nullement si nous

entendons parler bientôt d'une réconciliation, d'une entente, d'une alliance entre l'agitation mazzinienne et l'intrigue marxienne en Italie. Si elle ne se réalise pas, ce sera la faute des mazziniens, non celle de M. Marx. Je prétends que pour peu que le parti marxien, celui de la démocratie soi-disant socialiste, continue de marcher dans la voie des revendications politiques, il se verra forcé de condamner tôt ou tard celle de la revendication économique, la voie des grèves, tellement ces deux voies sont en réalité incompatibles.

Nous avons eu un exemple frappant de cette incompatibilité en 1870, à Genève, où, une grande grève des ouvriers en bâtiment ayant éclaté avant la guerre, les internationaux-citoyens de la « fabrique » (1), après avoir soutenu et même encouragé cette grève pendant quelque temps par ostentation, la firent cesser tout d'un coup et presque par force, au détriment de ces malheureux ouvriers, aussitôt que les

(1) On appelle à Genève « ouvriers de la *fabrique* » ceux qui sont occupés à la fabrication de l'horlogerie, de la bijouterie et des pièces à musique; non pas qu'ils travaillent dans une fabrique, mais parce que, dans le langage genevois, l'ensemble de l'industrie horlogère (qui est l'industrie « nationale »), patrons et ouvriers, s'appelle en un seul mot la « fabrique ». Ces ouvriers sont presque tous citoyens genevois; leurs salaires sont plus élevés que ceux des ouvriers du bâtiment; ils ont plus d'instruction que ceux-ci; ils exercent des droits politiques, — tandis que les ouvriers du bâtiment sont en majorité des étrangers, — et ils sont en conséquence traités avec beaucoup de ménagements par les chefs de parti bourgeois. En 1869, lors du séjour de Bakounine à Genève, les ouvriers de la « fabrique » étaient en général *marxistes*, tandis que les ouvriers du bâtiment étaient *bakounistes*. — J. G.

chefs du parti radical bourgeois de Genève leur en eurent intimé l'ordre (1). Nous avons également vu, il y a six ou huit mois, également à Genève, un avocat appartenant au parti radical et à l'Internationale en même temps, M. Amberny, — celui que M. Marx lui-même, dans une lettre qu'il lui a adressée, a gracieusement remercié d'avoir servi l'Internationale de Genève, — nous l'avons vu garantir publiquement, devant ses concitoyens bourgeois, au nom de l'Internationale, qu'il n'y aurait point de grève pendant cette année (2).

On m'objectera que dans le pays où l'organisation des grèves est arrivée à un degré de puissance inconnu en d'autres pays, savoir en Angleterre, les ouvriers sont loin de rester indifférents aux agitations politiques, s'y intéressent au contraire beaucoup, et on me montrera la Ligue pour la conquête du suffrage universel, fondée il y a six ans à peine et qui, composée en majeure partie de travailleurs ma-

(1) Sur cette grève du bâtiment à Genève, en 1870, et sur la manière dont les meneurs des ouvriers genevois, alliés aux radicaux, la firent cesser par « patriotisme » (décision de la commission de direction de la grève, 18 juillet 1870), voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. II, pages 41-42, 50-51, 54-55, 66. — J. G.

(2) Sur l'intervention de l'avocat Amberny dans les affaires de l'Internationale à Genève, et l'attitude du Comité cantonal qui empêcha une grève des ouvriers du bâtiment pour ne pas nuire à la candidature de cet avocat, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. II, pages 263-265. — J. G.

nuels, forme déjà le noyau d'une force politique franchement populaire et tellement respectable | 35 que les ministres de Sa Majesté la reine eux-mêmes se voient déjà obligés de compter et de parlementer avec elle.

Cela constitue un fait exceptionnel, mais patent, un fait dont il m'est impossible de nier l'importance, tout contraire qu'il soit à mes idées générales. Il est bien d'autres faits encore qui se produisent dans ce même pays et d'une manière si sérieuse qu'on est bien forcé de les accepter ou de les prendre au moins en considération très sérieuse, quoique, en apparence d'ailleurs beaucoup plus qu'en réalité, ils se trouvent en opposition complète avec le développement logique des idées. Telle est par exemple la tendance manifeste du prolétariat anglais à l'établissement d'un Etat communiste, banquier unique, et unique propriétaire de la terre qu'il administrera en souverain au nom du peuple entier, et qu'il fera cultiver, comme nous l'a expliqué au Congrès de Bâle un délégué anglais (1), membre du ci-devant Conseil général de Londres, par les ouvriers agricoles, sous la direction immédiate de ses ingénieurs.

Tâchons de nous expliquer cette contradiction apparente d'un peuple si jaloux de ses droits et qui attend son émancipation de la puissance de l'Etat. Il n'existe que deux grands pays dans le monde où le peuple jouisse réellement de la liberté et de la

(1) C'est B. Lucraft, chaisier, délégué de l'Association des chaisiers de Londres. — J. G.

puissance politiques. Ce sont l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique. La liberté y est plus qu'un droit politique. C'est la nature sociale de tout le monde, tellement générale que les étrangers eux-mêmes les plus déshérités, les plus misérables, y jouissent de cette liberté aussi pleinement que les citoyens les plus riches et les plus influents. Ils en jouissent sans en être aucunement redevables aux gouvernements de ces pays, et sans que ces gouvernements aient la moindre possibilité de restreindre leurs droits, qui, sous le rapport de la liberté, sont égaux aux droits de tout le monde. Nous savons ce qu'il en a coûté, après l'attentat d'Orsini, à Lord Palmerston, l'un des ministres les plus populaires qu'il y ait eu jamais en Angleterre, pour avoir tenté de soumettre la liberté des étrangers à l'arbitraire ministériel. L'indignation unanime du peuple anglais le renversa d'un seul coup.

Le fait que je viens de rappeler prouve aussi que cette liberté du peuple anglais constitue une véritable puissance, ce que l'on appelle la puissance de l'opinion, non pas seulement de l'opinion | 36 des classes politiques ou privilégiées, mais *la véritable puissance de l'opinion populaire*, puissance qui existe comme un fait social et qui agit comme une force toujours latente et toujours prête à se réveiller et à se faire sentir, en dehors et au-dessus de toutes les formes politiques et des droits explicitement exprimés et consacrés par la constitution anglaise. Non seulement aujourd'hui que les droits

électoraux sont considérablement élargis, mais alors même qu'ils étaient exclusivement concentrés entre les mains d'une minorité hautement privilégiée, les agitations des masses, les meetings populaires immenses que les Anglais savent si bien organiser, pesaient d'un poids très considérable sur la direction politique et sur les résolutions du Parlement anglais.

On a voulu faire honneur de ce fait à la perspicacité prudente et à la haute sagesse politique de l'aristocratie et de la riche bourgeoisie. Je ne prétends pas leur contester cette sagesse, mais je pense qu'il faut chercher la principale raison de ce fait dans le tempérament historique et dans les habitudes sociales du peuple anglais, qui, depuis bien longtemps, s'est accoutumé à faire respecter sa liberté et à exercer cette pression politique de son opinion et de ses aspirations sur les actes des représentants légaux de son pays. En un mot, le peuple anglais n'a pas besoin de conquérir ni sa liberté, ni sa puissance politique, il les possède déjà dans le fait, dans ses mœurs. Ce qui lui manque encore et ce qu'il ne manquera pas de conquérir bientôt, c'est la conformité complète de ses institutions et de ses lois avec le fait depuis longtemps accompli. Ce que je dis du peuple anglais se rapporte naturellement encore plus au peuple des Etats-Unis d'Amérique, où la liberté et où l'action politique directement exercée par les masses ont atteint le plus haut degré de développement connu jusqu'ici dans l'histoire.

On peut dire qu'il n'existe pas aujourd'hui dans le monde d'autres peuples vraiment politiques que ces deux peuples. Pour eux, la politique est un fait, une réalité bien connue et depuis longtemps exercée ; pour tous les autres, sans en excepter même le peuple de France, c'est un idéal ; pour les Allemands, c'est une doctrine. Le peuple français a eu bien aussi ses moments politiques, mais ils ne furent que des moments, et pour cette raison même ils constituèrent autant de révolutions qui durèrent rarement des mois, et le plus souvent quelques jours seulement. | 37 Ces jours furent des jours de liberté et de fête, pendant lesquels les masses, enivrées de leur victoire, croyaient avoir conquis le droit de respirer a pleine poitrine ; après quoi, de leur propre consentement, et en s'aidant de leur propre suffrage, on les remettait de nouveau sous ces machines pneumatiques qu'on appelle les gouvernements, monarchiques ou républicains ; le nom n'y faisait rien, car nul n'ignore que les uns comme les autres, en France, comme dans tous les autres pays du continent de l'Europe, n'ont jamais signifié autre chose que la pleine compression de la liberté populaire sous le joug d'une bureaucratie à la fois religieuse, policière, fiscale, militaire et civile.

Si l'on considère ces énormes différences de tempérament, de développement historique, de mœurs et d'habitudes sociales, on arrive à cette conclusion que seuls le peuple américain et le peuple anglais ont la conscience politique, et que tous les peu-

ples du continent de l'Europe ne l'ont absolument pas. Maintenant surgit une question : Peut-on espérer de pouvoir donner par la propagande cette conscience à un peuple qui ne la trouve ni dans son tempérament, ni dans ses habitudes, ni dans sa propre histoire? ce qui équivaut à demander : Peut-on faire d'un Allemand, d'un Français, un Américain ou un Anglais? Il y aurait peut-être une autre question à poser : Est-il même désirable de voir s'éveiller la conscience politique chez les nations qui en ont été privées jusqu'à cette heure, et cela précisément à une époque comme la nôtre, dans laquelle, chez les peuples mêmes qui la possèdent, cette conscience, arrivée à son point culminant, et après avoir produit tous ses fruits, tend évidemment à se transformer en conscience anti-politique, c'est-à-dire socialiste révolutionnaire ?

Mais considérons d'abord la première question. Une fois celle-là résolue, la seconde se résoudra d'elle-même. Peut-on se flatter de pouvoir donner, au moyen de la propagande la plus habilement organisée et la plus énergiquement exercée, aux masses populaires d'une nation des tendances, des aspirations, des passions, des pensées qui ne soient pas le produit de leur propre histoire et que, par conséquent, elles ne portent point naturellement, instinctivement dans leur sein ? Il me semble qu'à une

question ainsi posée, tout homme consciencieux, raisonnable, et qui a la moindre idée de la manière dont la conscience populaire se développe, ne peut donner qu'une réponse négative. Et en effet, aucune propagande n'a jamais donné à un peuple le fond de ses aspirations | 38 et de ses idées, ce fond ayant toujours été le produit du développement spontané et des conditions réelles de sa vie. Que peut donc faire la propagande? En apportant une expression générale plus juste, une forme heureuse et nouvelle aux instincts propres du prolétariat, elle peut quelquefois en faciliter et en précipiter le développement, surtout au point de vue de leur transformation en conscience et en volonté réfléchie des masses elles-mêmes. Elle peut leur donner la conscience de ce qu'elles ont, de ce qu'elles sentent, de ce qu'elles veulent déjà instinctivement, mais jamais elle ne pourra leur donner ce qu'elles n'ont pas, ni éveiller en leur sein des passions qui de par leur propre histoire leur sont étrangères.

Maintenant, pour décider cette question, si au moyen de la propagande on peut donner la conscience politique à un peuple qui ne l'a jamais eue jusque-là, examinons ce qui constitue réellement *dans les masses populaires* cette conscience. Je dis expressément *dans les masses populaires*, car nous savons fort bien que dans les classes plus ou moins privilégiées, cette conscience n'est pas autre chose que celle du droit conquis, assuré et réglé d'exploiter le travail des masses et de les gouverner en vue

de cette exploitation. Mais dans les masses, qui ont été éternellement asservies, gouvernées, exploitées, qu'est-ce qui peut constituer la conscience politique? Ce ne peut être assurément qu'une seule chose, la sainte révolte, cette mère de toute liberté, la tradition de la révolte, l'art coutumier d'organiser et de faire triompher la révolte, ces conditions historiques essentielles de toute pratique réelle de la liberté.

Nous voyons donc que ces deux mots, *conscience politique*, dès leur origine même, et à travers tout le développement de l'histoire, ont deux sens absolument différents, opposés, selon les deux points de vue également opposés auxquels on se plaît de les envisager. Du point de vue des classes privilégiées, ils signifient conquête, asservissement, et *organisation telle quelle de l'Etat* en vue de l'exploitation des masses asservies et conquises. Du point de vue des masses, au contraire, ils signifient *révolte contre l'Etat*, et, dans leur dernière conséquence, destruction de l'Etat. Deux | 39 choses, comme on voit, tellement différentes qu'elles sont diamétralement opposées.

Maintenant on peut affirmer avec une certitude absolue qu'il n'y a jamais eu de peuple sur la terre, quelque abâtardi ou quelque maltraité qu'il ait été par la nature, qui n'ait ressenti, au moins à l'origine de son asservissement, quelque velléité de révolte. La révolte, c'est un instinct de la vie ; le ver même se révolte contre le pied qui l'écrase, et l'on peut dire en général que l'énergie vitale et la dignité compa-

rative de tout animal se mesure à l'intensité de l'instinct de révolte qu'il porte en lui. Dans le monde des brutes, comme dans le monde humain, il n'est point de faculté ou d'habitude plus dégradante, plus stupide et plus lâche que celle d'obéir et de se résigner. Eh bien, je prétends qu'il n'y a jamais eu de peuple si dégradé, sur la terre, qui ne se soit point révolté, au moins dans les commencements de son histoire, contre le joug de ses conquérants, de ses asservisseurs, de ses exploiteurs, contre le joug de l'Etat.

Mais il faut reconnaître qu'après les luttes sanglantes du moyen âge, le joug de l'Etat a prévalu contre toutes les révoltes populaires, et qu'à l'exception de la Hollande et de la Suisse, il s'est assis triomphant dans tous les pays du continent de l'Europe. Il y a créé une civilisation nouvelle : celle de l'asservissement forcé des masses, et de la servitude intéressée et par conséquent plus ou moins volontaire des classes privilégiées. Ce que l'on a appelé révolution jusqu'ici, — même y compris la grande Révolution française, malgré la magnificence des programmes au nom desquels elle s'était accomplie, — n'a rien été en effet que la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'Etat, la lutte pour la domination et pour l'exploitation des masses.

Mais les masses? Hélas! il faut le reconnaître, elles se sont laissé profondément démoraliser, énerver, pour ne point dire châtrer, par l'action délétère

de la civilisation de l'Etat. Ecrasées, avilies, elles ont contracté l'habitude fatale d'une obéissance et d'une résignation moutonnières, et se sont en conséquence transformées en immenses troupeaux artificiellement divisés et parqués, pour la plus grande commodité de leurs exploiteurs de toute sorte.

Je sais fort bien que les sociologistes de l'école de M. Marx, tels que M. Engels vivant, tels que feu | 40 Lassalle, par exemple, m'objecteront que l'Etat ne fut point la cause de cette misère, de cette dégradation et de cette servitude des masses; que la situation misérable des masses, aussi bien que la puissance despotique de l'Etat, furent au contraire, l'une et l'autre, les effets d'une cause plus générale, les produits d'une phase inévitable dans le développement économique de la société, d'une phase qui, au point de vue de l'histoire, constitue un véritable progrès, un pas immense vers ce qu'ils appellent, eux, la révolution sociale. C'est au point que Lassalle n'a pas hésité à proclamer bien haut que la défaite de la révolte formidable des paysans de l'Allemagne au seizième siècle, — défaite déplorable, s'il en fut, et de laquelle date l'esclavage séculaire des Allemands, — et le triomphe de l'Etat despotique et centralisé qui en fut la conséquence nécessaire, constituèrent un véritable triomphe pour cette révolution ; parce que les paysans, disent les marxiens,

sont les représentants naturels de la réaction, tandis que l'Etat militaire et bureaucratique moderne — produit et accompagnement obligé de la révolution sociale qui, à partir de la seconde moitié du seizième siècle, a commencé la transformation lente, mais toujours progressive, de l'ancienne économie féodale et terrienne en production des richesses, ou, ce qui veut dire la même chose, en exploitation du du travail populaire, par le capital — fut une condition essentielle de cette révolution.

On conçoit que, poussé par cette même logique, M. Engels, dans une lettre adressée dans le courant de cette année à l'un de nos amis (1), ait pu dire, sans la moindre ironie, et au contraire très sérieusement, que M. de Bismarck aussi bien que le roi Victor-Emmanuel ont rendu d'immenses services à la révolution, l'un et l'autre ayant créé la grande centralisation politique de leurs pays respectifs. Je recommande beaucoup l'étude et le développement de cette pensée toute marxienne aux Français alliés ou partisans de M. Marx dans l'Internationale.

Matérialistes et déterministes, comme M. Marx lui-même, nous aussi nous reconnaissons l'enchaînement fatal des faits économiques et politiques dans l'histoire. Nous reconnaissons bien la nécessité, le caractère inévitable de tous les événements qui se passent, mais nous ne nous inclinons pas indifféremment devant eux, et surtout nous nous gardons

(1) Carlo Cafiero (voir la première note de la p. 414). — J. G.

bien de les louer et de les admirer lorsque, par leur nature, ils se montrent en opposition flagrante avec le but suprême | 41 de l'histoire, avec l'idéal foncièrement humain qu'on retrouve, sous des formes plus ou moins manifestes, dans les instincts, dans les aspirations populaires et sous les symboles religieux de toutes les époques, parce qu'il est inhérent à la race humaine, la plus sociable de toutes les races animales sur la terre. Ce but, cet idéal, aujourd'hui mieux conçus que jamais, peuvent se résumer en ces mots : C'est *le triomphe de l'humanité*, c'est *la conquête et l'accomplissement de la pleine liberté et du plein développement matériel, intellectuel et moral de chacun, par l'organisation absolument spontanée et libre de la solidarité économique et sociale aussi complète que possible entre tous les êtres humains vivant sur la terre.*

Tout ce qui dans l'histoire se montre conforme à ce but, du point de vue humain, — et nous ne pouvons pas en avoir d'autre, — est bon ; tout ce qui lui est contraire est mauvais. Nous savons d'ailleurs fort bien que ce que nous appelons bon et ce que nous appelons mauvais sont toujours l'un et l'autre des résultats naturels de causes naturelles, et que par conséquent l'un est aussi inévitable que l'autre. Mais comme, dans ce qu'on appelle proprement la nature, nous reconnaissons beaucoup de nécessités que nous sommes très peu disposés à bénir, par exemple la nécessité de mourir enragé lorsqu'on a été mordu par un chien enragé, de même, dans cette continuation

immédiate de la vie naturelle qu'on appelle l'histoire, nous rencontrons beaucoup de nécessités que nous trouvons beaucoup plus dignes de malédiction que de bénédiction, et que nous croyons devoir stigmatiser avec toute l'énergie dont nous sommes capables, dans l'intérêt de notre moralité tant individuelle que sociale, malgré que nous reconnaissions que, du moment qu'ils se sont accomplis, les faits historiques même les plus détestables portent ce caractère d'inévitabilité que nous retrouvons aussi bien dans tous les phénomènes de la nature que dans ceux de l'histoire.

| 42 Pour rendre ma pensée plus claire, je veux l'illustrer par quelques exemples. Lorsque j'étudie les conditions politiques et sociales respectives dans lesquelles les Romains et les Grecs se sont rencontrés au déclin de l'âge antique, j'arrive à cette conclusion que la conquête et la destruction de la liberté comparativement si hautement humaine de la Grèce par la barbarie militaire et civique des Romains a été un fait logique, naturel, absolument inévitable. Mais cela ne m'empêche pas du tout de prendre rétrospectivement et très résolument le parti de la Grèce contre Rome dans cette lutte, et je trouve que l'humanité n'a absolument rien gagné au triomphe des Romains.

De même, je considère comme un fait parfaitement naturel, logique, et par conséquent inévitable,

que les chrétiens, qui étaient par la grâce de Dieu des crétins, aient anéanti avec la sainte fureur que l'on sait toutes les bibliothèques des païens, tous les trésors de l'art, de la philosophie et de la science antiques. Mais il m'est décidément impossible de saisir les avantages qui en sont résultés pour notre développement politique et social. Je suis même très disposé à penser qu'en dehors de cette progression fatale des faits économiques dans laquelle, si l'on en croit M. Marx, il faut chercher, à l'exclusion de toutes les autres considérations, la cause unique de tous les faits intellectuels et moraux qui se produisent dans l'histoire, — je suis, dis-je, fortement disposé à penser que cet acte de sainte barbarie, ou plutôt cette longue série d'actes barbares et de crimes que les premiers chrétiens, divinement inspirés, commirent contre l'esprit humain, fut une des causes principales de l'avilissement intellectuel et moral, et par conséquent aussi de l'asservissement politique et social, qui remplissent cette longue suite de siècles néfastes qu'on appelle le moyen âge. Soyez-en bien certains, si les premiers chrétiens n'avaient point détruit les bibliothèques, les musées et les temples de l'antiquité, nous ne serions pas condamnés aujourd'hui à combattre ce tas d'absurdités horribles, honteuses, qui obstruent encore les cerveaux au point de nous faire douter quelquefois de la possibilité d'un avenir plus humain (1).

(1) Il est intéressant de rapprocher, de ces lignes de Bakounine, un passage de l'illustre chimiste Lavoisier, passage inédit

| 43 En suivant toujours le même ordre de protestation contre des faits qui se sont accomplis dans l'histoire, et dont par conséquent moi aussi je reconnais le caractère inévitable, je m'arrête devant la splendeur des républiques italiennes et devant le réveil magnifique du génie humain à l'époque de la Renaissance. Puis je vois s'approcher les deux génies du mal, aussi anciens que l'histoire, les deux boas constrictors qui ont dévoré jusqu'ici tout ce que l'histoire a produit d'humain et de beau. Ils s'appellent l'Eglise et l'Etat, la *Papauté* et l'*Empire*. Rivaux éternels et alliés inséparables, je les vois se

que j'ai découvert et publié en 1894 dans l'Introduction du tome II des *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention* :

« L'éducation publique telle qu'elle existe dans presque toute l'Europe a été instituée dans la vue, non de former des citoyens, mais de faire des prêtres, des moines et des théologiens... L'éducation publique n'ayant pour objet que de former des prêtres, longtemps on n'a fait étudier dans les collèges que ceux qu'on destinait aux diverses fonctions du sacerdoce ; et comme l'état ecclésiastique était la route qui conduisait aux honneurs et à la fortune, les nations catholiques ont dû naturellement se diviser en deux classes : les ecclésiastiques, chez lesquels l'instruction s'est concentrée, et les non lettrés, qui formaient presque tout le reste de la nation. C'est ainsi que, d'abord par un effet du hasard, et depuis par une marche très habilement combinée, tout ce qui pouvait tendre à détruire les erreurs et les préjugés s'est trouvé réuni dans les mains de ceux qui avaient intérêt de les propager. *Cette époque, composée de seize siècles presque entièrement perdus pour la raison et pour la philosophie, pendant lesquels les progrès de l'esprit humain ont été entièrement suspendus, pendant lesquels il a souvent eu une marche rétrograde*, sera à jamais remarquable dans l'histoire de l'humanité, *et l'on doit juger combien seront grands aux yeux de la postérité ceux qui ont renversé ces monuments antiques d'ignorance et de barbarie.* » — J. G.

réconcilier, s'embrasser, et dévorer et étouffer et écraser ensemble la malheureuse et trop belle Italie, la condamner à trois siècles de mort. Eh bien, je trouve encore tout cela fort naturel, logique, inévitable, mais néanmoins abominable, et je maudis à la fois et le Pape et l'Empereur.

Passons à la France. Après une lutte qui a duré un siècle, le catholicisme, soutenu par l'Etat, y a finalement triomphé du protestantisme. Eh bien, ne se trouve-t-il pas encore aujourd'hui en France des politiciens ou des historiens de l'école fataliste et qui, se disant révolutionnaires (1), considèrent cette victoire du catholicisme — victoire sanglante et inhumaine s'il en fut — comme un véritable triomphe pour la Révolution ? Le catholicisme, prétendent-ils, était alors l'Etat, la démocratie, tandis que le protestantisme représentait la révolte de l'aristocratie contre l'Etat et par conséquent contre la démocratie. C'est avec de pareils sophismes, tout à fait identiques d'ailleurs aux sophismes marxiens, qui, eux aussi, considèrent les triomphes de l'Etat comme ceux de la démocratie sociale, — c'est avec ces absurdités aussi dégoûtantes que révoltantes qu'on pervertit l'esprit et le sens moral des masses, en les habituant à considérer leurs exploiteurs sanguinaires, leurs ennemis séculaires, leurs tyrans, les maîtres et les serviteurs de l'Etat, comme des organes, des représentants, des héros, des serviteurs

(1) Bakounine fait allusion aux républicains catholiques de l'école de Buchez. — J. G.

dévoués de leur émancipation. Combien M. Veuillot n'est-il pas plus franc, plus logique et plus vrai, en constatant la profonde similitude qui existe entre la Saint-Barthélemy, par exemple, et le massacre des communards | 44 par ces excellents catholiques de Versailles, dirigés par la Catherine de Médicis de nos jours, M. Thiers ? Il a mille fois raison de dire que le protestantisme alors, non comme théologie calviniste, mais comme protestation énergique et armée, représentait la révolte, la liberté, l'humanité, la destruction de l'Etat ; tandis que le catholicisme c'était l'ordre public, l'autorité, la loi divine, le salut de l'Etat par l'Eglise et de l'Eglise par l'Etat, la condamnation de l'humaine société à un asservissement sans limite et sans fin.

Tout en reconnaissant l'inévitabilité du fait accompli, je n'hésite pas à dire que le triomphe du catholicisme en France au seizième et au dix-septième siècles fut un grand malheur pour l'humanité tout entière, et que la Saint-Barthélemy, aussi bien que la révocation de l'édit de Nantes, furent des faits aussi désastreux pour la France elle-même que l'a été dernièrement la défaite et le massacre du peuple de Paris. Il m'est arrivé d'entendre des Français très intelligents et très estimables expliquer cette défaite du protestantisme en France par la nature essentiellement révolutionnaire du peuple français. « Le protestantisme, disaient-ils, n'a été qu'une demi-révolution ; il nous fallait la révolution tout entière, c'est pour cela que la nation française n'a

pas voulu, n'a pas pu s'arrêter à la Réformation. Elle a préféré rester catholique jusqu'au moment où elle pourrait proclamer l'athéisme ; et c'est à cause de cela qu'elle a supporté avec une résignation si parfaite, si chrétienne, et les horreurs de la Saint-Barthélemy et la tyrannie non moins abominable des exécuteurs de la révocation de l'édit de Nantes. »

Ces patriotes estimables semblent ne point vouloir considérer une chose. C'est qu'un peuple qui, sous quelque prétexte que ce soit, souffre la tyrannie, perd nécessairement à la longue l'habitude salutaire de se révolter et jusqu'à l'instinct même de la révolte. Il perd le sentiment de la liberté, et la volonté, l'habitude d'être libre, et, une fois qu'un peuple a perdu tout cela, il devient nécessairement, non-seulement | 45 par ses conditions extérieures, mais intérieurement, dans l'essence même de son être, un peuple esclave. C'est parce que le protestantisme a été défait en France que le peuple français a perdu ou plutôt n'a point acquis les mœurs de la liberté ; c'est parce que cette tradition et ces mœurs lui manquent qu'il n'a point aujourd'hui ce que nous appelons la *conscience politique*, et c'est parce qu'il est privé de cette conscience que toutes les révolutions qu'il a faites jusqu'ici n'ont pas même pu lui donner ou lui assurer la liberté politique. A l'exception de ses grands jours révolutionnaires, qui sont ses jours de fête, le peuple français reste aujourd'hui comme hier un peuple esclave.

Passant à un autre ordre de faits, j'arrive au par-

tage de la Pologne. Ici je suis très heureux de pouvoir au moins une fois me rencontrer avec M. Marx, car lui aussi, comme moi, comme tout le monde, appelle ce partage un *grand crime*. Seulement, je voudrais savoir comment lui, étant donné son point de vue fataliste et optimiste à la fois, a pu se permettre, a pu motiver une pareille condamnation d'un grand fait historique accompli. Proudhon, qu'il aime (1) tant, a été plus logique, plus conséquent que lui. Voulant à toute force absoudre l'histoire, il a écrit une brochure malheureuse (2), dans laquelle, après avoir démontré avec beaucoup de raison que la Pologne nobiliaire devait périr, parce qu'elle portait les germes de la dissolution en son sein, il a essayé de lui opposer l'Empire des tsars comme le représentant de la démocratie socialiste triomphante. C'était plus qu'une faute, je n'hésite pas à le dire malgré le tendre respect que j'ai pour la mémoire de Proudhon, ce fut un crime : le crime d'un sophiste qui, entraîné par les besoins de la polémique, n'a pas craint d'insulter une nation martyre, au moment même où révoltée pour la centième fois contre ses affreux tyrans russes et allemands, pour la centième fois elle gisait abattue sous leurs coups (*).

(1) Il est inutile de faire remarquer l'ironie de ce verbe. — J. G.

(2) Il s'agit probablement de la brochure *Si les traités de 1815 ont cessé d'exister* (1864), où Proudhon s'est prononcé contre le rétablissement de la Pologne comme Etat indépendant. — J. G.

(*) Le crime de Proudhon ne fut pas d'avoir victorieusement démontré deux vérités : la première, c'est que l'ancienne république et l'ancienne liberté polonaises étaient des institutions

Mais par quel hasard M. Marx s'est-il laissé entraîner une fois à faire de l'humanité | 46 au détriment de la conséquence de ses propres idées ? L'explication de ce hasard n'est point difficile à donner.

M. Marx n'est pas seulement un socialiste savant, il est encore un politicien très habile et un ardent

nobiliaires fondées sur l'asservissement et sur l'exploitation de toute la population rurale ; et la seconde, que l'insurrection de 1863, inspirée, de même que toutes les insurrections précédentes, par la pensée patriotique et ardente, exclusivement politique, mais aucunement socialiste, de rétablir le grand Etat polonais dans ses anciennes limites, devait être fatalement une entreprise avortée. C'était cruel peut-être de dire ces vérités à une nation malheureuse, au moment même où elle succombait sous le fer de ses assassins. Mais enfin c'étaient des vérités, et comme telles elles pouvaient, elles devaient être dites. Le crime de Proudhon a consisté | 46 en ceci : Par opposition aux patriotes polonais, il s'est efforcé de représenter les troupes, les fonctionnaires, les sbires du tsar comme des émancipateurs socialistes des paysans de la Pologne, opprimés par leurs seigneurs insurgés. Proudhon, comme la plupart de ses compatriotes, ignorait aussi profondément la Pologne que la Russie ; mais, à défaut de savoir, son instinct de révolutionnaire aurait dû le prémunir contre une monstruosité qui lui a valu les remerciements chaleureux de nos patriotes panslavistes de Moscou, et cela au moment même où leurs camarades, leurs amis, les Milioutine, Tcherkasky et beaucoup d'autres procédaient à la confiscation des biens des Polonais insurgés, non pour les donner aux paysans, mais pour les partager entre les fonctionnaires et les généraux russes, qui ont tout fait dès lors, comme on devait s'y attendre, pour faire détester encore davantage le régime impérial en Pologne. L'Empire russe émancipant qui que ce soit, voilà une absurdité révoltante, qui ne fait certainement pas honneur au jugement ni à l'instinct révolutionnaire de Proudhon. (*Note de Bakounine.*)

patriote. Comme M. de Bismarck, quoique par des voies quelque peu différentes, et comme beaucoup d'autres de ses compatriotes, socialistes ou non socialistes, il veut l'établissement d'un grand Etat germanique pour la gloire du peuple allemand et pour le bonheur, pour la civilisation, volontaire ou forcée, du monde. La réalisation de ce but a rencontré trois obstacles : 1° la rivalité fatale des deux plus grands Etats germaniques, la Prusse et l'Autriche ; 2° la puissance jalouse de la France ; et 3° la puissance menaçante de l'Empire de toutes les Russies, qui se pose en protecteur des peuples slaves contre la civilisation allemande.

Les deux premiers obstacles ont été en partie écartés par la politique aussi habile que puissante de M. de Bismarck. L'Autriche, qui a eu ce grand tort aux yeux des patriotes clairvoyants de l'Allemagne de n'avoir point su germaniser complètement les peuples slaves soumis à son joug, et d'avoir permis, dès le second quart de ce siècle, à la pensée, à la langue, à la passion, à la revendication slaves | 47 de se réveiller dans son sein, l'Autriche a définitivement succombé sous les coups des armées victorieuses de la Prusse. Elle ne s'en relèvera jamais, tout le monde le sent, tout le monde le voit. C'est en vain qu'elle cherche en elle-même de nouveaux équilibres, essayant de s'appuyer, tour à tour, tantôt sur les Magyars, tantôt sur les Slaves, tantôt et de nouveau sur ses chers Allemands, qui, la sentant périr, commencent à lui tourner le dos pour adorer

l'astre brillant qui se lève à Berlin. L'Autriche non seulement a cessé d'être un empêchement pour la Prusse, ou, ce qui veut dire la même chose maintenant, pour l'Allemagne ; son existence séparée est devenue momentanément un besoin ; car on ne se sent pas encore assez préparé ni assez fort à Berlin pour hériter d'elle, pour prendre en pleine possession tout ce qu'elle possède. Si elle allait succomber maintenant, il faudrait en abandonner une bonne part à l'Empire de Russie, et cela ne ferait pas du tout le compte de M. Marx, ni même celui de M. de Bismarck.

Contrairement à M. Marx, M. de Bismarck se garde bien d'insulter et de provoquer le tsar. Pendant quelque temps encore, il aura grand besoin de lui, et par conséquent, loin de l'insulter, il le flatte et se dit son ami. Mais en politique l'amitié ne signifie rien, et M. de Bismarck sait aussi bien que M. Marx lui-même que l'heure de la grande lutte entre le pangermanisme, représenté par la Prusse ou par toute l'Allemagne prussifiée, et le panslavisme personnifié dans le tsar, ne peut manquer de sonner. Mais avant qu'elle ne sonne, il faut en finir d'abord avec la France.

La France a été bien vaincue, cruellement blessée, mais elle n'est point encore abattue. Elle n'est point ruinée, et elle se trouve à peine affaiblie. Quoiqu'on dise, — toujours en considérant toutes ces questions au point de vue des Etats, | 48 non à celui de la Révolution sociale qui aura pour première

conséquence de balayer toutes les vieilles questions, pour faire place à des questions nouvelles et tout à fait différentes, — donc quoi qu'on dise, la France n'a pas oublié l'injure sanglante qu'elle a reçue de l'Allemagne. Elle prendra fatalement sa revanche, soit en prenant l'initiative d'une terrible révolution sociale qui fera crouler à la fois les deux Etats de France et d'Allemagne, et dont la direction ne sera probablement confiée aux mains d'aucun dictateur, soit par une lutte à mort d'Etat à Etat, par un duel entre la République et l'Empire.

M. de Bismarck le sait fort bien, et c'est pourquoi il a encore besoin de l'alliance du tsar et pourquoi il dirige ses armements encore aujourd'hui presque exclusivement contre la France. Mais, comme je l'ai dit, dans sa pensée, aussi bien que dans celle de M. Marx, la lutte avec la Russie, la guerre à mort entre l'empereur d'Allemagne et le tsar, qu'elle éclate un peu plus tard ou un peu plus tôt, est une chose dont l'inévitabilité est comprise et l'accomplissement résolu. Seulement M. de Bismarck veut en finir d'abord complètement avec la France, parce que, encore plus excellent politique que M. Marx lui-même, il se dit que si toute l'Allemagne concentrée dans sa main devait lutter contre la Russie et la France en même temps, elle pourrait bien succomber. Il craint qu'on ne le comprenne trop tôt dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, et que, l'ayant compris, le tsar ne se tourne contre lui lorsqu'il attaquera la France. Donc, plus sage sous ce rapport

que M. Marx, il se garde bien d'indisposer le tsar contre lui, et il se donne toutes les peines imaginables pour désarmer ses jalousies et ses craintes. Il tâche de gagner sa confiance et de s'assurer de sa connivence en lui laissant espérer, comme une récompense de sa neutralité et naturellement encore plus de sa coopération active si possible, une grande extension de territoire au détriment soit de la Turquie, soit de l'Autriche.

Il est évident que M. de Bismarck donnera à la Russie aussi peu qu'il pourra, le moins possible. Il se gardera bien d'augmenter | 49 d'une manière trop réelle la puissance d'un empire contre lequel il se prépare à entrer en lice plus tard. Il sera bien forcé pourtant de le laisser faire quelques acquisitions sérieuses, mais comme l'Allemagne en fera indubitablement, en même temps, de plus sérieuses encore, et comme, selon toutes les probabilités, le gouvernement et l'administration germaniques, incomparablement plus capables et mieux dirigés que le gouvernement et l'administration russes, sauront tirer de leurs conquêtes plus d'avantages que les Russes, M. de Bismarck se dit qu'à la fin des comptes, et toute proportion gardée, la puissance de l'Allemagne comparée à celle de la Russie deviendra encore plus grande, et que, la Russie restant alors le seul ennemi, il sera beaucoup plus facile à l'Allemagne de le vaincre et de l'écraser.

Il faut être aveugle pour ne point voir que telle est, telle doit être la politique de M. de Bismarck,

tant vis-à-vis de la France que vis-à-vis de la Russie. Une fois les rapports actuels de ces trois grands Etats, la France, l'Allemagne et la Russie, donnés, elle s'en suit avec la conséquence rigoureuse d'une déduction mathématique.

La politique de M. de Bismarck est celle du présent; la politique de M. Marx, qui se considère à tout le moins comme son successeur et son continuateur, est celle de l'avenir (1). Et quand je dis que M. Marx se considère comme le continuateur de M. de Bismarck, je suis loin de calomnier M. Marx. S'il ne se considérait pas comme tel, il n'aurait pas permis au confident de toutes ses pensées, M. Engels, d'écrire que M. de Bismarck sert la cause de la Révolution sociale. Il la sert maintenant à sa manière, M. Marx la servira plus tard d'une autre manière. Voilà dans quel sens il sera, plus tard, le continuateur, comme aujourd'hui il est l'admirateur, de la politique de M. de Bismarck.

Maintenant, examinons le caractère particulier de la politique de M. Marx. Et d'abord, constatons les

(1) C'est ici que Bakounine devrait nous donner l'explication promise du motif qui a porté Marx à condamner le partage de la Pologne, tandis que Bismarck l'approuve et veut maintenir la nation polonaise dans la servitude. Mais il a oublié sa promesse. Toutefois, il n'est pas difficile de suppléer à cette omission et de deviner la pensée de l'écrivain. Marx, voyant dans l'Empire russe l'ennemi futur de sa grande République allemande, est amené — ainsi doit raisonner Bakounine — à souhaiter la restauration d'un Etat de Pologne indépendant, qui servirait de tampon entre la Russie et l'Allemagne, et qui aurait la mission naturelle de garantir à la République germanique la sécurité de sa frontière de l'Est. — J. G.

points essentiels sur lesquels elle se sépare de la politique bismarckienne. Le point principal, et on pourrait dire unique, est celui-ci : M. Marx est démocrate, socialiste autoritaire, et républicain ; M. de Bismarck est un *Junker* poméranien, aristocrate et monarchiste quand même. La différence | 50 est donc très grande, très sérieuse, et des deux côtés elle est également sincère. Sous ce rapport, il n'y a point d'entente ni de réconciliation possible entre M. de Bismarck et M. Marx. En dehors même de tant de gages irrécusables que M. Marx, pendant toute sa vie, a donnés à la cause de la démocratie socialiste, sa position même et son ambition donnent à cet égard une garantie certaine. Dans une monarchie, si libérale qu'elle fût, ou même une République conservatrice à la façon de M. Thiers, il ne peut y avoir aucune place, aucun rôle pour M. Marx, à plus forte raison dans l'Empire prusso-germanique fondé par M. de Bismarck, avec un empereur croquemitaine, caporal et dévot pour chef, et avec tous les barons et tous les bureaucrates de l'Allemagne pour gardiens. Avant d'arriver au pouvoir, M. Marx devra balayer tout cela. Donc, il est forcément révolutionnaire.

Voilà ce qui sépare M. Marx de M. de Bismarck : c'est la forme et les conditions du gouvernement. L'un est aristocrate et monarchiste quand même ; l'autre est quand même démocrate, républicain, et, par-dessus le marché, démocrate socialiste et républicain socialiste.

Voyons maintenant ce qui les unit. *C'est le culte quand même de l'Etat.* Je n'ai pas besoin de le prouver pour M. de Bismarck, ses preuves sont faites. Il est, de la tête aux pieds, un homme d'Etat, et rien qu'un homme d'Etat. Mais je ne crois pas avoir besoin non plus de trop grands efforts pour prouver qu'il en est de même de M. Marx. Il aime à tel point le gouvernement, qu'il a voulu en instituer un même dans l'Association internationale des travailleurs; et il adore tellement le pouvoir qu'il a voulu, qu'il prétend encore aujourd'hui nous imposer sa dictature. Il me semble que cela est suffisant pour caractériser ses dispositions personnelles. Mais son programme socialiste et politique en est la très fidèle expression. Le but suprême de tous ses efforts, comme nous l'annoncent les statuts fondamentaux de son parti, en Allemagne, c'est l'établisssement du grand *Etat populaire* (*Volksstaat*).

Mais qui dit Etat, dit nécessairement un Etat particulier, limité, comprenant sans doute, | 51 s'il est très grand, beaucoup de populations et de pays différents, mais en excluant encore davantage. Car à moins de rêver l'Etat universel, comme l'avaient fait Napoléon et Charles-Quint, ou comme la papauté avait rêvé l'Eglise universelle, M. Marx, malgré toute l'ambition internationale qui le dévore aujourd'hui, devra bien, quand l'heure de la réalisation de ses rêves aura sonné pour lui, — si elle sonne jamais, — se contenter de gouverner un seul Etat et non plusieurs Etats à la fois. Par conséquent, qui dit

Etat dit *un* Etat, et qui dit *un* Etat affirme par là l'existence de *plusieurs* Etats, et qui dit *plusieurs* Etats dit immédiatement concurrence, jalousie, guerre sans trêve et sans fin. La plus simple logique aussi bien que toute l'histoire en font foi.

Il est dans la nature de l'Etat de rompre la solidarité humaine et de nier en quelque sorte l'humanité. L'Etat ne peut se conserver comme tel dans son intégrité et dans toute sa force que s'il se pose comme le but suprême, absolu, au moins pour ses propres citoyens, ou, pour parler plus franchement, pour ses propres sujets, ne pouvant pas s'imposer comme tel aux sujets des autres Etats. De là résulte inévitablement une rupture avec la morale humaine en tant qu'universelle, avec la raison universelle, par la naissance de la morale de l'Etat et d'une raison d'Etat. Le principe de la morale politique ou d'Etat est très simple. L'Etat étant le but suprême, tout ce qui est favorable au développement de sa puissance est bon ; tout ce qui lui est contraire, fût-ce la chose la plus humaine du monde, est mauvais. Cette morale s'appelle le *patriotisme*. L'Internationale, comme nous l'avons vu, est la négation du patriotisme, et par conséquent la négation de l'Etat. Si donc M. Marx et ses amis du Parti de la démocratie socialiste allemande pouvaient réussir à introduire le principe de l'Etat dans notre programme, ils tueraient l'Internationale.

L'Etat, pour sa conservation, doit être nécessairement puissant au dehors ; mais s'il l'est au dehors,

il le sera infailliblement au dedans. Tout Etat, devant se laisser inspirer et diriger par une morale particulière, conforme aux conditions particulières de son existence, par une morale qui est une restriction, et par conséquent la négation, de la morale humaine et universelle, devra veiller à ce que tous ses sujets, dans leurs pensées et surtout dans leurs actes, ne s'inspirent aussi que des | 52 principes de cette morale patriotique ou particulière, et qu'ils restent sourds aux enseignements de la morale purement ou universellement humaine. De là résulte la nécessité d'une censure de l'Etat ; une liberté trop grande de la pensée et des opinions étant, comme le pense M. Marx, avec beaucoup de raison d'ailleurs, à son point de vue éminemment politique, incompatible avec cette unanimité d'adhésion réclamée par la sûreté de l'Etat. Que telle soit, en réalité, la pensée de M. Marx, cela nous est suffisamment prouvé par les tentatives qu'il a faites pour introduire, sous des prétextes plausibles, en la couvrant d'un masque, la censure dans l'Internationale.

Mais quelle que soit la vigilance de cette censure, alors même que l'Etat prendrait exclusivement entre ses mains toute l'éducation et toute l'instruction populaires, comme l'a voulu Mazzini, et comme le veut aujourd'hui M. Marx, l'Etat ne pourra jamais être sûr que des pensées prohibées et dangereuses ne se glissent pas, en contrebande, dans la conscience des populations qu'il gouverne. Le fruit défendu a tant d'attrait pour les hommes, et le diable de la révolte,

cet ennemi éternel de l'Etat, se réveille si facilement dans leurs cœurs lorsqu'ils ne sont pas suffisamment abrutis, que ni cette éducation, ni cette instruction, ni même cette censure, ne garantissent suffisamment la tranquillité de l'Etat. Il lui faut encore une police, des agents dévoués qui surveillent et dirigent, secrètement et sans que cela paraisse, le courant de l'opinion et des passions populaires. Nous avons vu que M. Marx lui-même est tellement convaincu de cette nécessité, qu'il a cru devoir remplir de ses agents secrets toutes les régions de l'Internationale, et surtout l'Italie, la France et l'Espagne.

| 53 Enfin, quelque parfaite que soit, au point de vue de la conservation de l'Etat, l'organisation de l'éducation et de l'instruction populaires, de la censure et de la police, l'Etat ne peut être sûr de son existence tant qu'il n'a point, pour le défendre contre les *ennemis de l'intérieur*, contre le mécontentement des populations, une force armée. L'Etat, c'est le gouvernement de haut en bas d'une immense quantité d'hommes très divers au point de vue du degré de leur culture, de la nature des pays ou des localités qu'ils habitent, de leur position, de leurs occupations, de leurs intérêts et de leurs aspirations, par une minorité quelconque ; cette minorité, fût-elle mille fois élue par le suffrage universel et contrôlée dans ses actes par des institutions populaires, à moins qu'elle ne soit douée de l'omniscience, de l'omniprésence et de la toute-puissance que les théologiens attribuent à leur Dieu, il est impossible

qu'elle puisse connaître, prévoir les besoins, ni satisfaire, avec une égale justice, aux intérêts les plus légitimes, les plus pressants de tout le monde. Il y aura toujours des mécontents, parce qu'il y aura toujours des sacrifiés.

D'ailleurs l'Etat, comme l'Eglise, par sa nature même, est un grand sacrificateur d'hommes vivants. C'est un être arbitraire, au sein duquel tous les intérêts positifs, vivants, tant individuels que locaux, des populations viennent se rencontrer, se heurter, s'entre-détruire, s'absorber dans cette abstraction qu'on appelle l'intérêt commun, le *bien public*, le *salut public*, et où toutes les volontés réelles s'annulent dans cette autre abstraction qui porte le nom de *volonté du peuple*. Il résulte de là que cette soi-disant volonté du peuple n'est jamais autre chose que le sacrifice et la négation de toutes les volontés réelles des populations ; aussi bien que ce soi-disant bien public n'est rien que le sacrifice de leurs intérêts. Mais pour que cette abstraction omnivore puisse s'imposer à des millions d'hommes, il faut qu'elle soit représentée et soutenue par un être réel, par une force vivante quelconques. Eh bien, cet être, cette force ont toujours existé. Dans l'Eglise, ils s'appellent le clergé, et dans l'Etat la classe dominante ou gouvernante.

Dans l'Etat populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais au point de vue économique.

Au moins on le promet, quoique je doute fort que, | 54 de la manière dont on s'y prend et dans la voie qu'on veut suivre, on puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classe privilégiée, mais un gouvernement, et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la *juste* répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'Etat. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'*intelligence scientifique,* le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante. Et alors gare à la masse des ignorants !

Un tel régime ne manquera pas de soulever de très sérieux mécontentements dans cette masse, et, pour la contenir, le gouvernement illuminateur et émancipateur de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse. Car le gouvernement

doit être fort, dit M. Engels, pour maintenir dans l'ordre ces millions d'analphabètes dont le soulèvement brutal pourrait tout détruire et tout renverser, même un gouvernement dirigé par des têtes débordantes de cervelle.

Vous voyez bien qu'à travers toutes les phrases et toutes les promesses démocratiques et socialistes du programme de M. Marx, on retrouve dans son Etat tout ce qui constitue la propre nature despotique et brutale de tous les Etats, quelle que soit la forme de leur gouvernement, et qu'à la fin des comptes l'Etat populaire, tant recommandé par M. Marx, et l'Etat aristocratico-monarchique, maintenu avec autant d'habileté que de puissance par M. de Bismarck, s'identifient complètement par la nature de leur but tant intérieur qu'extérieur. A l'extérieur, c'est le même déploiement de la force militaire, c'est-à-dire | 55 la conquête ; et à l'intérieur c'est le même emploi de cette force armée, dernier argument de tous les pouvoirs politiques menacés, contre les masses qui, fatiguées de croire, d'espérer, de se résigner et d'obéir toujours, se révoltent.

Laissons maintenant les considérations générales sur l'Etat, et entrons plus avant dans la politique réelle, nationale de M. Marx. Comme M. de Bismarck, il est un patriote allemand. Il veut la grandeur et la puissance de l'Allemagne comme Etat. Personne ne pourra d'ailleurs lui faire un crime d'aimer son pays et son peuple ; et puisqu'il est si profondément convaincu que l'Etat est la condition

sine quâ non de la prospérité de l'un et de l'émancipation de l'autre, on trouvera naturel qu'il désire que l'Allemagne s'organise en Etat et nécessairement en Etat très grand et très fort, puisque les Etats faibles et petits courent toujours le risque de se voir engloutir. Par conséquent M. Marx, comme patriote perspicace et ardent, doit vouloir la puissance et la grandeur de l'Allemagne comme Etat.

Mais, d'un autre côté, M. Marx est un socialiste célèbre, et de plus l'un des initiateurs principaux de l'Internationale. Il ne se contente pas de travailler pour la seule émancipation du prolétariat de l'Allemagne; il tient à honneur et il considère comme son devoir de travailler en même temps pour l'émancipation du prolétariat de tous les autres pays; ce qui fait qu'il se trouve en pleine contradiction avec lui-même. Comme patriote allemand, il veut la grandeur et la puissance, c'est-à-dire la domination, de l'Allemagne; mais comme socialiste de l'Internationale, il doit vouloir l'émancipation de tous les peuples du monde. Comment résoudre cette contradiction ?

Il n'est qu'un seul moyen, c'est de proclamer, après s'en être persuadé soi-même, cela s'entend, que la grandeur et la puissance de l'Allemagne comme Etat est la condition suprême de l'émancipation de tout le monde, que le triomphe national et politique de l'Allemagne, c'est le triomphe de l'humanité, et que tout ce qui est contraire à l'avènement de cette nouvelle grande puissance omnivore est ennemi de l'humanité. Une fois cette convic-

tion [56] établie, il n'est pas seulement permis, mais il est commandé par la plus sainte des causes de faire servir l'Internationale, y compris toutes les Fédérations des autres pays, comme un moyen très puissant, très commode, très populaire surtout, à l'édification du grand Etat pangermanique. Et c'est là précisément ce que M. Marx avait tenté de faire, tant par les délibérations de la Conférence qu'il avait réunie en septembre 1871 à Londres, que par les résolutions votées par ses amis allemands et français au Congrès de la Haye. S'il n'a pas mieux réussi, ce n'est assurément pas faute de très grands efforts ni de beaucoup d'habileté de sa part, mais probablement parce que l'idée fondamentale qui l'inspire est fausse et que la réalisation en est impossible.

Cette identification de la cause de l'humanité avec celle de la grande patrie germanique n'est point une idée absolument nouvelle. Elle a été explicitement exprimée pour la première fois, si je ne me trompe, par le grand philosophe et patriote allemand Fichte, dans une série de lectures qu'il a faites à Berlin après la bataille d'Iéna, pour ainsi dire sous la baïonnette des soldats français qui tenaient garnison dans la capitale de la Prusse, et qui, enivrés de toutes leurs victoires et ignorants comme il convient à de braves généraux, officiers et soldats de la France,

se souciaient peu de ce que pouvait dire un professeur allemand (*).

Fichte avait été chassé peu de temps auparavant de l'université d'Iéna, sous le gouvernement très éclairé du duc de Saxe-Weimar, l'ami de Gœthe, à cause de sa profession de foi révolutionnaire et athée. Eh bien, ce fut à cet homme que Stein et Hardenberg, les deux ministres nouveaux du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, dans un moment où la Prusse, conquise complètement et ne respirant plus que par la grâce de son vainqueur, s'était vue plongée dans une détresse infiniment plus accablante que celle où s'est trouvée la France en 1870 et 1871, — ce fut à cet homme que le gouvernement de la Prusse, bien plus heureusement inspiré qne ne l'a été celui de M. Thiers, eut recours pour remonter, pour refaire l'énergie morale de la jeunesse prussienne et allemande.

57 | Chose surprenante et digne de rester dans la mémoire des nations! La véritable grandeur de la Prusse, sa puissance nouvelle datent de la catastrophe d'Iéna. Il est vrai que bien des causes antérieures, tant prussiennes qu'allemandes, l'avaient préparée. Parmi les causes exclusivement prussiennes, il faut mettre en première ligne la politique persévérante et tortueuse de cette maison de Brandebourg qui, pendant trois siècles de suite, de père

(*) Ces lectures ont été publiées sous ce titre : « Discours à la nation allemande », *Reden an die deutsche Nation.* (*Note de Bakounine.*)

en fils, a toujours poursuivi un seul but : celui de la création d'une grande puissance allemande, fondée en partie sur la destruction et en partie sur l'asservisssement des populations slaves qui étaient les habitants primitifs de tout le royaume de Prusse actuel, et dont une partie encore ont conservé leurs traits, leurs mœurs et jusqu'à leur langue slaves, malgré tous les efforts qu'on a faits pour les germaniser. D'abord vassaux de la couronne de Pologne, les ducs de Prusse (1) finirent par déposséder leur ancien suzerain. D'abord ils se rendirent indépendants de lui, puis ils commencèrent à détacher une à une ses provinces, enfin ils se proclamèrent rois, et, par la main de leur puissant successeur Frédéric le Grand, de concert avec la Russie et l'Autriche, ils donnèrent enfin le coup de grâce à cette malheureuse Pologne, jadis leur souveraine.

A moins de faire preuve d'une profonde ignorance, personne ne pourra contester que toute la puissance politique de la Prusse a été fondée exclusivement au détriment et sur la ruine complète de la Pologne. Cette puissance date réellement du partage de ce royaume-république, et de la conquête de la Silésie,

(1) On sait qu'Albert de Brandebourg, grand-maître de l'Ordre Teutonique, se transforma en 1525 en duc de Prusse : son duché, pour lequel il se reconnut vassal du roi de Pologne, était constitué par les terres de l'Ordre, qu'Albert avait sécularisé. Le duché de Prusse passa en 1618 dans la maison des électeurs de Brandebourg. Le traité de Wehlau (1657) dégagea la Prusse des liens de la suzeraineté polonaise. L'électeur de Brandebourg Frédéric III prit le titre de roi de Prusse en 1701. — J. G.

province jadis tout à fait et aujourd'hui encore en très grande partie polonaise. Il est bon de se rappeler cette origine, qui pèse et qui pèsera toujours comme une fatalité sur la puissance prussienne, et sur la puissance allemande aussi, en tant que la puissance allemande sera prussienne.

Mais cette puissance nouvelle, créée définitivement par Frédéric II, n'était encore pour ainsi dire qu'une puissance tout extérieure, tout artificielle, mécanique, ou seulement politique. L'âme, la sanction nationale lui manquait. En majeure partie slave 58 | dans les campagnes, elle n'était allemande que dans les villes, dans la classe bourgeoise, dans la noblesse, dans sa bureaucratie, dans ses professeurs, et dans son clergé protestant, enfin à la cour, jusqu'au moment où Frédéric II eut transformé cette dernière en une espèce de cour française, singeant à la manière des Allemands, c'est-à-dire avec une grâce un peu lourde, l'esprit, les modes et les manières élégantes des Français.

Pour se faire une idée juste de ce qu'était la nationalité allemande, représentée par les classes que je viens d'énumérer, non seulement en Prusse, mais dans toute l'Allemagne, on ne saurait mieux faire que de lire l'*Histoire du dix-huitième siècle* écrite par le grand historien allemand Schlosser. On ne peut s'imaginer rien de plus abject, de plus stupide, de plus vil. C'étaient la pauvreté, la sécheresse, la lourdeur pédantesque d'un esprit privé de mouvement et de vie, unies à une lâcheté de cœur sans limites.

Chose étrange et également digne de ne pas être oubliée par les peuples! Le protestantisme, qui, s'il n'avait point créé, avait au moins stimulé et accompagné le mouvement émancipateur des peuples dans tous les autres pays, en Suisse, en Angleterre, en Hollande, en Suède, et plus tard en Amérique, en France même tant qu'il n'y fut point vaincu, dans la seule Allemagne avait produit un effet tout contraire. Il y devint la religion du despotisme. Ne faut-il pas en conclure que les Allemands sont un peuple vraiment prédestiné à la création d'un très puissant et très grand Etat, puisque l'obéissance et la résignation, ces premières vertus d'un sujet et ces conditions suprêmes de l'Etat, se trouvent si profondément enracinées dans leurs cœurs; au point que la Réformation, une révolution religieuse qui avait secoué la torpeur de tant d'autres nations et qui avait réveillé en leur sein le principe de toute liberté, la révolte, n'avait produit d'autre effet en Allemagne que de renforcer le sentiment et la pratique de la discipline?

Dans la première livraison de cet écrit (*), j'ai montré comment la nation allemande, absorbée pieusement dans ses rêves, 59 | avait passé son adolescence et sa jeunesse, toute la longue période du moyen âge, dans le plus complet et le plus tranquille esclavage. J'ai constaté ensuite comment, vers la fin du

(*) *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, par Michel Bakounine; 1re livraison. Se vend chez James Guillaume, imprimeur, à Neuchâtel. (*Note de Bakounine.*)

quinzième siècle, elle avait fait mine de se réveiller. Au commencement du seizième siècle, elle eut en effet quelques années d'élan magnifique : Luther, Ulrich von Hutten, Franz von Sickingen, Thomas Münzer, et bien d'autres encore, semblèrent vouloir l'entraîner dans une voie inconnue et riche de pensée, de passion et d'action, dans la voie de la liberté. Electrisés par leurs prédications ardentes, frémissant d'espérance et de foi, des masses de paysans, brisant leurs chaînes antiques, se levèrent au cri de *Guerre aux châteaux et paix aux chaumières* ! Ils saccagèrent et détruisirent les châteaux, et pendirent ou massacrèrent les seigneurs et les prêtres.

« C'était la réaction », dit Lassalle et répètent avec lui tous les marxiens. C'était la réaction, disent-ils, parce que la révolution, qui n'est telle que lorsqu'elle est bien civilisée, bien scientifique, c'est-à-dire bien bourgeoise, ne peut pas sortir de la barbarie des campagnes. Le paysan ne peut faire que de la réaction, d'où il résulte que le premier devoir de la révolution, c'est d'empêcher, de réprimer à toute force, quelque mouvement de paysans que ce soit. Dociles à ce précepte, les bourgeois radicaux de l'Allemagne l'ont en effet réprimé en 1830, aussi bien qu'en 1848, et c'est à cause de cela sans doute qu'ils jouissent aujourd'hui d'une si grande liberté. En 1525, le triomphe de cette étrange « révolution », tout allemande, sur cette « réaction » paysanne, fut complet. Les paysans, abandonnés et trahis par les bourgeois

des villes, furent défaits par les nobles et massacrés et torturés par dizaines de milliers, après quoi toute l'Allemagne rentra dans le calme. Elle y resta plongée pendant plus de trois siècles, comme l'Italie, avec cette différence que l'Italie avait été étouffée par l'alliance de l'empereur et du pape, tandis que l'Allemagne avait succombé *volontairement* sous le poids de sa propre « révolution ».

| 60 Ce fut précisément alors que commença à se développer dans toute son étrange splendeur en Allemagne la puissance croissante et *soi-disant progressiste et révolutionnaire* de l'Etat militaire, bureaucratique et tranquillement despotique. Les princes souverains remplacèrent le pape et se déclarèrent les chefs de leurs Eglises nationales, à la grande satisfaction d'un clergé dont le servilisme abject dépassa tout ce qu'on avait vu de pareil même en Allemagne jusque-là. Ils devinrent en quelque sorte les Dieux de leurs Etats, des Dieux très grossiers, ignorants comme il convient à des princes, stupidement infatués de leur volonté souveraine et excessivement dépravés ; au-dessous d'eux une noblesse platement courtisane, ployée à tous les services, chercheuse de fortune, de grâces et de maîtres, et ne demandant pas mieux que de vendre ses femmes et ses filles au premier petit sultan venu. Les paysans, écrasés, décimés et abrutis triplement et par la défaite, et par la misère, et par les enseignements de leurs pasteurs protestants, prédicateurs de l'esclavage chrétien, ne bougèrent plus, sinon pour

apporter, courbés et tremblants, les fruits de leur travail au château. La bourgeoisie et les corps de métier reprirent paisiblement leurs occupations et leurs habitudes laborieuses quotidiennes, ne gardant pour toute distraction et pour consolation que la lecture de la Bible, et payant tous les impôts qu'on voulut sans résistance, sans protestation, sans murmure.

L'Allemagne était ainsi définitivement devenue et resta pendant trois siècles mortels le paradis des despotes, la terre de la tranquillité, de la soumission, de la résignation, et de la médiocrité la plus désolante, oui, désolante sous tous les rapports, car même le mouvement économique, celui de l'industrie et du commerce, s'était considérablement ralenti en comparaison de l'énergie et de l'activité qu'il avait déployées depuis la naissance de la Ligue hanséatique, entre le treizième et le quinzième siècles. Après la Réforme, ce mouvement pour ainsi dire se glaça, en sorte que l'Allemagne resta bien loin non seulement en arrière de pays protestants tels que l'Angleterre et la Hollande, mais même en arrière de la France catholique. On peut même dire que ce n'est qu'à partir du premier quart de notre siècle qu'elle a commencé à participer au grand mouvement de l'industrie et du commerce mondial.

Aujourd'hui même, elle n'y tient évidemment que le quatrième ou même le cinquième rang, après l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, et la très petite mais très industrieuse Belgique, et, sous le rapport

du commerce maritime au moins, même derrière la Hollande (1).

Donc, pendant trois siècles, même sous le rapport économique, | 61 elle resta à peu près stationnaire, aussi pauvre d'esprit que de richesses matérielles. Il en était résulté une sorte de vertu relative ou plutôt négative, connue sous le nom proverbial d'*honnêteté allemande;* on l'avait attribuée à tort à je ne sais quelle force morale, inhérente, croyait-on, au caractère de la nation, tandis que cette vertu n'était rien que le produit naturel de cette double pauvreté de la bourse et de l'esprit. Et pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir avec quelle rapidité cette honnêteté allemande tant vantée s'évapore aujourd'hui sous le souffle dépravateur et puissant de la grande spéculation banquière, des grandes transactions commerciales et de la grande industrie.

Cette honnêteté n'était donc pas une force morale, mais le produit de la médiocrité tant matérielle qu'intellectuelle. C'était l'habitude des pauvres de vivre de peu et de ne connaître que très peu de besoins, de traîner toute leur existence en dehors des grandes passions, des grandes jouissances et des grandes tentations tant de la pensée que de la vie. Se contenter de peu, voilà en quoi consista toute cette vertu, — une vertu négative s'il en fut, — et ne chercher des compensations et des consolations que dans la contemplation religieuse et dans la

(1) Il est inutile de rappeler que, depuis le moment où Bakounine écrivait, les choses ont bien changé. — J. G.

lecture de la Bible, qui enivrait à très bon marché ces bons bourgeois protestants, par la communion du Saint-Esprit ou la communication directe avec Dieu par le Christ. On conçoit qu'un tel régime ait dû former des sujets très appropriés aux besoins du despotisme.

Tel fut donc, dans cet étrange pays, l'effet de la double révolution qui marqua la transition du moyen âge à l'âge moderne ; de la révolution qui, sur les ruines de la propriété féodale, devait fonder la puissance nouvelle du capital ; de la révolution religieuse qui avait réveillé la vie politique dans tous les autres pays. En Allemagne, cet effet peut être résumé en ces mots : Appauvrissement et engourdissement matériel, prostration intellectuelle et morale.

Quelques écrivains allemands, Schiller entre autres, ont cherché à s'expliquer ce fait si douloureux pour leur patriotisme, en l'attribuant exclusivement aux désastres immenses causés en Allemagne par la guerre de Trente ans, dont elle fut en même temps le théâtre et la victime. Mais les autres pays furent-ils réellement épargnés ? La Hollande ne fut-elle pas autant ravagée par Philippe II, l'Angleterre par les Stuarts, et la France par la Ligue catholique et par la monarchie absolue depuis le commencement des guerres de religion jusqu'à la proclamation de l'édit de Nantes ? Eh bien, tout cela n'a pas empêché la Hollande de fonder sa liberté |62 et sa prospérité matérielle ; l'Angleterre

d'avoir ses Shakespeare, ses Milton, de renverser le despotisme des Stuarts, et de mater ensuite le despotisme allemand apporté par la maison de Hanovre. En France même, malgré le triomphe du catholicisme, malgré l'anéantissement et le bannissement définitif des populations protestantes, les plus industrieuses et les plus riches du pays, enfin malgré l'établissement d'une monarchie orientalement absolue, avec tout l'étalage insolent de son Roi-Soleil qui résume en sa personne tout l'Etat, — en France, depuis Rabelais, Montaigne et Descartes jusqu'à Voltaire et Diderot, à travers la grande littérature du dix-septième et du dix-huitième siècles, vous trouvez un courant non interrompu et toujours grossissant de libre-pensée, qui inspire de nobles esprits, fonde à Paris des salons littéraires et philosophiques, des Académies de sciences et de lettres, crée une opinion publique opposée autant au catholicisme, au dogme chrétien, au Maître céleste, qu'au despotisme royal, et qui, d'abord se développant en cachette, se répandant peu à peu, par mille filières souterraines et invisibles, dans toutes les classes de la société, finit par embrasser la nation tout entière, proclame la Révolution et traîne à la guillotine le maître terrestre.

Mais en Allemagne rien, rien du tout. Depuis la mort de Luther jusqu'à l'apparition des premiers écrits de Lessing, c'est-à-dire pendant deux siècles de suite, interruption complète de pensée, de tout mouvement intellectuel et de toute vie morale ; à

moins que, par pitié pour tant de misère, on ne veuille considérer comme des signes de développement intellectuel et moral les vagissements maladifs et sentimentaux du piétisme [1], ou bien les extravagances théosophiques d'un Jacob Bœhme [2]. La langue allemande elle-même, dont s'était si magnifiquement servi Luther, était retombée en désuétude : c'était la langue de la Bible, des cantiques et des traités religieux ; la science dédaignait de s'en servir, et il n'y avait proprement pas de littérature. Leibnitz, l'un des plus remarquables esprits du dix-septième siècle, écrivit presque toujours en français ou en latin. Dans les universités, les sciences ne s'enseignaient qu'en latin.

Et quelles sciences ! Quels étranges professeurs ! La théologie orthodoxe luthérienne y dominait tout. Après elle venait le droit, l'une et l'autre prêchant le pouvoir absolu du souverain et le devoir non moins absolu de l'obéissance passive des sujets. C'était le culte théorique de l'Etat, base et condition préalable du culte pratique qui avait fait de l'Allemagne ce qu'elle était : la patrie des despotes et celle des esclaves volontaires, des laquais. Les professeurs, pédants, ridicules, absurdes, lâches et ignobles comme des laquais, à genoux devant toutes les autorités, vendus d'avance et voués corps et âme au service de tous les pouvoirs, qu'ils adulaient en vers

(1) Spener, le fondateur du piétisme, est mort en 1705. — J. G.

(2) Jacob Bœhme est mort en 1624. — J. G.

latins et en prose, et en même temps arrogants, jaloux, tracassiers, s'injuriant, se calomniant, se dénonçant mutuellement, et poussant cette guerre incivile de pédants, comme dans la comédie de Molière, jusqu'à se prendre aux cheveux quelquefois, — tels furent les nobles instructeurs et éducateurs de la jeunesse allemande pendant ces deux siècles.

A côté des deux sciences principales, la théologie et le droit, il y en avait une troisième, qui enseignait en quelque sorte la théorie de leur application à la vie pratique : c'était la science politique, la science de l'Etat, ou proprement la science du service de l'Etat. Elle embrassait l'administration, les finances et la diplomatie, et devait, aussi bien que les deux autres, mais d'une manière encore plus spéciale, former les bureaucrates, les fidèles serviteurs de l'Etat. Car il faut observer qu'à cette époque, en Allemagne, les mots « patrie », « nation », étaient complètement ignorés. Il n'y avait que l'Etat, ou plutôt une infinité d'Etats, grands, moyens, petits et très petits. Il n'y en avait proprement qu'un seul véritablement grand, c'était l'Autriche, qui se trouvait à la tête de toute l'Allemagne comme | 64 chef de l'Empire, mais qui n'avait ni la puissance, ni même la volonté de mettre un frein à l'arbitraire despotique des souverains moyens et petits dans leurs Etats respectifs. Pour le sujet, et à plus forte raison pour le fonctionnaire, l'Allemagne n'existait pas : il ne connaissait que l'Etat grand, moyen ou petit qu'il servait et qui

se résumait pour lui dans la personne du prince.

Toute la science du bureaucrate consistait en ceci : Maintenir l'ordre public et l'obéissance des sujets, et leur soutirer autant d'argent que possible pour le trésor du souverain, sans les ruiner complètement et sans les pousser par le désespoir à la révolte ; danger qui d'ailleurs n'était pas excessivement grand, l'Allemagne étant, alors au moins sinon aujourd'hui, le pays classique de la soumission, de la patience et de la résignation aussi bien que de l'honnêteté.

On peut s'imaginer quel dut être l'esprit de cette honnête bureaucratie allemande, qui, ne reconnaissant, après Dieu, d'autre objet de culte que cette terrible abstraction de l'Etat personnifiée dans le prince, lui immolait consciencieusement, impitoyablement tout. Brutus nouveau, en bonnet de coton et sa pipe pendante à la bouche, chaque fonctionnaire allemand était capable de sacrifier ses propres enfants à ce qu'il appelait, lui, la raison, la justice, le droit suprême de l'Etat.

A côté de ces honnêtes « philistins » de la bureaucratie, il y avait les roués, les coquins patentés et titrés de la diplomatie. La bureaucratie (1), on peut le dire, est née et s'est développée principalement en Allemagne, y est devenue à la fois une science, un art et un culte. Mais c'est l'Italie qui

(1) Par « bureaucratie », Bakounine entend, cette fois, non pas comme tout à l'heure la *classe* des bureaucrates, mais, conformément à l'étymologie, la *domination* des bureaucrates, le gouvernement d'un pays par la classe bureaucratique. — J. G.

réclame l'honneur fort équivoque d'avoir donné naissance à la diplomatie. Partagée en une foule de petites républiques, au moyen âge, toutes indépendantes et rivales les unes des autres ; menacée par les invasions périodiques des Allemands, des Français, des Espagnols, et par la trahison permanente des papes, c'est l'Italie | 65 qui a créé, développé et cultivé dans son sein cet art infernal de la diplomatie, si bien décrit par Machiavel, et qui, après avoir formé et illustré les grands coquins historiques que furent les Médicis et les Borgia, a fini par démoraliser et par désorganiser si complètement cette noble nation qu'elle devint à la longue incapable de résister à la double tyrannie des empereurs et des papes.

Les mêmes raisons qui l'avaient fait naître en Italie devaient la faire prospérer en Allemagne, où chaque petite cour formait un foyer permanent de cabales ou d'intrigues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. A l'intérieur, c'était la grande affaire de la faveur du prince, qu'une foule de nobles valets se disputaient avec un acharnement féroce, déployant dans cette lutte toute la canaillerie dont la bassesse, la perfidie, l'avidité et la vanité des courtisans et des courtisanes sont capables. Plus une cour était petite, et plus cette cabale incessante, qui en constituait en quelque sorte l'atmosphère, se manifestait cynique, ridicule, atroce, dégoûtante. Marier le prince, lui donner une maîtresse, la remplacer par une autre, chasser un favori pour en élever un nouveau, voilà

les grandes affaires qui absorbaient l'intelligence de la jeunesse nobiliaire de l'Allemagne. Cette cabale intérieure servait en quelque sorte d'école où se formaient les hommes d'Etat, les diplomates. Une fois formés, ils se lançaient sur le théâtre public de la diplomatie extérieure, qui devint en quelque sorte la science ou plutôt l'art privilégié de la gent nobiliaire en Allemagne, aussi bien que dans tous les autres pays.

On sait ce que c'est que la diplomatie : c'est l'art et la science de la coquinerie légitimée par le service de l'Etat. On a dit avec beaucoup de raison que si, dans quelque intérêt que ce fût, un individu voulait se permettre la dixième partie des actes que les diplomates les plus renommés de l'Europe accomplissent sous nos yeux, on le traduirait en justice et on le condamnerait au bagne, à moins qu'il ne fût assez riche et puissant pour éviter l'un et l'autre. Machiavel, le fondateur de la science politique, en tant que science | 66 historique et positive, l'a fort bien démontré : l'Etat, tout Etat, monarchique ou républicain, c'est la même chose, — l'Etat n'existant que par la violence et n'étant rien lui-même qu'une violence systématique ou continue, franche ou masquée, mais toujours imposée aux masses par une minorité dominante ou gouvernement quelconque, — l'Etat ne peut se maintenir que par une violation également continue et systématique du droit humain, de la morale humaine ; ce qui revient à dire qu'il ne peut exister que par le crime. Mais une fois que

l'Etat, son intégrité, sa grandeur, sa puissance, et par conséquent aussi son extension si possible, sont posés comme le but suprême auquel tout homme né dans son sein, tout sujet, doit sacrifier tout le reste, il est évident que tous les crimes qu'on commet dans l'intérêt de l'Etat deviennent autant de vertus. Aussi les hommes d'Etat, les diplomates qui s'en rendent coupables, loin de s'en cacher, s'en font gloire. Combien de crimes flagrants, par exemple, M. de Bismarck ne vient-il pas de commettre directement contre la France et indirectement contre l'Allemagne! Eh bien, tout le monde le fête aujourd'hui comme le plus grand homme d'Etat de l'Europe. Et M. Thiers, pourquoi non seulement les monarchistes et les conservateurs de l'Europe et de la France, mais les républicains eux-mêmes, l'extrême gauche, même l'*homme de l'avenir*, Gambetta, pourquoi le proclament-ils tous l'homme indispensable et le sauveur de la France? Parce que, pour le salut de l'Etat, il a fait assassiner quarante mille défenseurs de la Commune de Paris, cette négation désormais historique de l'Etat, et qu'il continue d'en fusiller encore quelques-uns, comme des victimes réclamées par cette grande idole de l'Etat.

On voit que sous toutes les formes de gouvernement, dans les monarchies aussi bien que dans les républiques, du moment que le salut de l'Etat le réclame, tous les hommes d'Etat sentent, pensent et font la même chose. Sur ce terrain, tous ils se donnent la main. Mouravief et Haynau, Bismarck et

Thiers, Gambetta, et jusqu'à M. Marx lui-même, si jamais M. Marx | 67 est appelé à gouverner un Etat.

Cependant il se fait de nos jours un véritable progrès. Je ne sais plus qui a dit que l'hypocrisie était un hommage que le vice rendait à la vertu (1) : la diplomatie moderne tend à justifier ce proverbe. En lisant les proclamations que les hommes d'Etat actuels ne manquent pas de lancer lorsqu'ils entreprennent quelque chose de bien sinistre, on dirait qu'ils n'ont qu'un seul but, le bien de cette pauvre humanité. Mais, à l'époque dont je parle, ce mot était à peu près inconnu, aussi bien en Allemagne que partout. Dieu était alors le grand paravent, — le Dieu des batailles et des rois, ou, comme l'a dit plus tard le grand Frédéric, le Dieu des travailleurs. D'ailleurs à cette époque on n'avait pas même besoin de prétexte. La coquinerie des courtisans et des diplomates s'étalait dans tout son cynisme, d'autant plus honorée et fêtée qu'elle était habile et heureuse. On méprisait tant le public bourgeois et la canaille populaire qu'on ne prenait pas même la peine de les tromper. Les diplomates français, qui donnaient le ton à ceux de tous les autres pays, étaient des roués raffinés. On peut s'imaginer ce que devaient être les diplomates de l'Allemagne, égalant et souvent surpassant leurs modèles français en toutes choses, moins l'esprit.

A côté de la bureaucratie et de la diplomatie, il y

(1) C'est La Rochefoucauld, l'auteur des *Maximes*. — J. G.

eut encore un art qui prospéra beaucoup en Allemagne. C'est l'art militaire. C'est en Allemagne que naquit la manie, la passion de jouer au soldat. La vraie patrie de cette noble passion, c'est la Prusse. On sait que chez le père du grand Frédéric, elle était devenue une véritable folie ; il ne rêvait qu'uniformes ; avare, il dépensait beaucoup d'argent pour acheter de beaux soldats, et, quand il ne pouvait pas les acheter, il les volait et les enrégimentait par violence. Les princes de l'Allemagne qui voulaient lui faire leur cour lui livraient leurs plus beaux sujets. Il ne faut pas s'en étonner, puisque à la veille même de la Révolution française, alors que toute l'Europe, déjà inondée de la lumière de la libre pensée, frémissait dans l'attente des grands événements qui devaient la bouleverser tout entière, alors que des despotes eux-mêmes, tels que Catherine II, Frédéric II, Joseph II, et bien d'autres encore, | 68 entraînés par le vertige d'un libéralisme universel, croyaient devoir flatter cet esprit nouveau qui avait envahi tout le monde, deux souverains allemands, le duc de Brunswick et le comte de Hanau, vendaient tranquillement une vingtaine de milliers de soldats allemands au roi d'Angleterre, sans même se donner la peine de conclure avec lui un traité d'alliance effective contre l'Amérique insurgée, contre laquelle ces soldats furent employés, mais en se faisant payer simplement avec de l'argent comptant. Ce fut une vente d'hommes, de soldats et de sujets allemands dans toutes les règles Ce fait

caractérise à lui seul le pouvoir des princes allemands, la patience angélique de leurs sujets, et, en particulier, l'esprit du militaire allemand à cette époque.

C'était l'idéal du soldat-machine, de l'homme abruti par la discipline militaire à ce point qu'il tue et qu'il se fait tuer, à raison de quelques sous par jour, sans savoir même qui il tue et pourquoi il le tue. Quant aux officiers allemands, nobles la plupart du temps, c'étaient de vrais chevaliers d'aventure, louant leurs services au souverain qui donnait davantage, allemand ou même étranger, et portant dans tous les pays qu'ils honoraient de leur service lucratif la même fidélité de chien vis-à-vis de leurs chefs et de leurs princes d'occasion, la même dureté pour le soldat, et le même mépris pour le bourgeois et le peuple.

Qu'on réunisse, qu'on combine tous les éléments sociaux que je viens d'examiner un à un, et on aura une idée parfaitement juste de l'Allemagne telle qu'elle était sortie de la Réformation et de la guerre de Trente ans, jusqu'à la seconde moitié du dix-huitième siècle. Et maintenant, la main sur la conscience, qu'on dise si je n'ai pas eu mille fois raison de prétendre, contrairement à M. Marx, que ce n'est pas du tout la Russie, que c'est l'Allemagne qui, du seizième siècle jusqu'à nos jours, a été la source et l'école permanente du despotisme d'Etat en Europe. De ce qui, dans les autres pays d'Europe, n'a été qu'un fait, l'Allemagne a fait un système,

une doctrine, une religion, un culte : le culte de l'Etat, la religion du pouvoir absolu du souverain et de l'obéissance illimitée de sujet, la prosternation, l'annihilation | 69 de tout subalterne vis-à-vis de son chef, le respect du rang comme en Chine, la noblesse du sabre, la toute-puissance mécanique d'une bureaucratie hiérarchiquement pétrifiée, le règne absolu de la paperasse juridique et officielle sur la vie, enfin l'absorption complète de la société dans l'Etat ; au-dessus de tout cela, le bon plaisir d'un prince quasi-Dieu et nécessairement demi-fou, avec la dépravation cynique d'une noblesse à la fois stupide, arrogante et servile, prête à commettre tous les crimes pour lui plaire ; et au-dessous, la bourgeoisie et le peuple donnant au monde entier l'exemple d'une patience, d'une résignation et d'une subordination sans limites.

M. Marx pense-t-il qu'un peuple, quelque doué qu'il soit, puisse rester impunément dans une situation pareille pendant une longue période historique, sans que l'esclavage pénètre jusque dans les dernières ramifications de ses veines, devienne son habitude, sa seconde nature? Et si ce peuple, comme on peut le dire avec pleine justice du peuple allemand, même avant cette période de servitude écrasante, n'a jamais connu ni même désiré la liberté ; si, au milieu du mouvement progressif des peuples voisins, il est resté un peuple stagnant, contemplatif, méditatif, — travaillant beaucoup il est vrai, et c'est là son honneur, mais ne se révoltant jamais,

excepté un très court moment dans sa vie, au début de la Réformation, — qu'a-t-il dû devenir pendant ces siècles d'immobilité et d'absence de pensée absolues? Un excellent instrument pour toutes les entreprises du despotisme, tant au dedans qu'en dehors; une base très solide pour la propagande, le rayonnement et les envahissements du despotisme dans le monde entier.

Si l'Allemagne n'a plus été conquérante à partir de la Réformation et jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, si elle a laissé ce rôle à la France de Richelieu et de Louis XIV, ce ne fut point faute de disposition, mais uniquement faute de puissance. La Réformation avait porté un coup mortel à l'Empire germanique, l'avait dissous de fait, sinon encore en droit. L'Allemagne était infiniment divisée. L'Allemagne catholique, coupée d'ailleurs en deux parties inégales par la jalousie séculaire de l'Autriche et de la Bavière, était tenue en échec par une foule de petits princes | 70 protestants toujours prêts à se coaliser, et au besoin même à s'appuyer sur la France catholique contre elle. Cela réduisait naturellement toute l'Allemagne à une complète impuissance.

Etrange situation que celle d'un peuple très nombreux, très robuste, conquérant et envahisseur autant par tradition que par goût, — les Slaves en savent quelque chose, et les Italiens aussi, — disposé de plus à devenir un excellent instrument de conquête par son esclavage même, par cette disci-

pline intérieure, volontaire, et par cette passion d'obéissance, qui en faisaient un peuple modèle, — et qui, malgré tous ces grands avantages, s'est vu réduit à jouer pendant tant de siècles de suite le rôle d'un peuple victime, opprimé et décimé plus ou moins par tous les Etats voisins, voire même par la petite Suède ; d'un peuple qui ne demandait pas mieux que d'envahir et à droite et à gauche et partout, et qui, au lieu de cela, a été condamné à se trouver toujours envahi ; car enfin la plus grande partie des guerres qui ensanglantèrent l'Europe depuis la Réformation jusqu'à nos jours eurent pour théâtre l'Allemagne, ce qui naturellement, déja au seul point de vue de la tranquillité et des intérêts matériels, a dû déplaire beaucoup aux Allemands, en même temps que cela devait froisser beaucoup leur vanité nationale.

Il en est résulté, très lentement et très imperceptiblement d'abord, il est vrai, un sentiment naturel et nécessaire de réaction contre la cause de toute cette honte et de tous ces malheurs, contre la division de l'Allemagne en une multitude d'Etats, — non contre l'Etat en général. Ce n'était pas la réaction d'un peuple aimant et voulant la liberté contre le despotisme intérieur de l'Etat qui l'empêchait d'en jouir ; c'était celle d'un peuple qui, se sentant le goût et la puissance naturelle de la conquête, aspirait à une forme politique capable de satisfaire ce désir instinctif et de mettre en action cette puissance. Pour cela, il n'y avait qu'une seule forme,

c'était celle du grand Etat unitaire, embrassant patriotiquement toute l'Allemagne, et même plus que cela, tous les pays que les Allemands ont pris l'habitude à la fois historique et scientifique de considérer comme des parties intégrantes de la grande patrie allemande. C'est encore aujourd'hui le rêve de tous les pangermanistes.

Mais pour la réalisation de ce rêve, il fallait un organe, et cet organe ne pouvait être | 71 autre qu'un Etat allemand déjà assez puissant par lui-même, et qui devait le devenir davantage par l'accroissement de moyens qu'il recevrait plus tard de l'Allemagne tout entière. Il est clair que puisque l'unité, de plus en plus désirée dès la seconde moitié du dix-huitième siècle par les esprits les plus patriotiques de l'Allemagne, avait, conformément à tout le caractère national, pour dernier but la puissance, il est clair, dis-je, que cette unification et centralisation nationale de l'Allemagne ne pouvait être réalisée que par l'Etat, et non par un mouvement spontané des populations allemandes elles-mêmes, un pareil mouvement pouvant bien produire la prospérité matérielle et la liberté, mais non la puissance politique d'une nation, à moins que le mouvement populaire, inspiré plutôt par cette passion de la grandeur politique que par l'amour de la liberté, ne tende et n'aboutisse de lui-même à la création du grand Etat, ainsi que le désirent aujourd'hui les démocrates socialistes de l'Allemagne, qui s'efforcent évidemment de l'entraîner dans cette voie.

Mais il était absolument impossible que les populations allemandes marchassent dans cette voie spontanément. Car, pour fonder le grand État unitaire, elles devaient abattre d'abord cette multitude de petits Etats, de petits princes entre lesquels l'Allemagne se trouvait divisée, et c'était une entreprise, une action dont les peuples allemands étaient et se montrent encore, jusqu'à cette heure au moins, absolument incapables. Pour les abattre de leur mouvement propre, ils n'ont encore aujourd'hui qu'un unique moyen, c'est la *révolte*, et nous avons vu que la révolte a été toujours étrangère, pour ne point dire profondément antipathique, à cette excellente nature allemande, toute pétrie de respect, de soumission et de résignation, pleine d'une vénération aussi instinctive que réfléchie pour toutes les autorités, et d'une piété sans bornes pour ses princes.

Cette vertu politique est tellement enracinée dans le cœur de l'immense majorité des Allemands, que le grand patriote Ludwig Bœrne, il y a à peine quarante ans, écrivait ces terribles paroles : « Les autres peuples peuvent être *esclaves* ; | 72 on pourra les mettre à la chaîne et les maîtriser par la violence ; mais les Allemands sont des *laquais*, on n'a pas même besoin de les enchaîner, on peut les laisser courir dans la maison sans danger. (*Andere Völker mögen* SKLAVEN *sein, man mag sie an die Kette legen, mit Gewalt darnieder halten, aber die Deutschen sind* BEDIENTEN, *man braucht sie nicht an*

die Kette zu legen, man kann sie frei im Hause herumlaufen lassen.) »

M. le Dr Johann Jacoby, également un des plus grands et des plus dignes patriotes de l'Allemagne, et qui est encore aujourd'hui l'un des chefs les plus reconnus et les plus vénérés du Parti de la démocratie socialiste, auquel il vient de donner dernièrement sa pleine adhésion, a répété plusieurs fois la même chose, quoique en des termes beaucoup plus parlementaires et polis.

Voici, par exemple, les paroles qu'il a prononcées devant les électeurs à Berlin, le 5 juin 1848, alors que le mouvement révolutionnaire dont la France, comme toujours, avait pris l'initiative, avait pénétré même en Allemagne, et que le langage y était en général encore très hardi :

« Partout en Allemagne — avec la seule exception de Bade — la révolution s'est *librement* arrêtée devant les trônes chancelants ; preuve que le peuple allemand, tout en voulant poser une limite au pouvoir souverain de ses princes, n'est nullement disposé à l'abolir (*) ».

Et dix ans plus tard, riche de nouvelles et de bien cruelles expériences, et plus convaincu que jamais,

(*) « *Überall in Deutschland — mit alleiniger Ausnahme Badens — hat die Revolution aus freien Stücken vor den wankenden Thronen* HALT *gemacht ; ein Zeugniss, dass das deutsche Volk der Gewaltmacht seiner Fürsten Mass und Schranken zu setzen, sie aber keineswegs abzuschaffen geneigt ist.* » (*Gesammelte Schriften und Reden von Dr Johann* JACOBY, *2ter Theil, S. 23 ; Hamburg, Verlag von Otto Meissner, 1872.*) — (*Note de Bakounine.*)

voici celles qu'il a prononcées dans une assemblée d'électeurs en novembre 1858, à Königsberg :

« **Respect au roi!** Si jamais une époque, l'année 1848 nous a appris jusqu'à quelles profondeurs l'élément monarchique a poussé des racines dans le cœur du peuple. En rendant | 73 à la royauté cet hommage qui lui est dû, nous ne trahissons pas le principe de l'égalité des droits, nous donnons seulement satisfaction à une exigence parfaitement juste, fondée autant sur le besoin de notre peuple que sur le développement de notre patrie (*) ».

Les premières paroles que je viens de citer furent prononcées par l'illustre chef du parti démocratique de l'Allemagne au milieu de la révolution, alors que tous les trônes réellement chancelaient et qu'il n'eût fallu qu'une simple manifestation de volonté de la part du peuple allemand pour les faire tomber. Le Dr Jacoby, républicain d'esprit et de cœur, mais en même temps observateur consciencieux, témoin actif de tout ce qui se passait autour de lui, a constaté, non sans douleur sans doute, que le peuple allemand, redevenu absolument maître de ses destinée pendant ces quelques mois d'ébullition nationale, n'a point voulu être libre, a voulu au con-

(*) « **Ehrerbietung dem Könige!** *Wenn irgend eine Zeit, so hat das Jahr 1848 gelehrt, wie tief das monarchische Element in dem Herzen des Volkes Wurzel geschlagen. Wir werden nicht untreu dem Princip der Gleichberechtigung, wir genügen nur einer durchaus gerechten, in dem Bedürfnisse unseres Volkes wie in der Entwickelung des* | 73 *Vaterlandes begründeten Forderung, wenn wir dem Königthum die ihm gebührende Ehrfurcht zollen.* » (Ibid., S. 106.) — (*Note de Bakounine.*)

traire rester le sujet de ses princes, non parce qu'ils étaient de bons princes, — tout le monde sait combien ils ont été et sont restés ridicules et horribles, — mais parce qu'il avait l'habitude profondément nationale de leur joug. Si le Dr Jacoby ajoute que le peuple allemand voulait en même temps poser des conditions et des bornes à leur pouvoir absolu, il ne faut pas trop prendre ces paroles au sérieux. Dans un autre discours prononcé beaucoup plus tard (le 30 janvier 1868, devant une assemblée d'électeurs à Berlin), il dit lui-même : « *Nous parlons de mouvements populaires, du réveil de la conscience politique dans le peuple, des manifestations, résolutions et réclamations populaires; mais nous devons pourtant nous avouer à nous-mêmes que ce n'est qu'une bien minime fraction du peuple* (sans doute la bourgeoisie radicale, qui proprement reste en dehors du peuple) *qui prend part à nos luttes pour la liberté* (*). »

Dans son second discours, prononcé à Königsberg en 1858, c'est-à-dire dix ans après la révolution de 1848, — après dix ans de la réaction la plus terrible qui ait jamais sévi en Allemagne, et qui eût été capable de fatiguer la patience et la foi de tout autre peuple, — le vénérable patriote constate plus explicitement que jamais la profondeur des racines que le sentiment monarchique, c'est-à-dire celui de l'esclavage volontaire, a poussées dans la con-

(*) Ibid, S. 326. — (*Note de Bakounine.*)

science, dans la nature du peuple allemand. Il l'appelle un *besoin* de ce peuple, et il avoue que c'est une nécessité du *développement* de la patrie allemande.

| 74 En un mot, avec toutes sortes de réticences et de ménagements commandés sans doute aussi bien par les circonstances que par les habitudes d'un tempérament plus calme et d'un esprit plus contemplatif et moins irascible, le Dr Johann Jacoby a complètement confirmé la terrible sentence prononcée contre le peuple allemand par son grand compatriote et prédécesseur le Dr Ludwig Bœrne. Ce peuple n'a jamais beaucoup aimé la liberté, et, à moins d'événements extraordinaires et probablement extérieurs, tels qu'une révolution sociale éclatant en France ou dans quelque autre pays du midi de l'Europe, ou bien même en Angleterre, non seulement il sera incapable de renverser lui-même ses tyrans, mais il ne désirera pas même leur chute. Les raisons qui l'empêcheront seront toujours le culte de l'autorité, la piété pour le prince, la foi dans l'Etat et le respect invétéré pour tous les fonctionnaires et représentants de l'Etat ; enfin cette bosse de la discipline volontaire et de l'obéissance réfléchie, développée en lui par toute son histoire, et, comme nous venons de le voir, surtout par les trois derniers siècles, le protestantisme ayant consacré par sa bénédiction, en Allemagne, mais seulement en Allemagne, toutes ces dispositions nationales qui font du peuple allemand le peuple le plus librement

asservi et le plus menaçant aujourd'hui pour la liberté du monde.

Une fois tous ces éléments donnés, on comprend que l'unité de l'Allemagne, si nécessaire à la réalisation de sa puissance politique, ne pouvait être le résultat d'un mouvement libéral spontané de la nation elle-même, mais celui de la conquête seulement ; sans doute pas de la conquête étrangère, mais de l'absorption violente de tous les petits Etats de l'Allemagne dans un Etat comparativement plus puissant, et sinon également ni tout à fait, au moins en grande partie germanique. Ce n'est pas ici le lieu de démontrer pourquoi ni l'Autriche, ni la Bavière, épuisées et paralysées d'ailleurs par leurs luttes précédentes aussi bien que par leurs jalousies mutuelles, et frappées de mort par le principe de l'ultramontanisme catholique auquel, pour leur propre malheur, elles étaient restées trop fidèles, n'étaient désormais capables de rendre ce grand service à l'Allemagne, service qui réclame l'action d'un Etat tout | 75 nouveau, aucunement ou très peu compromis par l'histoire. Cet Etat nouveau, tout le monde le sait, fut la Prusse.

L'histoire de l'Etat brandebourgo-prussien, jusqu'en 1807, ne fut rien que celle de ses princes, d'abord margraves, électeurs de Brandebourg et vassaux de la Pologne pour la Prusse, devenus en 1701 rois de Prusse, et bientôt après les protecteurs et, comme tels, les co-partageurs de la Pologne, les initiateurs incontestables de ce partage que maudis-

sent aujourd'hui avec plus d'énergie que de sincérité les démocrates socialistes de l'Allemagne. Jusqu'à la grande catastrophe d'Iéna, il n'y eut proprement pas de nation prussienne. C'était une agglomération de populations hétérogènes, en partie slaves, et notamment polonaises, en partie allemandes, et qui n'étaient reliées entre elles, comme par exemple celles du Brandebourg avec celles de la Prusse, que par la personne du souverain.

. . . . . .

(*Le manuscrit s'interrompt ici.*)

TABLE DES MATIÈRES

Préface v

I. Lettres a un Français (suite, feuillets inédits) . . 1

Avant-propos 3

Lettres à un Français sur la crise actuelle (pages 81 *bis*-125 du manuscrit). Locarno, septembre 1870 5

II. Manuscrit de 114 pages (inédit) 73

Avant-propos 75

Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille. Première moitié d'octobre 1870. 83

Le Réveil des peuples (fragment inédit) 221

III. Lettre a Esquiros (inédit) 223

Avant-propos. 225

Lettre à Esquiros. Environs de Marseille, 20 octobre 1870. 229

IV. Préambule pour la seconde livraison . . . . . .

Avant-propos. 243

Préambule pour la seconde livraison de L'Empire Knouto-Germanique. Locarno, 5-23 juin 1871. 245

V. Avertissement (inédit) 277
Avant-propos. 279
Avertissement pour L'Empire Knouto-Germanique. Locarno, 25 juin-3 juillet 1871 281
VI. Lettre au journal *la Liberté*, de Bruxelles. . . . 335
Avant-propos. 337
Lettre au journal la Liberté, *de Bruxelles*, Zürich, octobre 1872. 339
VII. Fragment, suite de *L'Empire Knouto-Germanique* (inédit). 391
Avant-propos. 393
Fragment formant une suite de L'Empire Knouto-Germanique. Locarno, novembre-décembre 1872 397

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

626684

SoS
B1696Gu

Bakunin, Mikhail Aleksandrovich
Oeuvres. Ed. by J. Guillaume. [5. éd.] t.4.

DATE

NAME OF BORROWER

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED